

MARANSIN

CARTE COMMUNALE

1.1 Rapport de présentation

Diagnostic

Etat Initial de l'Environnement

Explication des choix

Articulation

Révision de la Carte Communale prescrite par D.C..C du 16/12/2020

Projet de Carte Communale notifié par D.C.M du 20/12/2022

Dossier soumis à Enquête Publique du 04/06/2024 au 05/07/2024

Carte Communale approuvée par D.C.M du ...



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

SOMMAIRE

Le rapport de présentation de la Carte Communale de Maransin est organisé en 4 tomes.

- Tome 1.1 : Diagnostic, état initial de l'environnement, explication des choix, articulation ;
- Tome 1.2 : Analyse des incidences et mesures d'évitement-réduction-compensation, indicateurs de suivi ;
- Tome 1.3 : Résumé non technique.
- Tome 1.4 : Avis des Personnes Publiques Associées & Enquête Publique

TOME 1.1 DU RAPPORT DE PRESENTATION

I. PRÉAMBULE.....	7
1. La situation communale.....	9
2. Révision de la Carte Communale	11
II. EVOLUTIONS SOCIODÉMOGRAPHIQUES.....	13
1. Une croissance démographique en déprise ces dernières années.....	15
2. Une commune familiale... ..	17
3. ... À la population vieillissante.....	18
4. Synthèse du diagnostic socio-démographique	20
III. HABITAT ET LOGEMENT.....	23
1. Une production neuve dynamique, pavillonnaire.....	25
2. Une faible vacance structurelle, mais une évolution à surveiller.....	26
3. Un parc de logements très peu diversifié.....	28
4. Synthèse du diagnostic habitat et logement.....	29
IV. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET DE PRODUCTION DE LOGEMENTS	31
1. Compatibilité avec les documents de rang supérieur	33
2. Calcul des hypothèses d'accueil démographiques.....	34
3. Perspectives théoriques de mises sur le marché de logements.....	37
V. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	39
1. Une attractivité certaine pour les actifs	41
2. Économie : les orientations du SCoT du Grand Libournais	44
3. Une histoire agricole : la viticulture.....	45
4. Synthèse du diagnostic économique	49
VI. EQUIPEMENTS, COMMERCE, SERVICES ET RÉSEAUX NUMÉRIQUES	51
1. Une offre de services satisfaisante	53
2. Une défense incendie recouvrant les principales entités urbaines communales.....	55
3. Une très bonne couverture numérique, la fibre d'ici 2022 à 2023	56
4. Une desserte électrique satisfaisante	57
VII. TRANSPORTS ET MOBILITÉS	59
1. Un territoire structuré par plusieurs départementales.....	61
2. Une forte dépendance à l'automobile individuelle	62
3. Des flux domicile-travail concentrés vers les agglomérations libournaise et bordelaise	62
4. Stationnement et aménagements pour les modes actifs : des enjeux localisés.....	64

VIII. URBANISME ET PATRIMOINE	67
1. Le fonctionnement du territoire	71
2. Les formes urbaines.....	73
IX. BIODIVERSITÉ ET TRAME VERTE ET BLEUE	75
1. la biodiversité : un patrimoine commun fragile	77
2. Une richesse écologique qui pourtant se révèle sur le territoire.....	91
3. La Trame verte et bleue.....	106
4. Enjeux	117
X. LE PAYSAGE	120
1. Caractéristiques de la géographie locale	122
2. Contexte paysager communal	124
3. Patrimoine	128
4. Les chemins de randonnées.....	130
5. Enjeux	131
XI. RESSOURCES ET CAPACITÉS DE DÉVELOPPEMENT	132
1. L'eau au regard du SDAGE Adour Garonne.....	134
2. L'assainissement.....	148
3. La ressource en eau potable	150
4. Enjeux	156
XII. AIR ET ÉNERGIE	158
1. Une prise en compte de plus en plus forte des problématiques énergétiques... et climatiques	160
2. Energie.....	161
3. Air	172
4. Enjeux	181
XIII. NUISANCES ET POLLUTIONS, RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	182
1. Les risques majeurs	184
2. Les risques naturels liés aux inondations	186
3. Les risques naturels liés aux mouvements de sol.....	190
4. Le risque naturel lié aux feux de forêt	193
5. Le risque naturel lié aux séismes	195
6. Les risques technologiques	196
7. Nuisances et pollutions.....	196
8. Enjeux	201
XIV.FOCUS SUR LES SITES POTENTIELLEMENT VOUES A MUTER	202
1. Précisions méthodologiques	204
2. Investigations écologiques réalisées par la cabinet Théma	205
3. Investigations écologiques réalisées par le cabinet Artifex	218
XV. CONSOMMATION D'ESPACE ET POTENTIEL DE DENSIFICATION	231
1. De 1,75 à 8 hectares d'espaces agricoles, naturels et forestiers consommés ces 10 dernières années.....	233
2. 17,32 hectares d'espaces libres dans la Carte Communale en vigueur	236
3. Perspectives justifiables de consommation foncière	239
XVI.ÉXPLICATION DU PROJET ET DE LA DÉCLINAISON RÉGLEMENTAIRE	247
1. Le projet communal	249
2. La déclinaison réglementaire	253

3. Articulation de la Carte communale avec les documents de portée supérieure.....270

XVII. ANNEXE..... 275

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



I. PRÉAMBULE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



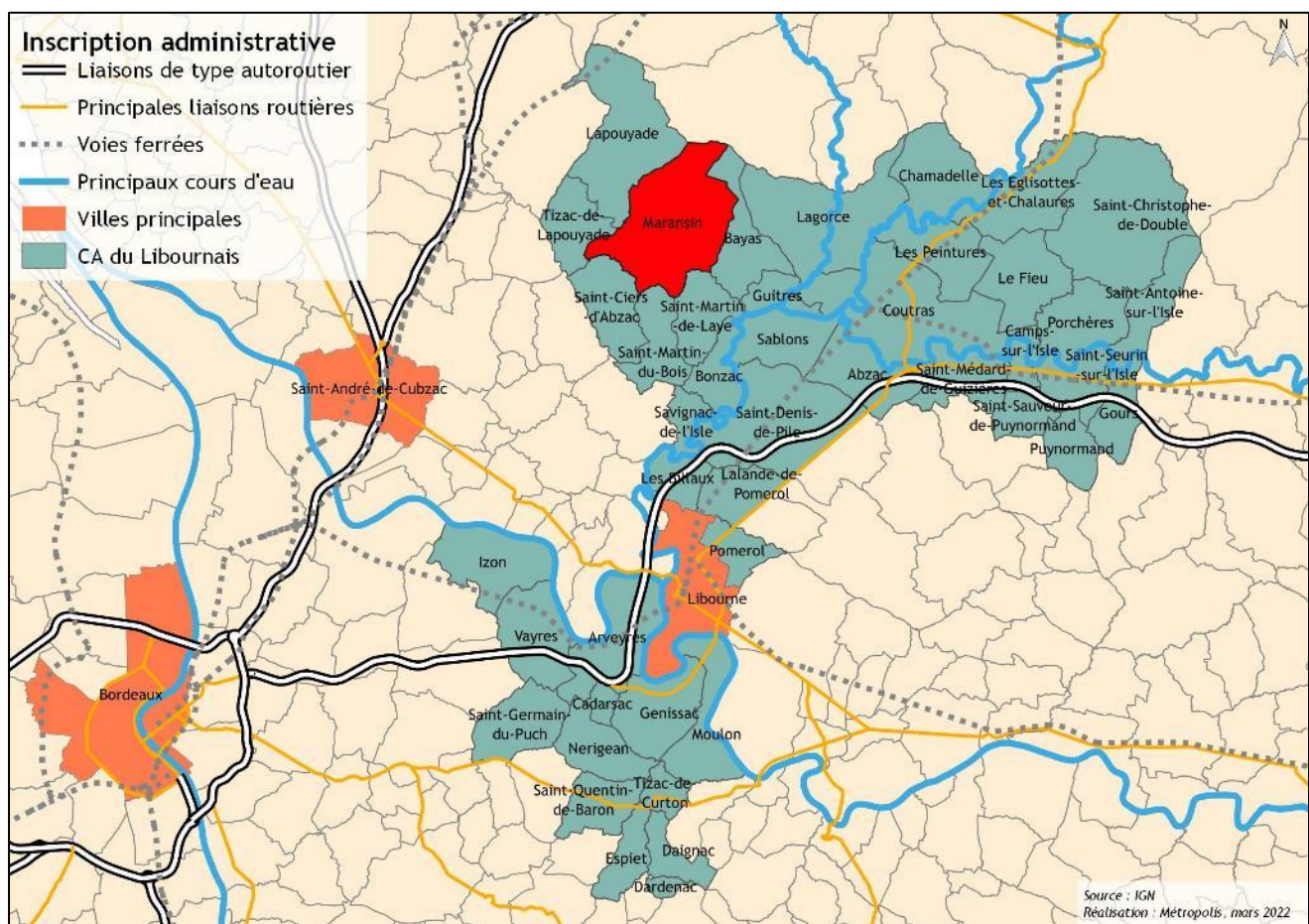
ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. LA SITUATION COMMUNALE

La commune de Maransin – qui accueille 1005 habitants en 2018 – se situe au Nord-Ouest de la Communauté d'Agglomération du Libournais – la **CALI** – composée de 45 communes, où vivent 91 150 habitants en 2018, et qui connaît des dynamiques importantes liées à une pression démographique forte.

À 47 km de Bordeaux et à 20 km au Nord de Libourne, le territoire communal est rattaché au **bassin de proximité du Grand Libourne** défini par le SCoT du Grand Libournais¹. Si le lien avec l'agglomération libournaise est évident, la commune se trouve également à 10 km de **Guîtres** (centralité relai du SCoT), à 15 km de **Coutras** (centralité d'équilibre du SCoT) et à 22 km de **Saint-André-de-Cubzac** (Communauté de Communes du Grand Cubzaguais).

Maransin bénéficie d'un positionnement relativement excentré par rapport aux infrastructures de transport, mais se situe entre la **N10**, qui relie la métropole bordelaise à l'agglomération d'Angoulême en passant par Saint-André-de-Cubzac, et l'**A89**, qui traverse l'intercommunalité d'Ouest en Est.



Situation géographique et administrative de la commune de Maransin

¹ Schéma de Cohérence Territoriale

Structures intercommunales	Compétences / Actions
POLE TERRITORIAL ET RURAL DU GRAND LIBOURNAIS	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Urbanisme et aménagement</u> : mise en œuvre et évaluation du SCoT, application du Droit des Sols (ADS) pour 56 communes, maîtrise d'œuvre sur demande de la planification locale pour les communes du Grand Libournais, élaboration du Document d'Aménagement Artisanal et Commercial. • <u>Développement économique et touristique</u> : mise en œuvre et évaluation de la stratégie du programme européen LEADER 2014-2020, coordination des politiques touristiques communautaires, animation de l'Action Collective de Proximité en faveur de la revitalisation artisanale et commerciale des centres-villes et bourgs, animation du dispositif national « Territoires d'Industrie » et mise en œuvre des maîtrises d'ouvrage associées, animation et élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial. • <u>Santé</u> : coordination du Contrat Local de Santé, animation du Conseil Local de Santé Mentale. • <u>Environnement</u> : Définition des systèmes d'endiguement en vue de la Prévention des Inondations induite par le transfert aux EPCI-FP de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations). • <u>Contractualisations</u> : programme LEADER avec l'UE, Contrat de Ruralité avec l'État, Conventions d'Actions Touristiques avec le Département, Contrat de Dynamisation et de Cohésion et Nouvelle Organisation Touristique des Territoires 2015-2022 avec la Région.
COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION DU LIBOURNAIS	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Développement économique</u> : politique locale du commerce et soutien aux activités d'intérêt communautaire, en complément de l'action de la Région. • <u>Politique du tourisme</u> : création de l'office de tourisme intercommunal. • <u>Politique des transports</u> : transport scolaire emprunté par 3700 élèves, transport urbain gratuit pour les habitants, transport péri-urbain. • <u>Politique de l'habitat</u> : Programme Local de l'Habitat (PLH), contrôle de la qualité des logements loués et qui sont divisés. • <u>Développement durable</u> : labellisé Territoire à énergie positive pour la croissance verte, Plan Climat Energie Territorial (PCET), rapport annuel de développement durable pour mesurer les actions mises en œuvre. • <u>Action sociale</u> : services à la personne visant le maintien à domicile, l'accueil des gens du voyage, l'attractivité médicale. • <u>Politique de la ville</u> : trois grands domaines sont couverts ; la politique d'insertion et d'emploi, la politique sociale contractuelle, la politique de prévention de la délinquance. • <u>Petite enfance – enfance – jeunesse</u> • <u>Urbanisme</u> : suivi du SCOT du Grand Libournais réalisé par le PETR, suivi de la réalisation des PLU communaux et Cartes communales. La CALi assure l'instruction des ADS pour les communes de Arveyres, Cadarsac, Daignac, Izon, Saint-Antoine-sur-l'Isle, Saint-Germain-du-Puch, Saint-Quentin-de-Baron et Vayres. • <u>GEMAPI</u> : aménagement du bassin hydraulique, entretien et aménagement des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eaux, défense contre les inondations, protection et restauration des écosystèmes aquatiques, zones humides et formations boisées rivulaires.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRIFICATION DE SAINT-PHILIPPE-D'AIGUILHE	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion et alimentation en électricité.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU NORD LIBOURNAIS	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif. Regroupe 14 communes.

Tableau synthétique des structures intercommunales auxquelles la commune adhère

La commune de Maransin est, dans son développement, liée au **bassin de vie** et **à ceux des intercommunalités voisines (Grand Saint-Émilionnais, Fronsadais...)** et de la **métropole bordelaise** : que ce soit concernant les aspects économiques, touristiques, démographiques, sociaux, structurels, environnementaux, paysagers, ...

Elle se caractérise d'autre part par son appartenance à un **territoire identitaire rural, forestier et viticole** marqué, situé au sein d'un **espace paysager de qualité**. La moitié de la superficie de la commune – sur la frange Nord-Est – est en effet identifiée comme « **paysages boisés à respecter** » par le **SCoT du Grand Libournais** ; une partie du territoire communal fait également partie de la **trame pourpre** du SCoT, avec des secteurs classés en Appellation d'Origine Contrôlée (AOC).

Ainsi, la préservation d'une qualité de vie au sein d'un environnement rural à proximité est à privilégier, tout en organisant le développement urbain dans la cohérence.

2. RÉVISION DE LA CARTE COMMUNALE

La Carte Communale de Maransin a été **approuvée** par délibération du Conseil Municipal le **20 juin 2006**. 16 ans après, il apparaît nécessaire de faire évoluer ce document compte-tenu de la nécessité de mise en **compatibilité du document avec ceux de portée supérieure²**, et d'un **maintien des services de proximité** présents sur la commune.

Par **délibération du 16 décembre 2020**, le Conseil Communautaire a prescrit la **révision de la Carte Communale** de Maransin.

Les données sont issues du traitement du recensement principal et complémentaire de 2018 de l'INSEE – sauf mention contraire. Toutes les évolutions sont exprimées sur la période 2013-2018, sauf mention contraire.

Les dernières données INSEE sont définies sur la géographie communale en date du 01/01/2019. Le traitement effectué par Métropolis par intercommunalité est défini sur la géographie intercommunale en date du 01/01/2020.

² SRADDET Nouvelle-Aquitaine (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) ; SCoT du Grand Libournais (Schéma de Cohérence Territoriale)

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

II. EVOLUTIONS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN DÉPRISE CES DERNIÈRES ANNÉES

La commune de Maransin compte **1005 habitants** en 2018.

Depuis 1975, Maransin a connu une croissance démographique continue et soutenue, en passant de 670 habitants en 1975, à 1075 en 2008 (soit 60%).

Cette tendance a été ralentie et s'est légèrement inversée à partir de 2008 (perte de 70 habitants jusqu'en 2018).

Malgré des potentialités de développement de l'urbanisation au travers des zones urbaines de la Carte Communale, la commune peine à être attractive ces dernières années.

Cette déprise démographique récente est liée à la conjonction d'un solde migratoire et, dans une moindre mesure, d'un solde naturel négatif. Plus précisément, on note :

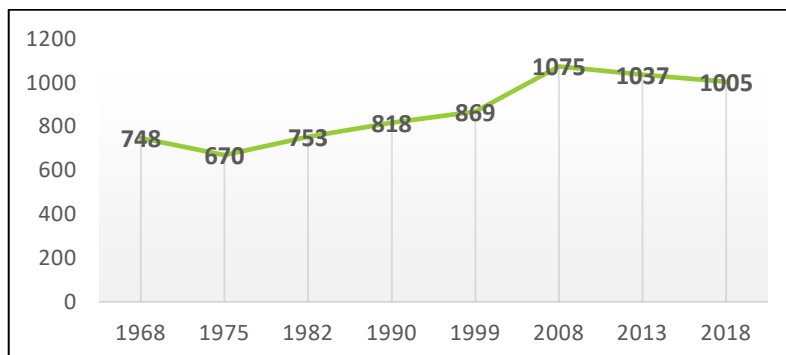
- Une **attractivité migratoire très forte depuis 1975**, avec une reprise au tournant des années 1999 à 2008, mais qui s'est fortement amoindrie sur les dernières périodes, pour être **négative depuis 2008**,
- Un **solde naturel en constante augmentation depuis 1968** (moins rapide que celle du solde migratoire), et devenu **positif à partir des années 1990**, pour retourner à l'**équilibre entre 2013 et 2018**. Le déficit démographique aurait pu être plus lourd ces dernières années sans le niveau et l'évolution de ce solde naturel.

Maransin a ainsi connu, sur les dernières décennies, une **chute de sa population** : de 2,4% entre 1999 et 2008 à -0,72% entre 2008 et 2013, avec un ralentissement sur la dernière période, 2013-2018 (-0,6%). Les dynamiques de la commune, excepté sur quelques périodes, sont donc en **décalage par rapport au niveau intercommunal et départemental**, avec des soldes positifs :

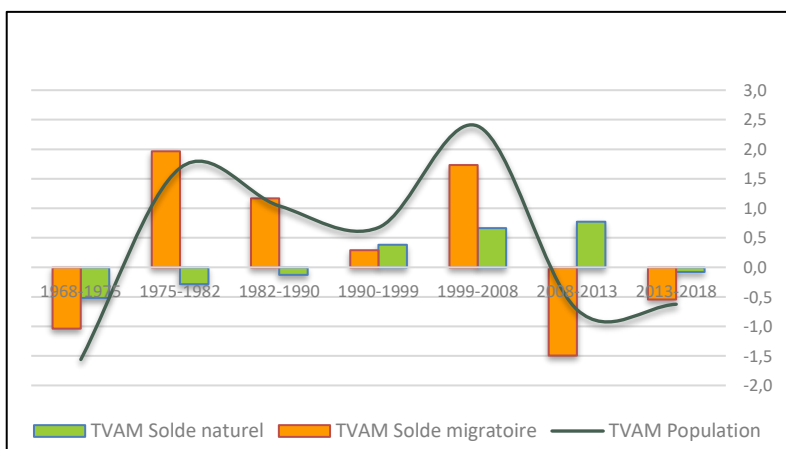
- Une augmentation de population de 0,91% entre 2008 et 2013, puis 0,6% entre 2013 et 2018 à l'échelle intercommunale (CA du Libournais),
- Une augmentation de population de 0,73% entre 2008 et 2013, puis 0,4% entre 2013 et 2018 à l'échelle du PETR Grand Libournais (échelle du SCoT).

TVAM (Taux de Variation Annuel Moyen) de la population	2013-2018	2008-2013	1999-2008	1990-1999	1982-1990	1975-1982	1968-1975
Maransin	-0,6	-0,72	2,4	0,7	1,0	1,7	-1,6
CA du Libournais	0,6	0,91	1,6	0,5	0,6	0,9	0,3
Gironde	1,2	1,16	1,1	0,7	0,9	0,9	0,7
PETR Grand Libournais	0,4	0,73	1,1	0,3	0,5	0,8	0,1

Évolution démographique à Maransin entre 1968 et 2018 (TVAM)

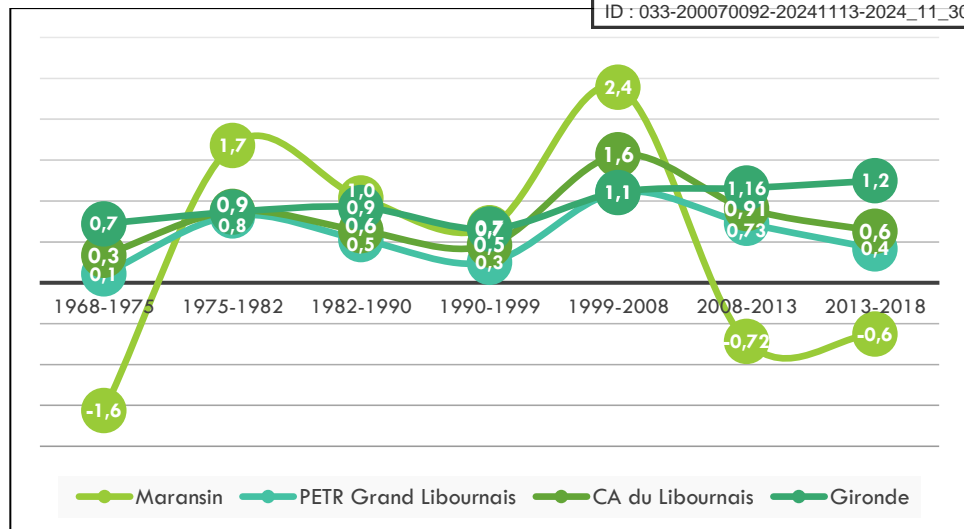


Évolution démographique de Maransin de 1968 à 2018



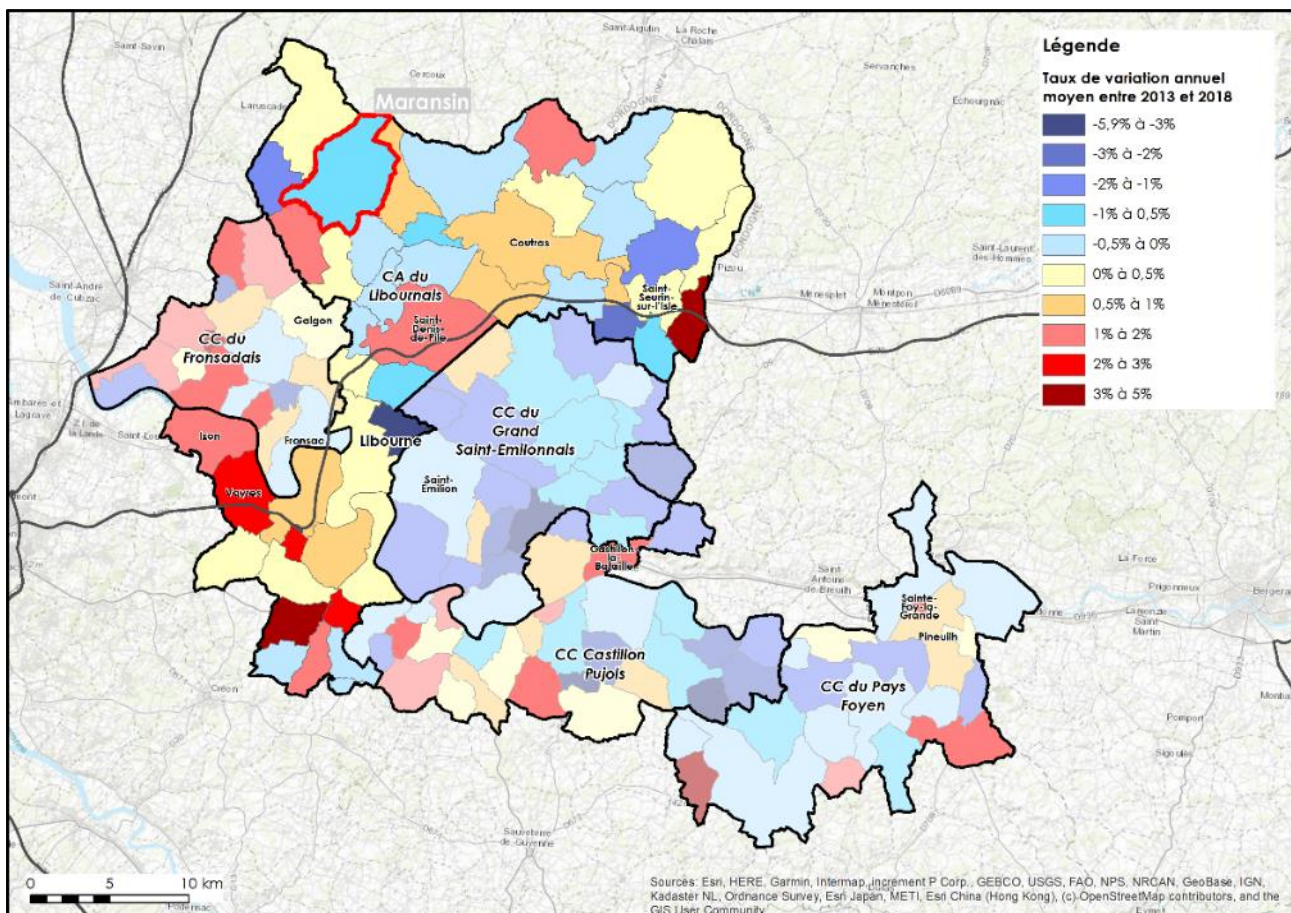
Facteurs d'évolution de la population à Maransin (taux de variation annuel moyen)

Si la commune peine à être attractive ces dernières années, et plus particulièrement depuis 2008 (ce constat étant en lien étroit avec le recul du solde migratoire sur les mêmes périodes), la suite du diagnostic contribuera à expliquer ce **manque d'attractivité** pour de futurs habitants potentiels.



Évolution démographique à Maransin et des niveaux intercommunaux et départemental (TVAM)

Maransin fait partie des communes du Nord du SCoT et de la CALi dont la population a diminué. La commune s'inscrit plutôt à **l'inverse des tendances connues aux échelles intercommunales**. Toutefois, même si la **croissance ralentit** à l'échelle de la CALi et du PETR du Libournais, elle **reste positive**.



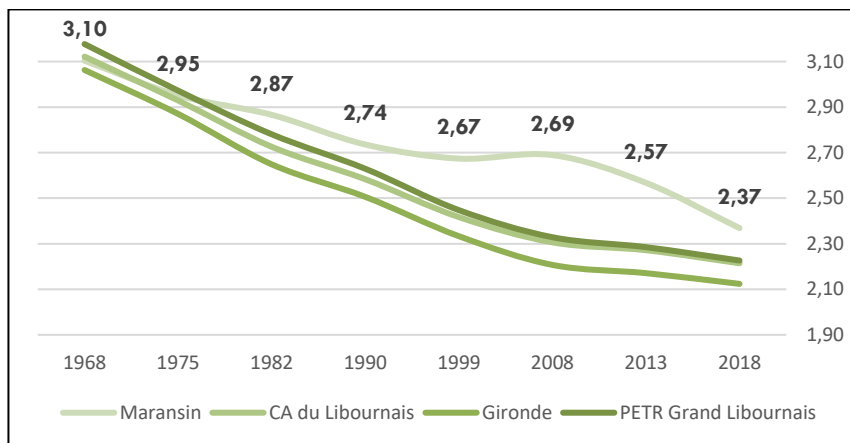
Évolution démographique à Maransin et sur la CALi entre 2013 et 2018 (TVAM)

2. UNE COMMUNE FAMILIALE...

En 2018, la taille moyenne des ménages est de 2,37 personnes.

Ce nombre a fortement chuté depuis les années 1960, comme au niveau national et local. Il connaît cependant une légère augmentation en 2008, avant de repartir sur une baisse constante (-0,73 personnes sur l'ensemble de la période).

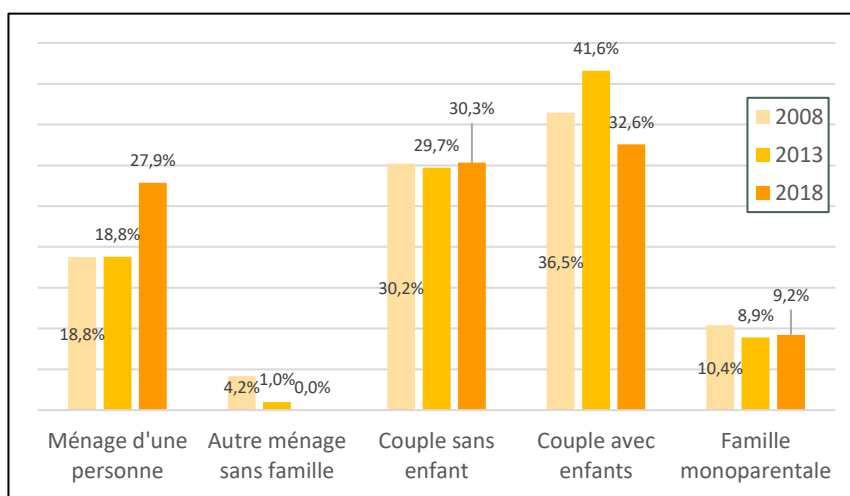
Aujourd'hui à près de 2,4 personnes par ménage, ce taux apparaît élevé au regard des autres territoires. Cette taille des ménages révèle une population familiale importante à Maransin.



Évolution de la taille moyenne des ménages à Maransin entre 1968 et 2018

Lorsqu'on regarde la composition des ménages, on constate que **la très grande majorité sont des familles**³.

Depuis 2008, la commune a toutefois attiré principalement des ménages d'une personne, et dans une moindre proportion des couples avec enfants (avec une diminution relativement importante entre 2013 et 2018).



Évolution de la composition des ménages à Maransin entre 2008 et 2018

Les couples avec enfants restent la majorité des ménages s'installant dans la commune quelle que soit l'année, malgré un solde naturel qui chute entre 2013 et 2018.

Maransin est ainsi confrontée à un double processus : un attrait croissant de la commune par les personnes seules, et un accueil des couples avec enfants qui reste important structurellement. Cela doit nécessiter une **offre diversifiée en logements**.

³ 72,1% des ménages sont des « couple sans enfant », « couple avec enfant », « famille monoparentale » en 2018.

3. ... À LA POPULATION VIEILLISSANTE

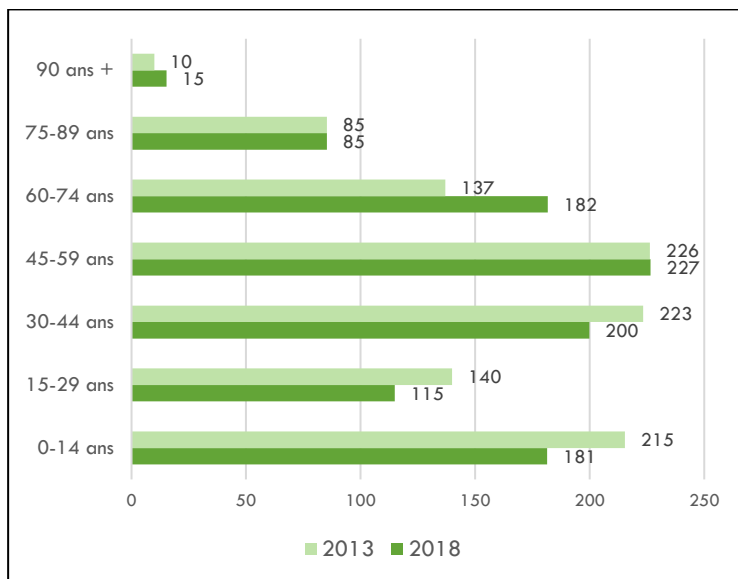
La commune présente une bonne structure intergénérationnelle, avec une répartition des classes d'âge plutôt équilibrée.

Les plus représentées sont celles des 45-59 ans (23% de la population), 30-44 ans (20%), 60-74 ans et 0-14 ans (18% respectivement).

L'évolution montre cependant une population qui tend à vieillir : les **personnes âgées de 60 à 74 ans** sont de **plus en plus nombreuses** (ainsi que les **90 ans et plus**), tandis que les **plus jeunes** (0-14 ans) sont de **moins en moins présents** sur la commune.

La **plus faible proportion des 15-29 ans**, qui tend également à diminuer entre 2013 et 2018, traduit le **départ de ces populations vers les pôles urbains majeurs** (études, premier emploi).

Les personnes âgées de 30 à 44 ans ont tendance à diminuer aussi, malgré une part qui reste importante dans la population.



Évolution de la structure par âge de la population à Maransin entre 2013 et 2018

L'indice de jeunesse⁴ est de **0,90 en 2018**, illustrant une population plus âgée qu'au niveau départemental et intercommunal. Cet indice a par ailleurs diminué de manière significative en l'espace de 10 ans, en lien avec la diminution de la taille des ménages (voir cartes ci-dessous).

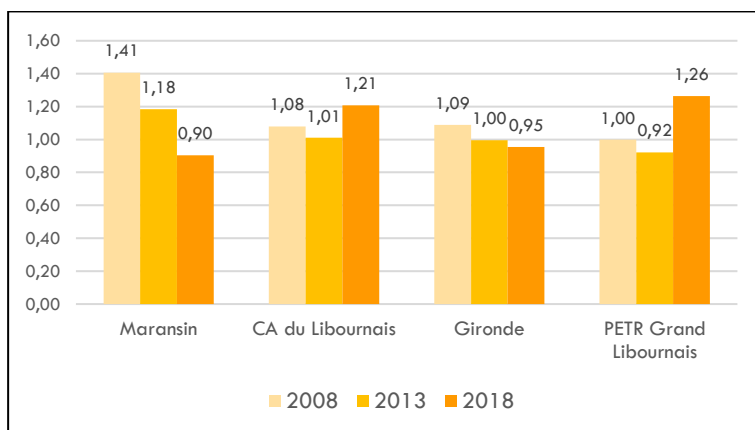
Force est de constater que la classe d'âge à avoir le **plus augmenté** est celle des **60-74 ans**. Parallèlement, **toutes les classes d'âge inférieures** (exceptés les 45-59 ans) ont **diminué**.

La commune n'a donc pas la capacité à fixer une population en cours de formation pour les diplômés supérieurs, ou en recherche de débouchés professionnels.

De ce point de vu, la dépendance auprès des **bassins de vie, d'équipements et d'emplois plus significatifs**, mais aussi **plus éloignés**, est importante.

Le **positionnement excentré** de Maransin vis-à-vis des infrastructures de transports **ne favorise pas une attractivité** de la commune pour certaines classes d'âges de la population, et notamment pour les **populations actives jeunes**, ou les **jeunes ménages avec enfants**.

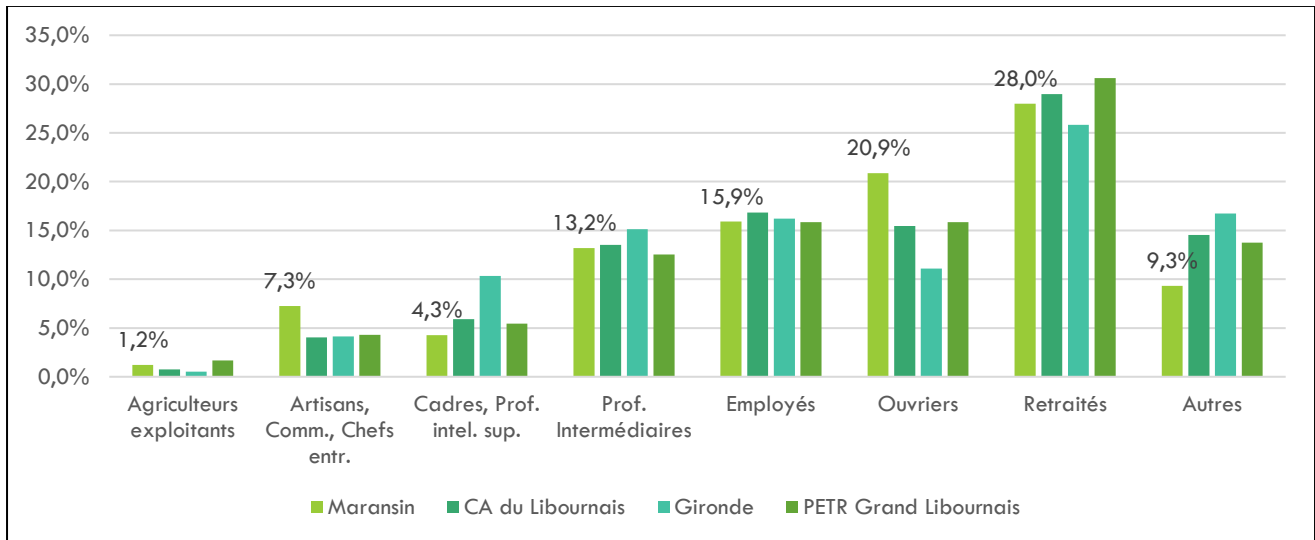
L'offre en logements, en équipements, en solutions de mobilités sont autant de facteurs qui influent directement sur l'attractivité de la commune, en fonction des besoins de chaque typologie de ménage.



Évolution de l'indice de jeunesse à Maransin depuis 2008

⁴ L'indice de jeunesse est le rapport entre les habitants de moins de 20 ans et les habitants de plus de 60 ans sur un territoire donné. Lorsque l'indice de jeunesse est supérieur à 1, cela signifie que le nombre des moins de 20 ans est plus important que le nombre des plus de 60 ans, on parle alors d'une population jeune. L'évolution de l'indice de jeunesse permet de constater une population vieillissante ou à l'inverse une population qui rajeunit.

La répartition de la population par catégories socio-professionnelles met en avant le positionnement de la commune dans un **territoire rural, rattaché à des bassins de vie départementaux secondaires**. Ainsi, les catégories des artisans et des ouvriers, exerçant leur activité souvent à une échelle locale, sont surreprésentés par rapport à des moyennes intercommunales ou départementales.



Évolution de la répartition de la population par CSP à Maransin en 2018

En moyenne, la population de Maransin dispose d'un **revenu médian inférieur à la moyenne intercommunale**. Ce revenu médian est supérieur à certaines communes voisines : Guîtres, Lapouyade et Bayas – et inférieur à d'autres : Tizac-de-Lapouyade, Saint-Ciers-d'Abzac... Cela peut notamment s'expliquer par le caractère rural du territoire communal, avec un coût moyen d'accession à la propriété plus faible que dans d'autres communes.

	Nombre de ménages fiscaux	Médiane du revenu disponible par unité de consommation
Maransin	412	19580
CA du Libournais	39644	20450

Niveau de vie des habitants en 2018

4. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

L'**attractivité démographique** est en **déprise** sur Maransin ces dernières années, la commune ayant perdu **70 habitants en 10 ans** (entre 2008 et 2018). Cette baisse d'attractivité est liée à la fois par :

- Un **solde migratoire qui chute fortement dans les années 2000**, avec une **tendance qui se poursuit** même si elle est moins forte,
- Un **solde naturel positif et à la hausse à partir des années 1990**, mais qui retrouve l'équilibre sur la dernière période,
- Une **population vieillissante** (avec un indice de jeunesse de 0,9),
- Une **taille des ménages élevée** (2,37 personnes par ménage), illustrant une **présence importante de familles**, mais une taille qui décroît de façon continue.

	Population	Part de la population			Indice de jeunesse	Taille des ménages
		0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou plus		
Maransin	1 005	23%	57%	20%	0,9	2,37
CALI	91 150	24%	55%	21%	0,9	2,21
Département	1 601 845	23%	57%	19%	0,9	2,12

	Taux de variation annuel moyen de la population				Taux de variation annuel du solde naturel		Taux de variation annuel du solde migratoire	
	1990-1999	1999-2008	2008-2013	2013-2018	2008-2013	2013-2018	2008-2013	2013-2018
Maransin	0,67	2,39	-0,72	-0,62	0,77	-0,08	-1,49	-0,55
CALI	0,46	1,57	0,91	0,63	0,35	0,21	0,56	0,42
Département	0,66	1,11	1,16	1,25	0,34	0,28	0,82	0,97

Tableaux synthétiques du diagnostic socio-démographique sur la commune de Maransin

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

III. HABITAT ET LOGEMENT

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

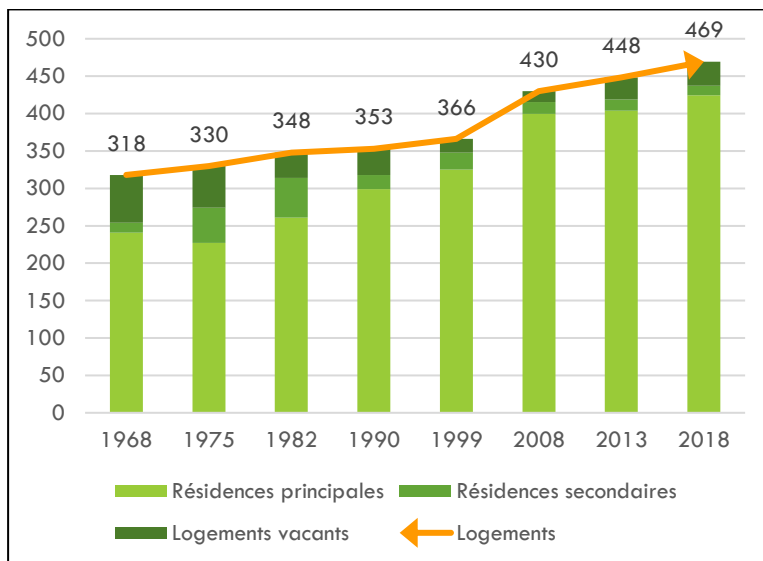
Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. UNE PRODUCTION NEUVE DYNAMIQUE, PAVILLONNAIRE



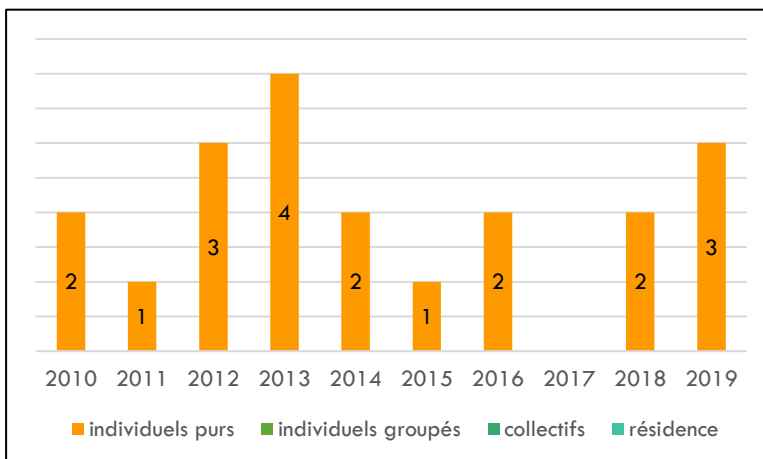
Évolution du nombre et du type de logements à Maransin depuis 1968

En 2018, la commune compte **469 logements** dont 424 résidences principales. Maransin est donc une **commune à vocation résidentielle (90,4%)**, le nombre de résidences secondaires étant très faible⁶.

Le nombre de logements progresse régulièrement depuis 1968, avec une croissance continue, et plus soutenue entre 1999 et 2008, à mettre en lien avec la dynamique d'accueil démographique qui a connu la même croissance.

En 50 ans, 151 logements ont été produits, soit **3,02 logements par an** en moyenne sur le temps très long. Ces 10 dernières années, la dynamique est restée constante, avec une production de 3,9 logements par an en moyenne.

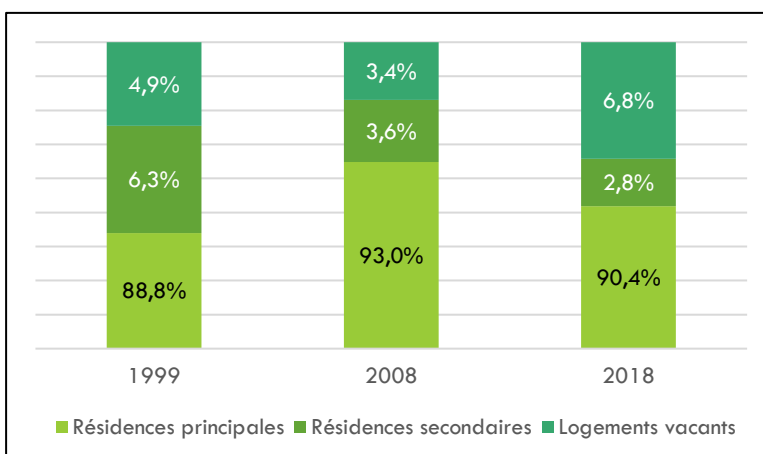
Le parc de logements continue ainsi à croître, malgré une population qui diminue.



Dynamique de production de logements (commencés) à Maransin⁵

La totalité des logements produits a été de **type pavillonnaire (individuel pur)** : 20 logements commencés ont été comptabilisés entre 2010 et 2020, pour un total de 25 autorisations délivrées (dont 4 logements individuels groupés).

La crise immobilière de 2009 a quelque peu impacté Maransin, avec un ralentissement de la construction.



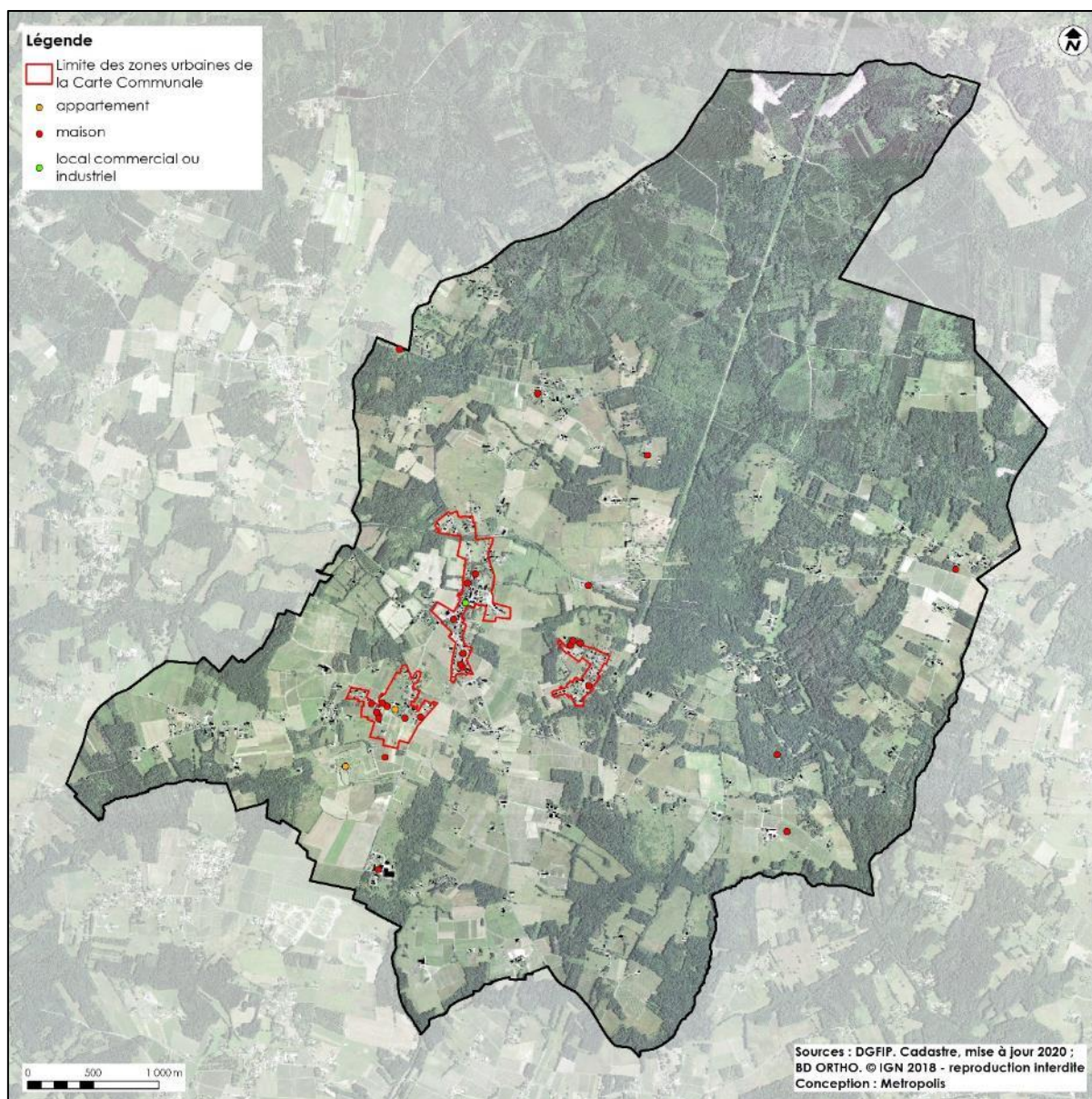
Évolution de la composition du parc de logements à Maransin

L'évolution de la composition du parc de logements montre enfin que **le nombre de logements vacants a doublé** entre 2008 et 2018, même si ce taux reste raisonnable. Le **taux de résidences secondaires** suit la tendance inverse, pour représenter aujourd'hui **moins de 3% du parc**. Les résidences principales restent la très grande majorité des logements présents dans le parc de Maransin.

⁵ Données Sitadel 2021. Ces données proviennent des formulaires de permis de construire traités par les centres instructeurs. Les séries en date réelle agrègent l'information collectée (autorisations, mises en chantier) à la date réelle de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente, et à la date de mise en chantier déclarée par le pétitionnaire. Les séries en date réelle des autorisations et des mises en chantier sont nettes des annulations.

⁶ Taux de résidences secondaires en 2018 : 2,8%.

La carte ci-dessous présente l'état des lieux des constructions réalisées entre 2011 et 2021, montrant une majorité de maisons individuelles :



État des lieux des constructions réalisées à Maransin entre 2011 et 2021

2. UNE FAIBLE VACANCE STRUCTURELLE, MAIS UNE ÉVOLUTION À SURVEILLER

La pression foncière est visible le territoire communal de Maransin, à travers l'augmentation du parc de logements (et malgré la déprise démographique ces dernières années), mais aussi par la faible part des logements vacants.

Le taux de logements vacants est en effet de **6,8 % en 2018**, en s'appuyant sur les données INSEE. Si ce taux a augmenté de façon significative ces dernières années, il reste dans une moyenne généralement observée.

Un **taux de vacance** est considéré comme **raisonnable lorsqu'il se trouve en-dessous de 7%**, car il est constitué de plusieurs types de logements vacants :

- Une **vacance frictionnelle**, nécessaire au parcours des ménages, qui garantit les parcours résidentiels et l'entretien des logements (bien mis en vente ou en location, bien qui fait l'objet d'une succession...),

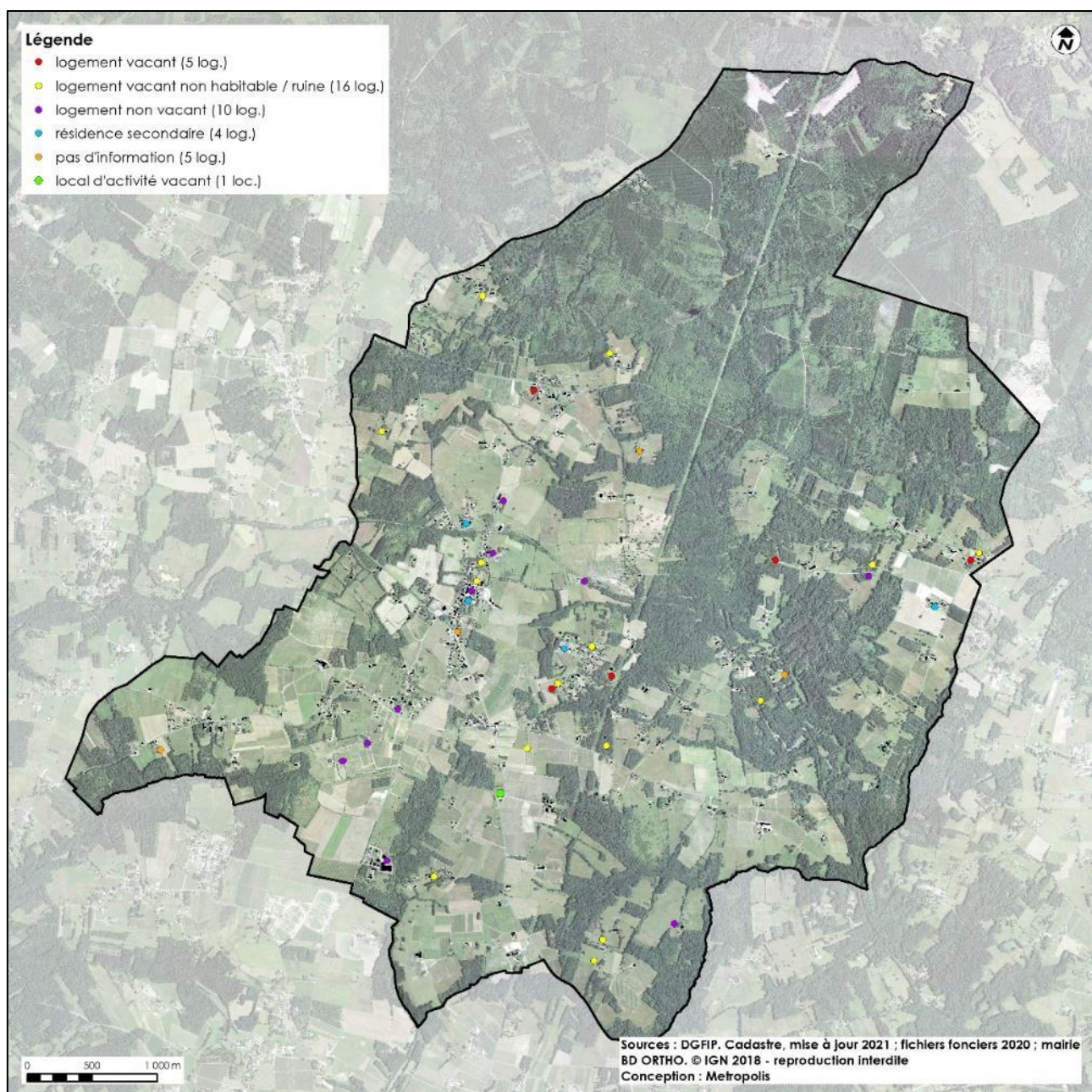
- Une **vacance structurelle**, de longue durée (logement vétuste qui ne peut être mis sur le marché sans bénéficier de travaux lourds, logement bloqué par le règlement d'une succession, logement en indivision conflictuelle...).

Un travail de vérification a été réalisé lors du diagnostic de manière à mieux localiser et spécifier la vacance de logements sur la commune.

Ce travail a conduit à la réalisation d'une cartographie précise des logements vacants recensés sur la commune. Ont ainsi été identifiés **10 logements vacants** (et 16 logements comptabilisés vacants mais non habitables), ce qui ramène le taux de vacance sur la commune à une part de **2,36% du parc de logements**.

Les **évolutions enregistrées** traduisent plusieurs situations :

- Des **logements comptabilisés vacants par erreur**,
- Des logements vacants dans une **situation trop vétuste** pour permettre une remise sur le marché à court terme,
- Des logements comptabilisés vacants mais ayant bénéficié de **réhabilitation** et de **remise sur le marché récemment**.

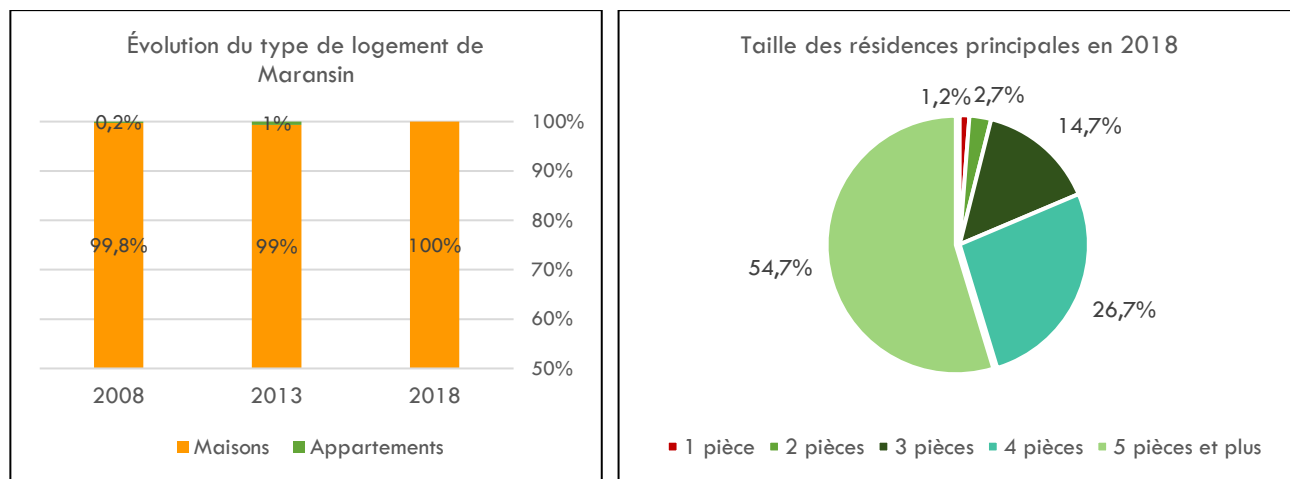


Recensement des habitations vacantes par la commune de Maransin en 2021

3. UN PARC DE LOGEMENTS TRÈS PEU DIVERSIFIÉ

La commune de Maransin s'est développée sur un **modèle pavillonnaire**. De ce fait, la **taille des logements** y est **très élevée** : plus de la moitié des logements sont des grands logements de **5 pièces et plus**. Seuls 3,9% des logements sont des petits logements⁷. Entre 2008 et 2018, ces derniers ont même eu tendance à diminuer, tandis que les grands logements (5 pièces et plus) ont augmenté.

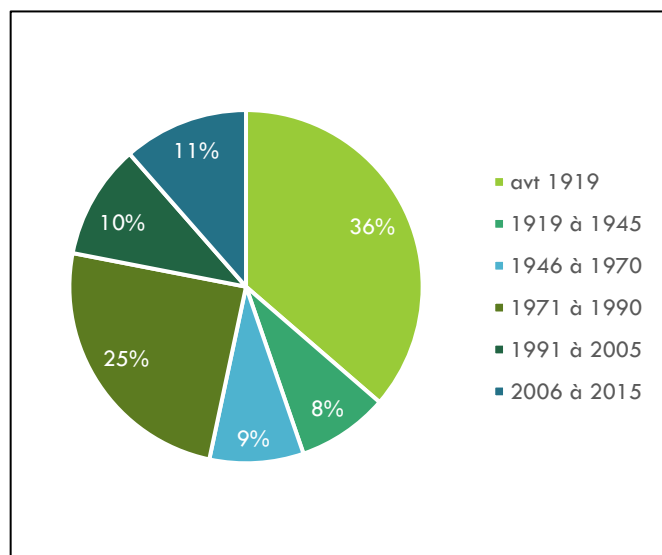
Si la taille des logements continue à croître, la taille des ménages diminue et vieillit. Ce constat pose la nécessité d'une **réponse à de nouvelles demandes sur la commune** (séparation, décohabitation de ménages, etc...).



Typologie des logements à Maransin et évolutions entre 2008 et 2018

En 2018, le **parc de logements** de Maransin est **exclusivement composé de maisons**, en lien avec le caractère rural de la commune, mais aussi avec l'absence d'entité urbaine dense.

79% des résidences principales sont occupées par leur(s) propriétaire(s) en 2018, contre 78% en 2008. La politique d'ouverture à l'urbanisation des dix dernières années a donc permis de répondre en partie à une demande d'accession à la propriété sur le territoire.



Répartition des résidences principales par date de construction à Maransin

53% du parc de logements est ancien sur la commune⁸. Dans ces logements anciens, on compte de **nombreuses vieilles bâtisses de caractère**, disséminées dans les hameaux ou lieux-dits. Si elles ne correspondent pas aux normes de confort des constructions récentes, elles sont attractives pour des critères d'ordre patrimonial. Il ne s'agit donc pas nécessairement de biens dégradés ou susceptibles de faire l'objet d'une vacance de longue durée.

Il est cependant important de surveiller ce parc qui peut potentiellement être de qualité médiocre.

Le **développement pavillonnaire** est **relativement ancien**, puisque la part des logements construits entre 1971 et 1990 est quasi équivalente à celle des logements construits sur les 20 années suivantes.

Une attention devra également être apportée à ce parc, dont certains biens peuvent commencer à se dégrader.

⁷ Petits logements : T1 et T2.

⁸ Part des logements construits avant 1970, avant la mise en place de normes de qualité des constructions.



Le centre-bourg, offrant une identité de centralité de par ses équipements



Uniformisation des types d'habitat : pavillons contemporains



De belles demeures présentes et disséminées sur le territoire communal



Uniformisation des types d'habitat : pavillons contemporains

4. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC HABITAT ET LOGEMENT

La **pression foncière** est **relative** sur la commune de Maransin, qui a accueilli **39 logements supplémentaires en 10 ans** (entre 2008 et 2018), soit 3,9 logements par an en moyenne. Cette croissance, quasi-constante depuis les années 1960, est portée par :

- Une **vocation résidentielle** (90% des logements en résidences principales) et un **développement pavillonnaire** (100% des logements commencés en individuel pur),
- Une **diversification de l'offre en cours** (la majorité des logements sont de grande taille, mais la production de ces dernières années tend à se diversifier avec la construction de logements individuels groupés), et **à poursuivre** (afin d'accueillir la nouvelle demande).

	Maisons	Appartements
Maransin	100%	0%
CALI	79%	21%
SCoT	84%	16%
Gironde	62%	38%

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces
Maransin	1%	3%	15%	27%	54%
CALI	3%	9%	19%	30%	40%
SCoT	7%	13%	20%	26%	34%
Gironde	7%	13%	20%	26%	34%

Comparaison avec les situations intercommunales et départementale en 2018

La **production future de logements** devra tenir compte du **potentiel de logements vacants**, mais aussi du **parc existant**, en prévenant les dégradations, notamment sur les vieilles bâtisses de caractère à caractère patrimonial, et le parc des années 1970 à 1990.

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

IV. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ET DE PRODUCTION DE LOGEMENTS

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

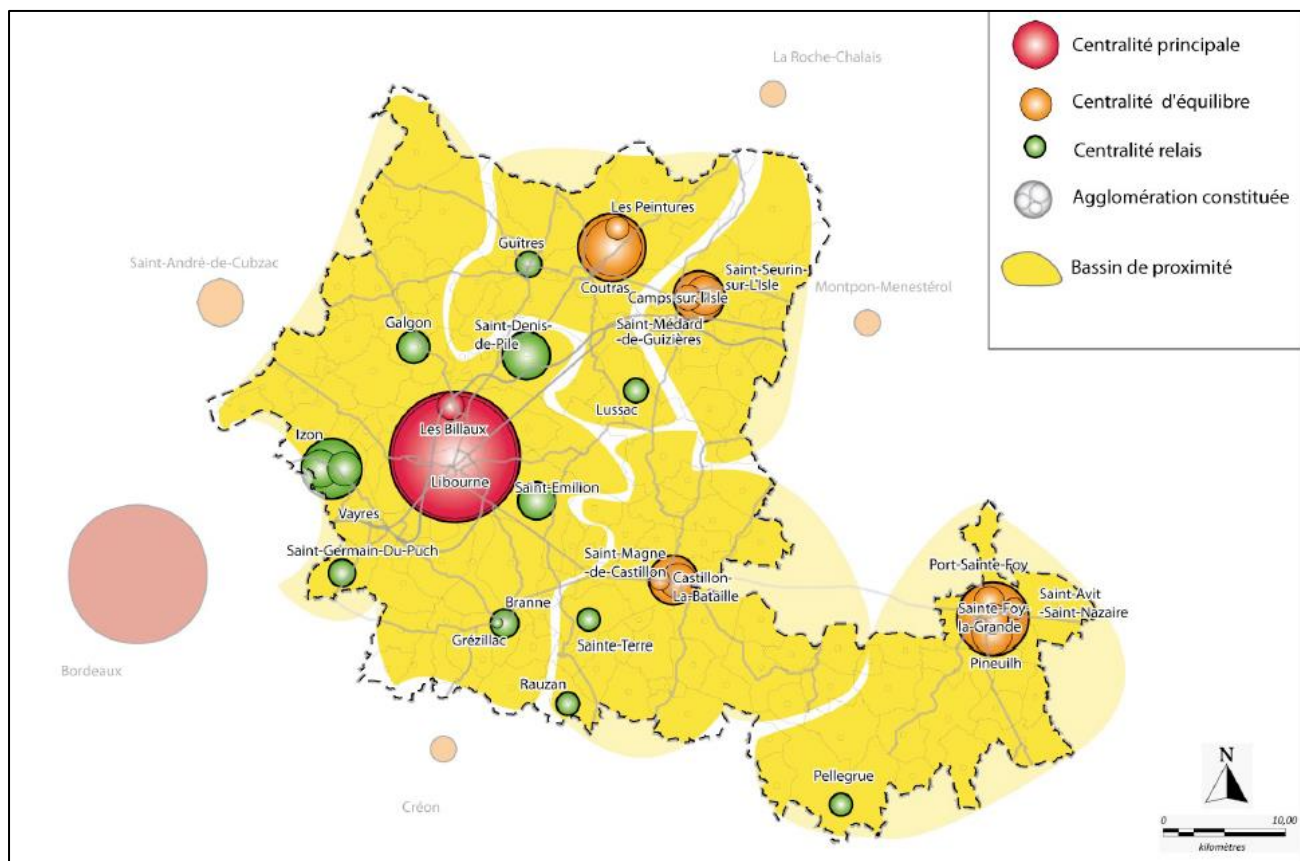


ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPÉRIEUR

a) LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU GRAND LIBOURNAIS

La Carte Communale doit être compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Libournais, qui fixe des objectifs en termes d'offre de logements diversifiée afin de répondre à tous les besoins, et en termes d'économie et de rationalisation de l'usage de l'espace. Il catégorise les communes selon leur niveau d'attractivité.



Armature territoriale du SCoT du Grand Libournais – Appartenance aux bassins de proximité

Maransin n'est pas repérée comme une centralité territoriale, mais comme une **commune rurale du bassin de proximité du Grand Libourne**. Le SCoT prévoit pour ces communes un **taux de croissance démographique annuel moyen maximum sur 20 ans de 0,92%**.

« Ce taux de croissance s'entend sur une temporalité de 20 ans. Les collectivités sont libres de l'adapter selon leur stratégie d'accueil, définie dans le document d'urbanisme. Ainsi dans le cadre d'un phasage, le taux de croissance annuel moyen ne pourra pas être inférieur à 0,5 (pour toutes les centralités) et supérieur à 1,5 % (pour les communes hors centralité) par phase. »

Le **développement urbain** n'est autorisé qu'en accroche :

- Des **villes, bourgs et villages existants**,
- Des **hameaux existants**, avec une densité minimale de 7 logements par hectare.

Le SCoT impose également un **seuil minimum de 50% du potentiel constructible** à « réinvestir » par l'appropriation des **dents creuses** et des **logements vacants**, avec un **minimum de 3% de la production totale**, dans une logique de densification.

b) LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DE LA CALI

La Carte Communale devra être compatible avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la CALI, approuvé le 17 octobre 2019 pour la période 2018-2023. La commune devra répondre à plusieurs objectifs :

- Un **objectif de production neuve de 4 logements par an** pour la **période 2018-2023**, soit l'équivalent de **40 logements neufs en 10 ans**.
- Un objectif de **remise sur le marché de logements vacants** peut être demandé, sans constituer un réel enjeu sur la commune.
- Maransin n'a **pas d'objectif en matière de production de logements sociaux**, mais celle-ci pourra être encouragée.

NB : Les objectifs de la sphère n'incluent pas les objectifs de la/des commune(s) pôle(s).

OBJECTIFS ANNUELS	Maransin	Sphère multipolarisée Libourne/St-Denis-de- Pile	CALI
Objectif global de création de résidences principales *	cf. sphère	34	684
en production neuve	4	32	577
via la remise sur le marché de logements vacants	cf. sphère	2	107
Objectif de production de logements locatifs sociaux au sein des résidences principales	pas d'objectif	pas d'objectif	225
en production neuve	pas d'objectif	pas d'objectif	189
en conventionnement du parc privé	pas d'objectif	pas d'objectif	36
production minimale de PLAI (30%)	pas d'objectif	pas d'objectif	67

* dont logements locatifs sociaux le cas échéant

OBJECTIFS 2018-2023	Maransin	Sphère multipolarisée Libourne/St-Denis-de- Pile	CALI
Objectif global de création de résidences principales *	cf. sphère	204	4 104
en production neuve	24	192	3 462
via la remise sur le marché de logements vacants	cf. sphère	12	642
Objectif de production de logements locatifs sociaux au sein des résidences principales	pas d'objectif	pas d'objectif	1 350
en production neuve	pas d'objectif	pas d'objectif	1 134
en conventionnement du parc privé	pas d'objectif	pas d'objectif	216
production minimale de PLAI (30%)	pas d'objectif	pas d'objectif	340

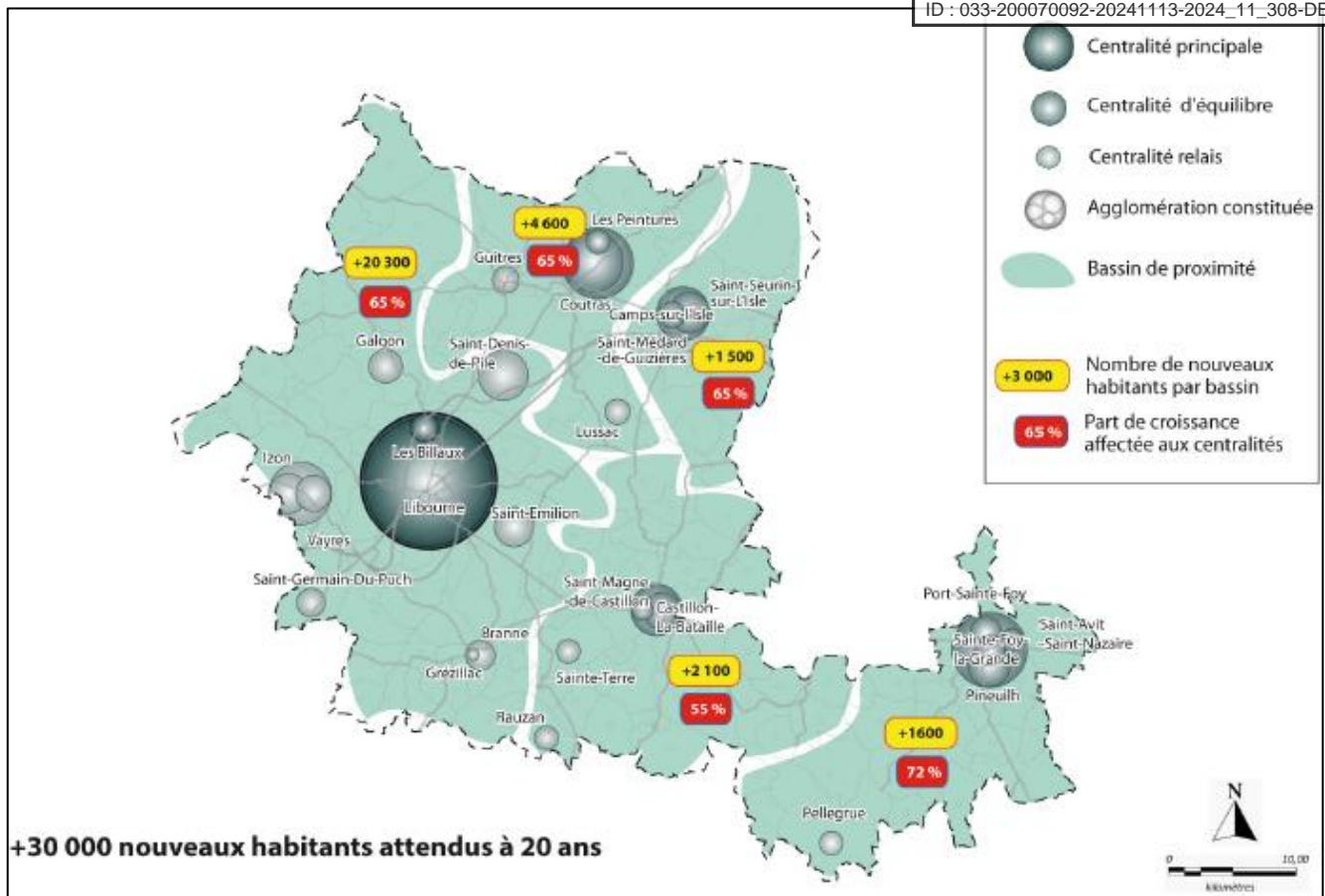
* dont logements locatifs sociaux le cas échéant

Objectifs de production de logements entre 2018 et 2023 – PLH de la CALI

2. CALCUL DES HYPOTHÈSES D'ACCUEIL DÉMOGRAPHIQUES

Ce chapitre présente les perspectives théoriques d'évolution démographique en application des dynamiques passées connues sur la commune et les territoires voisins. Elles se projettent sur la **période 2022-2034**, soit 12 années complètes. Les évolutions entre 2018 (date du dernier recensement INSEE) et 2022 (date d'approbation de la Carte Communale) sont obtenues en application des dynamiques connues sur la commune de Maransin entre 2016 et 2019, transmises par la mairie.

Les « résultats » d'accueil de population lors d'une année N sont comptabilisés au 01/01/N+1, d'où la prise en compte 2022-2034 sur les données suivantes.



a) UNE TAILLE DES MÉNAGES EN DIMINUTION PROGRESSIVE

Comme vu précédemment, la taille des ménages décroît de façon progressive et continue sur la commune de Maransin depuis 1968, en lien avec le vieillissement de la population. En 2018, cette taille reste importante (2,37 personnes par ménage), et supérieure à la moyenne girondine (2,14).

Il sera fait le choix, dans les perspectives démographiques suivantes, de **maintenir une taille moyenne des ménages égale à 2,17 personnes à l'horizon 2034**.

b) PERSPECTIVES THÉORIQUES D'ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES

Les perspectives démographiques sur le territoire de Maransin peuvent être appréhendées au regard des dynamiques passées, à plus ou moins longs termes, sur la commune et les territoires limitrophes. Il s'agit d'hypothèses théoriques qui permettent de cadrer les choix futurs relatifs au projet de territoire.

Taux de variation annuels moyens (TVAM)	2008-2013	2013-2018
Maransin	-0,72%	-0,62%
CALi	0,91%	0,63%
PETR Grand Libournais	0,73%	0,42%

TVAM sur la commune de Maransin et les territoires intercommunaux

Malgré des potentialités de développement de l'urbanisation au travers des zones urbaines de la carte communale, on observe une **baisse d'attractivité démographique sur les dernières périodes**, en particulier pour les populations actives jeunes ou les jeunes ménages avec enfants.

Cette déprise, atténuée légèrement entre 2013 et 2018, se trouve en décalage par rapport aux niveaux intercommunal et départemental, où les taux de croissance restent positifs.

Au vu de ces évolutions et de l'appartenance de la commune au bassin de proximité du Grand Libourne, les perspectives théoriques d'évolution démographique se basent sur **4 hypothèses** :

- Une **hypothèse basse de -0,62% par an**, marquant la nette diminution de l'attractivité locale sur la dernière période,
- Une **hypothèse médiane de -0,30% par an**,
- Une **hypothèse de maintien de population à 0% par an**, basée sur une dynamique de reprise démographique sur Maransin,
- Une **hypothèse SCoT de 0,92% par an**, correspondant au taux de croissance maximum de la commune au sein de l'armature du SCoT.

Ces hypothèses apparaissent cohérentes sur la commune de Maransin au regard de plusieurs critères :

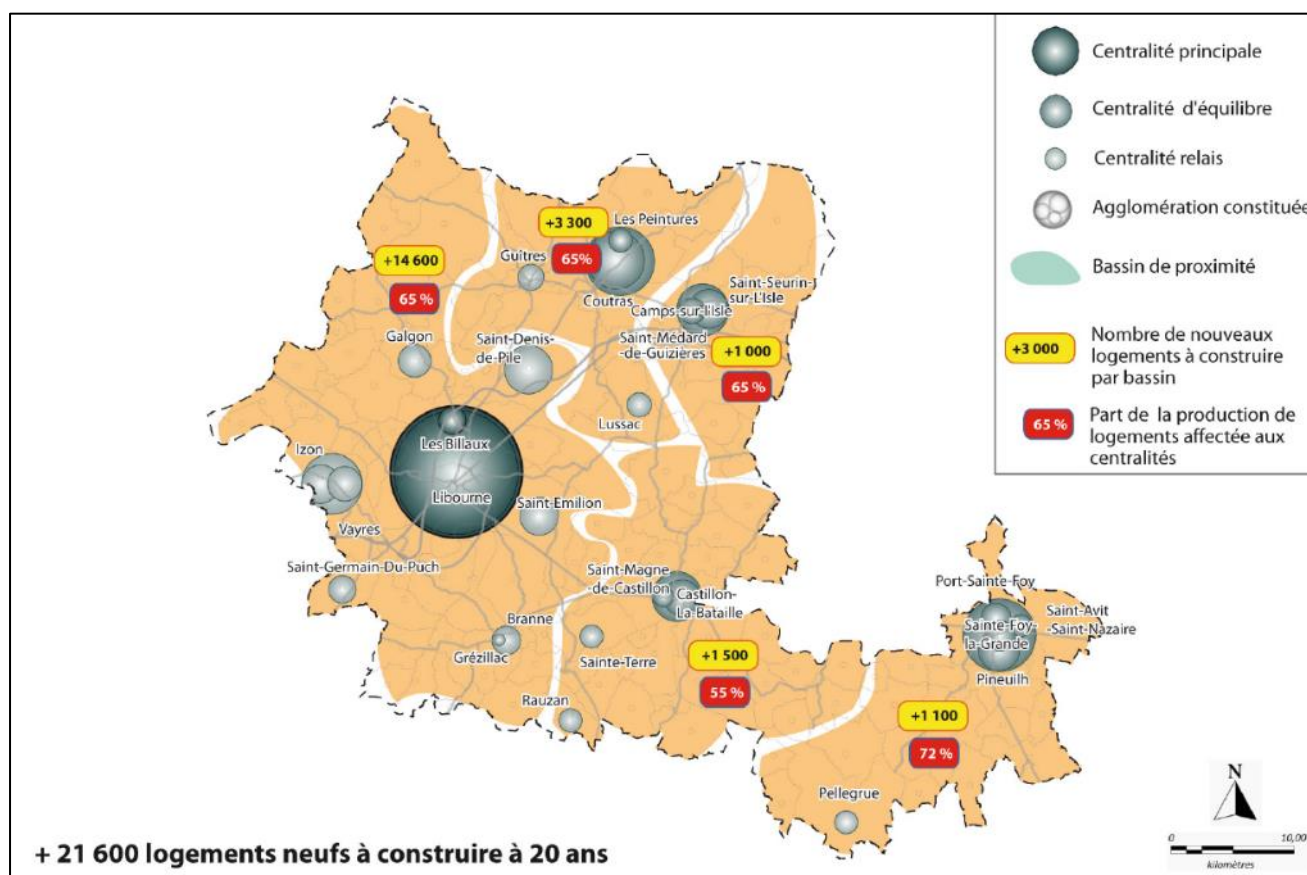
- Un **positionnement excentré** par rapport aux grands axes de desserte de la CALi d'une part, et plus généralement ceux du SCoT du Grand Libournais d'autre part. La commune se trouve ainsi moins bien mise en relation avec les principaux bassins d'emplois du territoire à laquelle elle appartient et vis-à-vis des principaux bassins d'emplois du département,
- Un positionnement qui met en revanche la commune en **relation avec d'autres centralités** que celle de Libourne (située à 20 km), présentant des **dynamiques démographiques positives** : **Guîtres, centralité relai** (à 10km) et **Coutras, centralité d'équilibre** (à 15 km), mais aussi avec la **Communauté de Communes voisine (du Grand Cubzaguais)**.

		Hypothèse basse -0,62%	Hypothèse médiane -0,30%	Maintien de population 0,00%	Hypothèse SCoT 0,92%
Date recensement	2018	1005	1005	1005	1005
	2019	999	1002	1005	1001
Hors Carte Communale	2020	993	999	1005	995
	2021	986	996	1005	989
Approbation	2022	980	993	1005	982
N+1	2023	974	990	1005	991
N+2	2024	968	987	1005	1001
N+3	2025	962	984	1005	1010
N+4	2026	956	981	1005	1019
N+5	2027	950	978	1005	1028
N+6	2028	944	975	1005	1038
N+7	2029	939	972	1005	1047
N+8	2030	933	969	1005	1057
N+9	2031	927	967	1005	1067
N+10	2032	921	964	1005	1077
N+11	2033	915	961	1005	1086
N+12	2034	910	958	1005	1096
Habitants supplémentaires		-70	-35	0	114

Perspectives d'accueil de population sur la commune de Maransin

Selon ces hypothèses, à l'horizon 2034, la commune de Maransin pourrait perdre entre 35 et 70 habitants, maintenir sa population à 1005 habitants, ou accueillir jusqu'à 114 nouveaux habitants.

3. PERSPECTIVES THÉORIQUES DE MISES SUR LE MARCHÉ DE LOGEMENTS



Le calcul des perspectives de production de logements se base sur deux éléments :

- Les **besoins liés à l'évolution démographique**,
- Les **besoins liés à l'évolution du parc de logements** et aux **évolutions structurelles démographiques**. C'est le **calcul du « point mort »** consistant à calculer le nombre minimal de logements à produire pour permettre le maintien d'une population constante en volume à l'année N. Ce calcul inclut 3 variables :
 - Desserrement des ménages : plus la **dynamique de baisse de la taille des ménages** est forte, ce qui est le cas depuis près de 20 ans à Maransin, plus le nombre de logements à mettre sur le marché est important pour maintenir le même nombre d'habitants.
 - Renouvellement du parc : le besoin lié au renouvellement du parc correspond au **nécessaire remplacement du nombre de logements retirés du marché** (démolis, reconvertis...). Entre 2013 et 2018, 11 logements neufs ont été construits pour 21 logements supplémentaires dans le parc. Le besoin et la capacité de renouvellement sont relativement importants au vu de la taille de la commune : **10 bâtis existants ont été réinvestis** sur cette période (reprise de logements vacants, grange, en habitation, ...), soit 2 bâtis par an.
 - Fluidité du marché : il s'agit de prendre en compte l'**évolution du nombre de résidences secondaires** et de **logements vacants** qui deviennent des résidences principales et inversement. Les proportions de résidences secondaires, déjà faibles, ont diminué ces dernières années, tandis que celles des logements vacants a augmenté. Une **faible pression foncière** semble être un atout pour les années à venir, avec plus de capacité à réintégrer du patrimoine bâti dans le marché.

La Carte Communale de Maransin devra être compatible avec les objectifs prescrits par le SCoT (TVAM de 0,92%) et le PLH (production neuve de 577 logements par an à l'échelle de la CALi).

Au regard des dynamiques passées (accroissement du parc de logements et de la taille de ces derniers, diminution et vieillissement de la population), pour permettre le desserrement des ménages (diminution de leur taille : 2,17 personnes par ménage d’ici 2034) et pour tenir compte des besoins de renouvellement du parc de logements, **3 logements** seraient **à retirer du marché** à Maransin (**point mort**)⁹.

Les perspectives présentées dans le tableau ci-dessous sont exprimées sur 12 ans, pour une période indicative 2022-2034.

A l'horizon 2034	Hypothèse basse -0,62%	Hypothèse médiane -0,30%	Maintien de population 0,00%	Hypothèse SCOT 0,92%
Habitants supplémentaires	-70	-35	0	114
Logements pour l'accueil de nouvelles populations	-27	-13	0	53
Logements pour le maintien de la population déjà résidente (point mort)	-3	-3	-3	-3
Total de logements à mettre sur le marché	-30	-16	-3	50

Perspectives de production de logements sur la commune de Maransin

Selon ces hypothèses, entre 3 et 30 logements seraient à retirer du marché entre 2022 et 2034. En application du SCoT du Grand Libournais, le nombre de logements potentiels serait de l’ordre de 50 habitations supplémentaires.

⁹ Le calcul du « point mort » tient compte des besoins en logements liés au desserrement des ménages (soit 21 nouveaux logements nécessaires entre 2022 et 2034) et des besoins de renouvellement du parc (soit -24 logements, résultat obtenu par la soustraction des données INSEE aux données Sitadel, plus précises car provenant des formulaires de permis de construire traités par les centres instructeurs).

V. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. UNE ATTRACTIVITÉ CERTAINE POUR LES ACTIFS

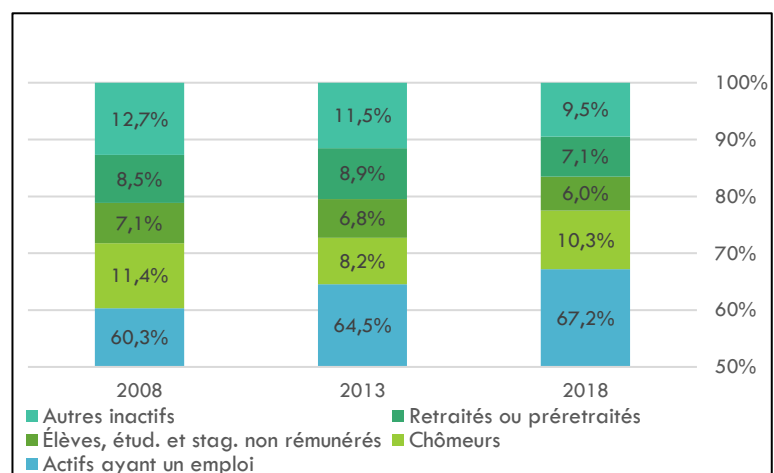
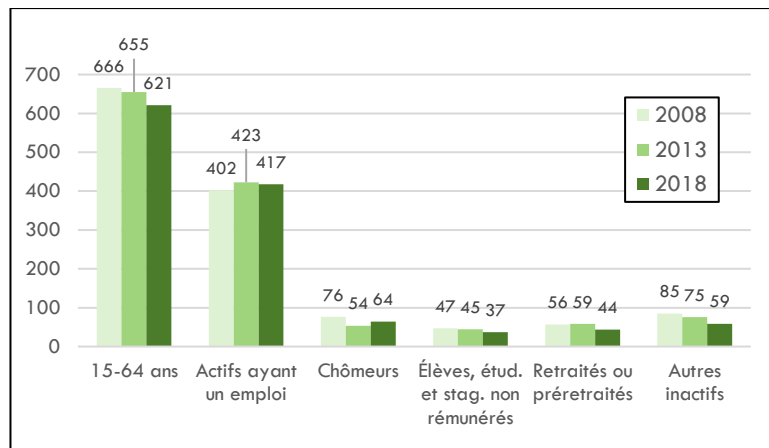
a) UNE COMMUNE QUI ACCUEILLE DE PLUS EN PLUS D'ACTIFS...

La commune de Maransin compte, en 2018, **481 actifs** dans sa population, soit une certaine stabilité depuis 2008 malgré une légère croissance depuis 2013.

Le **taux d'activité** sur la commune a fortement évolué en l'espace de 10 ans, malgré une déprise démographique. Passant de **71,8% à 77,5% entre 2008 et 2018**, cela traduit une hausse plus importante des personnes actives (actifs occupés ayant un travail et chômeurs...) que des inactifs (retraités, étudiants...).

L'augmentation progressive de l'âge de départ à la retraite explique en partie cette évolution, mais elle résulte également de l'attractivité communale pour les ménages accédant à la propriété et dépendant des bassins d'emplois extérieurs.

Le **taux de chômage** à Maransin tend à baisser, passant de **15,9% en 2008 à 13,3% en 2018**.

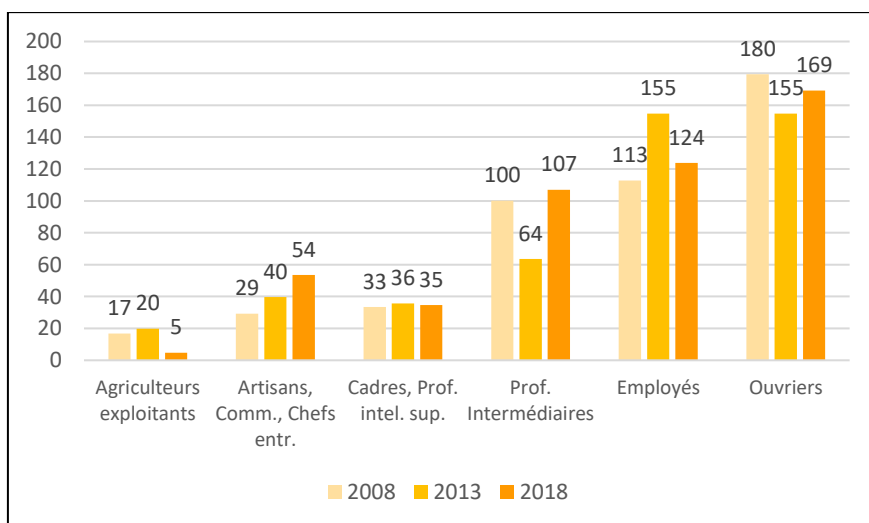


Évolution de la population active de 15 à 64 ans à Maransin entre 2008 et 2018

b) ... EN RELATION AVEC LES EMPLOIS PROPOSÉS EN SECTEUR RURAL

Les caractéristiques socio-professionnelles (CSP) de la population active de Maransin traduisent bien son **positionnement dans un secteur plus rural du territoire libournais**, capitalisant les fonctions en relation avec la dominante économique du territoire, et donc une plus forte proportion d'actifs de **professions intermédiaires et ouvriers** notamment.

Toutefois, le nombre d'**agriculteurs-exploitants** est peu important, et a **très fortement diminué** cette dernière décennie (-76,1% entre 2013 et 2018).



Évolution de la population active à Maransin entre 2008 et 2018, par CSP

À l'inverse, la proportion d'**artisans, commerçants et chefs d'entreprise** a **augmenté significativement** ces mêmes années (+35%), et se trouve nettement supérieure aux échelles intercommunales et départementale. La proportion des **ouvriers** est également surreprésentée à ces mêmes échelles (CSP la plus présente sur le territoire communal), avec une augmentation nettement supérieure à celles des autres échelles (+9,4%).

En dynamique, depuis 2010, un certain rééquilibrage semble se dessiner au profit des professions intermédiaires, et des artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

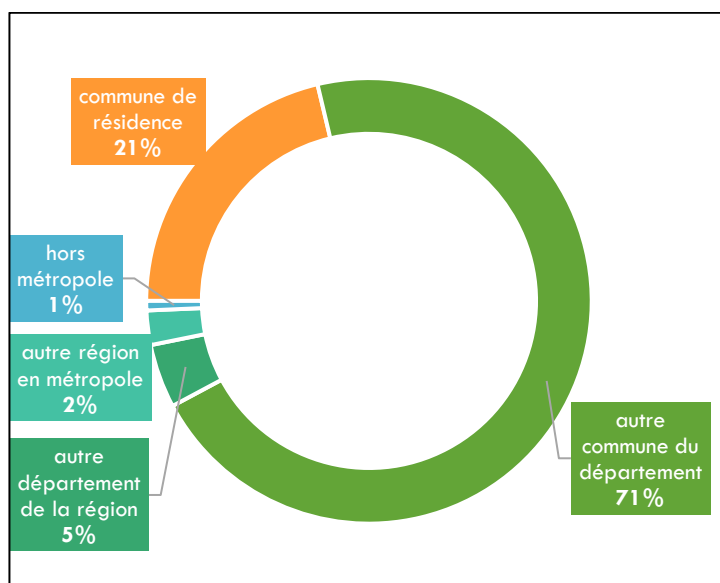
	Agriculteurs exploitants	Artisans, Comm., Chefs entr.	Cadres, Prof. intel. sup.	Prof. intermédiaires	Employés	Ouvriers
Maransin	1%	10,9%	7%	21,7%	25,1%	34,3%
CALi	1,2%	6,9%	10,2%	23,8%	29,6%	27,1%
Gironde	0,9%	7,0%	17,7%	26,2%	28,0%	19,1%
PETR Grand Libournais	2,7%	7,5%	9,6%	22,4%	28,4%	28,3%

Répartition de la population active par CSP sur Maransin et les territoires intercommunaux et départemental en 2018

	Agriculteurs exploitants	Artisans, Comm., Chefs entr.	Cadres, Prof. intel. sup.	Prof. intermédiaires	Employés	Ouvriers
Maransin	-76,1%	34,9%	-2,8%	68,4%	-20,0%	9,4%
CALi	-22,5%	-4,0%	16,8%	10,0%	-2,9%	-2,0%
Gironde	-16,8%	13,2%	17,7%	8,0%	2,2%	-1,2%
PETR Grand Libournais	-20,1%	-0,8%	16,6%	5,3%	-2,7%	-1,7%

Évolution de la population active par CSP sur Maransin et les territoires intercommunaux et départemental entre 2013 et 2018

c) DES FONCTIONS HABITAT – EMPLOI – CONSOMMATION DISSOCIÉES



Lieu de travail des actifs de la commune en 2018

Seulement **21% des actifs** de la commune de Maransin **travaillent au sein du territoire communal**.

Ce faible pourcentage, en comparaison des niveaux supérieurs, affirme la dépendance de la commune aux bassins de vie et d'emplois du département.

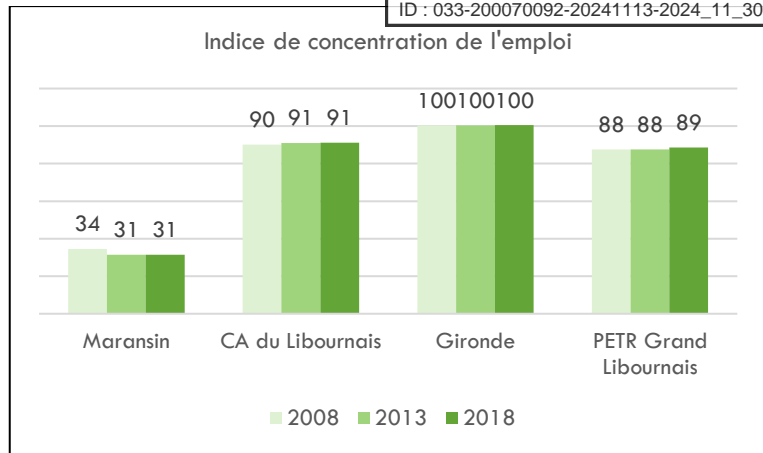
Ces actifs travaillant au sein de la commune ont également tendance à être de moins en moins nombreux¹⁰.

La grande majorité des actifs ne travaillant pas sur la commune travaillent au sein du **département (71%)**. Le restant des actifs ont un emploi dans un autre département de la région (5%), dans une autre région en métropole (2%) ou hors métropole (1%).

¹⁰ Entre 2008 et 2018, la part des actifs travaillant sur le territoire communal est passée de 23% à 21,3%.

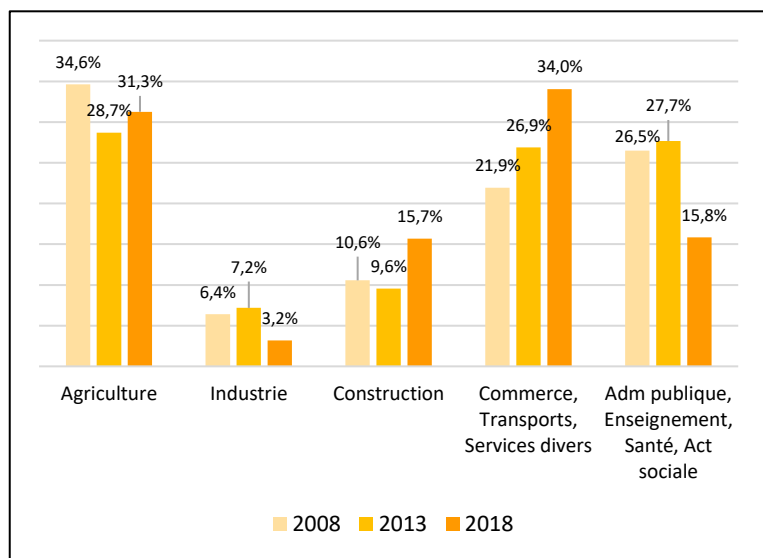
En 2018, Maransin comptait **136 emplois** sur son territoire, soit **2 de plus depuis 2013** (et 5 de moins depuis 2008). Dans le même temps, la **population active a augmenté de 5 personnes** (et de 3 personnes depuis 2008).

L'**indice de concentration d'emploi** s'élève ainsi, en 2018, à **31** (emplois offerts sur Maransin pour 100 actifs occupés résidents) contre 34 en 2008. Ces données confirment que **la fonction de pôle d'emploi conférée à la commune pourrait être confortée**.



L'évolution des parts d'emplois par secteur d'activités met en évidence la **prédominance de l'agriculture** sur le territoire communal de Maransin, malgré le recul du secteur. Au-delà, quelques tendances sont à souligner :

- Les **fortes croissances des emplois** dans les domaines du **commerce, transports, services**, et de la **construction**. Même si en nombre absolu ces croissances doivent être relativisées, elles restent significatives pour un territoire à dominante rurale et au nombre de services publics limités,
- À contrario, on note le **recul important** des **secteurs industriels** et de **l'administration publique, enseignement, santé et action sociale**.



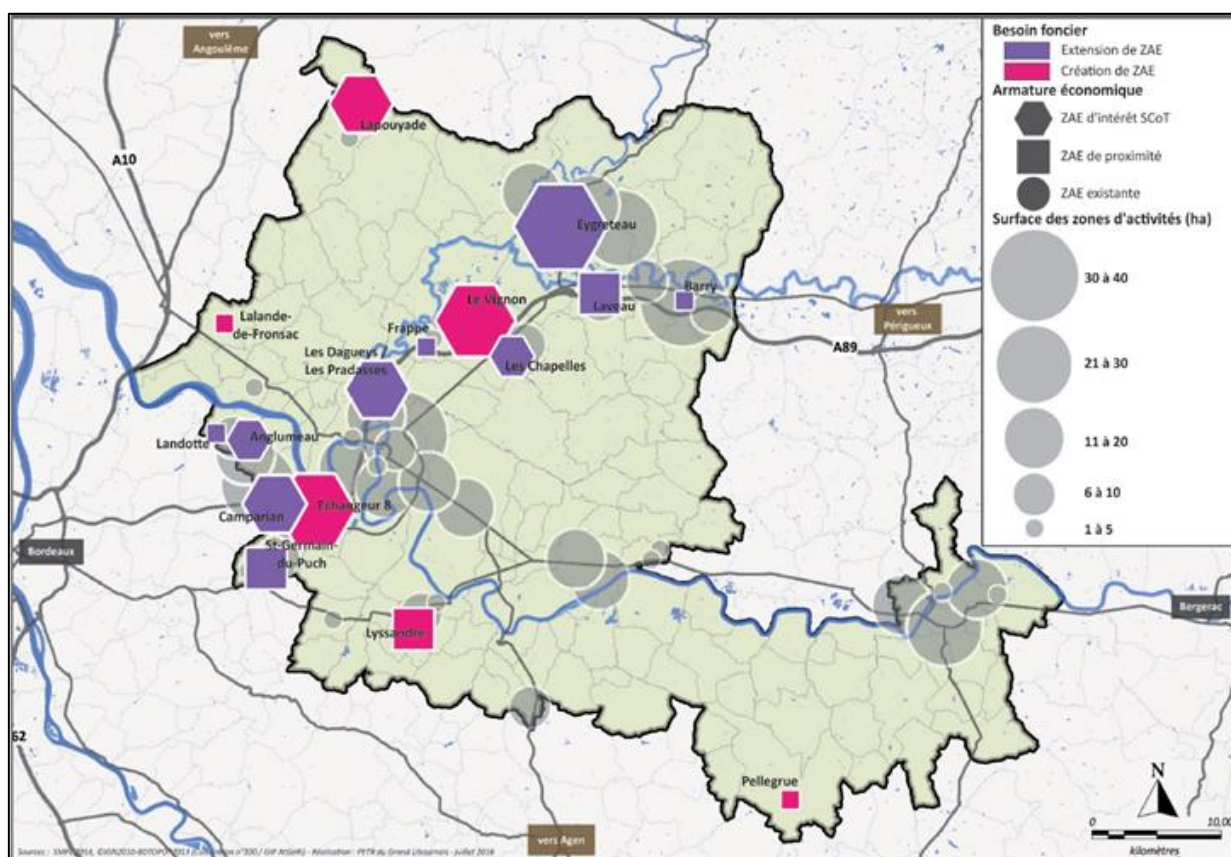
Évolution de l'indice de concentration et de l'offre d'emploi sur Maransin

L'évolution de l'offre d'emploi sur la commune de Maransin ne suit donc pas forcément les mêmes caractéristiques que celle des nouveaux actifs : l'offre nouvelle d'emploi sur la commune ne correspond pas tout à fait aux caractéristiques des nouveaux habitants. Il conviendra donc de porter une attention à long terme sur la fixation des actifs et des emplois, en favorisant des circuits de valeurs ajoutées locales.

2. ÉCONOMIE : LES ORIENTATIONS DU SCoT DU GRAND LIBOURNAIS

De façon générale, le SCoT cherche à **privilégier l'agrandissement et/ou la requalification de zones existantes** (plutôt que la création de nouveaux espaces), afin d'éviter une trop grande dispersion géographique, et à rationaliser la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, à travers les objectifs suivants :

- Assurer un **rééquilibrage dans la répartition territoriale des nouveaux emplois** à l'horizon 2030 (avec un ratio minimum de densité des espaces économiques),
- Développer une **politique économique offensive** (notamment au travers de la filière viti-vinicole locale et en accompagnant les mutations du tissu industriel et artisanal : chimie, construction...),
- Accompagner le développement économique avec des **infrastructures et équipements discriminants** (desserte ferroviaire, aménagement numérique...),
- **Coordonner les politiques économiques** des EPCI compétents.



Besoins en foncier économique – SCoT du Grand Libournais

Le SCoT ne prévoit pas la mobilisation possible d'espace d'accueil économique sur la commune de Maransin. Il prévoit cette mobilisation sur la commune de **Lapouyade** (située à moins de 3 km de Maransin), avec la **création d'une zone d'activité « d'intérêt SCoT »**¹¹ d'une superficie totale maximale de 20 hectares.

Pour l'ensemble des zones d'activité, il s'agit d'organiser la **cohabitation entre les activités**, de gérer les **interfaces avec les autres espaces attenants** afin de limiter les nuisances et les risques de conflits d'usage, tout en permettant des **aménagements durables et respectueux de l'environnement et des paysages**, et en limitant le développement linéaire au profit d'une **urbanisation plus « en profondeur » et structurée**.

Le développement économique doit aussi s'appuyer sur le **potentiel agricole et touristique du territoire**, le **commerce de proximité**.

¹¹ Les zones « d'intérêt SCoT » constituent l'ossature du réseau des zones d'accueil d'entreprises du Grand Libournais, et participent à l'image d'excellence et à l'attractivité économique. Elles se définissent selon plusieurs critères : une fonction de site d'accueil principal, une situation à des endroits stratégiques (à proximité des centralités, aux « portes d'entrée », au niveau des grandes artères de circulation), un niveau d'équipement et de services permettant de rayonner sur un large bassin d'emplois...

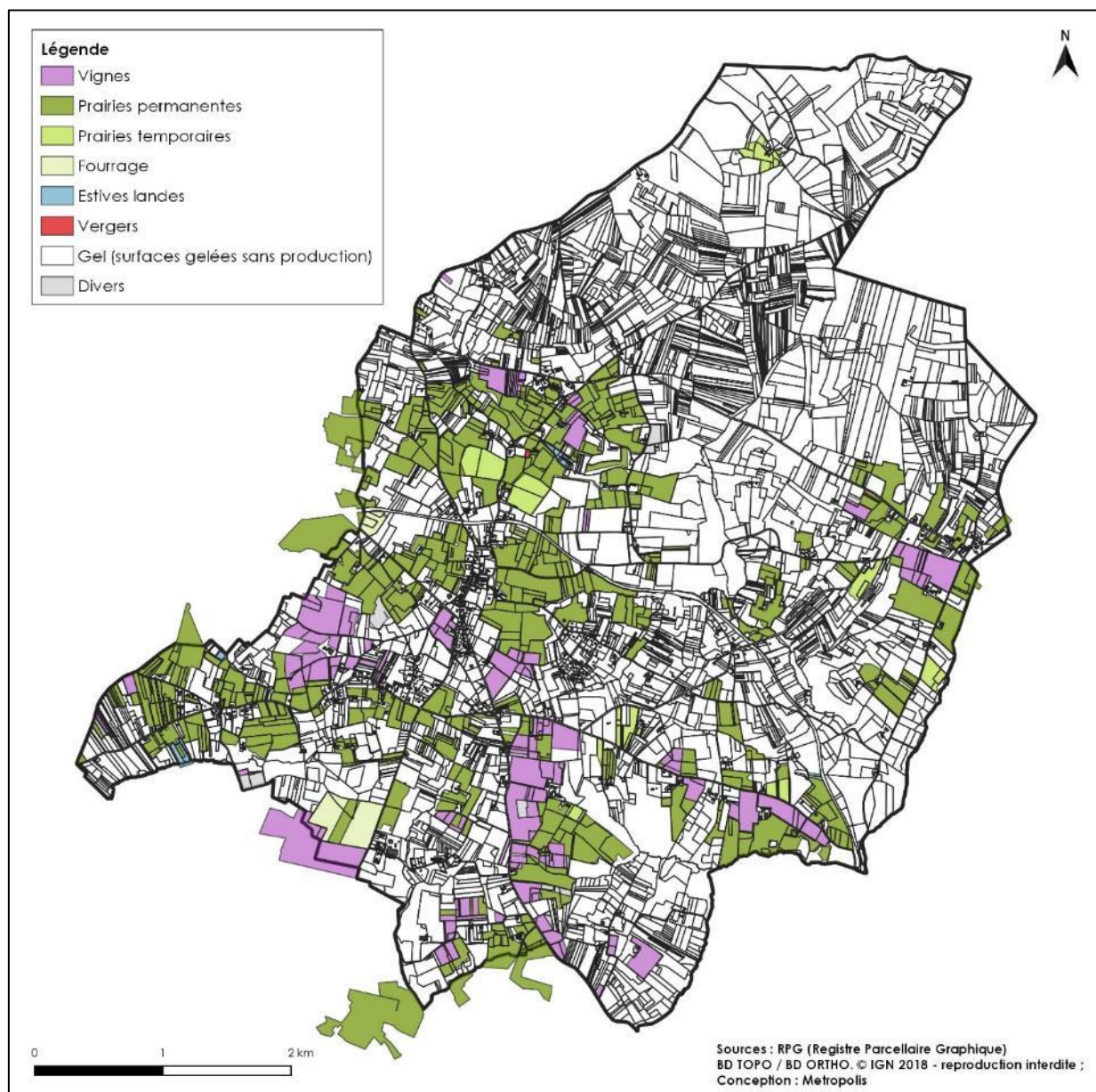
3. UNE HISTOIRE AGRICOLE : LA VITICULTURE

a) UNE ÉCONOMIE AGRICOLE QUI SE MAINTIENT

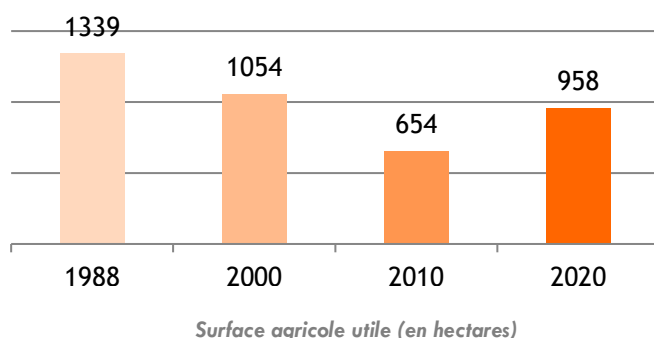
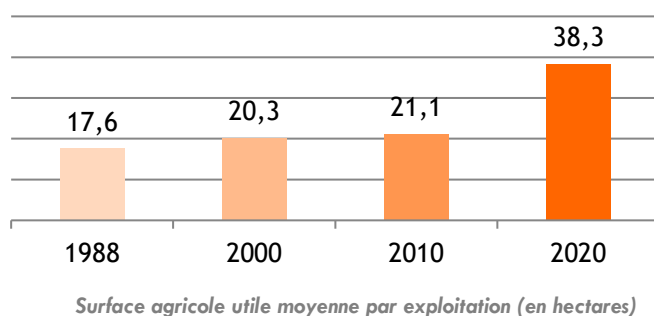
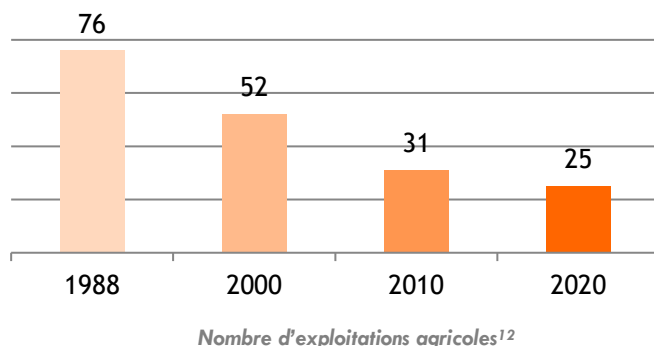
Maransin étant une commune marquée par un **caractère rural** relativement fort, son **activité est principalement tournée vers l'agriculture**. Toutefois, c'est aussi une **commune attractive pour les actifs**, ces derniers étant toujours plus nombreux à venir s'y installer, en particulier pour le **cadre de vie** (50 emplois pour 481 actifs). La proximité avec les pôles d'emploi de Libourne, Coutras et Saint-André-de-Cubzac, et l'accès à la route nationale N10 (qui rejoint l'A10 vers Bordeaux), sont autant d'atouts pour cette commune.

La part de l'activité agricole est bien plus importante à Maransin qu'au niveau intercommunal et départemental, synonyme de ruralité. Cette activité agricole réussit à se maintenir et a beaucoup évolué, comme au niveau national : si le nombre d'exploitations et d'agriculteurs-exploitants a diminué, les exploitations cultivent plus de terres qu'autrefois.

Enfin, les **espaces agricoles** étant **prépondérants** et se trouvant **souvent à l'intérieur de l'enveloppe urbaine de Maransin** (espaces artificialisés et espaces en AOC), ils seront encore les **principaux espaces de développement** afin d'éviter l'extension urbaine et la consommation spatiale en tâche d'huile des zones agricoles.



Types de cultures sur la commune de Maransin



En 2018, le secteur agricole à Maransin compte **50 emplois** (soit 31% des emplois sur la commune), pour **5 agriculteurs exploitants** (soit 1% parmi l'ensemble des CSP).

En 10 ans (2008-2018), **l'emploi agricole a augmenté de 22%** (+ 9 emplois) et représente aujourd'hui l'activité la plus importante avec le secteur du commerce, des transports et des services. À contrario, **la part des agriculteurs exploitants a diminué de 71%** parmi les CSP (- 12 agriculteurs exploitants).¹³

Le nombre d'exploitations a par ailleurs fortement diminué, avec **25 exploitations en 2020**. L'évolution a été toutefois moins rapide sur la dernière décennie.

La **superficie agricole utile** a elle aussi suivi cette tendance jusqu'en 2010, mais connaît une dynamique inverse entre 2010 et 2020, pour comptabiliser **958 hectares en 2020**.

Maransin est aussi caractérisée par une **très forte augmentation de la surface moyenne des exploitations**, ce qui n'est pas sans enjeux pour la restructuration spatiale et fonctionnelle des espaces agricoles.

Les données SIRENE¹⁴ recensent, au 1^{er} octobre 2021, 238 établissements actifs à Maransin : seuls 26 sont des établissements employeurs. 4 établissements ont plus de 6 salariés, les autres restant des petites structures. La **culture de la vigne** représente un peu plus de **30% des activités des établissements employeurs** (soit 8 établissements).

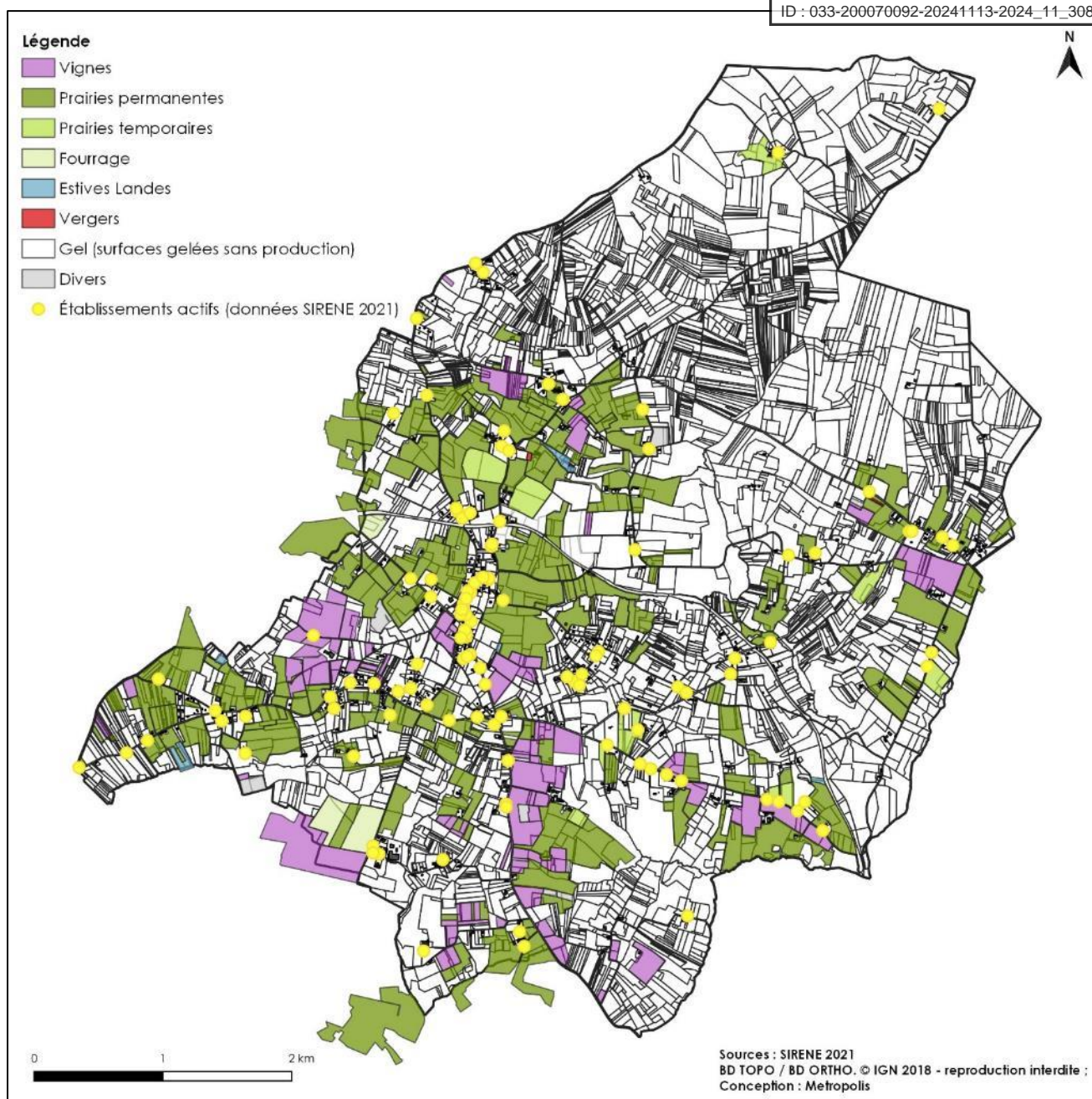
Bien que la **filière viticole** soit **attractive**, on assiste à un **vieillissement de la population des chefs d'exploitation**. Se pose la question de **l'avenir des exploitations agricoles**, et de leurs **successeurs**. Les données AGRESTE de 2010 exprimaient néanmoins une baisse du nombre d'exploitations sans successeur ou inconnu, passant ainsi de 26 exploitations en 2000 à 13 en 2010 ; une légère augmentation du nombre d'exploitations avec successeur (passant de 8 à 10 exploitations entre 2000 et 2010) ; de moins en moins d'exploitations ne sont pas concernées par la question de la succession (18 exploitations en 2000 à 8 exploitations en 2010).

Les résultats du dernier recensement agricole (2020) permettront de mettre en évidence des évolutions plus récentes du territoire.

¹² Source des données : Agreste.

¹³ Source : INSEE.

¹⁴ Le champ couvert par le recensement agricole est différent de celui des cotisants à la Mutualité sociale agricole et ne coïncide pas avec celui du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Du point de vue de la valorisation économique à l'échelle communale, la définition de l'INSEE est plutôt à prendre en compte. Néanmoins, la géolocalisation des données du répertoire Sirene permet d'appréhender la forte présence de l'activité agricole sur le territoire, y compris souvent à proximité de la tâche urbaine, et d'appréhender notamment les possibles conflits d'usage entre les activités agricoles présentes et l'habitat.

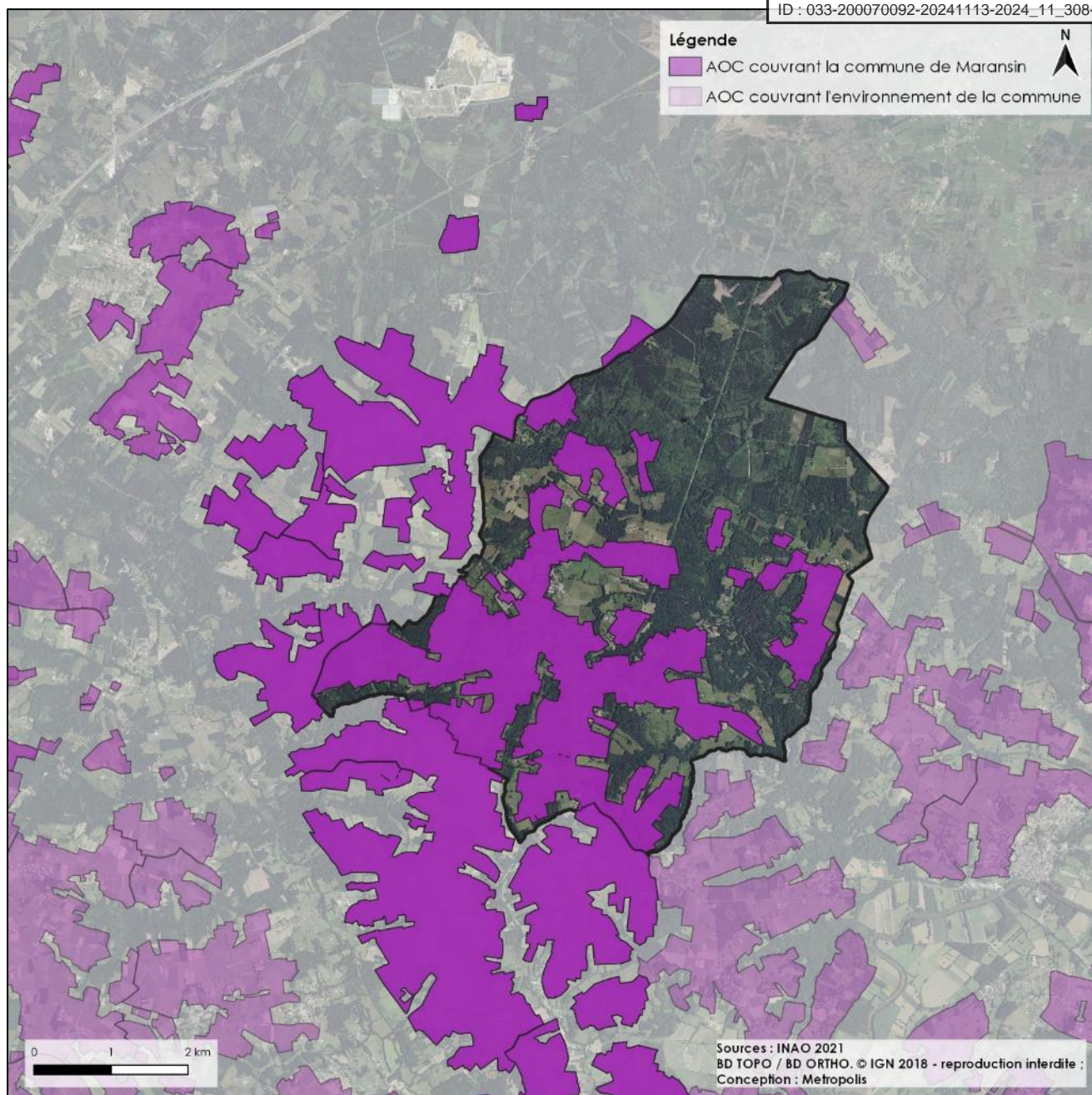


Géolocalisation des établissements recensés dans le répertoire Sirene sur la commune de Maransin

b) UNE FILIÈRE VITICOLE MOTRICE

La commune est largement dominée par la viticulture. Pilier de l'économie locale, la viticulture fait aussi partie intégrante du paysage. La commune est concernée par plusieurs **Appellations d'Origine Contrôlée (AOC)** :

- **Crémant de Bordeaux,**
- **Côtes de Bordeaux.**



Emprise des Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) sur la commune de Maransin et son environnement

Point de vigilance, les AOC couvrent une grande superficie de la commune. Pourtant plusieurs secteurs sont urbanisés. **Les AOC couvrent donc des espaces déjà bâtis, bourgs et hameaux de Maransin.**

4. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE

Le **caractère rural** et **résidentiel** de Maransin ressort fortement de cette analyse économique. Il a été observé depuis plusieurs années, une population active et des emplois sur place plutôt stables mais en légère augmentation.

La commune évolue entre deux dynamiques : une **tertiarisation de son économie de petite commune**, couplée à l'enjeu de **préservation de son caractère rural et de son identité productive**, notamment viticole, et en lien avec la **dépendance des pôles économiques voisins**.

En effet, **seulement 21 % des actifs travaillent au sein du territoire communal** en 2018 ; la grande majorité travaillant au sein de communes situées dans le département de la Gironde. La conséquence est le **déplacement quotidien des habitants dans les bassins d'emplois et de services voisins** (agglomérations libournaise et bordelaise, Saint-Émilionnais, Fronsadais...).

La **part de l'activité agricole** reste importante sur Maransin, malgré une certaine perte de ruralité. Cette activité agricole a connu des difficultés, et a surtout beaucoup évolué, comme au niveau national : un **nombre d'exploitations et d'agriculteurs-exploitants en diminution**, mais **des exploitations qui cultivent plus de terres qu'autrefois**, avec une **augmentation du nombre d'emplois agricoles** sur la commune.

Enfin, les **zones agricoles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine** (espaces artificialisés) sont encore les **seuls espaces de développement**, afin d'éviter l'extension urbaine et la consommation spatiale en tâche d'huile des zones agricoles.

Le diagnostic agricole fait ressortir les **enjeux** suivants :

- La **préservation des espaces agricoles** pour pérenniser et renforcer cette activité, voire **favoriser sa diversification**, notamment celle tournée vers le tourisme,
- La **valorisation de la viticulture**, activité à forte valeur ajoutée,
- L'**anticipation des conflits d'usage** et la **favorisation des transitions paysagères**.

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

VI. EQUIPEMENTS, COMMERCE, SERVICES ET RÉSEAUX NUMÉRIQUES

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. UNE OFFRE DE SERVICES SATISFAISANTE

Selon la Base Permanente des Équipements, INSEE 2020, la commune de Maransin dispose d'une offre commerciale et de services satisfaisante au regard de sa taille. Elle profite ainsi notamment de quelques **commerces de proximité**, voire de **gamme « intermédiaire »** et « **supérieure** ».

La densité relative de l'habitat qui existe sur le bourg de Maransin, son attractivité démographique et économique, ainsi que les flux supportés sur les routes départementales qui structurent la commune, sont autant de facteurs qui peuvent encourager la création de commerces et services à la personne. Dans une logique de confortement des habitudes de consommation et de limitation des déplacements, l'**offre commerciale** pourrait toutefois être **étoffée en cohérence avec les perspectives de développement démographique**, et en lien avec les bassins de vie environnants.

Commerces	Epicerie	Instituts de beauté				
	2	3				
Services	Agence postale	Réparation auto et de matériel agricole	Coiffure	Restaurant - Restauration rapide	École de conduite	
	1	2	2	2	1	
Artisans	Maçon	Plâtrier, peintre	Menuisier, charpentier, serrurier	Plombier, couvreur, chauffagiste	Électricien	Entreprise générale du bâtiment
	5	2	2	1	5	1
Action sociale et enseignement	École élémentaire					
	1					
Médical et santé	Médecin généraliste	Infirmier	Pharmacie	Ambulance		
	2	4	1	1		
Sport et loisirs	Boulodrome	Tennis	Terrains de grands jeux	Bibliothèque		
	1	1	1	1		

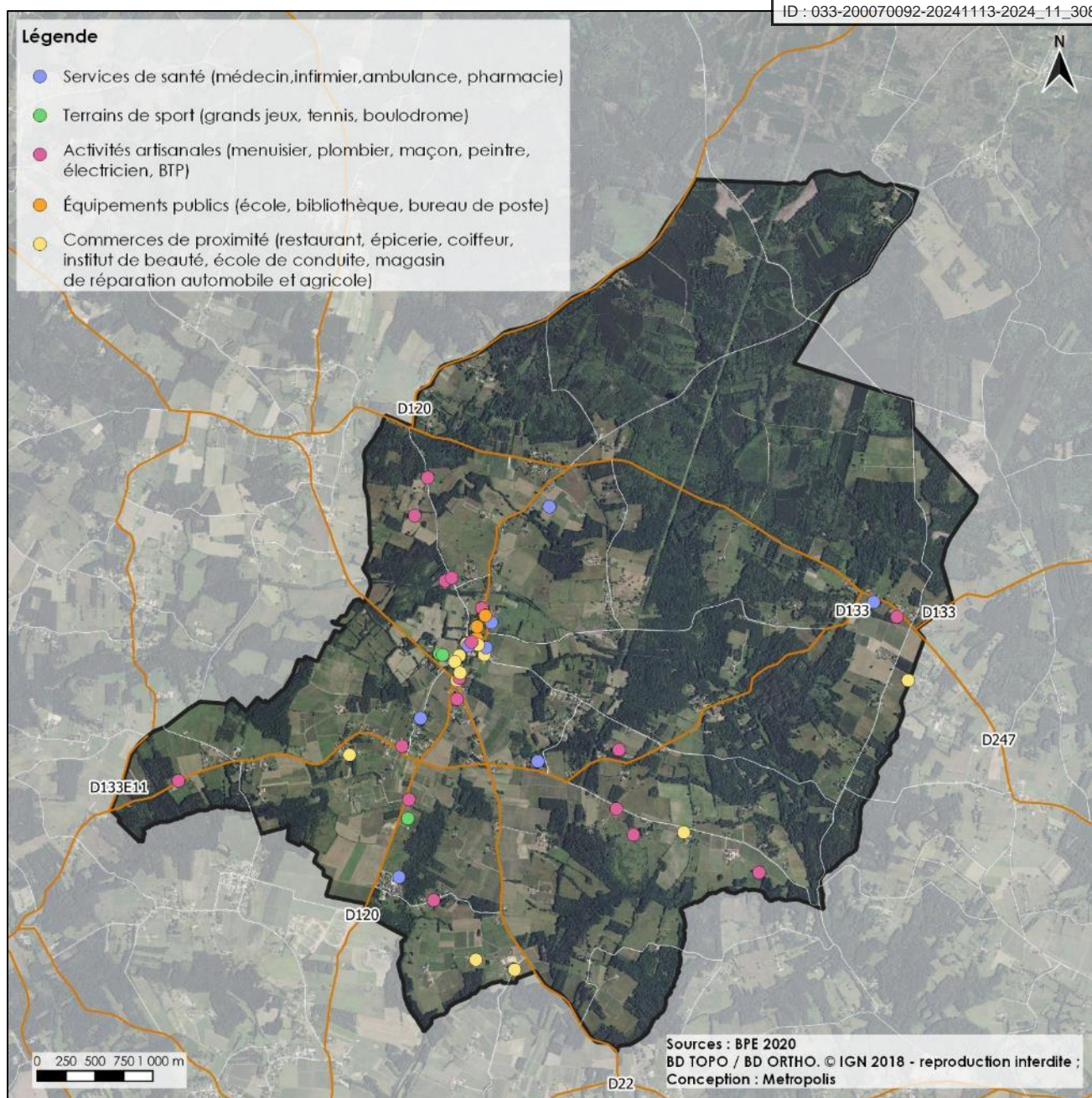
Gamme de proximité Gamme intermédiaire Gamme supérieure

Équipements et services selon le type de gamme sur la commune de Maransin

La **majorité des commerces de proximité** et des **équipements publics** sont **regroupés au sein du bourg** de Maransin, autour des routes départementales **D120** et **D22**.

Maransin profite également d'un **panel de praticiens médicaux de proximité relativement étoffé**, composé de 2 médecins généralistes, 4 infirmiers, 1 pharmacie, mais aussi **de gamme intermédiaire**, avec 1 ambulance. Ces services sont répartis pour partie dans le centre-bourg, et disséminés dans le reste de la commune.

Les **activités artisanales** et les **professions libérales** sont **plus isolées et diluées** sur le territoire communal.



Répartition des équipements et services sur la commune de Maransin

L'école **primaire** se situe en plein cœur de bourg, au niveau de la route départementale D120. Elle comptabilise en 2021 **68 à 77 élèves**, regroupés en **3 classes**¹⁵.

L'école fait partie du Regroupement Pédagogique Intercommunal dispersé (**RPI**), intégrant l'école **maternelle de Tizac-de-Lapouyade** et l'école **primaire de Lapouyade**, situées respectivement à 5 et 3 km ; elle fait également partie du Pôle Inclusif d'Accompagnement Localisé (**PIAL**), dont l'établissement tête de réseau est le **collège Jean Aviotte**, sur la commune de **Guîtres**¹⁶, à 10 km.

Selon les données de la CAF, en 2021, le taux de couverture globale¹⁷ pour les jeunes enfants est de 33,6 à Maransin, contre 56 à l'échelle de la CALi (121,9 à Lapouyade, 68,6 à Saint-Ciers-d'Abzac par exemple).

N'existant **pas de Relais d'Assistant-e-s Maternel-le-s** sur la commune, l'**offre de garde pour les jeunes enfants** est **peu développée**, et peut constituer un **frein à l'installation de jeunes ménages**.

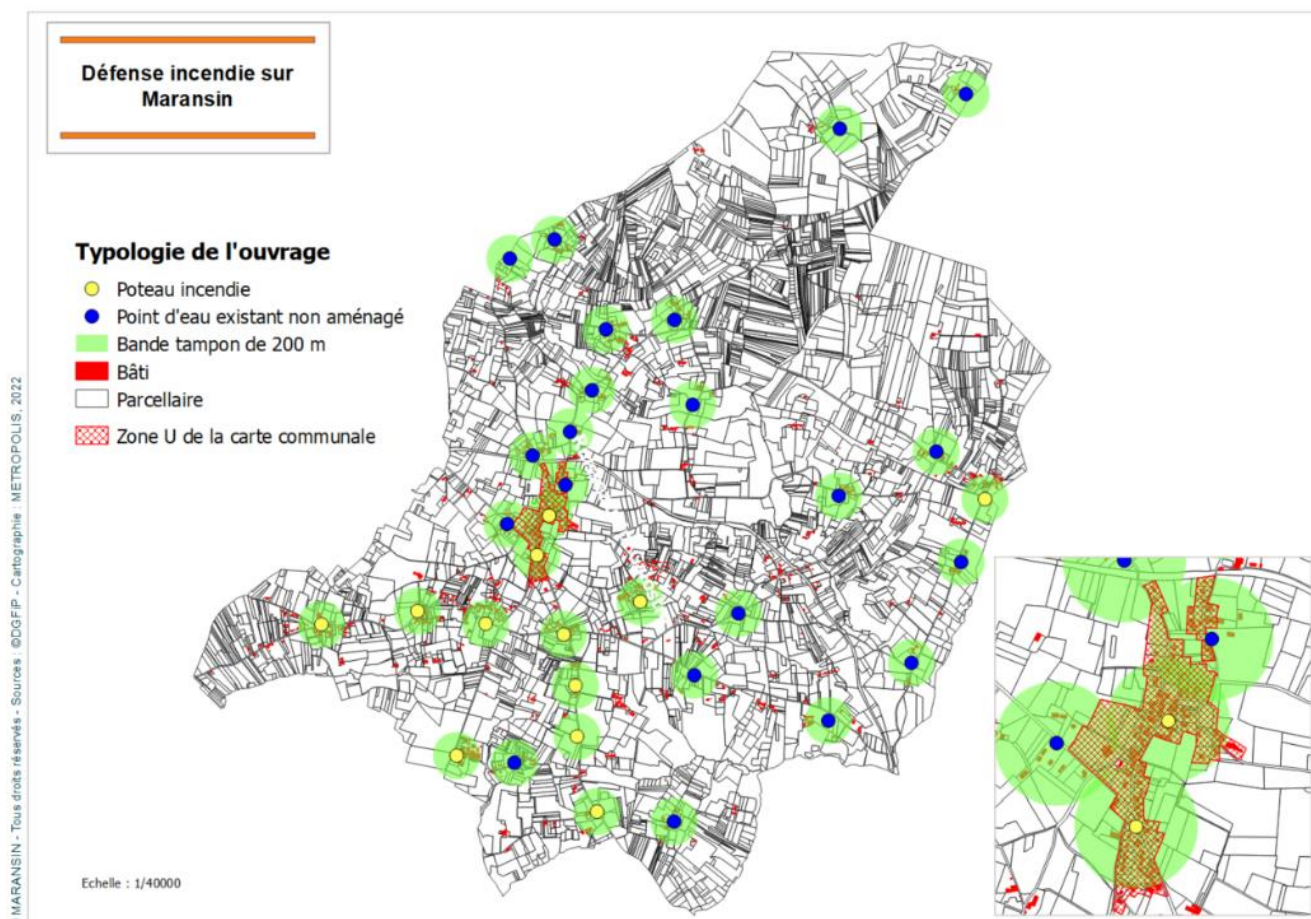
¹⁵ Source : data.education.gouv.

¹⁶ Source : annuaire-education.fr.

¹⁷ Capacité théorique d'accueil des enfants de moins de 3 ans par les modes d'accueil "formels" pour 100 enfants de moins de 3 ans.

2. UNE DÉFENSE INCENDIE RECOUVRANT LES PRINCIPALES ENTITES URBAINES COMMUNALES

Maransin est identifiée comme une commune présentant un **risque majeur « feux de forêt »**¹⁸. Sa **forte tonalité boisée** induit en effet une **vulnérabilité** sur le territoire communal, cette vulnérabilité étant amenée à être **renforcée par le contexte de réchauffement climatique**.



Équipements de défense incendie sur la commune de Maransin

¹⁸ Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) de Gironde

N°	Mesure ?	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m ² /h (bars)	Débit à 1 bar (m ³ /h)	Débit max (m ³ /h)	Capacité (m ³)	Codes Anomalies	Etat
1	X	PI100	RONDIER	3.0	1.0					Disponible
2	X	PI100	DOMINIQUE	3.0	1.0					Disponible
3	X	PI100	MEAUME	3.0	1.0					Disponible
4	X	PI100	CANTON DES NAUVES						5	Indisponible
5	X	PI100	LES CHARTREUX	2.4	1.0					Disponible
6	X	PI100	LE BOURG	3.0	1.0					Disponible
7	X	PI70	BEUCAILLAT	2.5	0.0	39	44			Disponible
8	X	PI70	LANDOURNERIE	5.0	1.0					Disponible
9	X	PI70	LA FAYOLLE	2.5	0.0	40	52			Disponible
10	X	PI70	MERIGOT	4.5	0.0	44	50			Disponible
11	X	PI100	GRAND JARD	3.0	0.0	45	52		11	Disponible
12	X	PI100	GRUGIER	4.0	1.0					Disponible
13	X	Ra	PETIT VILLAGE					60		Disponible
14	X	PI100	LA METAIRIE	4.0	0.0	55	70			Disponible

Bilan de défense incendie sur la commune de Maransin¹⁹

Comme indiqué dans l'État Initial de l'Environnement, les données²⁰ concernant le caractère disponible des poteaux incendie répertoriés sur le territoire communal, indiquent une **bonne défense en cas d'incendie**, à l'**exception** du secteur « **Canton des Nauves** » (identifié comme indisponible par le SDIS en septembre 2021).

Rappelons que les poteaux incendies existants sont complétés par un **ensemble de points d'eau non aménagés**, mais permettant ainsi d'assurer un **maillage certain d'ouvrages permettant la défense en cas d'incendie**.

3. UNE TRÈS BONNE COUVERTURE NUMÉRIQUE, LA FIBRE D'ICI 2022 À 2023

La commune dispose de réseaux numériques et téléphoniques d'une qualité relative selon l'ARCEP²¹ : Maransin est en effet couverte par la 4G, à l'exception de zones au Nord et à l'Est du territoire communal, et par un réseau « SMS / Voix », dont la couverture est partielle également, allant d'une très bonne couverture par endroits à une couverture limitée sur d'autres²². L'opérateur Orange semble le mieux desservir la commune en termes de qualité de couverture, que ce soit pour la 4G ou le réseau « SMS / Voix ».

En 2021, le **déploiement de la fibre** est en cours sur la commune, menée par le syndicat Gironde Numérique. En Juin 2021, entre 50 et 80% des locaux d'habitation et professionnels sont raccordables à la fibre. Selon l'ARCEP, **l'ensemble de la commune devrait être couverte d'ici 2022 à 2023**.

¹⁹ Source : Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Gironde.

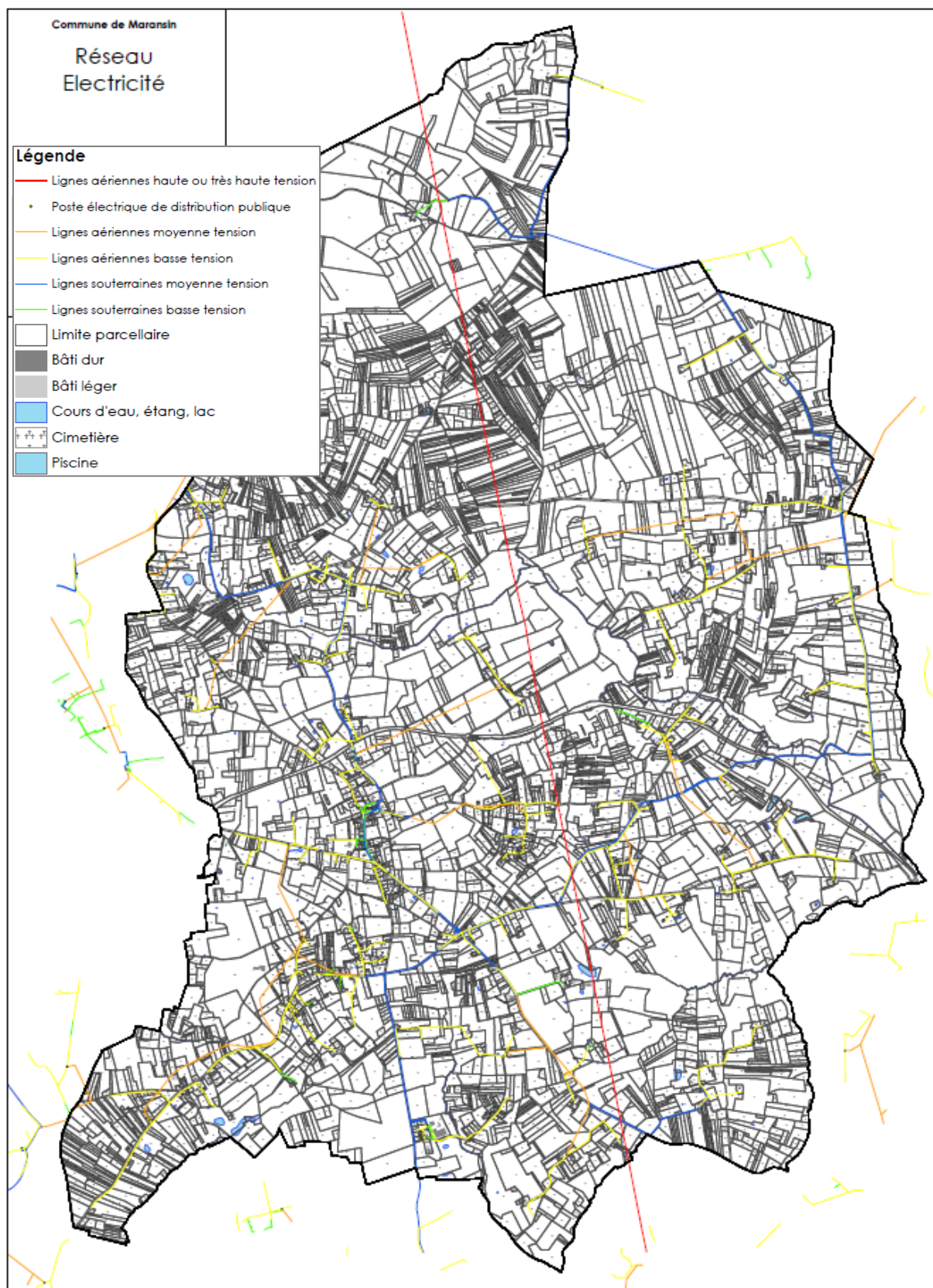
²⁰ SDIS de la Gironde.

²¹ Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse, données au 30.09.2021.

²² La couverture limitée du réseau « SMS / Voix » ne permet pas de téléphoner et d'échanger des SMS à l'intérieur des bâtiments.

4. UNE DESSERTE ÉLECTRIQUE SATISFAISANTE

La commune dispose également d'un réseau électrique Basse et Moyenne Tension, qui ne présente pas de difficulté dans la desserte des zones urbanisées existantes.



Réseau des lignes électriques sur la commune de Maransin

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

VII. TRANSPORTS ET MOBILITÉS

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. UN TERRITOIRE STRUCTURÉ PAR PLUSIEURS DÉPARTEMENTALES

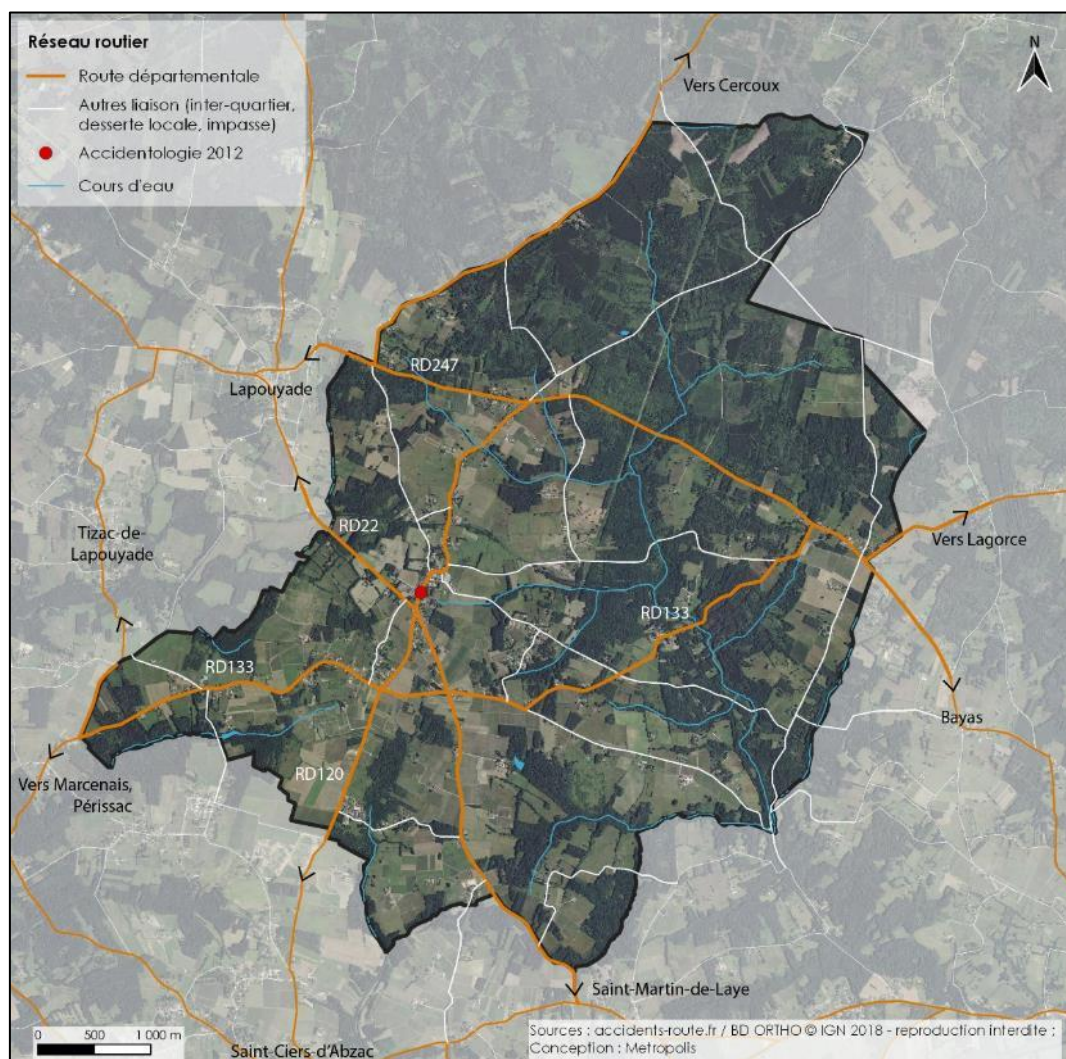
Le positionnement de Maransin est relativement excentré par rapport aux infrastructures de transport²³. La commune se situe toutefois :

- À **proximité du tracé de l'autoroute A10**, desservant l'agglomération bordelaise en passant par Saint-André-de-Cubzac, et dont le péage d'entrée/sortie le plus proche se trouve à Marsas : échangeur 606, à 13 kilomètres, accessible en 12 à 16 minutes ;
- À **proximité de l'A89**, traversant la CALi d'Ouest en Est, et dont le péage le plus proche se trouve à Libourne-Nord : sortie 10, à 16 kilomètres, accessible en 16 à 20 minutes.

Maransin est structurée par **4 routes départementales**, dont la **D120** qui traverse la commune du Nord au Sud en passant par le centre-bourg, et la D22 traversant la commune d'Ouest en Est au Sud du bourg. Cette dernière enregistre, selon les sections, **entre 230 et 470 véhicules/jour**, dont **3,7% à 8,1% de poids-lourds**²⁴.

Les **nuisances et pollutions** engendrées par la présence de ces routes, et par les flux qu'elles génèrent, ne sont pas négligeables. Toutefois, seul un accident a été recensé ces dernières années sur la commune, en 2012²⁵.

Par ailleurs, si Maransin n'est pas desservie par le **réseau ferré**, elle est située à **proximité de la ligne « Saintes – Saint-André-de-Cubzac – Bordeaux »**, à l'Ouest de la commune. Les **gares les plus proches** sont celles de **Cavignac** (située à 13 kilomètres, accessible en 14 à 18 minutes) et de **Gauriaguet** (située à 15,5 kilomètres, accessible en 16 à 22 minutes).



Réseau routier et accidentologie sur la commune de Maransin

²³ Voir carte page 6.

²⁴ Comptages routiers du département de la Gironde 2020, accessible sur : <https://www.gironde.fr/deplacements/les-routes-et-ponts#comptage-routier>. Comptages réalisés entre 2015 et 2017.

²⁵ Source : accidents-route.fr.

2. UNE FORTE DÉPENDANCE À L'AUTOMOBILE INDIVIDUELLE

a) UN FORT TAUX D'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

En 2018, **95% des ménages disposaient d'au moins 1 voiture** à Maransin (taux identique depuis 2013, et en augmentation depuis 2008). **59% des ménages possédaient même au moins 2 voitures** (taux en augmentation constante depuis 2008).

En 2018, **62% des ménages disposaient** par ailleurs **d'un emplacement de stationnement réservé**, cette part étant en nette diminution depuis 2013 (-32,1%), malgré un taux d'équipement constant, voire plus important.

b) DES ALTERNATIVES EN TRANSPORT EN COMMUN INEXISTANTES

L'offre de transport en commun sur la commune de Maransin est inexistante.

Aucune offre en lien avec le réseau ferré n'est présente sur la commune, les gares les plus proches étant celles de Cavignac et de Gauriaquet comme vu précédemment, pour une desserte régionale entre Saintes à Bordeaux.

Aucune aire de covoiturage formelle n'est recensée sur le territoire communal ; les plus proches étant localisées sur la commune de Saint-Mariens, à 14 kilomètres (à proximité du tracé de la N10 au Nord-Ouest), et sur la commune de Val-de-Virvée, à 15 kilomètres (à proximité de Saint-André-de-Cubzac).

Aucune ligne de car du réseau régional n'existe sur Maransin²⁶. Seule une **desserte intercommunale à la demande** existe via le **réseau Calibus**, en correspondance avec la commune de Saint-Denis-de-Pile²⁷. L'arrêt est situé sur la D120, à l'embranchement de la D22.

Le rabattement vers le transport en commun ne semble donc pas compétitif au regard de l'usage de la voiture.

3. DES FLUX DOMICILE-TRAVAIL CONCENTRÉS VERS LES AGGLOMÉRATIONS LIBOURNAISE ET BORDELAISE

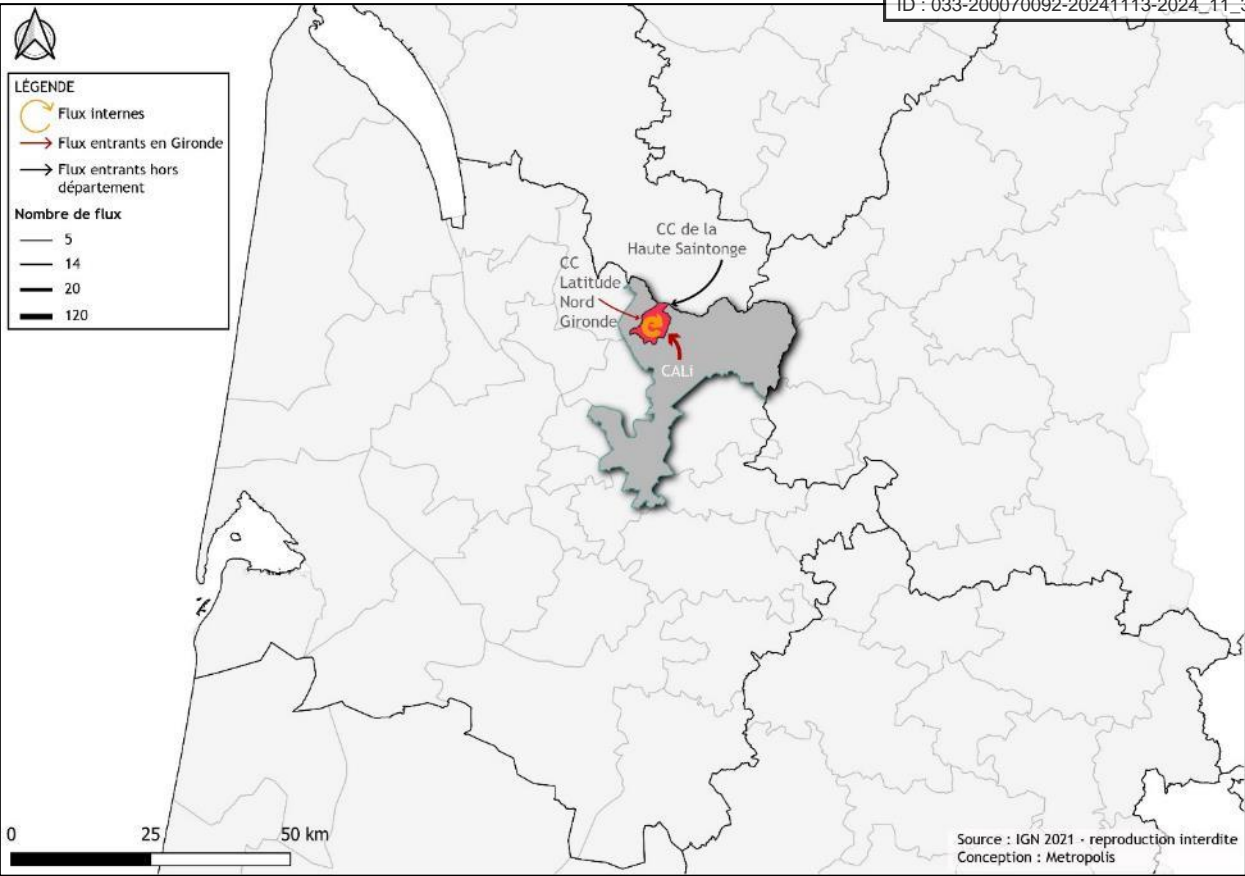
En 2018, **91,3% des actifs utilisaient quotidiennement leur voiture personnelle pour se rendre à leur travail**, une proportion en **nette hausse depuis 2013 (85,4%)**, comme aux échelles supérieures, avec néanmoins une évolution plus rapide. À l'inverse et en parallèle, seulement **6,6% des actifs déclarent utiliser un mode de transport « de proximité »** (pas de déplacement, marche ou vélo), contre 12,5% en 2013.

D'autre part, la population de Maransin reste plutôt tournée vers les pôles d'emplois extérieurs :

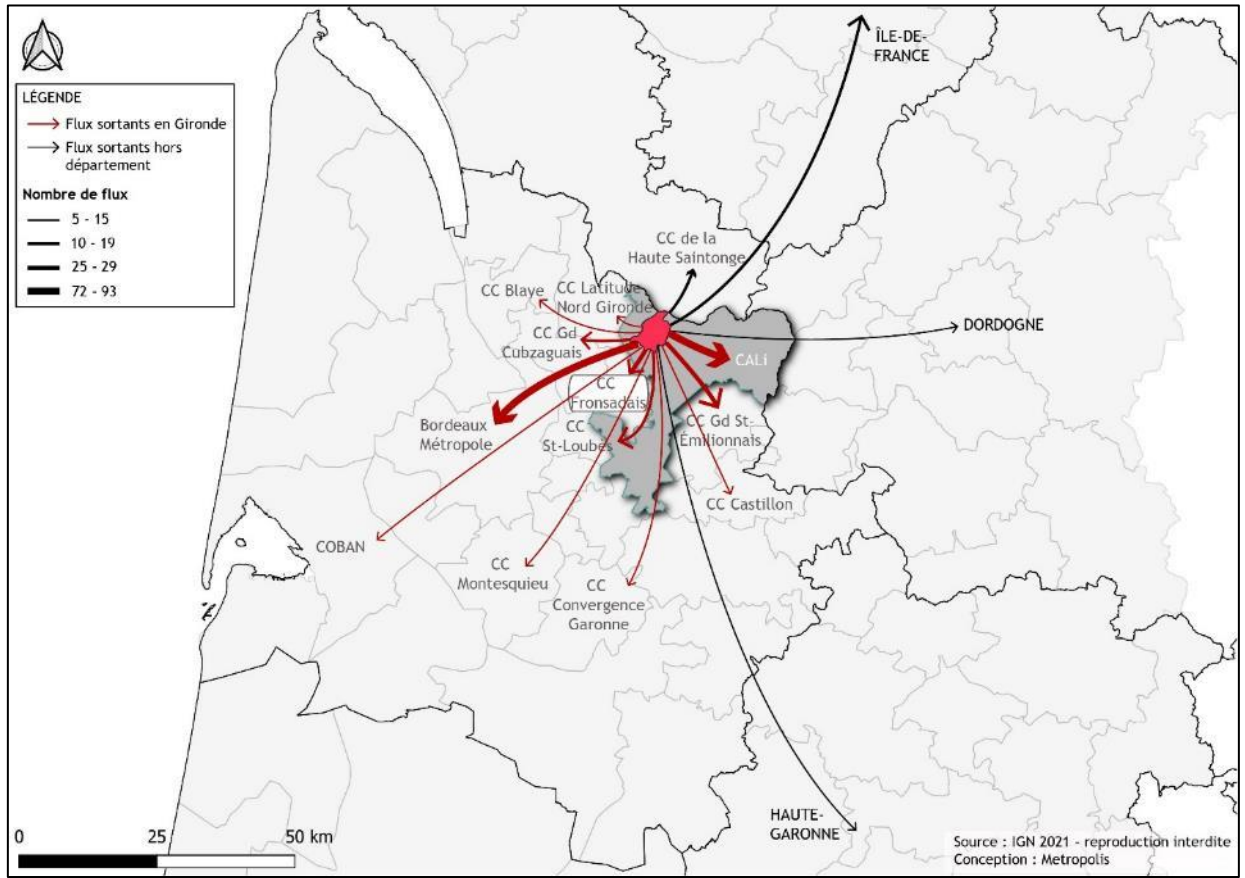
- **Sur les 432 actifs occupés résidents sur la commune, 120 y travaillent aussi (28%),**
- **72% des actifs résidents sur la commune vont ainsi travailler ailleurs :**
 - 30% (des 308 actifs résidents sur Maransin mais n'y travaillant pas) vont travailler sur l'agglomération libournaise ;
 - 23% vont travailler dans la métropole bordelaise ;
 - Les 46% restants sont plus dispersés sur les Communautés de Communes du Fronsadais, du Grand Saint-Émilionnais..., voire sur d'autres territoires (Dordogne, Haute-Garonne, Île-de-France).
- Puisque Maransin dispose de 136 emplois en 218, **40 emplois sont occupés par des actifs qui ne résident pas sur la commune** (29% des emplois situés sur Maransin) :
 - 50% proviennent de la CALi (Tizac-de-Lapouyade, Saint-Martin-du-Bois, Bonzac, Chamadelle)
 - 36% proviennent de la Communauté de Communes de la Haute-Saintonge ;
 - 13% proviennent de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde.

²⁶ Source des données : transports.nouvelle-aquitaine.fr.

²⁷ Source des données : www.calibus.fr/transports-de-proximite.



Flux domicile-travail internes et entrants sur la commune de Maransin



Flux domicile-travail sortants sur la commune de Maransin

4. STATIONNEMENT ET AMÉNAGEMENTS POUR LES MODES ACTIFS : DES ENJEUX LOCALISÉS

a) UNE BORNE DE RECHARGE POUR VÉHICULES HYBRIDES OU ÉLECTRIQUES

Selon la plateforme web du réseau MObiVE (nom du réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques, déployé par 5 Syndicats Départementaux d'Énergies de Nouvelle-Aquitaine), la commune de Maransin dispose d'une borne de recharge pour véhicules hybrides ou électriques.

Il s'agit d'un parking (2 places) localisé en cœur de bourg sur la D120, au niveau du parking de l'église.



Borne de recharge pour véhicules hybrides ou électriques sur la commune de Maransin

b) STATIONNEMENT PUBLIC : DES ENJEUX MODÉRÉS

Le stationnement est un enjeu fondamental pour permettre l'accès automobile aux commerces et aux équipements, afin d'accueillir à proximité des logements les voitures des visiteurs et des habitants. La forme pavillonnaire largement représentée sur le territoire fait bien sûr la part belle au **stationnement privé**.

Toutefois, une proportion importante de résidents ne bénéficie pas de place de parking privé et doit se reporter sur l'espace public : en **2018, 139 ménages disposent d'au moins une voiture sans stationnement réservé**²⁸.

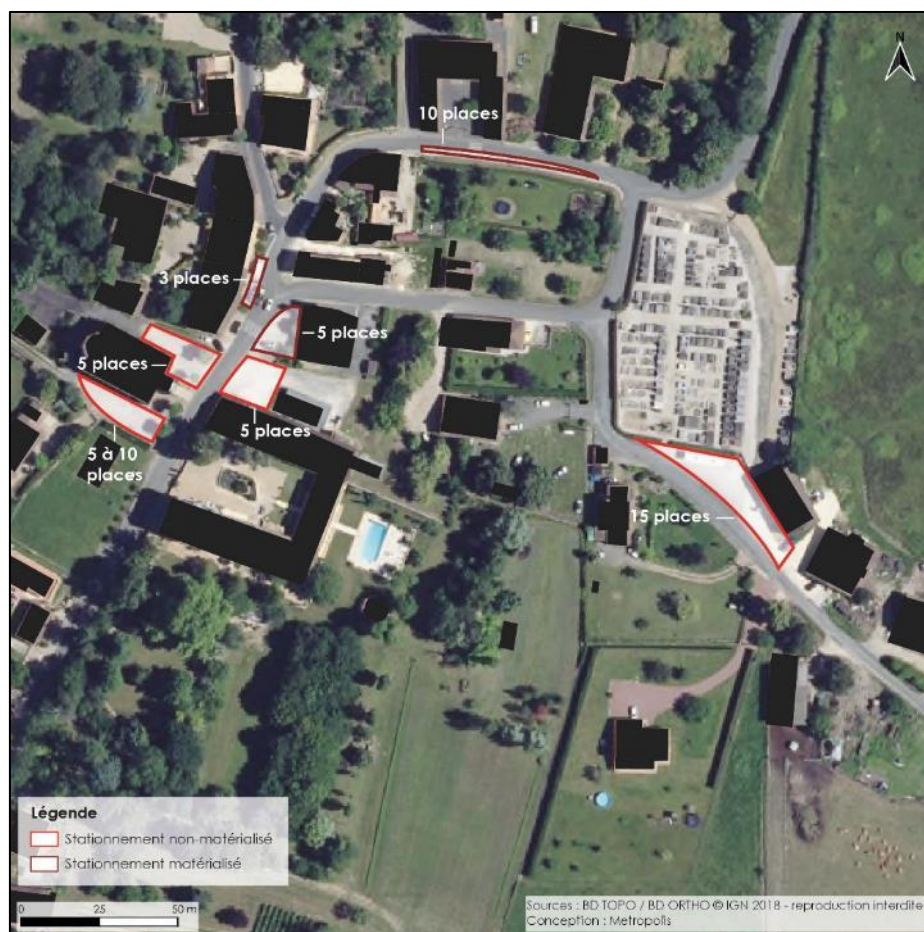
La problématique du stationnement est peu marquée dans le bourg. Les **places**, qu'elles soient formelles ou informelles, existent **principalement le long et aux abords de la RD120**. Les **espaces de stationnement informel** sont susceptibles de générer des **conflits d'usage avec les modes actifs** (vélos, piétons), les aménagements en faveur de ces derniers étant par ailleurs absents. Maransin ne dispose en effet **pas d'aménagements pacifiés**, tels que des dispositifs anti-stationnement ou visant à réduire la vitesse automobile.

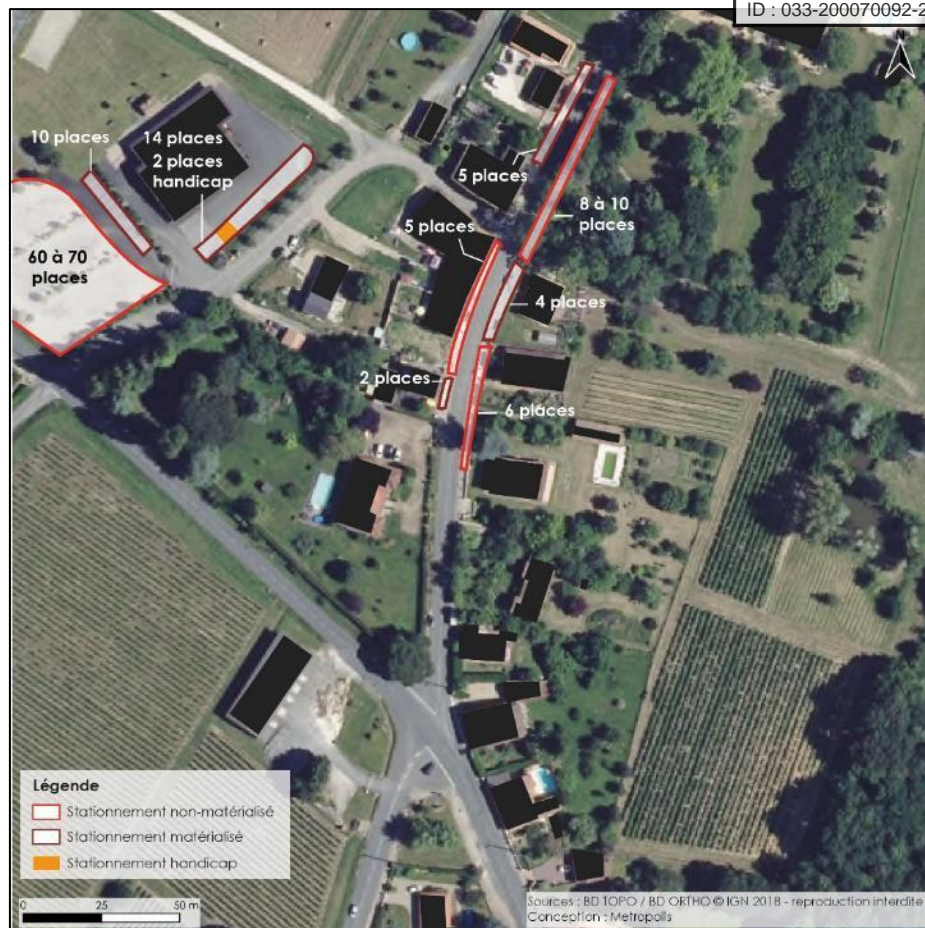
Sur le **centre-bourg**, les possibilités de stationnement sur l'emprise publique existent autour des **équipements publics** (pharmacie, mairie, église, école, cimetière) et des **commerces** (restaurant, pharmacie, salon de coiffure). On dénombre ainsi environ 18 places formelles contre 25 à 30 places informelles. Les capacités de stationnement les plus importantes se situent au niveau de la **salle polyvalente**, où l'on retrouve également **2 places dédiées au stationnement des personnes en situation de handicap**.

Dans les extensions contemporaines, le stationnement y est aisé, avec des **possibilités importantes sur chaque parcelle** (garages, jardins ou allées), ainsi que de **grands espaces le long des voiries**. Au Sud du bourg, on dénombre ainsi de **nombreux espaces le long des voies (trottoirs) utilisés pour le stationnement des véhicules particuliers**.

²⁸ Entre 2008 et 2018, le nombre de ménages disposant d'au moins un emplacement réservé au stationnement a fortement diminué, passant ainsi de 366 ménages disposant d'un espace de stationnement en 2008, à 389 en 2013 et à 264 en 2018.

Les illustrations suivantes recensent les capacités de stationnement (en nombre approximatif de places, matérialisées et non-matérialisées sur les emprises publiques, ou accessibles sans contraintes spécifiques (équipements publics accessibles, espaces imperméabilisés non-bâtis où le stationnement est d'usage...).





Capacités de stationnement sur la commune de Maransin

c) AMÉNAGEMENTS PIÉTONS ET CYCLABLES : PEU D'AMÉNAGEMENTS

Comme vu précédemment, la **très large partie du trafic motorisé** sur Maransin est concentrée sur la **D120**, qui traverse le bourg du Nord au Sud, et la D22, plus au Sud, qui traverse la commune d'Ouest en Est. La D120 est la route la plus susceptible d'être utilisée par l'ensemble des modes de déplacements sur la commune (voitures, piétons, cyclistes...).

Aucun aménagement spécifique, hors trottoirs, passages piétons et quelques bornes anti-stationnement, n'existe pour les modes de déplacement doux (zone 30, plateaux surélevés...), et permettre des accès sécurisés.

Le **trafic** et la **vitesse sur la D120**, même en traversée d'agglomération, restent des **facteurs importants de dangerosité**. En dehors du bourg, les **espaces de stationnement** sur la D120 sont parfois **susceptibles de limiter la bonne circulation piétonne et cycliste**.

Si les usages et fonctions sont aujourd'hui peu propices aux mobilités douces sur la commune de Maransin, des aménagements doivent **favoriser la sécurisation des piétons et des cyclistes**, notamment auprès des équipements publics, services et commerces de centre-bourg : trottoirs accessibles à tous et confortables, aménagements destinés aux personnes à mobilité réduite (bataux, bandes podotactiles...), dispositifs anti-stationnement gênant...

Il s'agit également de **favoriser l'accessibilité aux transports en commun**, et en particulier à l'arrêt de bus aménagé sur la D120, à l'intersection de la D22, qui n'est aujourd'hui pas accessible aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, et autour duquel l'emprise publique n'a pas été investie pour les mobilités douces.



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

VIII. URBANISME ET PATRIMOINE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

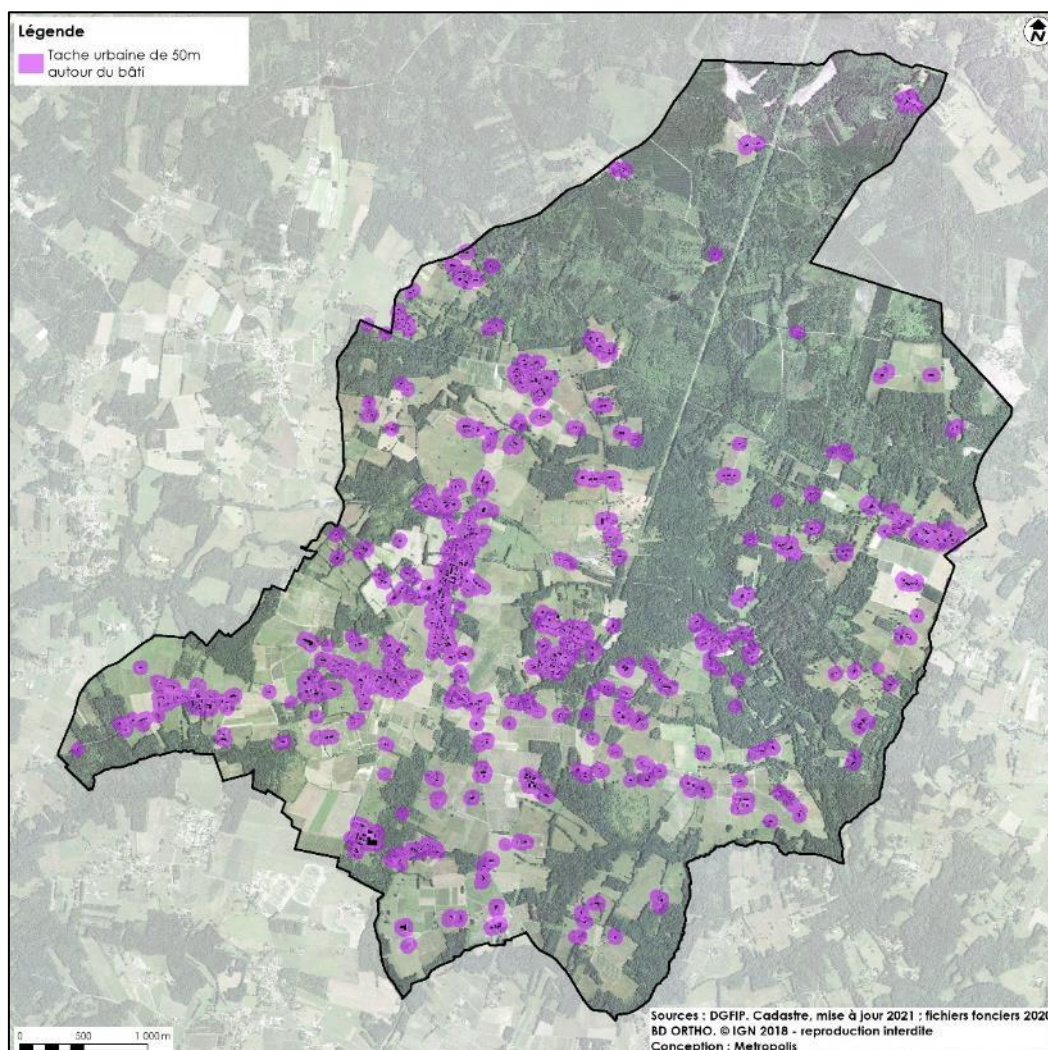
Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. LE FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE

La **structure de l'urbanisation** au sein de la commune Maransin est **traditionnellement éclatée**, au sens où l'urbanisation est éparpillée sur le territoire communal. Cela s'explique notamment par le **passé agricole** de ses hameaux.



Tâche urbaine de 50 mètres autour du bâti sur la commune de Maransin

Si Maransin est un territoire peu développé, les illustrations ci-après montrent qu'il s'agit d'une **campagne déjà très habitée au XVIIIe siècle**, maillée de **petits hameaux** historiquement présents : **Beucaillat, Méricot, Mignotterie...**

Au **XIXe siècle**, l'urbanisation se poursuit, et certains **hameaux** se révèlent d'une **importance relativement comparable à celle du bourg** : **Beucaillat** et **Grugier** notamment.



Carte de Cassini XVIII^e siècle²⁹



Carte d'État-Major (1820-1866)³⁰

²⁹ Source : geoportail.gouv.fr.

³⁰ Source : geoportail.gouv.fr

2. LES FORMES URBAINES

Les **hameaux** présents sur la commune ont une forme urbaine traditionnelle plus ou moins dense. La quasi-totalité d'entre eux ont une **fonction désormais uniquement résidentielle**. Ainsi, Maransin comporte de nombreuses constructions ou groupements de constructions qui ne sont plus en conformité avec la vocation originelle de ces hameaux.

La trame viaire se compose essentiellement des deux routes structurantes : la **D120**, qui traverse la commune du Nord au Sud, et la **D22**, qui la traverse d'Ouest en Est. D'autres routes traversent la commune : la **D247** au Nord et la **D133** au Sud et à l'Ouest ; les autres voies sont communales.

Ces voies structurent l'urbanisation et les principaux secteurs constituant la vertèbre de la commune. Ils constituent ce que l'on peut appeler les « **espaces urbanisés** ».

Il en résulte une **urbanisation peu développée à proximité du bourg**, ce dernier étant resté de taille modeste, même s'il **concentre l'essentiel des équipements publics** de la commune : mairie, école, salle polyvalente, église, service postal..., et des **commerces et services** (restaurant, pharmacie, château, salon de coiffure...). Il bénéficie ainsi d'une certaine **attractivité** au regard de la présence de ces équipements.



Un bourg caractérisé par une réelle identité de centralité, à laquelle les équipements publics participent fortement



Des demeures disséminées sur le territoire communal



Une urbanisation récente plus simple et plus modeste

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

IX. BIODIVERSITÉ ET TRAME VERTE ET BLEUE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. LA BIODIVERSITÉ : UN PATRIMOINE COMMUN FRAGILE

Biodiversité (n.f.) : Terme qui désigne la diversité du monde vivant à tous les niveaux : diversité des milieux (écosystèmes), diversité des espèces, diversité génétique au sein d'une même espèce.

La communauté scientifique estime que la moitié des espèces vivantes que nous connaissons pourrait disparaître d'ici un siècle, compte tenu du rythme actuel de leur disparition, estimé de 100 à 1000 fois supérieur au taux naturel d'extinction (Source : Ministère du développement Durable et de l'Energie). Cette érosion accélérée de la biodiversité est intimement liée aux activités humaines. Parmi les causes identifiées d'atteinte à la biodiversité, certaines sont directement en lien avec l'aménagement du territoire : la fragmentation et la destruction des milieux naturels liées, en particulier, à l'urbanisation croissante, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, les pollutions diverses (d'origine industrielle, domestique, agricole...). Le changement climatique, par ses effets directs ou indirects sur la biodiversité, interpelle également.

Pourtant, la biodiversité est source de bénéfices directs et quotidiens sur les territoires... et l'érosion de la biodiversité a, in fine, des conséquences en termes économiques. En effet, outre la fourniture de biens irremplaçables et indispensables à la survie des individus (nourriture, oxygène, matières premières...), les milieux naturels contribuent notamment à une épuration naturelle de l'eau, à la prévention des inondations, à la structuration des paysages ou encore l'amélioration du cadre de vie. Les espèces de faune sauvage (insectes, oiseaux, chauves-souris...) assurent la pollinisation des végétaux...

L'enjeu fort de préservation de la biodiversité a été conforté au fil des années par les lois successives : Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) en 2000, Loi Urbanisme et Habitat (UH) en 2003, Loi « Grenelle I » en 2009, Loi « Grenelle II » en 2010 ou, plus récemment, la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) en 2014. La loi pour la reconquête de la biodiversité donne, sans nul doute, une nouvelle impulsion à la prise en compte du patrimoine naturel. Par ailleurs, par les prérogatives qu'elles possèdent en matière d'aménagement de l'espace et en particulier de planification, les collectivités sont donc un des acteurs majeurs de la pérennité de la biodiversité, qui doit aujourd'hui constituer un enjeu à part entière de leurs documents de planification.

C'est dans ce cadre en constante évolution, tant d'un point de vue législatif que sociétal, que se place aujourd'hui la révision de la carte communale de Maransin.

a) ZONAGES RELATIFS AUX MILIEUX D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE PARTICULIER

Source : DREAL Nouvelle Aquitaine

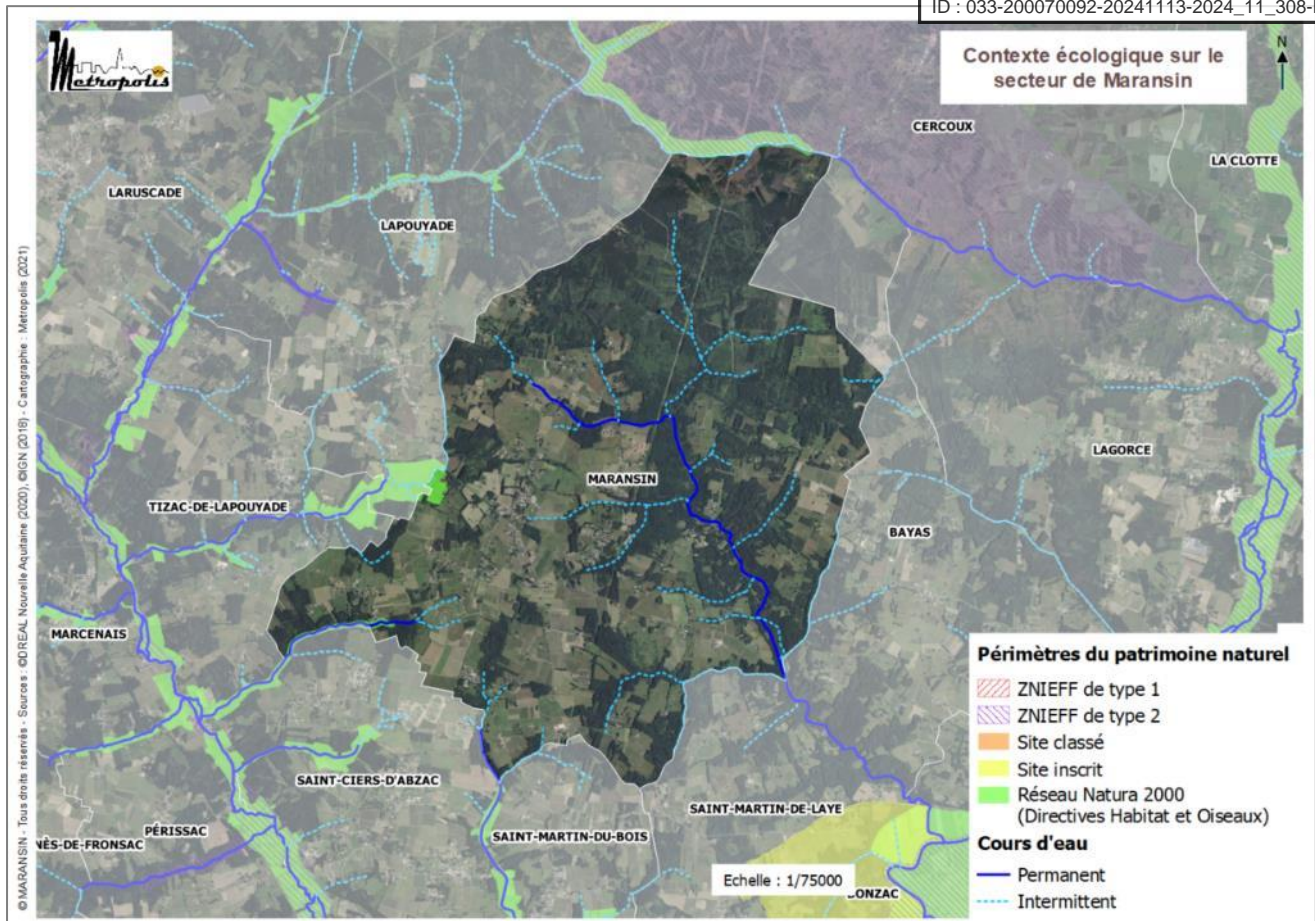
Certains espaces naturels remarquables ou présentant un intérêt naturel, paysager ou historique, montrent une qualité ou un intérêt qui se traduit par une reconnaissance au niveau européen, national ou régional (voire un niveau plus local). Ces sites peuvent alors faire l'objet de classements ou d'inventaires, voire de « labels », qui contribuent à leur préservation à long terme.

Bien que tous ces zonages n'aient pas obligatoirement une portée réglementaire, ils doivent néanmoins être pris en compte par les documents d'urbanisme afin de définir un projet de territoire qui permette :

- la pérennité du cadre environnemental et paysager territorial,
- une meilleure prise en compte des incidences potentielles liées à la mise en œuvre du document d'urbanisme et la définition de modalités d'aménagement qui évitent une pression anthropique notable sur les espaces naturels et semi-naturels les plus fragiles.

La commune de Maransin est concernée directement par plusieurs types de zonages :

- Des zonages écologiques réglementaires (Natura 2000) ;
- Des zonages de type « label » ;
- Des zonages liés à des objectifs de compensation écologique.



Notons que la commune borde également un site recensé comme doté d'un périmètre d'inventaire, qui est présenté également dans les pages suivantes car renseignant d'un contexte écologique qu'il convient d'appréhender avec justesse.

★ Les zonages d'inventaires

Source : DREAL Nouvelle Aquitaine ; INPN.

La commune de Maransin jouxte, en sa limite Nord, la ZNIEFF de type 2 « Landes de Montendre ». Cette vaste ZNIEFF (19 003 ha), localisée sur le territoire de la Charente-Maritime, concerne les communes de : Montlieu-la-Garde, Orignolles, Clérac, Bedenac, Montendre, Chepniers, Corignac, Jussas, Bussac-Forêt et Cercoux (source : Fiche « Landes de Montendre » - INPN – édition 06/07/2018).

Le site correspond à la partie occidentale de la Double, petite région naturelle du sud-ouest de la France caractérisée par son fort taux de boisement. Il est constitué d'une mosaïque de landes calcifuges et de bois mixtes sur des sols très pauvres (podzols) s'étant développés sur les sables et graviers argileux éocènes (dépôts du Sidérolithique) qui couvrent l'ensemble de la région.

Un important réseau de ruisselets aux eaux acides reliés au bassin de la Garonne, ainsi que, très localement, des affleurements de calcaires maestrichtiens, interrompent l'uniformité topographique du "plateau".

Il s'agit du plus vaste ensemble régional de landes et bois calcifuges, à forte tonalité ibéro-atlantique.

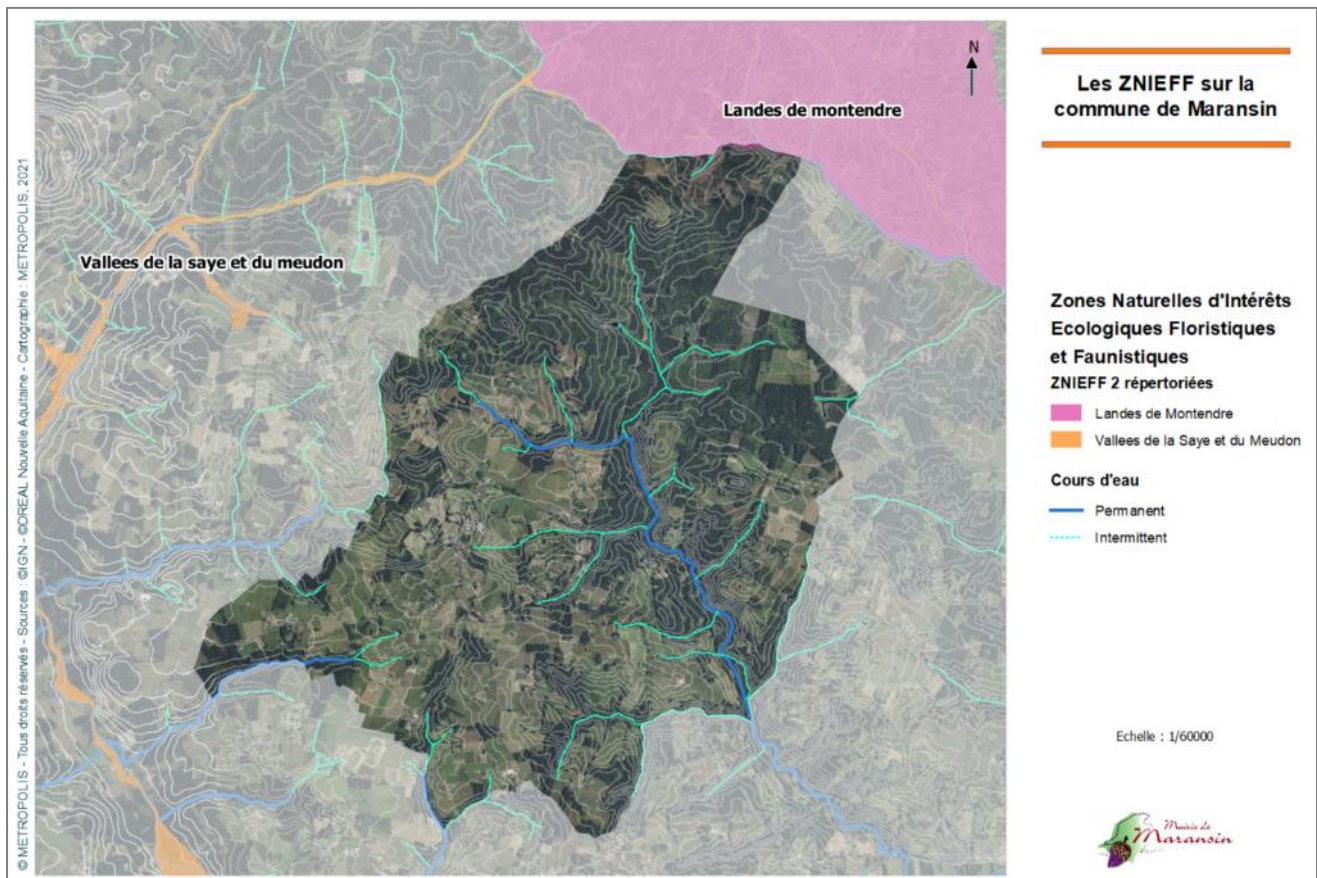
L'intérêt phytocénotique est exceptionnel avec la présence, sur des surfaces étendues, de groupements végétaux originaux : différents types de landes en fonction du gradient d'hydromorphie, forêt à Chêne tauzin et Pin maritime, tourbières acides à Narthécie des marais (*Narthecium ossifragum*), sables humides temporaires à Linaire à vrille (*Kickxia cirrhosa*), taillis tourbeux à Galet odorant (*Myrica gale*), forêt-galerie riveraine (*Blechno spicantis-*

Alnetum glutinosae ou Osmundo regalis-Alnetum, selon les contextes pédoécologiques, sables et/ou Tuberarietea, etc.

Sur le plan floristique, la richesse est très élevée en espèces rares/menacées, dont beaucoup sont en station régionale unique, voire en aire disjointe.

L'intérêt faunistique est également remarquable, notamment le long du réseau hydrographique parcourant toute la zone : présence de la Cistude d'Europe, du Vison d'Europe et de la Loutre d'Europe, de libellules rares, remontée de poissons migrateurs, etc.

Les landes et boisements ouverts hébergent quant à eux une grande diversité de reptiles (dont le Lézard ocellé, ici en population disjointe).



Précisons que la commune n'est concernée par aucune ZNIEFF de type 1.

★ Les zonages réglementaires

Sources : DREAL Nouvelle Aquitaine ; DOCOB du site Natura 2000 « Landes de Montendre » (validé) ; DOCOB du sites « Vallées de la Saye et du Meudon » (validé)

La commune de Maransin est concernée par la présence du réseau Natura 2000.

Afin de maintenir les espèces et les milieux naturels rares et menacés à l'échelle européenne, l'Union Européenne a décidé de mettre en place le réseau Natura 2000. La transcription de ce réseau en droit français a donné lieu à la création de Zones de Protection Spéciales (ZPS), issues de la Directive Oiseaux, et de Zones Spéciales de Conservation (ZSC), issues de la Directive Habitat Faune Flore. Ces sites disposent ou disposeront à terme d'un Document d'Objectifs (DOCOB) qui précise les activités et/ou occupations du sol interdites, réglementées ou favorisées.

Ces sites bénéficient d'une protection renforcée : tout projet susceptible de leur porter atteinte doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences. Dans le cadre de l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 à

laquelle sera soumise la carte communale, il sera nécessaire de justifier de l'absence d'incidences significatives sur les espèces et habitats naturels d'intérêt communautaire ayant présidé la désignation du site Natura 2000.

La commune de Maransin intersecte à ce jour un site Natura 2000 rattaché à la Directive Habitat Faune Flore : le site FR7200689 « Les vallées de la Saye et du Meudon » (DOCOB validé).

Toutefois, comme évoqué précédemment, Maransin borde également un ensemble écologique remarquable lié aux landes de Montendre. Outre le zonage ZNIEFF, cet ensemble est aussi associé au site Natura 2000 FR5400437 « Les Landes de Montendre ». Toutefois, si Maransin n'est pas directement concerné par le zonage réglementaire de ce site, il convient néanmoins de considérer ce dernier au regard de la richesse écologique qu'il recèle et des logiques de fonctionnement écologique au niveau local.

Les principales caractéristiques de ces sites Natura 2000 sont récapitulées dans le tableau suivant (source : FSD tel que formulé au 20/092021).

Fiche récapitulative du site Natura 2000 « Vallées de la Saye et du Meudon » – ZSC FR7200689	
Superficie	1 379 ha, répartis sur 16 communes : CAVIGNAC, DONNEZAC, GALGON, LAPOUYADE, LARUSCADE, MARANSIN , MARCENAI, PERISSAC, SAINT-CIERS-D'ABZAC, SAINT-MARIENS, SAINT-MARTIN-DU-BOIS, SAINT-SAVIN, SAINT-YZAN-DE-SOUDIA, SAVIGNAC-DE-L'ISLE, TIZAC-DE-LAPOUYADE, VILLEGOUGE.
DOCOB	Validé
Composition du site	Le site FR7200689 des Vallées de la Saye et du Meudon est caractérisé par des intérêts patrimoniaux diversifiés liés à la présence d'un vaste réseau hydrographique et de grandes zones humides façonnées par la présence humaine. L'ensemble du site abrite une diversité de milieux naturels particulièrement remarquables comme les prairies humides, les boisements alluviaux, les formations d'ourlets, les milieux aquatiques etc. Ces habitats naturels sont d'autant plus riches qu'ils accueillent une faune d'intérêt communautaire avec des espèces emblématiques telles que la Loutre d'Europe, la Cistude d'Europe, le Cuivré des Marais, les lamproies (Planer, fluviatile et marine) ou encore l'Agrion de mercure.
Habitats d'intérêt communautaire dont habitats prioritaires (*) répertoriés sur l'ensemble du site	10 habitats naturels ont été répertoriés sur le site « Vallées de la Saye et du Meudon » : <ul style="list-style-type: none"> – Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition (3150) – Landes humides atlantiques tempérées à Erica ciliaris et Erica tetralix* (4020) – Landes sèches européennes (4030) – Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae) (6410) – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (6430) – Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis) (6510) – Tourbières hautes actives* (7110) – Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) (91E0)

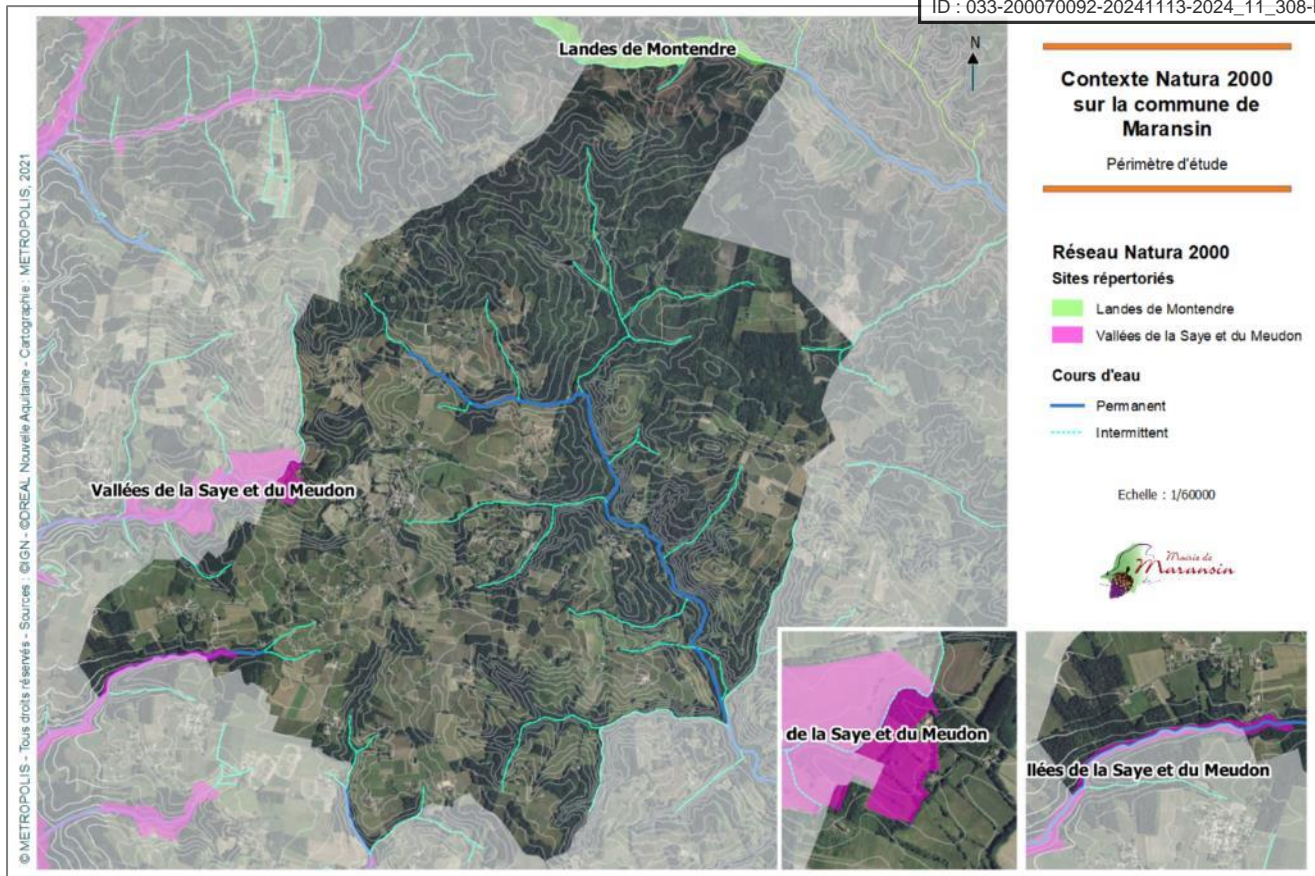
	<ul style="list-style-type: none"> – Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à <i>Quercus robur</i> (9190) – Chênaies galicio-portugaises à <i>Quercus robur</i> et <i>Quercus pyrenaica</i> (9230)
Espèces d'intérêt communautaire répertoriées sur l'ensemble du site	<p>17 espèces d'intérêt communautaires ont été répertoriées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – mammifères : Loutre d'Europe ; Vison d'Europe – poissons : Chabot, Toxostome ; Lamproie marine ; Lamproie de Planer ; Lamproie fluviatile ; – mollusque : Vertigo de Des Moulins – libellules : Cordulie à corps fin ; Agrion de Mercure ; – papillons : Cuivré des marais ; le Damier de la succise ; Fadet des Laïches ; – coléoptères : Lucane cerf-volant ; Grand capricorne ; Rosalie alpine ; – reptiles : Cistude d'Europe.
Vulnérabilité	<p>La fertilisation des prairies, de même que d'autres modes d'exploitation découlant d'une intensification des productions tels que des fauches répétitives ou un pâturage intensif, sont d'autres facteurs de banalisation et d'appauvrissement de la flore prairiale.</p> <p>L'abandon des parcelles de prairie lié au recul de l'élevage bovin sur les communes du bassin versant de la Saye et de l'activité traditionnelle de fauche a pour conséquence une fermeture du milieu d'abord en fourrés, puis en bois.</p> <p>La gestion des niveaux d'eau sur la Saye est un élément important dont dépendent les milieux naturels présents. Le maintien des milieux humides est dépendant de la gestion des ouvrages hydrauliques, mais la plupart des pelles et des moulins ne permettent plus de réguler les niveaux d'eau car ceux-ci ne sont plus fonctionnels.</p>

Fiche récapitulative du site Natura 2000 « Landes de Montendre » – ZSC FR5400437

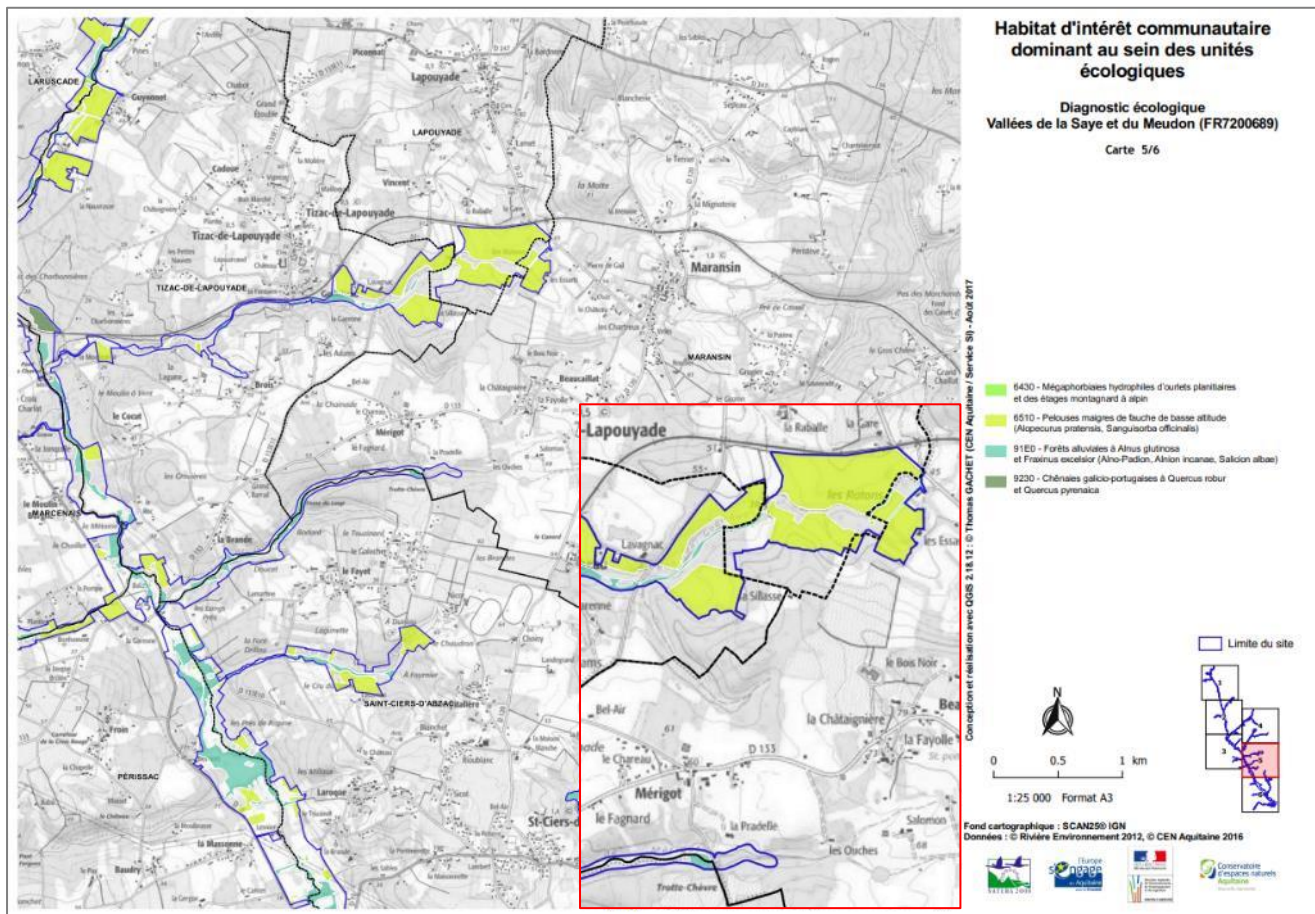
Superficie	<p>3 141 ha, répartis sur 39 communes :</p> <p>AUJAC, AUMAGNE, AUTHON-EBEON, BAGNIZEAU, BEDENAC, BLANZAC-LES-MATHA, BRESDON, BROUSSE, BUSSAC-FORET, CERCOUX, CHEPNIERS, CHERVES-RICHEMONT, CLERAC, COGNAC CORIGNAC, COURCERAC, CRESSE, FONTAINE-CHALENDRAY, GIBOURNE, HAIMPS, JAVREZAC, JUSSAS, LOUZAC-SAINT-ANDRE, MASSAC, MATHA, MESNAC, MIGRON, MONS, MONTENDRE, MONTLIEU-LA-GARDE, PRIGNAC, SAINT-LAURENT-DE-COGNAC, SAINT-OUEN-LA-THENE, SAINT-SULPICE-DE-COGNAC, SEURE, SIECQ, SONNAC, THORS, TOUCHES-DE-PERIGNY.</p>
DOCOB	Validé
Composition du site	<p>Le site correspond à la partie occidentale de la Double, petite région naturelle du sud-ouest de la France caractérisée par son fort taux de boisement.</p> <p>Il est constitué d'une mosaïque de landes calcifuges et de bois mixtes sur des sols très pauvres (podzols) s'étant développés sur les sables et graviers argileux éocènes (dépôts du Sidérolithique) qui couvrent l'ensemble de la région.</p>

	Un important réseau de ruisselets aux eaux acides reliés au bassin de la Garonne, ainsi que, très localement, des affleurements de calcaires maestrichtiens, interrompent l'uniformité topographique du "plateau".
Habitats d'intérêt communautaire dont habitats prioritaires (*) répertoriés sur l'ensemble du site	<p>10 habitats naturels ont été répertoriés sur le site « Vallées de la Saye et du Meudon » :</p> <ul style="list-style-type: none"> — 3110 Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (Littorelletalia uniflorae) — 3130 Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea — 3140 Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp — 3150 Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition — 3260 Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion — 4020 Landes humides atlantiques tempérées à Erica ciliaris et Erica tetralix* — 4030 Landes sèches européennes — 5130 Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires — 6210 Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables) — 6230 Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)* — 6410 Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae) — 6430 Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin — 7150 Dépressions sur substrats tourbeux du Rhynchosporion — 7210 Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae* — 7230 Tourbières basses alcalines — 91E0 Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior* (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) — 9190 Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à Quercus robur — 9230 Chênaies galicio-portugaises à Quercus robur et Quercus pyrenaica
Espèces d'intérêt communautaire répertoriées sur l'ensemble du site	<p>24 espèces d'intérêt communautaires ont été répertoriées :</p> <ul style="list-style-type: none"> — mammifères : Grand murin, Petit rhinolophe, Grand rhinolophe, Barbastelle d'Europe, Murin à oreilles échancrées ; Murin de Bechstein ; Loutre d'Europe ; Vison d'Europe — poissons : Chabot, Toxostome ; Lamproie de Planer ; — mollusque : Vertigo de Des Moulins — libellules : Cordulie à corps fin ; Agrion de Mercure ; — papillons : Ecaille chinée ; Noctuelle des Peucédans ; Cuivré des marais ; le Damier de la succise ; Fadet des Laïches ;

	<ul style="list-style-type: none"> — coléoptères : Lucane cerf-volant ; Grand capricorne ; Rosalie alpine ; — reptiles : Cistude d'Europe. — Flore : Flûteau nageant
Vulnérabilité	<p>Depuis une trentaine d'années, l'ensemble de la zone connaît une intensification sylvicole qui se traduit par diverses évolutions ayant un effet négatif sur les habitats et les espèces menacés : restructuration foncière ayant pour but d'aboutir à la création de blocs de parcelles d'une surface plus importante, plantation "intensive" de Pin maritime, y compris dans des zones pédologiquement défavorables - bas-fonds humides ou tourbeux - grâce à d'importants travaux de drainage; parallèlement, la disparition des pratiques agro-pastorales qui permettaient le maintien de vastes surfaces de landes ont aujourd'hui totalement disparu et les landes connaissent un processus rapide de boisement. Seul le camp militaire de Bussac (800 hectares) a conservé encore des surfaces significatives de landes grâce au incendies périodiques accidentels.</p> <p>L'ouverture ou l'extension de carrières (calcaires et argiles kaoliniques) constitue également une menace importante, spécialement au niveau des affleurements de calcaires maestrichtiens situés entre Bussac et Corignac qui font l'objet d'une exploitation importante (cimenterie employant directement ou indirectement plusieurs centaines de personnes). Par ailleurs, des effets indirects néfastes de telles exploitations se manifestent dans le cas de lavage des boues ou de déversement des sédiments dans le réseau hydrographique (forte augmentation des MES et de la turbidité, perturbation des équilibres thermiques etc). La présence récente de l'écrevisse de Louisiane compromet très fortement la conservation des habitats aquatiques, qu'ils soient ruisseaux ou mares.</p> <p>Le tourisme enfin peut représenter ponctuellement une menace sérieuse sur certains habitats précieux (exemple de l'influence de la réalisation d'une base de loisirs sur la tourbière acide de l'étang de Montendre)</p>



Au niveau de Maransin, les habitats d'intérêt communautaire recensés sont des pelouses maigres de fauche de basse altitude (source : atlas cartographique du DOCOB validé).



Concernant la faune, l'atlas cartographique du DOCOB validé indique que la commune de Maransin :

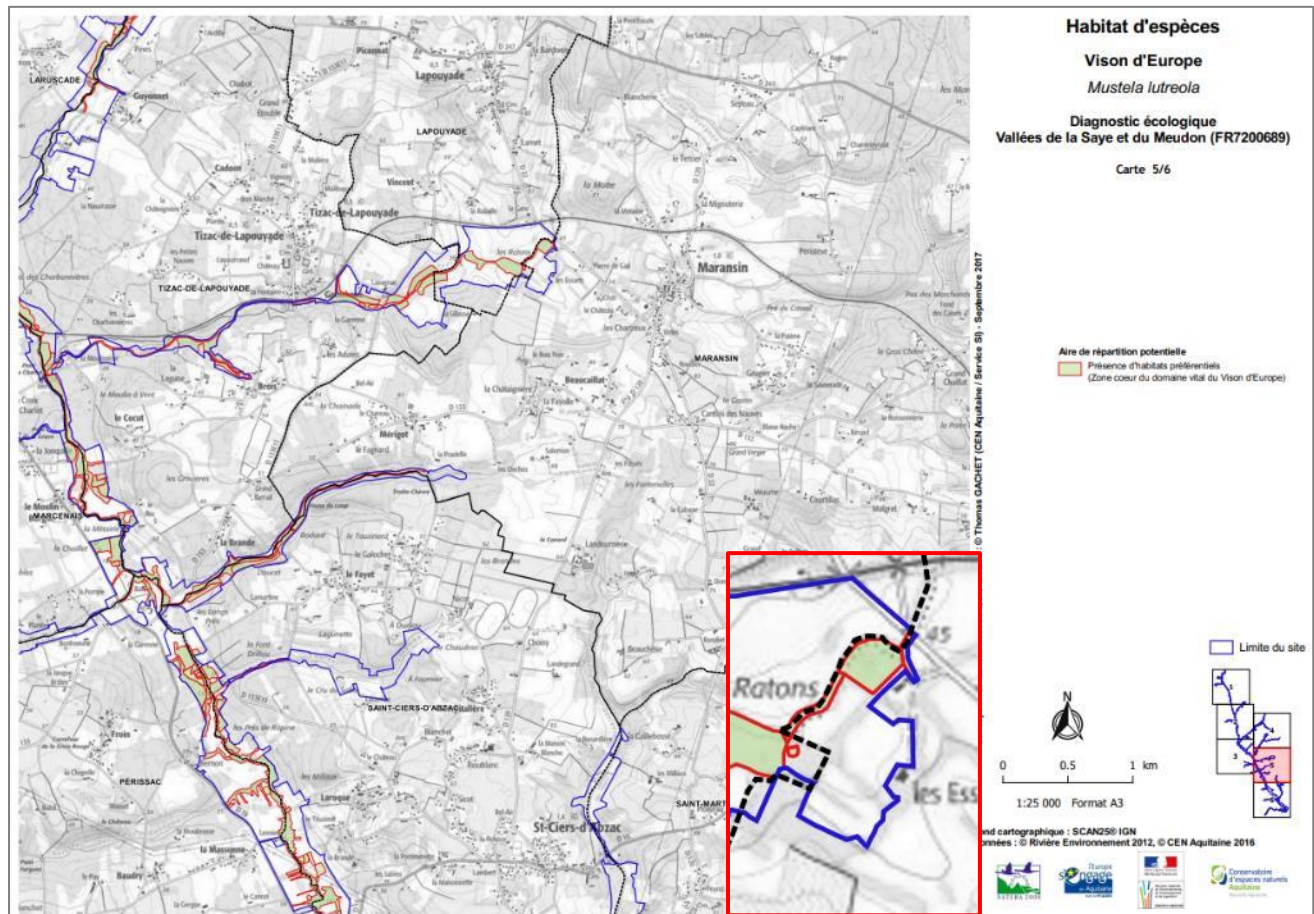
- est concernée par des habitats préférentiels pour :
 - le Vison d'Europe ;
 - le Damier de la Succise ;
 - le Grand capricorne ;
 - le lucane cerf-volant.
- n'est pas concernée par des habitats des espèces suivantes : Loutre d'Europe, Cistude d'Europe (ni point de contact à proximité de la commune), Cuivré des marais (ni point de contact à proximité), Fadet des Laïches (ni point de contact à proximité), Agrion de Mercure (ni point de contact à proximité), Cordulie à corps fin (ni point de contact à proximité), Rosalie alpine (ni point de contact à proximité), Vertigo de Des Moulins (ni point de contact à proximité).

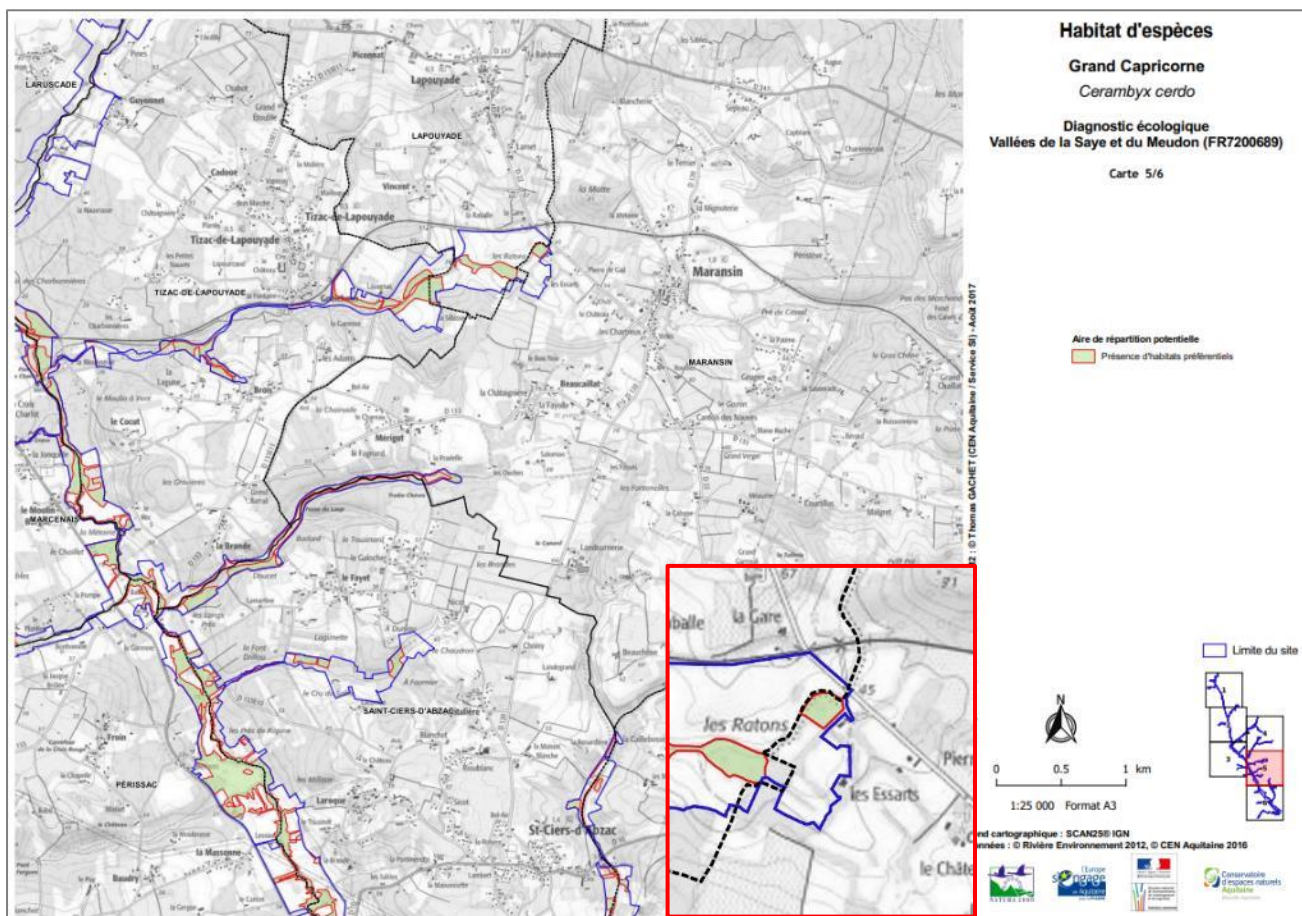
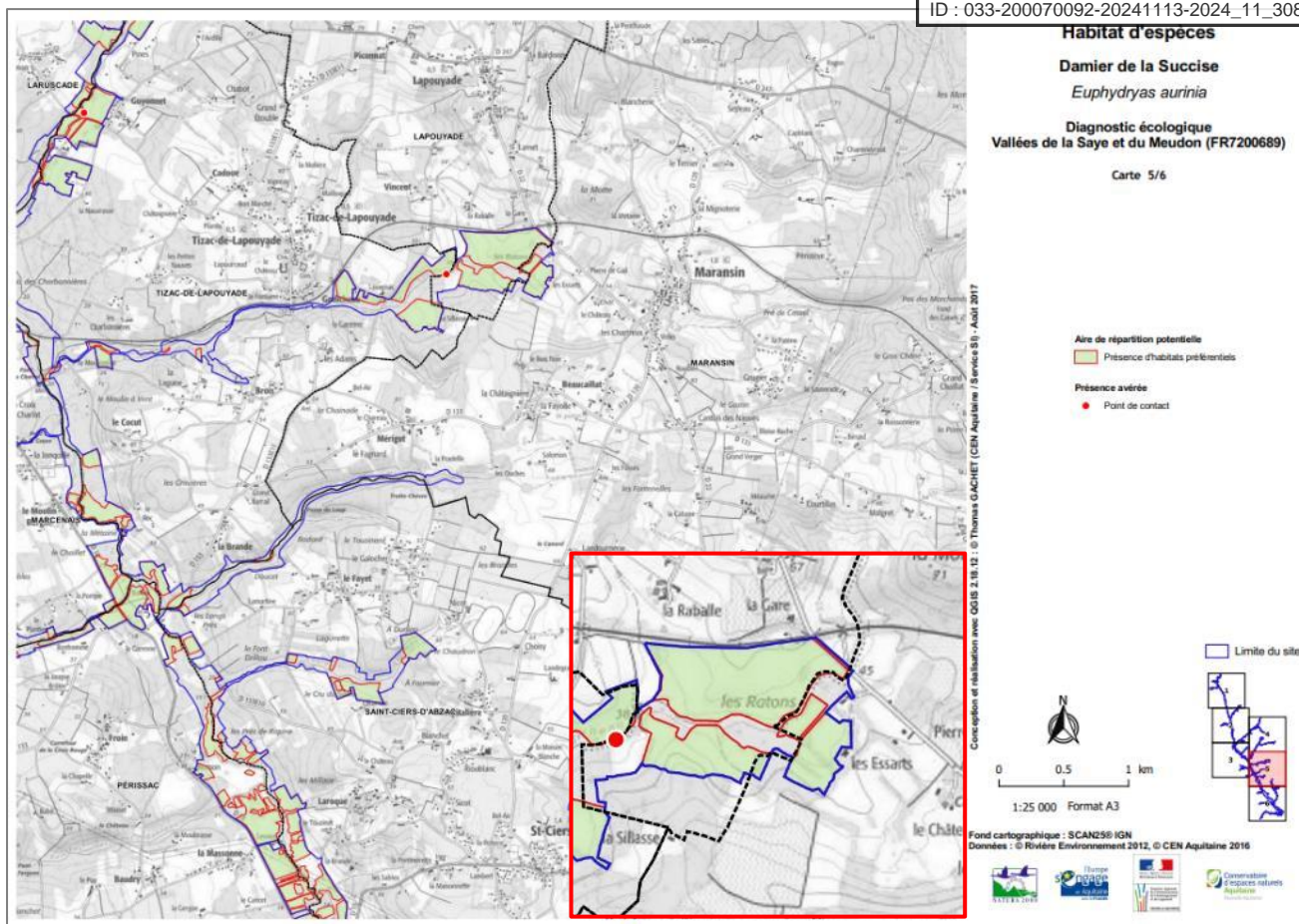
Par rapport aux poissons protégés Annexe II de la Directive Habitats et identifiés par protection nationale, aucun n'est recensé sur Maransin, selon les données figurant sur le DOCOB validé.

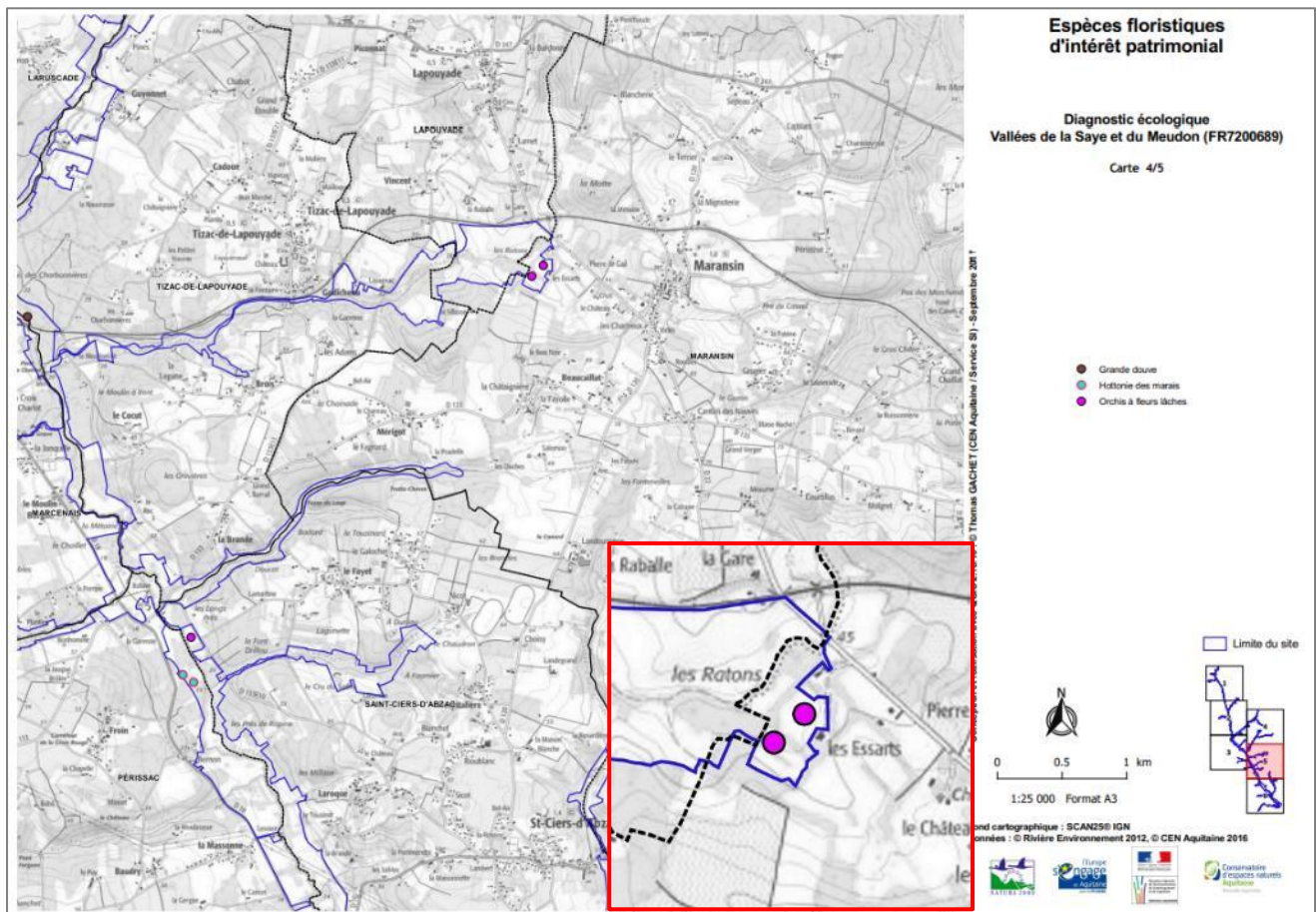
Pour ce qui relève de la flore patrimoniale, il est à noter, selon le DOCOB du site Natura 2000 « vallées de la Saye et du Meudon », la présence de l'Orchis à fleurs lâches en amont du ruisseau de Godicheau.



De gauche à droite : Vison d'Europe, Damier de la succise, Grand capricorne, Lucane cerf-volant (photographies d'illustration / source : INPN)







b) AUTRES TYPES DE ZONAGES

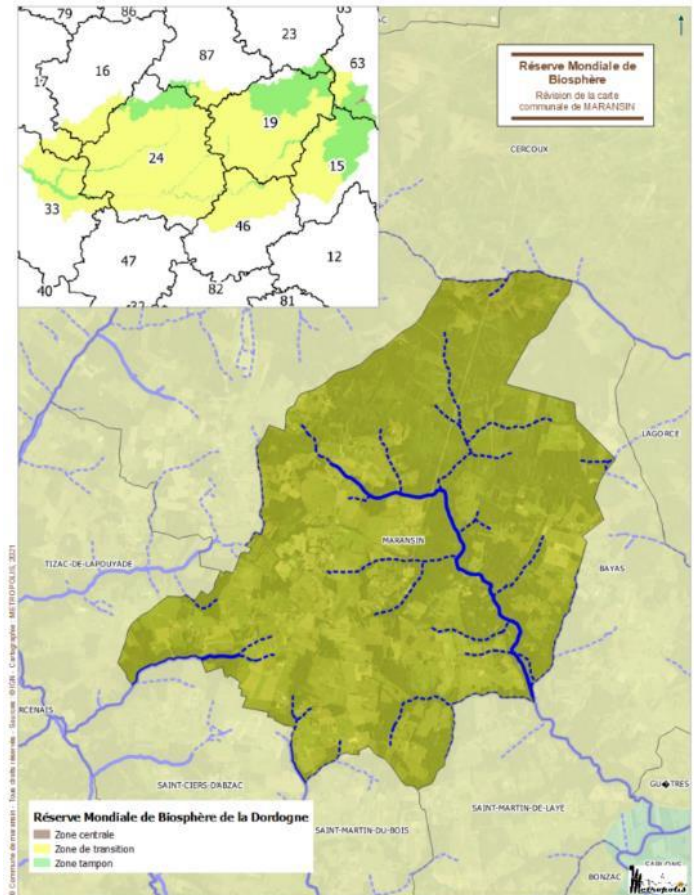
★ La Réserve Mondiale de Biosphère de la Dordogne

Maransin est concernée par la Réserve Mondiale de Biosphère (RMB) du bassin de la Dordogne, qui concerne 1 451 communes et 4 régions. La commune maransinoise est comprise dans la « zone de transition » de la RMB.

Juridiquement, aucune portée réglementaire n'est associée aux réserves mondiales de biosphère (non opposable) : elles constituent donc un « label ». Seule la zone centrale de la RMB bénéficie réellement d'un statut de protection légale car associée à un ou plusieurs périmètres réglementaires (ex : Natura 2000, APPB...) selon les secteurs concernés.

La politique de gestion affichée de la RMB de la Dordogne s'appuie sur neuf orientations :

- retrouver un régime plus naturel à l'aval des chaînes de barrages de la Haute Dordogne ;
- maintenir voire améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques du bassin de la rivière Dordogne, avec pour objectif la lutte contre les pollutions domestiques, agricoles et industrielles ;
- restaurer les berges des cours d'eau du bassin de la rivière Dordogne, avec un enjeu croisé de maintien de la qualité écologique des milieux et le développement d'usages diversifiés ;
- reconquérir les espaces alluviaux et protéger les zones humides ;
- conserver la diversité des paysages du bassin de la rivière Dordogne, identifié comme facteur structurant de l'identité territoriale et ayant pour objectif d'éviter l'homogénéisation et la banalisation des paysages ;
- maintenir une agriculture vitale pour le territoire et œuvrer pour une forêt productive ;
- promouvoir une politique environnementale transversale ;
- inciter et soutenir la recherche et l'observation sur le bassin de la rivière Dordogne ;
- développer la culture de l'eau et les solidarités du bassin versant à travers les actions de pédagogie.



★ Les périmètres de protection par maîtrise foncière

Source : INPN ; Géoportail de l'Agence Régionale de Biodiversité de Nouvelle Aquitaine

La commune de Maransin n'est concernée :

- Ni par des périmètres d'intervention du Conservatoire d'Espaces Naturels (les périmètres les plus proches sont situés sur la commune de Cercoux) ;
- Ni par des Espaces Naturels Sensibles (ENS) ou Zones de Préemption des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS).

★ Les sites destinés à la compensation au titre des atteintes à la biodiversité

Source : Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire – CEREMA : consultation de la base de données mise à disposition via l'outil Géoportail (consultation au 20/09/2021, puis mise à jour en septembre 2022).

Prescrites aux maîtres d'ouvrage, les mesures environnementales visent à compenser un dommage provoqué par un projet d'aménagement sur un milieu naturel lorsque les impacts de l'aménagement n'ont pu être suffisamment évités et réduits.

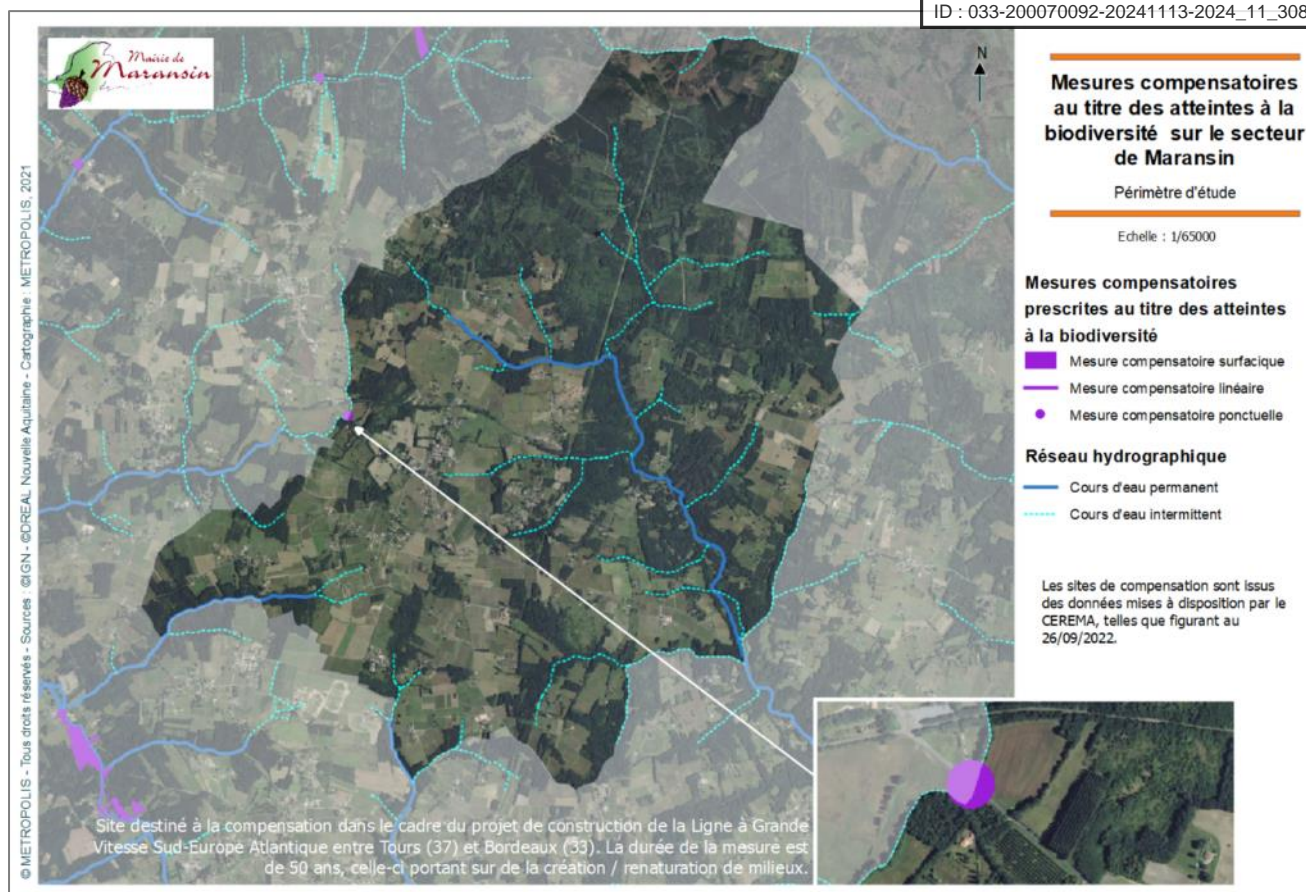
En France, l'artificialisation des sols naturels et agricoles est l'une des premières causes de la dégradation des milieux naturels et de la biodiversité. Pour y répondre, le dispositif réglementaire, connu sous le nom de séquence ERC « éviter, réduire, compenser », a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits. Introduite en 1976 avec la loi relative à la protection de la nature, la séquence ERC bénéficie d'un socle législatif solide tant au niveau français qu'au niveau européen.

Grâce à la géolocalisation, imposée par l'article 69 de la loi biodiversité, des milliers de mesures, toutes prescrites dans des actes administratifs, ont été identifiées et répertoriées depuis plusieurs mois, permettant ainsi leur cartographie, et *in fine*, leur bonne prise en compte dans les projets de territoire et les documents d'urbanisme.

Seules les mesures compensatoires environnementales (au sens du L.122-1-III du Code de l'Environnement) sont représentées (par exemple, la compensation agricole collective ou la compensation forestière ne sont pas concernées). La cartographie concerne les mesures prescrites dans les actes administratifs.

Il convient de préciser que l'absence de mesure sur la carte ne signifie pas l'inexistence de mesures sur le terrain. Certaines mesures prescrites avant la parution de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité peuvent ne pas être présentes. Certains arrêtés rédigés avant 2016 ne renseignent pas la géolocalisation des mesures et ne peuvent donc pas être cartographiées précisément mais uniquement à l'échelle de la commune.

La localisation des mesures compensatoires recensées par le CEREMA, disponibles sur l'outil Géoportail au 20 septembre 2021 (puis mises à jour en septembre 2022), et présentes sur le territoire de Maransin, sont présentées dans la cartographie suivante.



Ce site, qui doit être pris en compte dans le cadre de la révision de la carte communale (notamment afin d'éviter toute urbanisation), ainsi que de nombreux autres sites de compensation présents sur les communes proches de Maransin, relèvent d'un seul et même projet : la construction de la LGV Sud-Europe Atlantique entre Tours (37) et Bordeaux (33).

Sur Maransin, la mesure concerne de la restauration / renaturation sur tous types de milieux, liée à une procédure de dérogation de destruction d'espèces protégées (décision en date du 24 février 2012). La compensation porte sur une durée de 50 ans.

Qu'est-ce qu'une mesure compensatoire des atteintes à la biodiversité ?

Réhabilitation, restauration, création de milieux, les mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité se concrétisent par diverses actions qui doivent être complétées par des mesures de gestion conservatoire comme l'entretien des haies, l'élevage extensif..., afin d'assurer le maintien de la qualité environnementale des milieux. Il s'agit d'apporter une contrepartie positive si des impacts négatifs persistent. Par ailleurs, ces mesures doivent être additionnelles aux politiques publiques existantes et aux autres actions inscrites dans le territoire, auxquelles elles ne peuvent pas se substituer, et être conçues pour toute la durée de vie du projet.

2. UNE RICHESSE ÉCOLOGIQUE QUI POURTANT SE REVELE SUR LE TERRITOIRE

a) DONNÉES BIBLIOGRAPHIQUES

★ Flore patrimoniale

Au sein de la commune de Maransin, l'Observatoire de la Biodiversité Végétale de la Nouvelle Aquitaine (OBV-NA) recense au 13/10/2021, 442 espèces végétales, dont 40 espèces patrimoniales. Parmi celles-ci, 11 espèces sont protégées au niveau national, régional ou départemental, 9 espèces sont quasi-menacées ou menacées à l'échelle régionale ou national et 33 espèces sont déterminantes ZNIEFF de la région Nouvelle-Aquitaine. La commune comptabilise 80 espèces floristiques caractéristiques des zones humides. On y retrouve également 26 espèces exotiques envahissantes (avérées, potentielles, émergentes ou à surveiller).

Illustrations photographiques de quelques espèces végétales patrimoniales observées au niveau de la commune de Maransin



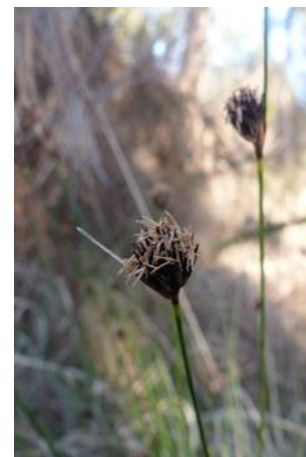
DROSERA INTERMEDIA



UTRICULARIA AUSTRALIS



RHYNCHOSPORA FUSCA



SCHOENUS NIGRICANS



CAREX PUNCTATA



MYRICA GALE



ARENARIA MONTANA



PINGUICULA LUSITANICA

Photos prises hors site, Thomas PICHILLOU © THEMA Environnement

De nombreuses espèces (ici en bleues) sont indicatrices de zones humides et témoignent de la richesse des zones humides présentes sur le territoire.

★ Faune patrimoniale

L'inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), l'Observatoire de la Faune sauvage de Nouvelle-Aquitaine (FAUNA) et Faune Aquitaine recensent 212 espèces animales au sein du territoire (8 amphibiens, 8 reptiles, 62

papillons, 34 libellules, 7 coléoptères, 68 oiseaux, 16 mammifères, 9 chiroptères. Au sein de ces taxons, de nombreuses espèces patrimoniales, inscrites sur les listes des espèces protégées et menacées sont présentes.

Illustrations photographiques de quelques espèces animales patrimoniales observées au niveau de la commune de Maransin



FAUVETTE PITCHOU



CISTUDE D'EUROPE



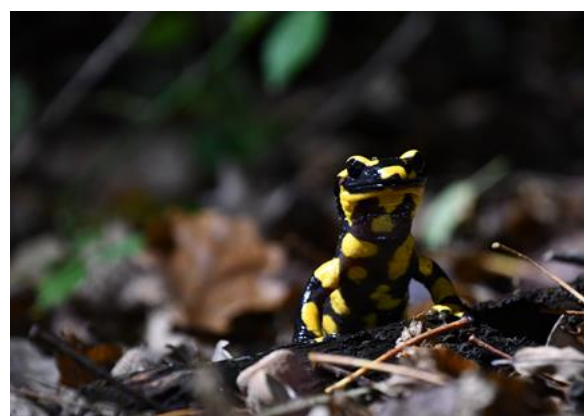
FADET DES LAÎCHES



BUSARD SAINT MARTIN



LINOTTE MELODIEUSE



SALAMANDRE TACHETEE

Photos prises hors site, Manon OPSOMMER © THEMA Environnement

★ Habitats naturels

Afin d'obtenir une typologie la plus fine possible des milieux composant le territoire Maransin, les données issues de la plateforme PIGMA ont été utilisées. Le Référentiel Néo-Aquitain d'occupation du sol (OCS) produit dans le cadre de ce projet, permet une description plus fine du territoire régional dont la méthode de production s'appuie sur la photo-interprétation. Sa nomenclature est basée sur la nomenclature Corine Land Cover, et a été adaptée au territoire de la Nouvelle-Aquitaine à l'aide des informations fournies par les partenaires et acteurs locaux.

Les paysages de Maransin se partagent globalement entre deux unités paysagères caractéristiques du Luberon, à savoir les paysages du massif forestier de la Double saintongeaise qui viennent s'implanter sur le quart nord de la commune, les paysages viticoles et bocagers du Cubzaguais sur le reste du territoire communal.

Au sein de ces deux grandes entités paysagères, se décline une mosaïque de paysages naturels, agricoles ou anthropisées qui sont définis et localisés dans le tableau et la cartographie présentés en pages suivantes.

Le paysage communal est marqué par une prédominance des espaces boisés, avec près de 1497 ha, ce qui représente un peu plus de 50 % du territoire. Il s'agit essentiellement de boisements de feuillus (chênaies essentiellement, sur 720 ha). Viennent ensuite les boisements mixtes, sur 441 ha et dans une moindre mesure les boisements de conifères (de Pin maritime, 335 ha). Notons que le ruisseau de Galostre et ses affluents sont bordés par une ripisylve bien développée qui constitue à la fois un réservoir de biodiversité et un corridor majeur pour le territoire communal à intercommunal.

Les espaces agricoles représentent 41 % du territoire communal : ces espaces se répartissent surtout au centre et au sud du territoire communal, avec notamment les vignobles (231 ha) autour du bourg et au sud, en mosaïque avec des prairies permanentes bocagères ou temporaires à usage agricole principalement (966 ha) ainsi que quelques secteurs de vergers, de cultures céréalières et de friches (32 ha).

Le tissu urbain (5,5% du territoire) se concentre réellement au niveau du bourg de la commune, auxquels se rajoutent de nombreux hameaux dans un rayon de 2 à 3 km tout autour du bourg principal. Notons que les hameaux se tiennent à l'écart de l'espace forestier du secteur Nord de la commune qui est à l'inverse relativement bien préservé du mitage urbain.

La prégnance du réseau hydrographique est également à souligner, celui-ci étant particulièrement dense sur la commune, avec la présence de nombreux cours d'eau dont le Galostre et ses affluents, cours d'eau principal permanent et affluent de l'Isle.

Milieu	Code CORINE Land Cover	Intitulé de l'habitat - CLC	Description de l'habitat selon la nomenclature CLC	Intitulé de l'habitat - OCS	Surface de l'habitat sur la commune	Localisation et description de l'habitat au niveau du territoire communal
Territoires artificialisés	1.1.1	Tissu urbain continu et discontinu	Espaces structurés par des bâtiments. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes occupent la quasi-totalité du sol. Plus de 80 % de la surface est imperméable. La végétation non linéaire et le sol nu sont exceptionnels.	Tissu urbain continu	5 ha	Tissu urbain concentré sur le centre-bourg, avec un mitage urbain conséquent, compris dans un rayon de 3 km autour du bourg. Ces nombreux petits hameaux sont implantés le long des axes routiers principaux et des voies communales qui traversent Maransin.
	1.1.2.	Tissu urbain discontinu	Espaces structurés par des bâtiments. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes coexistent avec des surfaces végétalisées et du sol nu, qui occupent de manière discontinue des surfaces non négligeables.	Tissus urbain discontinu	160 ha	
	1.2.2	Réseaux routiers et ferroviaires et espaces associés	Autoroutes, voies ferrées, y compris les surfaces annexes (gares, quais, remblais, végétation de moins de 100 m de large). Largeur minimale prise en compte : 100 m.	Réseaux routiers et ferroviaires et espaces associés	31 ha	La commune est traversée par la départementale D247 d'Est en Ouest et par l'ancienne voie ferrée reliant Cavaignac à Coutras, aujourd'hui utilisée comme chemin de fer touristique. Des voies communales desservent les nombreux petits hameaux répartis sur le territoire communal.
	1.4.1	Espaces verts urbains publics ou privés	Espaces végétalisés inclus dans le tissu urbain, généralement à but récréatif ou ornemental et accessibles au public. Y compris parcs urbains et cimetières avec végétation	Espaces verts urbains publics ou privés	0.7 ha	Ces espaces verts de type parcs et jardins sont intimement liés aux espaces bâtis de la commune

Milieu	Code CORINE Land Cover	Intitulé de l'habitat - CLC	Description de l'habitat selon la nomenclature CLC	Intitulé de l'habitat - OCS	Surface de l'habitat sur la commune	Localisation et description de l'habitat au niveau du territoire communal
Territoires agricoles	2.1.1	Terres arables hors périmètres d'irrigation	Cultures annuelles pluviales, y compris les jachères, incluses dans un système de rotation. Y compris les cultures irriguées occasionnellement par aspersion, sans équipement permanent.	Cultures	17.5 ha	Les parcelles de cultures (hors viticulture) sont marginales sur la commune. Quelques parcelles cultivées se situent en marge ouest, sud et est de la commune. Il s'agit principalement de parcelles laissées en jachères, de cultures céréalières (dont maïs).
	2.2.1	Vignobles	Surfaces plantées de vignes	Vignobles	231 ha	Les vignobles sur le territoire communal sont regroupés autour du bourg et implantés majoritairement sur tout le secteur sud de la commune. Quelques parcelles se rencontrent plus au Nord, au niveau du hameau Ragon et autour de la propriété Maison Noble.
	2.2.2	Vergers et petits fruits	Parcelles plantées d'arbres fruitiers ou d'arbustes fruitiers : cultures pures ou mélange d'espèces fruitières, arbres fruitiers en association avec des surfaces toujours en herbe. Y compris les châtaigneraies et les noiseraies.	Vergers et petits fruits	5.5 ha	Les vergers se situent sur deux secteurs de la commune, à Blaise roche et au sud ouest du Canton des Nauves.
	2.3.1	Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole	Surfaces enherbées denses de composition floristique constituée principalement de graminacées, non incluses dans un assolement. Principalement pâturées, mais dont le fourrage peut être récolté mécaniquement. Sont comprises les zones avec haies (bocages).	Prairies	967 ha	Les prairies permanentes et temporaires aux faciès hydromorphiques variés, sont les milieux les plus représentés au sein de la commune. Elles forment avec un important réseaux de haies en lisière, un paysage bocager caractéristique et singulier
	2.4.3	Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants	Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des zones naturelles ou semi-naturelles (y compris des zones humides, des plans d'eau ou des affleurements rocheux).	Friches	10ha	Ces milieux sont très peu représentés à l'échelle communale, et se retrouvent à l'est du bourg principal, ainsi qu'au sud de Méricot et de Beaucailat
Forêts et milieux naturels	3.1.1.	Forêts de feuillus	Formations végétales principalement constituées par des arbres, mais aussi par des buissons et arbustes en sous-étage, où dominent les espèces forestières feuillues.	Forêts de feuillus	720 ha	Les boisements de feuillus sont le type de boisement dominant à l'échelle de la commune. Ils se retrouvent notamment au sein du secteur forestier de la Double au Nord ; en mosaïque avec les forêts mixtes et de conifères. Les boisements de feuillus se développent également le long des ruisseaux qui parcourent l'ensemble de la commune, en ripisylve. Différents faciès ont été observés sur le territoire communal. On y observe principalement des chênaies, des essences mixtes et peupleraies.

Milieu	Code CORINE Land Cover	Intitulé de l'habitat - CLC	Description de l'habitat selon la nomenclature CLC	Intitulé de l'habitat - OCS	Superficie de l'habitat sur la commune	Localisation et description de l'habitat au niveau du territoire communal
	3.1.2	Forêts de conifères	Formations végétales principalement constituées par des arbres mais aussi par des buissons et arbustes, où dominent les espèces forestières de conifères.	Forêts de conifères	335 ha	Ces boisements de Pin maritime se retrouvent principalement à l'est du Galostre dans sa partie aval, et en mélanges au sein des boisements de feuillus. Ce sont des forêts exploitées, de fait ce type de boisement mature s'intercale avec d'autres typologies de boisements en mutation / régénération post exploitation.
	3.1.3	Forêts mélangées	Formations végétales principalement constituées par des arbres mais aussi par des buissons et des arbustes, où ni les feuillus ni les conifères ne dominent.	Forêts mélangées	441ha	Ces boisements se retrouvent sur les secteurs forestiers du territoire communal en mosaïque avec les boisements de feuillus et de conifères.
	3.2.2	Landes et broussailles	Formations végétales basses et fermées, composées principalement de buissons, d'arbustes et de plantes herbacées (bruyères, ronces, genêts, ajoncs, cytises, etc.).	Landes et broussailles	60 ha	Les landes et broussailles sont les milieux associés aux boisements, en voie de régénération post-exploitation. Il se retrouvent ainsi imbriqués dans les secteurs forestiers de la commune.

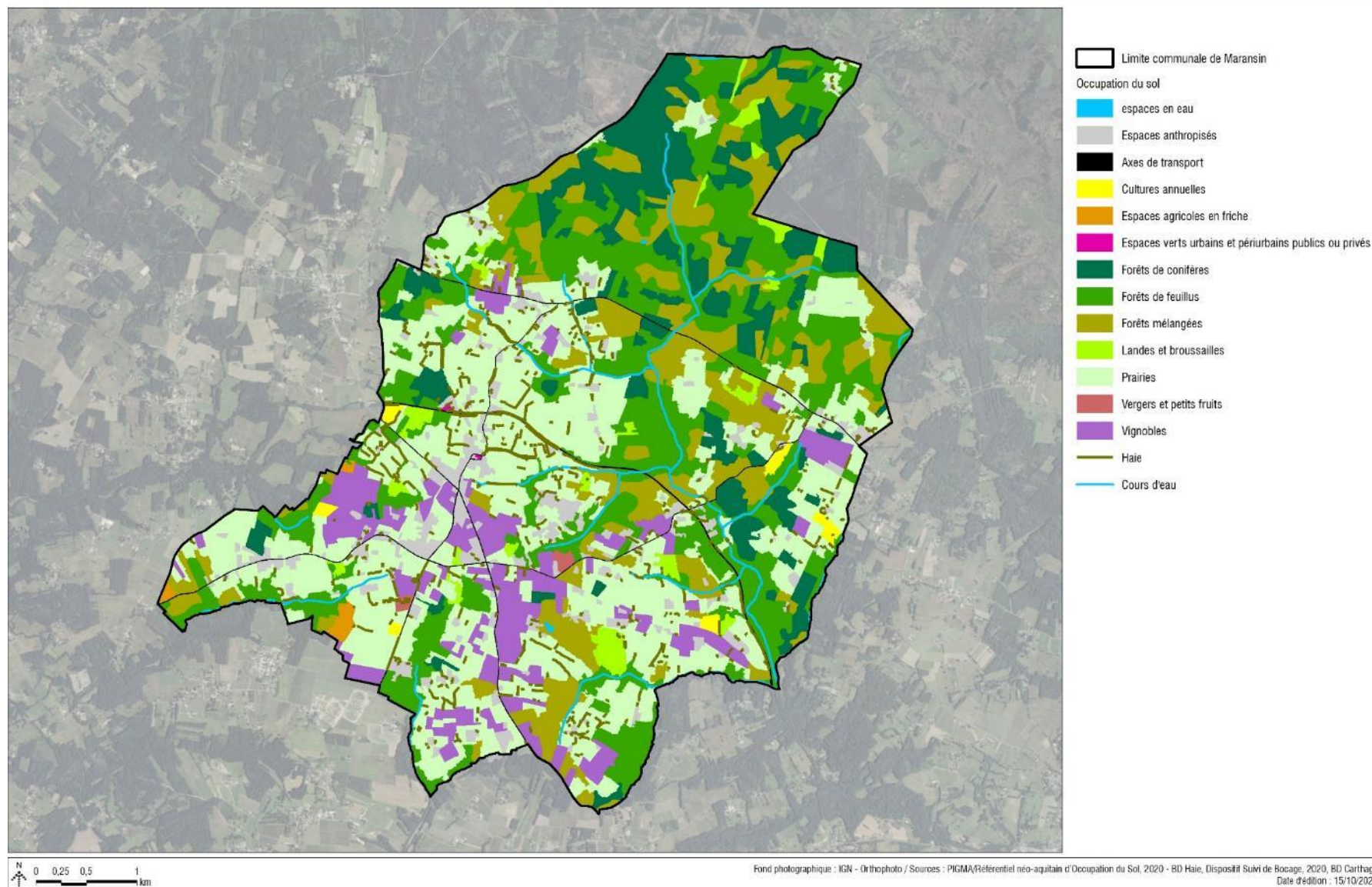
La commune de Maransin présente de vastes paysages agricoles et naturels relativement diversifiés et préservés.

La présence de boisements de feuillus appartenant au massif de la Double Saintongeaise, remarquable tant par sa qualité paysagère qu'écologique, est un élément tout à fait patrimonial pour le territoire de Maransin. Ces boisements de feuillus sont associés localement à d'autres types de boisements liés à l'exploitation forestière (résineux, peupleraies), ce qui occasionne la présence de milieux ouverts à semi-ouverts liés aux cycles d'exploitation de la forêt (telles que des landes à différents faciès selon le degré d'hydromorphie).

Un autre élément remarquable du paysage de Maransin réside dans la présence d'un vaste réseau de haies bocagères qui structurent différents faciès de prairies humides à mésophiles. Ces milieux bocagers sont particulièrement favorables à l'expression d'une biodiversité aussi riche que fragile et menacée.

En outre, le ruisseau du Galostre et ses nombreux ruisselets intermittents créés de nombreuses zones humides, sièges d'une diversité faunistique et floristique patrimoniale.

Enfin, si peu de milieux artificialisés sont recensés, le pastillage du territoire communal par les hameaux et constructions diverses est à noter, notamment le long des axes routiers qui parcourent la commune.



b) CARACTÉRISATION DES GRANDS TYPES DE MILIEUX DU TERRITOIRE

★ Les espaces anthropisés

Les espaces urbanisés à Maransin se concentrent essentiellement autour du bourg, de Beaucaillat, autour de Vireles et du Gail, tandis que plusieurs hameaux se retrouvent le long des axes routiers départementaux principaux (D120, D133 et D247) et des voies communales, notamment la Jolie, traversant la commune.



LE BOURG DE MARANSIN



HAMEAU LE GRAND JARD



ROUTE FORESTIERE (LA PETITE VALADE)



VOIE FERREE TOURISTIQUE – AXE CAVIGNAC -
GUÎTRES



TERRAIN DE FOOT (LANDOURNERIE)



ROUTE D133 (ROUDIER)



ESPACE VERT URBAIN (BOURG)



CIMETIERE DE MARANSIN

Ces secteurs ne constituent pas des espaces particulièrement favorables à l'accueil d'une faune et d'une flore patrimoniale, compte tenu de l'anthropisation des milieux, voire de leur imperméabilisation, et de la présence humaine. Toutefois, ces espaces sont aux portes d'une nature très présente sur le territoire communal ce qui permet le développement d'une biodiversité ordinaire capable de s'adapter aux activités humaines, et qui s'exprime notamment au niveau des espaces verts publics, des parcs et des jardins privés.

Plusieurs espèces trouvent des conditions favorables à leur installation dans les combles, vieilles bâtisses ou bâti à l'abandon, il s'agit par exemple de la Chouette chevêche, ou des colonies de chauves-souris d'espèces anthropophiles telles que les Oreillards et le Petit Rhinolophe dont plusieurs colonies sont connues au sein de chais viticoles sur la commune.

L'enjeu écologique attribué aux milieux anthropisés est généralement faible, néanmoins ceux-ci accueillent une biodiversité ordinaire parfois relativement diversifiée, dont de nombreuses espèces sont protégées, et parfois même menacées compte tenu de l'érosion croissante de la biodiversité qui touche maintenant la faune autrefois commune de nos parcs et jardins (Hirondelles ou chauves-souris par exemple).

★ Les milieux boisés

Les boisements occupent une large partie du territoire communal ; le secteur forestier de la Double Saintongeaise s'étend sur le tiers nord de la commune, tandis que de nombreux boisements se trouvent en mosaïque avec les prairies et la forêt alluviale du Galostre et de ses affluents sur le reste de la commune.

La gestion par l'Homme du massif forestier au Nord de la commune influence directement la végétation et son type de boisement inhérent. Les boisements de feuillus sont ainsi pour la plupart des complexes de boisements composés de Châtaigniers (*Castanea sativa*) et de Chênes (*Quercus petraea*, *Quercus robur*, *Quercus pyrenaica*...). Les grandes surfaces de plantation de Pins maritime liées à la sylviculture sont très présentes. On retrouve également des boisements dits « mixtes » composés de résineux et de feuillus avec le Pin maritime et Châtaigner/Chênes. Plus ponctuellement, des plantations de Peuplier et de Robinier sont observables.

De manière générale, les plantations de Pin maritime denses ne présentent pas d'enjeu de conservation particulier. Néanmoins, les faciès humides (abritant des landes humides dégradées) peuvent avoir un intérêt pour le cortège des espèces végétales patrimoniales caractéristiques des zones humides et le cortège faunistique inféodé aux zones humides.

Les boisements de feuillus sont souvent dominés par les chênaies acidiphiles, dont les faciès à Chêne tauzin (*Quercus pyrenaica*) sont d'intérêt communautaire (Code Natura 2000 : 9230). Ces boisements accueillent une faune très riche et diversifiée, avec par exemple un cortège d'oiseaux inféodés aux milieux boisés comme la Bondrée apivore, le Milan noir et le Hibou moyen duc pour les rapaces, mais aussi les pics (Pic noir, Pic épeiche, Pic vert), le Roitelet huppé ou encore la Mésange nonnette. Ils offrent également de nombreuses ressources pour les mammifères comme le Cerf élaphe, la Genette d'Europe ou la Martre des Pins et des arbres à gîtes pour les chauves-souris arboricoles telles que les patrimoniales Barbastelle et Noctule commune. La présence d'insectes saproxylophages patrimoniaux tels que le Lucane cerf-volant ou le Grand Capricorne est également à attendre à la faveur d'arbres sénescents.

Les boisements alluviaux associés aux cours d'eau sur les fonds de vallées peuvent abriter des boisements d'intérêts communautaire comme les Aulnaie-Frênaie (Code Natura 2000 : 91E0) et des Chênaies hydromorphes (Code Natura 2000 : 9190), constituant un corridor d'intérêt majeur pour de nombreuses espèces d'intérêt patrimonial comme le Putois, et potentiellement pour les mammifères semi-aquatiques comme le Campagnol amphibie, la Loutre d'Europe et le Vison d'Europe. Ces milieux abritent des espèces végétales patrimoniales comme la Sabline des Montagnes (*Arenaria montana*), et la Jacinthe des bois (*Hyacinthoides non-scripta*) qui est protégée en Gironde.



CHENAÎE ACIDIPHILE (LE JARD SAILLANT)



BOISEMENT DE CONIFERE SUR LANDES A BRUYERES
(PLANCHE DU GRAND CHAILLAT)



FORÊT MIXTE (LES ESSARTS)



ARBRE A GÎTE POUR LES CHIROPTERES



BOIS ALLUVIAL A LÂCHE PENDANTE (MOULIN NEUF)



AMAS DE PINS ISSUS DE L'EXPLOITATION FORESTIERE



PINEDE SUR LANDE A MOLINIE (LA PETITE VALADE)



NOCTULE COMMUNE

★ Les milieux agricoles

Les espaces cultivés représentent l'occupation du sol dominante sur la moitié sud du territoire communal, en particulier depuis le bourg jusqu'en limite communale sud.

Ces espaces sont essentiellement représentés par des vignobles et des prairies pâturées ou fauchées. Notons que les prairies sont parcourues par un réseau de haies bocagères relativement bien structuré et développé, ce qui est de nature à renforcer la fonctionnalité et donc l'attractivité des milieux pour la biodiversité (zones de cache et de reposoir, alimentation, effet corridor écologique ...). Ces habitats abritent ainsi de nombreuses espèces d'oiseaux patrimoniales, comme la Pie-grièche écorcheur, l'Elanion blanc ou le Tarier pâle et d'un cortège herpétologique et entomologique diversifié.

Les milieux bocagers sont particulièrement favorables aux chauves-souris qui pour plusieurs raisons recherchent les paysages structurés par les réseaux de haies (effet corridor de déplacement, terrain de chasse (insectes), gîtes à la faveur des arbres les plus âgés, protection contre les vents...) : le Grand rhinolophe et le Petit Rhinolophe, le Murin à oreilles échancrées, la Barbastelle d'Europe, ou encore la Pipistrelle commune sont des espèces très fréquentes sur ce type de paysages.

Les communautés végétales les plus intéressantes au sein des milieux agricoles décrits sur le territoire communal sont les prairies humides qui sont généralement pâturées et les prairies de fauche qui peuvent être d'intérêt communautaire (Code Natura 2000 : 6510). Parmi ces milieux, les prairies de fauche et pâture gérées de manière extensive sont particulièrement favorables au développement de la biodiversité, à plus forte raison pour celles qui présentent un faciès humide.

Enfin, si les milieux agricoles tels que les vignes et cultures céréalières présentent généralement moins d'attrait pour la biodiversité compte tenu de l'intensité des pratiques culturales (labour, amendements, traitements, etc.), ceux-ci restent perméables à une biodiversité ordinaire de nos campagnes. Ces milieux peuvent potentiellement abriter des espèces végétales compagnes des cultures (dites messicoles) qui peuvent être patrimoniales. La présence de deux exploitations maraîchères est également à signaler.



TERROIR VITICOLE



VIGNE EN DEPRISE AGRICOLE (GRAND CHAILLAT)



VERGER (LA FAYOLLE SUD)



PRAIRIE EN VOIE DE FERMETURE (LA GROSSE BARRE)



PRAIRIE DE FAUCHE (SECTEUR LA METAIRIE)

★ Les milieux aquatiques et humides

Les milieux aquatiques et humides de la commune sont composés d'un chevelu relativement développé de ruisseaux et ruisselets affluents du Galostre, d'une grande lagune inscrite au sein du secteur forestier au Nord de la commune, et enfin de divers secteurs de prairies humides bocagères, plus ou moins en eau en fonction des saisons et du niveau de la nappe.

Ces milieux peuvent abriter un grand nombre d'habitats naturels d'intérêt communautaire comme les herbiers aquatiques des eaux stagnantes (Code Natura 2000 : 3150), des herbiers aquatiques des eaux courantes (Code Natura 2000 : 3260), des prairies humides oligotrophes (Code Natura 2000 : 6410), des mégaphorbiaies (Code Natura 2000 : 6430), des marais (Code Natura 2000 : 7210) et des zones tourbeuses (Code Natura 2000 : 7150 et 7230). Ces milieux forment souvent des mosaïques en fonction des niveaux d'eau et des durées d'engorgement.

Le cortège floristique associé à ces milieux abritent de très nombreuses espèces végétales à forte valeur patrimoniale comme le Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*), le Rossolis à feuilles intermédiaire (*Drosera intermedia*), espèces protégées au niveau national.

Le réseau hydrographique dense et les nombreuses lagunes et autres dépressions humides permettent la reproduction et la circulation d'espèces rares et menacées qui sont inféodées aux milieux aquatiques et

zones humides : la Cistude d'Europe, tortue d'eau douce connue sur la commune pour fréquenter la Grande Lagune et le ruisseau du Galostre, le Campagnol amphibie, micromammifère semi-aquatique protégé et menacé.

Au regard de la présence de nombreuses zones humides en mosaïque avec des boisements et des haies, la commune abrite également un cortège très diversifié d'amphibiens avec au moins 8 espèces connues. Il est à noter que les fonds de vallon du Galostre abritent une importante population de Grenouille rousse.

La présence de la faune piscicole est également à prendre en compte au sein du réseau hydrographique, notamment celle de la patrimoniale Lamproie de Planer (espèce protégée en France (article 1) et d'intérêt communautaire classée à l'Annexe II de la Directive « Habitats »), ou encore du Brochet pour les espèces protégées.

Enfin, les prairies humides du territoire abritent de belles populations du papillon Damier de la Succise, tandis que de nombreuses espèces de libellules se développent sur les milieux aquatiques.

L'enjeu écologique attribué à ces milieux est moyen à fort en fonction des cortèges faunistiques et floristiques associés.



PRAIRIES HUMIDES BOCAGERES



RUISSEAU DU GALOSTRE



LA GRANDE LAGUNE



RUISSEAU DE LA BRANDILLE



AGRION DE MERCURE

★ *Les milieux ouverts à semi-ouverts de type landes*

Le territoire communal offre quelques espaces de milieux ouverts à semi ouverts de type landes et pelouses. Ces milieux sont notamment issus de chablis ou déboisements/reboisements dans le contexte de l'exploitation des pinèdes de Pin maritime et de l'activité agricole. Ils peuvent aussi être issus de l'entretien de certaines servitudes (lignes à hautes tensions, abords des infrastructures de transport). Ces communautés végétales se développent sous forme d'ourlets (lande à Fougère aigle), de landes, de fourrés bas ou de prairies.

Ces milieux abritent des communautés végétales à forte valeur patrimoniale comme les landes mésophiles (Code Natura 2000 : 4030), les landes humides (Code Natura 2000 : 4020*) et des végétations herbacées comme les pelouses calcicoles (Code Natura 2000 : 6210) et les pelouses acidiphiles vivaces (Code Natura 2000 : 6230*). Ces milieux peuvent former des mosaïques complexes en fonction de la nature des sols et des niveaux topographiques. Enfin, ces milieux peuvent abriter de nombreuses espèces végétales patrimoniales notamment au sein des landes humides.

Ces milieux de transition présentent une juxtaposition de zones ouvertes et semi-ouvertes avec une végétation tout à fait particulière qui est attractive pour des cortèges d'espèces animales patrimoniales et protégées qui y trouvent les conditions nécessaires à leur cycle biologique, en particulier certains oiseaux inféodés aux milieux semi-ouverts comme la Fauvette pitchou, l'Engoulevent d'Europe, des reptiles comme la Vipère aspic et d'un cortège d'insectes diversifié (papillons, orthoptères).

Dans les fonds de vallon bas topographiquement se trouvent des landes humides à Molinie (*Molinia caerulea*) sur des superficies importantes, et qui représentent l'habitat du Fadet des Laïches, papillon protégé hautement patrimonial et fortement menacé.

L'enjeu écologique attribué à ces milieux est moyen à fort en fonction des cortèges faunistiques et floristiques associés.



JEUNE PINEDE POST EXPLOITATION SUR LANDE A MOLINIE



BORDURE DE PINEDE – SUCCISE DES PRES



LANDE A FOUGERE AIGLE



FAUVETTE PITCHOU



VIPERE ASPIC



FADET DES LAÎCHES



DAMIER DE LA SUCCISE

3. LA TRAME VERTE ET BLEUE

a) QU'EST-CE QUE LA TRAME VERTE ET BLEUE

La Trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire dont l'objectif est la réduction de la fragmentation et de la destruction des espaces naturels. Elle identifie un ensemble de continuités écologiques formées par des réservoirs de biodiversité reliés par des corridors. Ces corridors peuvent être linéaires (haies, bords de chemins, bandes boisées le long des cours d'eau, etc.), en "pas japonais" (bosquets, mares, etc.) ou paysagers (mosaïque de milieux variés).

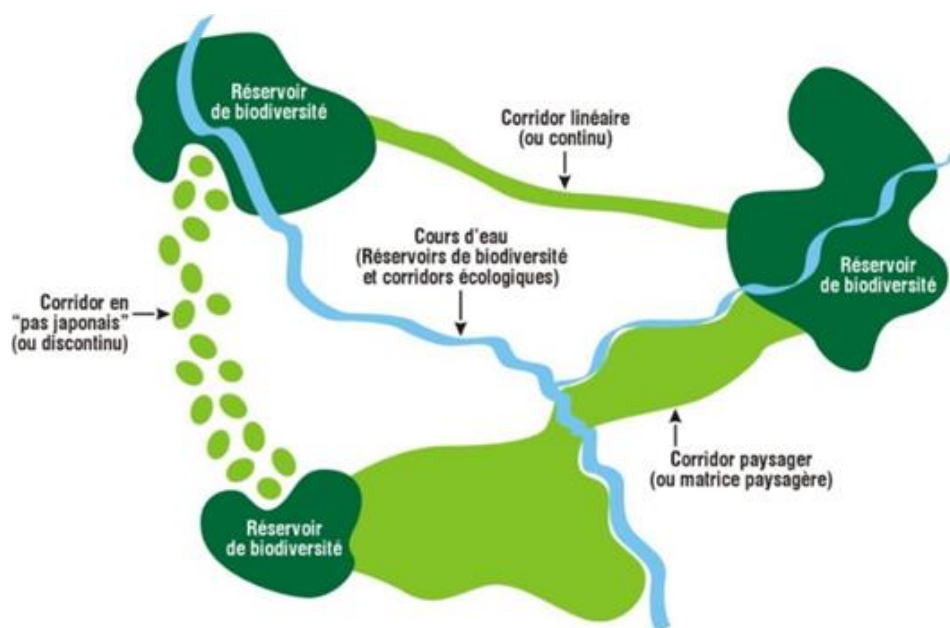


FIGURE 1 : SCHÉMA EXPLICATIF DE LA TRAME VERTE ET BLEUE (RÉALISATION : THEMA ENVIRONNEMENT)

Réservoirs de biodiversité : espaces riches en biodiversité où les espèces de faune et de flore peuvent réaliser l'ensemble de leur cycle de vie (reproduction, repos, alimentation...).

Corridors écologiques : voies de déplacement empruntées par les espèces de faune et de flore pour relier les réservoirs de biodiversité.

L'identification et la préservation de la Trame verte et bleue visent à favoriser un aménagement durable du territoire. Cette démarche de préservation de la biodiversité doit donc être pensée en prenant en compte les différents usages de l'espace (activités économiques, urbanisation, activités de loisirs, etc.).

Pour cela, différents niveaux de Trame verte et bleue sont pris en compte dans le cadre de la carte communale de Maransin.

b) LA TRAME VERTE ET BLEUE EN NOUVELLE AQUITAINE (SRADDET NOUVELLE AQUITAINE)

Les SRADDET ont aujourd'hui intégré les anciens SRCE qui avaient pour vocation de mettre en évidence la Trame Verte et Bleue régionale tout en y adossant un plan d'action.

Pour mémoire, le SRCE est la cartographie régionale de la Trame verte et bleue : les cartes identifient les continuités écologiques terrestres et aquatiques. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique d'Aquitaine n'a jamais été adopté pour la région Aquitaine, néanmoins l'atlas de l'état des lieux des continuités écologique de la Région Aquitaine a été repris tel que (à quelques petites adaptations près) dans le cadre de l'élaboration de la TVB de Nouvelle Aquitaine qui figure au SRADDET.

Les orientations qui découlent de cet état des lieux, dont l'élaboration se fait au 1/100 000ème, doivent aujourd'hui être prises en compte dans les documents d'urbanisme et les projets.

Sur le territoire de Maransin, le schéma régional des continuités écologiques identifie un type de réservoir de biodiversité de la Trame Verte :

- Boisements de conifères et milieux associés : ce réservoir recouvre dans toute sa partie Nord-Nord-Ouest, représentant plus d'un tiers de la commune, eux égard à la présence de la vaste étendue de forêt de la Double Saintongeaise, dont la commune de Maransin en fait partie. Il englobe la ZSC des Landes de Montendre.

Pour ce qui concerne les corridors écologiques identifiés à l'échelle régionale :

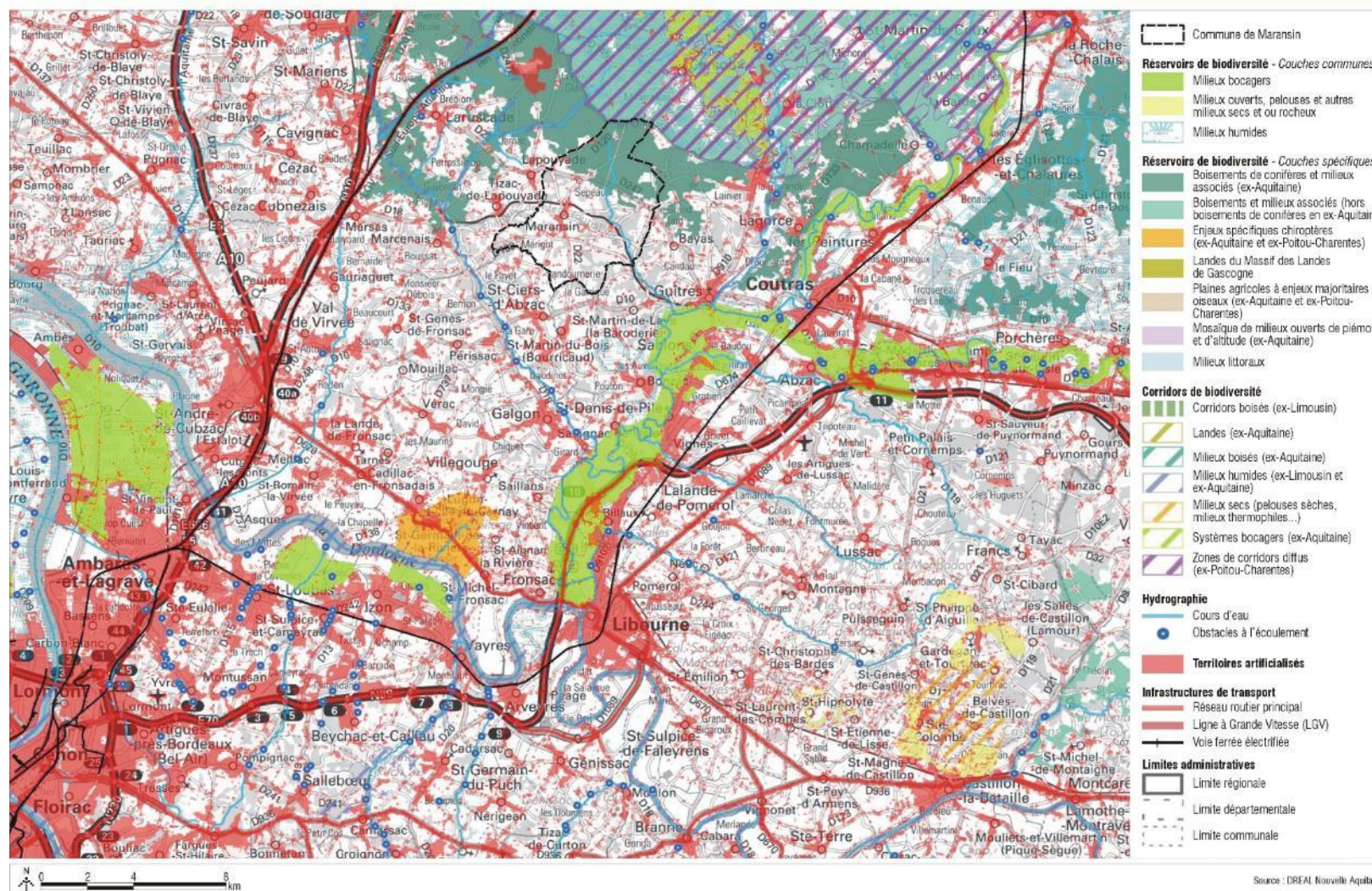
- Un cours d'eau du territoire concerné comme étant réservoir de la Trame bleue : le ruisseau du Galostre

Enfin concernant les éléments fragmentant : outre les zones urbanisées représentées par le bourg de la commune de Maransin et ses différents hameaux, le territoire compte peu d'éléments fragmentant majeurs : la voie ferrée qui relie Tizac de Lapouyade à Guîtres, aujourd'hui chemin de fer touristique et historique ouverte au public du 1^{er} mai au 31 octobre ne représentant pas un élément fragmentant notable, il reste essentiellement la RD 247.

Ainsi, la richesse patrimoniale de la commune de Maransin en termes de milieux naturels et de biodiversité est illustrée par le classement de près d'un tiers de son territoire en réservoirs de biodiversité de la Trame Verte et Bleue régionale. Notons qu'il s'agit du réservoir de type « boisements de résineux et milieux associés ».



SRADDET NOUVELLE AQUITAINE TRAME VERTE ET BLEUE



LE TERRITOIRE DE MARANSIN AU SEIN DE LA TRAME VERTE ET BLEUE RÉGIONALE

c) LA TRAME VERTE ET BLEUE DU SCoT DU GRAND LIBOURNAIS

Dans le cadre d'un SCoT, la Trame Verte et Bleue identifie schématiquement les principales continuités entre les espaces naturels les plus importants, en compatibilité ou en prenant en compte les documents supra :

- L'atlas cartographique des continuités écologiques régionales intégré au SRADDET de la Nouvelle Aquitaine ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau Adour-Garonne (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'eau Estuaire de la Gironde et milieux associés, Nappes profondes en Gironde et Isle Dronne (SAGE) ;

L'approbation du SCoT du Grand libournais actuellement en vigueur date de 2016. Sa stratégie s'est articulée autour de 10 objectifs, dont celui d'*Œuvrer à la (re)constitution d'un réseau écologique essentiel à la biodiversité, en préservant les « réservoirs » et en reconnaissant le rôle fonctionnel des « corridors écologiques » qui les relient.* Le PADD (Projet d'Aménagement et Développement Durables) souligne que son territoire présente *« une diversité de milieux, entre vallées alluviales et hauts de coteaux. Sans constituer la plupart du temps des espaces « remarquables », les espaces de nature, mais aussi des espaces un peu plus organisés, constituent cependant, outre une véritable charpente paysagère, des écosystèmes à préserver. »*

Le SCoT fait état de nombreux réservoirs de biodiversité déclinés en sous trame :

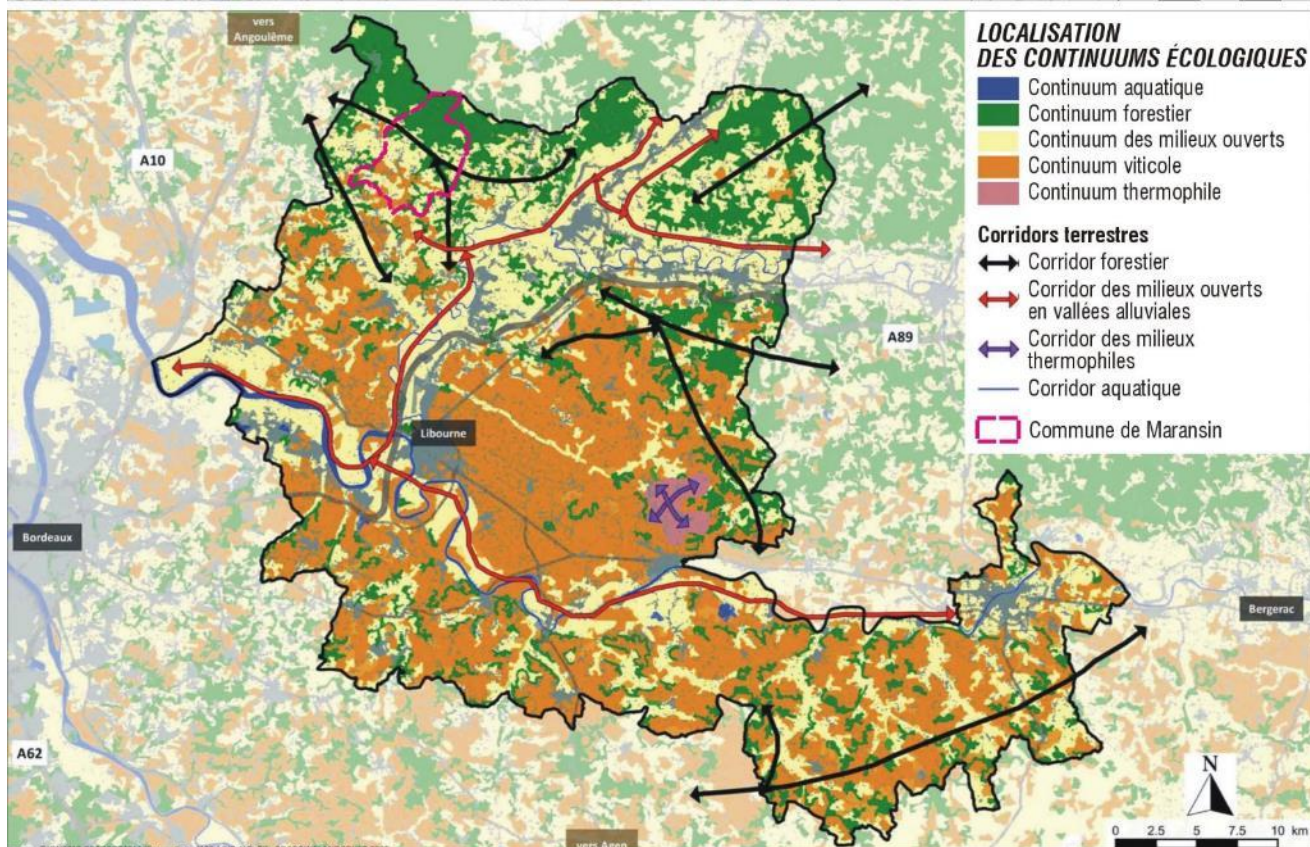
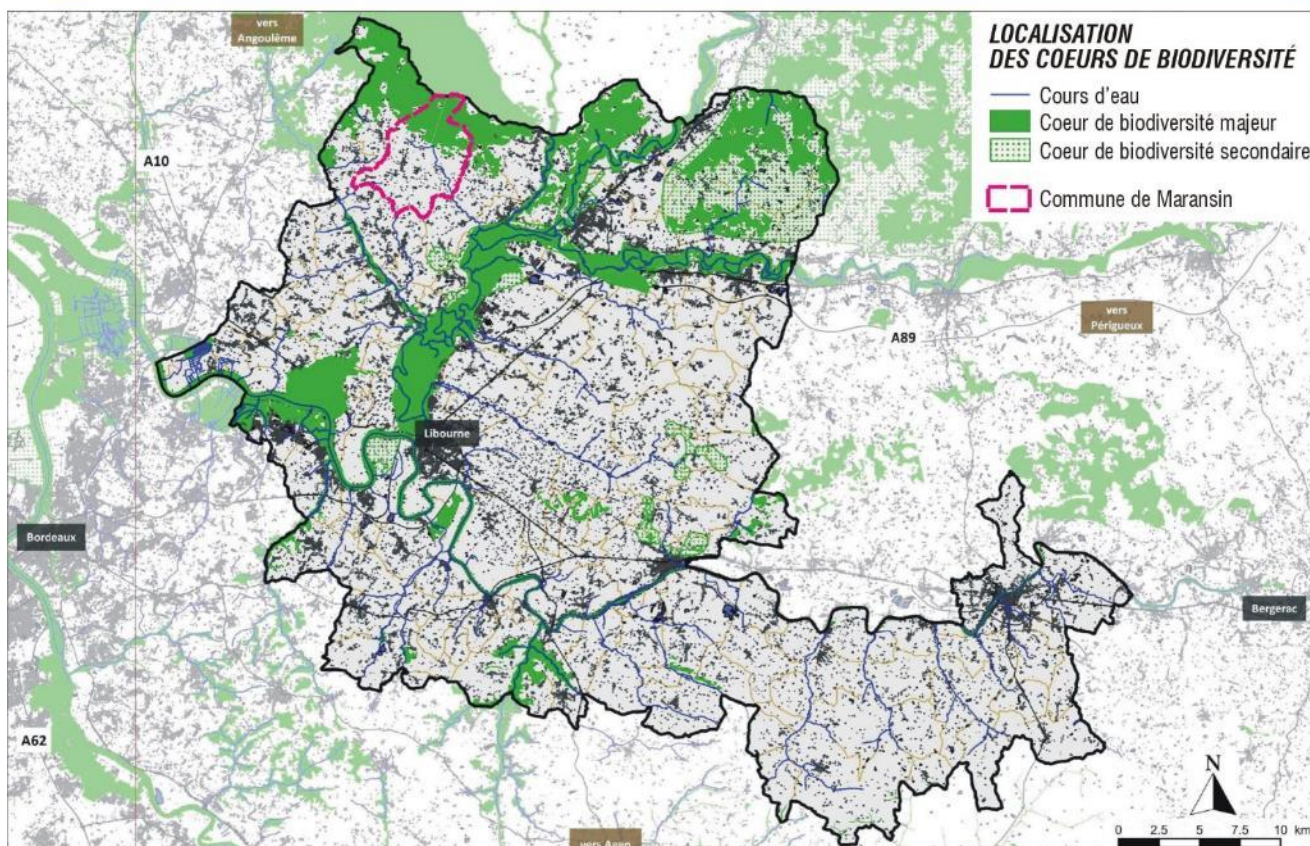
- Milieux ouverts : pelouses sèches sur coteaux calcaires thermophiles
- Multi sous trame à enjeu chiroptères
- Systèmes bocagers
- Boisements feuillus et forêts mixtes
- Boisements de conifères et milieux associés
- Milieux humides connexes aux cours d'eau

La spatialisation de ces réservoirs ont permis l'élaboration des différents continuums écologiques et corridors terrestres au sein du territoire, permettant leur protection et leur mise en valeur. Le territoire du SCoT du Grand Libournais est ainsi caractérisé par une grande richesse naturelle et une diversité de milieux dont une grande partie des réservoirs de biodiversité majeurs s'attardent autour de l'Isle et de ses affluents, des massifs forestiers de la Double au Nord du territoire et des grandes zones humides de la vallée de la Dordogne. Les bocages humides et boisements alluviaux de la vallée de l'Isle, de la Dronne et du Lary, les palus de la Dordogne et ses frayères, les landes et massif forestier des Landes de Montendre et de la Double Saintongeaise, les pelouses des coteaux calcaires de Pujols et de Saint-Emilion à Castillon-la-Bataille ou la carrière souterraine de Daignac, sont autant de milieux naturels retrouvés sur le territoire du Grand Libournais, contribuant à une diversité d'habitats et d'espèces remarquables. Les enjeux sont tels qu'il bénéficie d'un réseau d'espaces de protection, de gestion et d'inventaires, important. Ces zonages, sous forme de réservoirs et de corridors, sont repris dans le travail d'élaboration de la TVB.

La cartographie faisant office d'identification des espaces naturels à protéger est présentée ci-après :



TRAME VERTE ET BLEUE SCOT DU GRAND LIBOURNAIS



Source : SCOT du Grand Libournais - Document d'Orientation et d'Objectifs

Comme identifié à l'échelle régionale, le territoire de Maransin se retrouve concerné par un ~~cœur de biodiversité~~ majeur :

- Le réservoir « Boisements de conifères et milieux associés »

Sur le reste du territoire, s'exprime une diversité biologique qui, au regard de l'intérêt majeur des milieux considérés comme réservoirs, peut être qualifiée davantage de « nature ordinaire » ou d'intérêt local et qui concerne entre autres, des espaces agricoles, des fossés, des haies, mais aussi des espaces naturels en milieux urbains.

Le socle naturel façonné par l'homme à travers les âges au moyen de canaux, plantations, cultures et implantations urbaines est aujourd'hui fragilisé par le réchauffement climatique et l'accélération du rythme d'anthropisation des espaces. Bien que capables d'évolutions et d'adaptations, bons nombres d'écosystèmes sont aujourd'hui soumis à des pressions induites par les activités humaines, qui ont tendance à en engendrer une fragmentation progressive.

C'est pourquoi, le SCoT s'appuie sur la Trame Verte et Bleue comme guide de l'aménagement avec de nombreux objectifs :

- Protéger les sites d'intérêt européen (NATURA 2000) ;
- Assurer une taille critique aux réservoirs biologiques et définir en lisière un recul approprié ;
- Préserver ou reconstituer les corridors d'importance régionale révélés par le SRCE et la Trame Verte régionale ;
- Préserver ou reconstituer la ripisylve des cours d'eau et assurer des « espaces de liberté » ;
- Garantir le fonctionnement écologique local en intégrant aux enjeux environnementaux, notamment les enjeux de préservation de la ressource en eau potable, ceux de protection des risques inondation et de préservation des zones humides ;
- Préserver, voire restaurer, les éléments fixes du paysage ;
- Assurer la pérennité des zones humides et reconnaître leurs fonctions ;

d) ZOOM SUR LA TRAME VERTE ET BLEUE À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE COMMUNAL DE MARANSIN

★ Description de la méthode de travail

Constitution d'une couche d'occupation du sol homogène

Dans un premier temps, le travail de base à l'élaboration de la TVB consiste en une analyse de l'occupation du sol via la constitution d'une couche d'occupation du sol en intégrant toutes les données d'occupation du sol disponibles au format SIG :

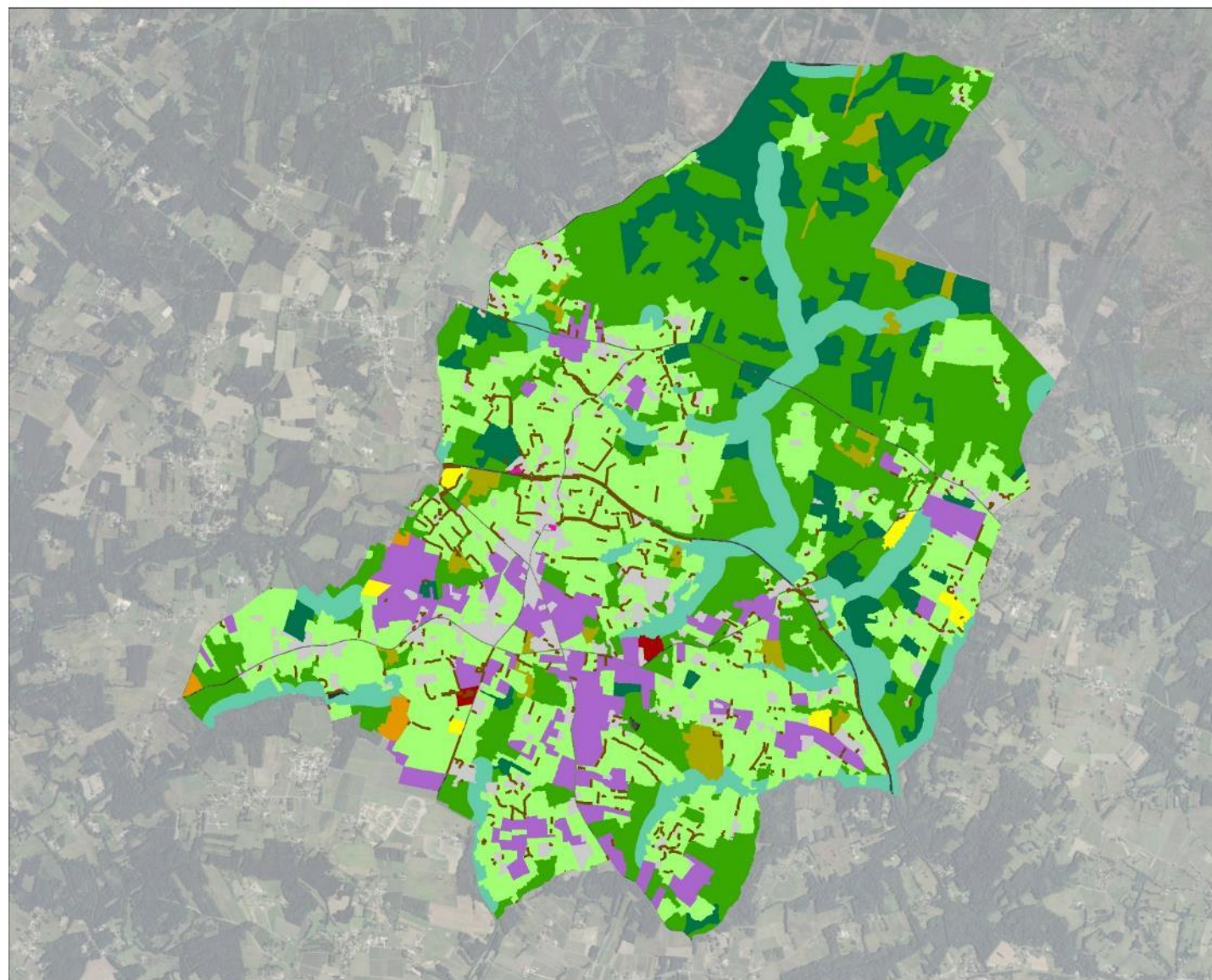
- ✓ BD topo IGN (Occupation des Sols + infrastructures de transport) ;
- ✓ Corine Land Cover (ODS) ;
- ✓ BD Carthage / BD topage (Cours d'eau) ;
- ✓ BD forêt pour le département 33 ;
- ✓ BD Haie
- ✓ ROE (obstacles à l'écoulement) ;
- ✓ Registre Parcellaire Graphique ;
- ✓ OCS (Base de données PIGMA)
- ✓ EPIDOR

★ Identification des milieux constitutifs des sous-trames

Le regroupement par postes d'occupation du sol a ensuite permis de localiser les grands types de milieux constitutifs des sous-trames sur la commune. Les sous-trames qui sont ressorties de ce travail de regroupement sont les suivantes, avec les grands types de milieux associés :

- Sous trame des milieux boisés : Boisements de résineux, Boisements de feuillus, Boisements mixtes, Boisements humides et boisement alluviale, Landes et broussailles.
- Sous trame des milieux ouverts à semi-ouverts : Prairies et réseaux de haies (bocage), Friches agricoles, Cultures annuelles, Vergers et petits fruits, Vignobles ;
- Sous trame biodiversité ordinaire des bourgs et villages : milieux urbanisés, parcs et jardins associés.

La cartographie d'identification des milieux constitutifs des sous trames est présentée en page suivante



Sous trame des milieux boisés

- Forêts riveraines (dont boisements humides)
- Boisements de feuillus et mixtes
- Boisements de résineux
- Landes et broussailles

Sous trame des milieux ouverts à semi-ouverts

- Vignobles
- Vergers et petits fruits
- Cultures annuelles
- Friches agricoles
- Prairies
- Haie

Sous trame biodiversité ordinaires des bourgs et villages

- Espaces anthropisés
- Espaces verts périurbains

*** Sélection et hiérarchisation des réservoirs biologiques**

Suite à ce premier travail d'identification et de constitution des sous trames, vient l'étape de la sélection des réservoirs de biodiversité, en prenant en compte la spécificité de chaque sous trame.

Sous trame des milieux boisés :

Pour la sous trame des milieux boisés, compte tenu de leur importante représentation sur la commune, le choix a été fait d'une part de conserver une approche par typologie de boisement, et d'autre part de réaliser la sélection des RB « boisements de feuillus et mixtes » par l'intégration d'un critère de surface-compacité, éliminant les plus petites entités boisées isolées. Ainsi seules les entités « boisements de feuillus et mixtes » continues de plus de 10ha ont été retenues dans l'analyse.

Les plus petites entités boisées non retenues au terme de cette sélection ont été classées comme « espaces relais » de la sous-trame des milieux boisés. Les réservoirs de biodiversité de la sous-trame des milieux boisés sont relayés par ces boisements identifiés en qualité d'espaces relais. Leur préservation à long terme est d'autant plus importante que certains d'entre eux contribuent à la fonctionnalité des corridors écologiques associés à cette sous-trame.

Les Landes et broussailles, associées au cycle d'exploitation des massifs forestiers, ont été désignées en tant que réservoir de biodiversité car ces milieux renferment des communautés végétales et des cortèges d'espèces faunistiques rares et menacées.

Les forêts riveraines, composées notamment de boisements humides et localisées le long du ruisseau du Galostre, sont classées comme réservoirs de biodiversité : les boisements humides sont des milieux particulièrement patrimoniaux, rares et fragiles qu'il convient de préserver de toute atteinte. Ce réservoir biologique intègre l'ensemble des milieux forestiers le long des cours d'eau dans un espace tampon de 100 m.

Enfin, les boisements de résineux ont été classés en « Réservoirs secondaires » afin de rendre compte leur rôle économique dans le cadre de l'exploitation de la forêt de Pin maritime, rôle économique qui représente parfois un facteur limitant pour le plein développement de la biodiversité. Néanmoins l'enrésinement et l'exploitation sylvicole n'excluent pas la présence d'enjeux écologiques parfois forts, et ce à tous les stades d'exploitation. Ce réservoir secondaire « boisement de résineux » occupe principalement une partie du secteur forestier au nord du territoire, en aval du ruisseau du Galostre, et autour de ses affluents coté est.

Sous trame des milieux ouverts à semi-ouverts :

La sous-trame des milieux ouverts est composée des grands types de milieux suivants :

- ✓ Vignobles du Libournais,
- ✓ Prairies mésophiles à humides
- ✓ Vergers et petits fruits
- ✓ Cultures annuelles
- ✓ Friches agricoles

L'ensemble des prairies pâturées et fauchées de la sous-trame, dont celles structurées par le réseau de haie, ont été sélectionnées en tant que Réservoirs de biodiversité principaux. Soulignons le rôle majeur de ces milieux, notamment lorsqu'ils sont humides, tant en termes de fonctionnalités écologiques (accueillent de nombreuses espèces faune/flore tant ordinaire que protégées, rares et ou menacées) que hydrauliques et de services écosystémiques (écrêtement des crues, infiltration et épuration des eaux, frein à l'érosion...). L'importance de préserver les zones humides est désormais largement reconnue comme capitale.

Compte tenu de leur intérêt écologique localement moindre, les cultures, friches et vergers n'ont pas été classées comme Réservoirs de Biodiversité.

Enfin, les vignobles qui se développent sur la moitié sud de la commune n'ont pas non plus été retenus parmi les réservoirs de Biodiversité. Ils peuvent accueillir une faune et une flore ordinaire des milieux cultivés et restent relativement perméables à la biodiversité (en fonction du degré d'intensification des pratiques culturales) sans que cela ne ressorte comme un enjeu particulier sur le territoire.

Sous trame biodiversité ordinaire des bourgs et villages :

Le tissu urbain associé aux parcs et jardins reste perméable à une biodiversité ordinaire qui affectionne la proximité de l'Homme en s'installant volontiers dans le bâti, les parcs et jardins. Développer la biodiversité des bourgs et villages c'est préserver les espaces plantés en pleine terre dans le cœur de bourg, encourager la végétalisation, conserver une certaine perméabilité au bâti afin que la faune puisse venir s'y nicher (oiseaux, chauves-souris, insectes notamment).

★ Corridors écologiques

Dans le cadre de la carte communale, il conviendra de veiller à la préservation durable des corridors écologiques mis en lumière sur le territoire, avec une attention forte sur les secteurs suivants :

1. Corridor du Galostre et ses affluents associés aux forêts riveraines
2. Zone de corridors en pas japonais pour la sous trame des boisements de feuillus et mixtes à l'est de Maransin, connectant les espaces boisés de la vallée de la Saye et du Meudon avec celle de l'Isle à l'est et au secteur forestier au Nord de la Double

Compte tenu de la naturalité et de l'importante perméabilité de la commune, ainsi qu'une grande partie du territoire classée en réservoirs biologiques, il n'en ressort pas davantage de corridors écologiques.

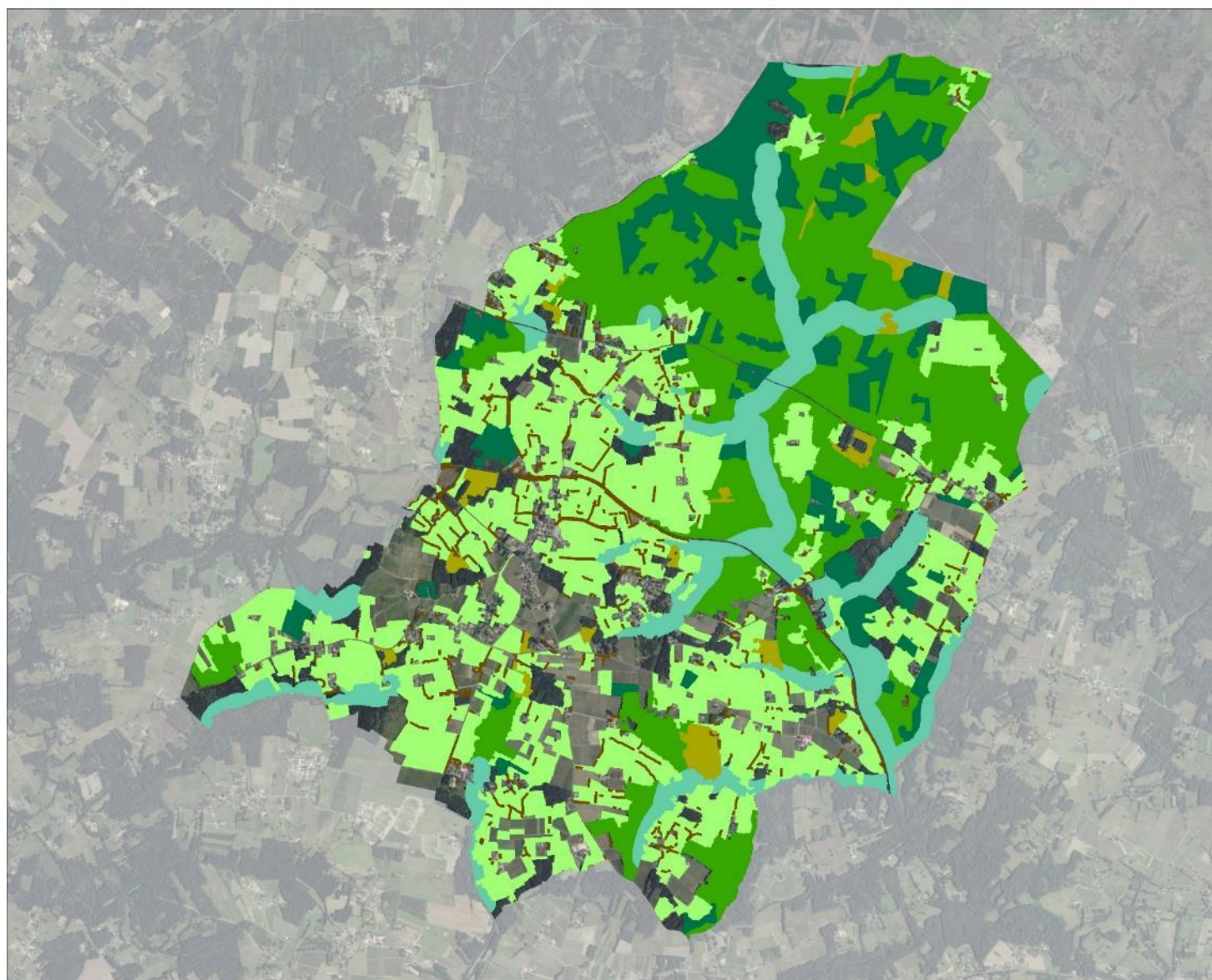
★ Approche spécifique à la trame bleue

Pour la Trame Bleue, les enjeux sont étroitement liés à la question de la préservation de la qualité des cours d'eau et des eaux alimentant les zones humides. De cette qualité dépend la capacité d'accueil écologique des milieux aquatiques et humides, et *in fine*, la pérennité des espèces et populations d'espèces qui y sont inféodées.

Compte tenu de la prégnance des milieux humides sur le territoire de Maransin, la question de la gestion des eaux pluviales, ainsi que les problématiques d'assainissement, devront faire l'objet d'une attention forte dans le cadre de la carte communale.

Concernant la trame aquatique stricte, les enjeux sont liés à la préservation de la continuité longitudinale des cours d'eau afin de permettre la libre circulation des espèces piscicoles.

Aucun obstacle à l'écoulement n'a été identifié sur les différents ruisseaux présents au sein de la commune.



Sous trame des milieux boisés

RB Forêts riveraines (dont boisements humides)

RB Boisements de feuillus et mixtes

RB Landes et broussailles

RB secondaires Boisements de résineux

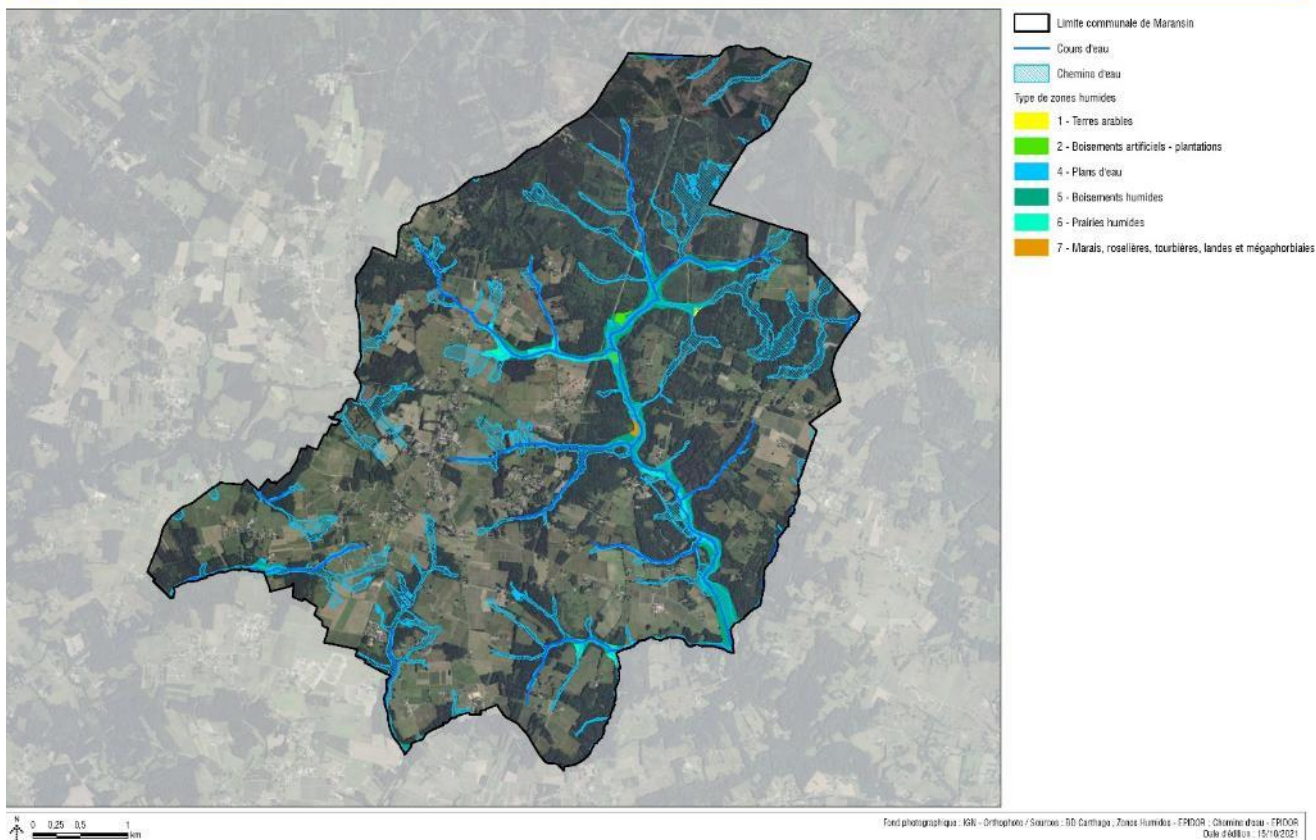
Sous trame des milieux ouverts à semi-ouverts

RB Prairies

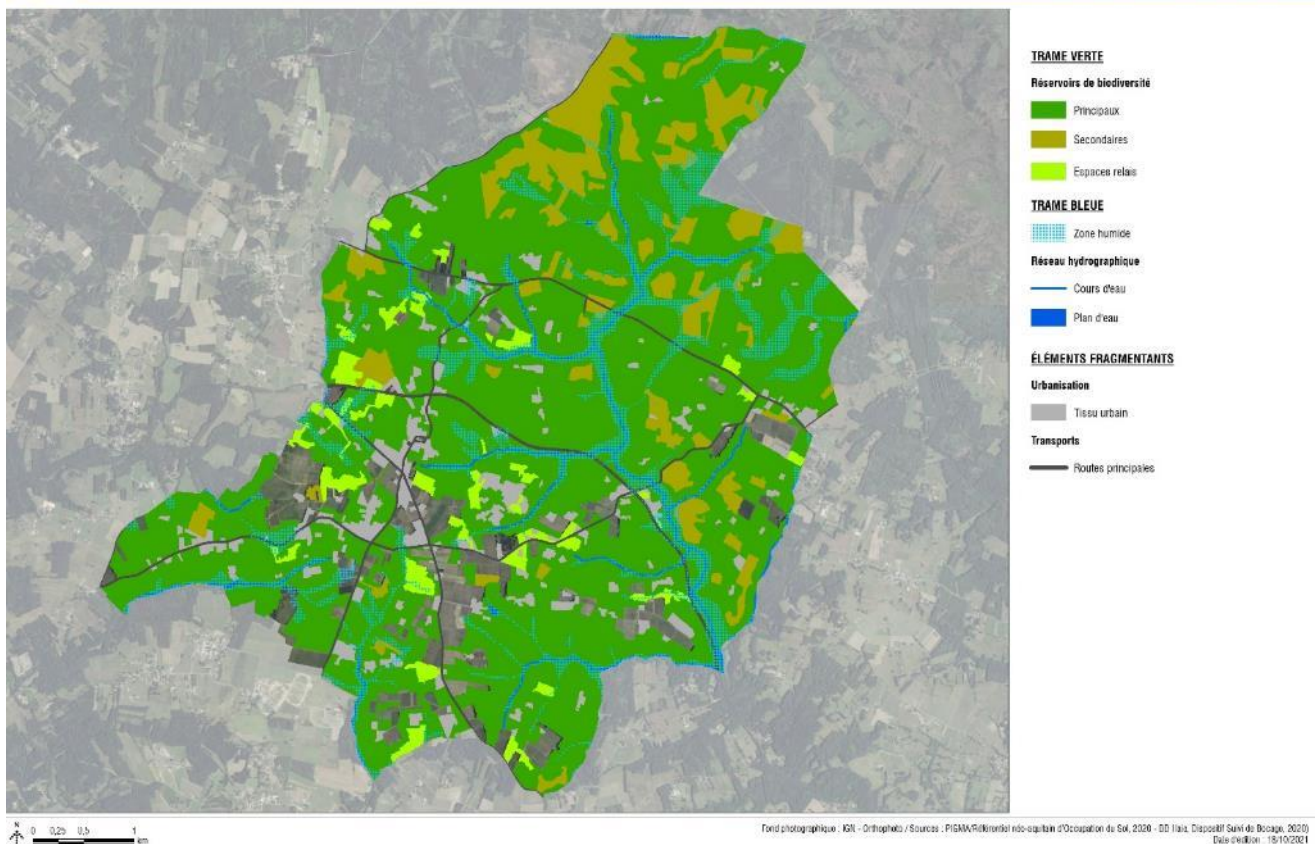
Haie



TRAME BLEUE



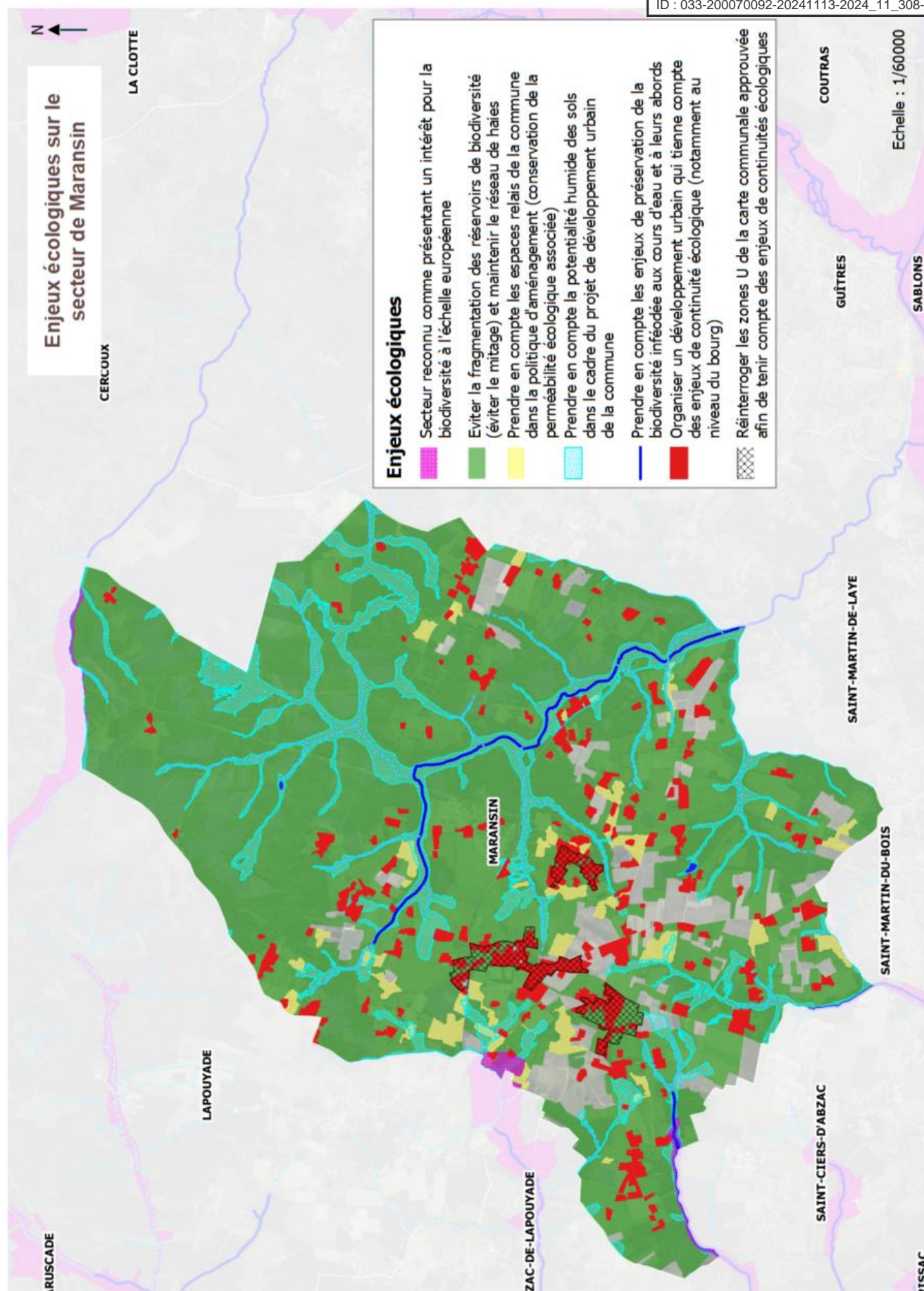
TRAME VERTE ET BLEUE DE LA COMMUNE DE MARANSIN



4. ENJEUX

Biodiversité et Trame Verte et Bleue

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Un contexte naturel et paysager qui permet au territoire de présenter une grande diversité de milieux naturels et agricoles, plus ou moins ouverts, et favorables à l'accueil d'une biodiversité riche, composée d'espèces communes ou plus patrimoniales. De vastes ensembles forestiers à dominante feuillue, appartenant au massif de la Double Saintongeaise, et constituant un élément fort du patrimoine écologique et paysager de Maransin. Une mise en valeur forestière (résineux, peupleraie) qui occasionne la présence de milieux ouverts à semi-ouverts liés aux cycles d'exploitation de la forêt (telles que des landes à différents faciès selon le degré d'hydromorphie) et accueille une biodiversité typique. Un réseau de haies bocagères structurant les milieux prairiaux, et particulièrement favorable à l'expression de la biodiversité locale et au déplacement des individus d'espèces. La présence du ruisseau de Galostre et ses nombreux ruisselets intermittents, créant de nombreuses zones humides, sièges d'une diversité faunistique et floristique patrimoniale. 	<ul style="list-style-type: none"> Des zonages d'inventaire (ZNIEFF) et réglementaires (Natura 2000) qui ne représentent qu'une très faible partie de la superficie communale (0,4% de la superficie de Maransin est en zone Natura 2000) : les zonages du patrimoine naturel ne sont ainsi pas représentatifs de la qualité écologique propre au territoire Un certain mitage du territoire communal, du aux nombreux hameaux et constructions diverses. Des milieux viticoles et grandes cultures peu favorables à l'expression d'une biodiversité variée Une forte imbrication des milieux prairiaux avec le tissu bâti existant au niveau du bourg, qui complexifie les opportunités de confortement de la centralité urbaine maransinoise
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> La révision de la carte communale constitue une opportunité pour réinterroger les orientations de développement affichées dans la carte communale en vigueur 	<ul style="list-style-type: none"> L'érosion croissante de la biodiversité, dont de nombreuses espèces protégées, notamment sur les milieux anthropisés. Le réchauffement climatique.
Les enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> La préservation de la Trame Verte et Bleue La préservation d'une biodiversité ordinaire en lien avec les milieux anthropisés (où de nombreuses espèces sont protégées, telles que les hirondelles et les chauves-souris). Le maintien du maillage de haies. Une attention forte sur la gestion des eaux pluviales et des problématiques d'assainissement, compte-tenu de la prégnance de milieux potentiellement humides sur la commune. L'anticipation du changement climatique. 	



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



X. LE PAYSAGE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

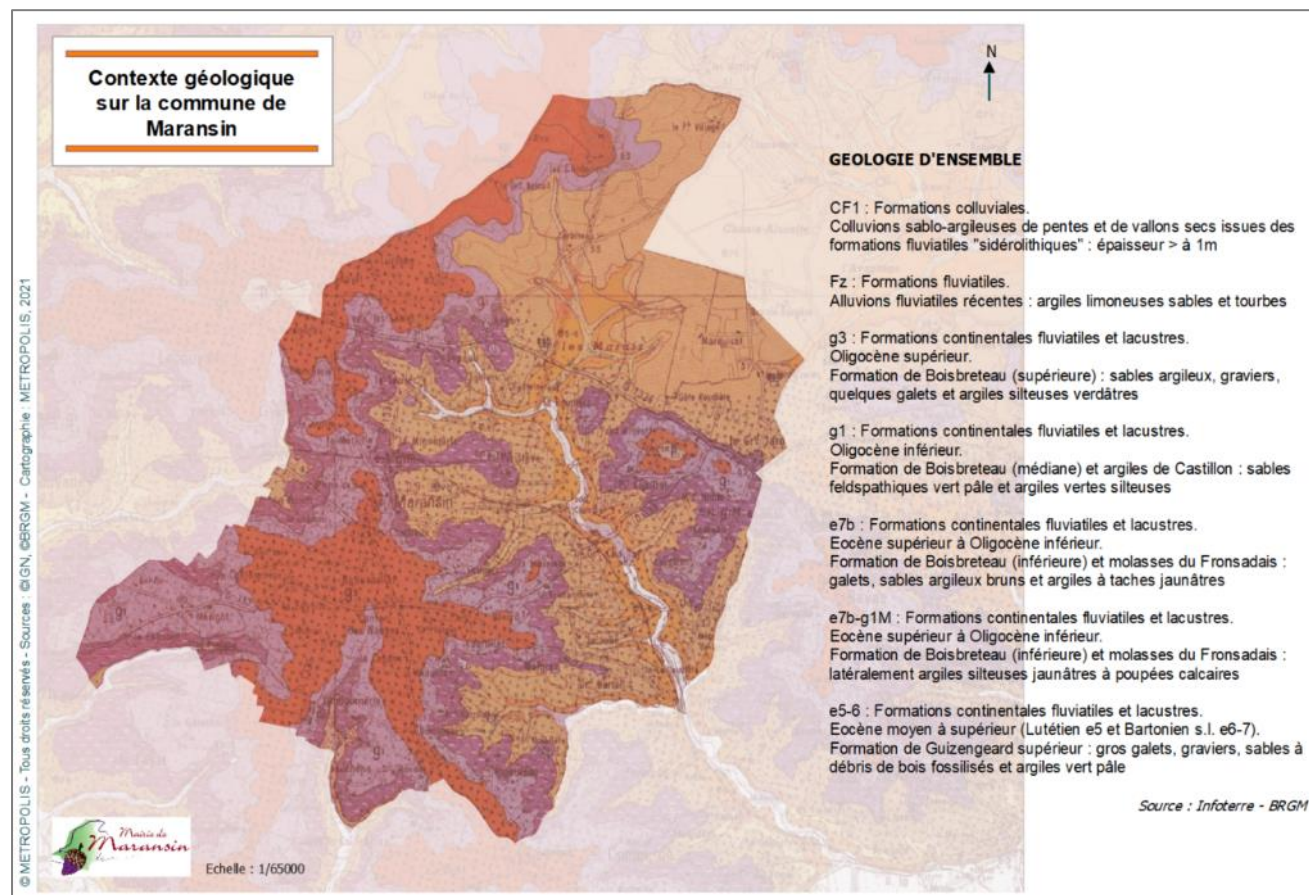
ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



1. CARACTÉRISTIQUES DE LA GÉOGRAPHIE LOCALE

a) GÉOLOGIE

Source : Infoterre - BRGM



Le sous-sol permet d'expliquer le relief et les paysages visibles aujourd'hui à Maransin. Plusieurs domaines géologiques sont observables sur la commune, en fonction des périodes géologiques :

— Période Tertiaire :

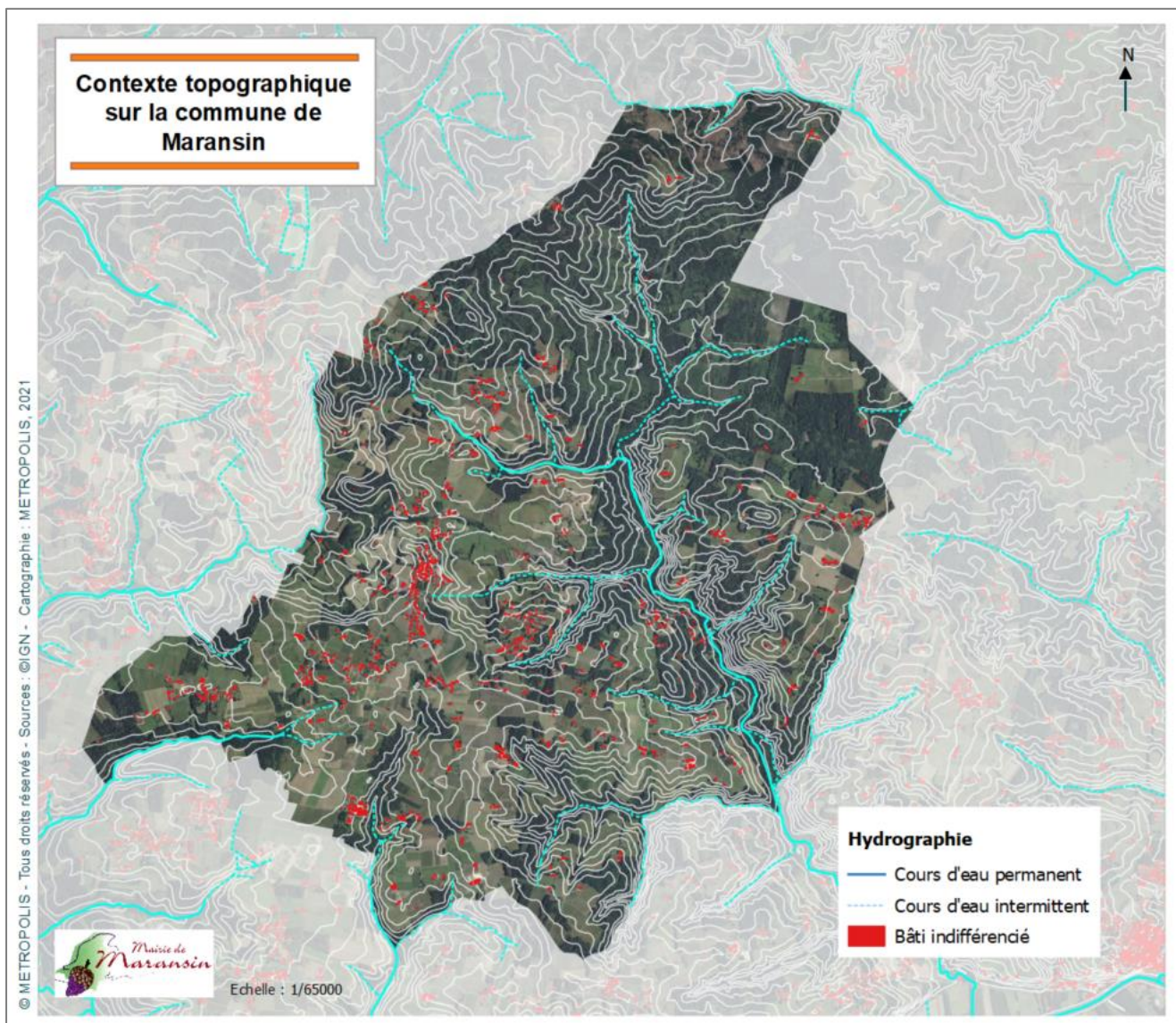
- g3 : Formations continentales fluviatiles et lacustres.
Oligocène supérieur.
Formation de Boisbreteau (supérieure) : sables argileux, graviers, quelques galets et argiles silteuses verdâtres
- g1 : Formations continentales fluviatiles et lacustres.
Oligocène inférieur.
Formation de Boisbreteau (médiane) et argiles de Castillon : sables feldspathiques vert pâle et argiles vertes silteuses
- e7b : Formations continentales fluviatiles et lacustres.
Eocène supérieur à Oligocène inférieur.
Formation de Boisbreteau (inférieure) et molasses du Fronsadais : galets, sables argileux bruns et argiles à taches jaunâtres
- e7b-g1M : Formations continentales fluviatiles et lacustres.
Eocène supérieur à Oligocène inférieur.
Formation de Boisbreteau (inférieure) et molasses du Fronsadais : latéralement argiles silteuses jaunâtres à poupées calcaires

- e5-6 : Formations continentales fluviales et lacustres.
Eocène moyen à supérieur (Lutétien e5 et Bartonien s.l. e6-7)
Formation de Guizengeard supérieur : gros galets, graviers, sables à débris de bois fossilisés et argiles vert pâle
- **Période Quaternaire**
 - CF1 : Formations colluviales.
Colluvions sablo-argileuses de pentes et de vallons secs issues des formations fluviales "sidérolithiques" : épaisseur > à 1 m
 - Fz : Formations fluviales.
Alluvions fluviales récentes : argiles limoneuses sables et tourbes

b) TOPOGRAPHIE ET SYSTÈME HYDROGRAPHIQUE

La commune de Maransin est située sur la rive droite de la vallée de l'Isle. L'altitude est comprise entre 32 m au *Petit Pré* et 100 m près de *Lusseau*.

La topographie fait du territoire communal une zone de départ de sources et de ruisseaux. Le ruisseau du Galostre est alimenté par plusieurs rus. Quelques étangs de petite dimension sont présents mais n'ont aucune incidence sur le paysage car ils sont en retrait des voies publiques.

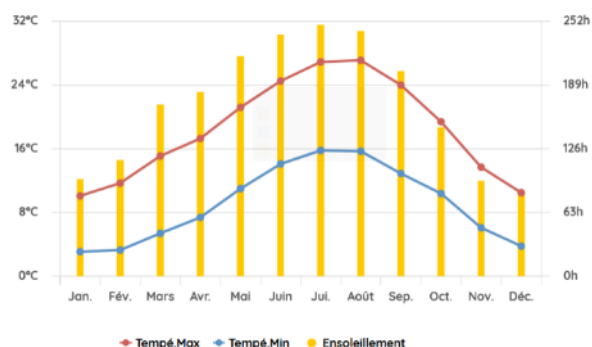


c) CLIMAT

Le département de la Gironde présente un climat océanique tempéré. Celui-ci se caractérise par un faible écart thermique entre l'été et l'hiver : les étés sont chauds et les hivers doux. De plus, les étés sont assez secs, tandis que les précipitations sont plus abondantes en hiver.

L'ensoleillement est maximal de juin à août, avec notamment 248,5 heures de soleil en août en moyenne. Les mois de novembre à février connaissent les minimums d'ensoleillement, avec notamment 81,8 heures de soleil en décembre.

Normales mensuelles



Normales climatiques annuelle sur la station de Bordeaux (source : Météo France)

Les températures sont maximales en juillet et en août avec une température moyenne maximale de 27,1 °C en août et elles sont minimales en décembre et janvier avec une température moyenne minimale de 3,1 °C en janvier.

Enfin, les précipitations sont assez faibles aux mois de juillet et août. Le minimum est atteint en juillet avec 49,9 mm de précipitations en moyenne. En revanche, les précipitations le reste de l'année sont relativement abondantes. Le maximum est atteint en novembre avec 110,2 mm de précipitations en moyenne.

2. CONTEXTE PAYSAGER COMMUNAL

Source : Atlas des Paysages de Gironde (Folléa/Gautier)

L'atlas des paysages de la Gironde classe le territoire de Maransin sur deux entités paysagères qui s'articulent entre elles :

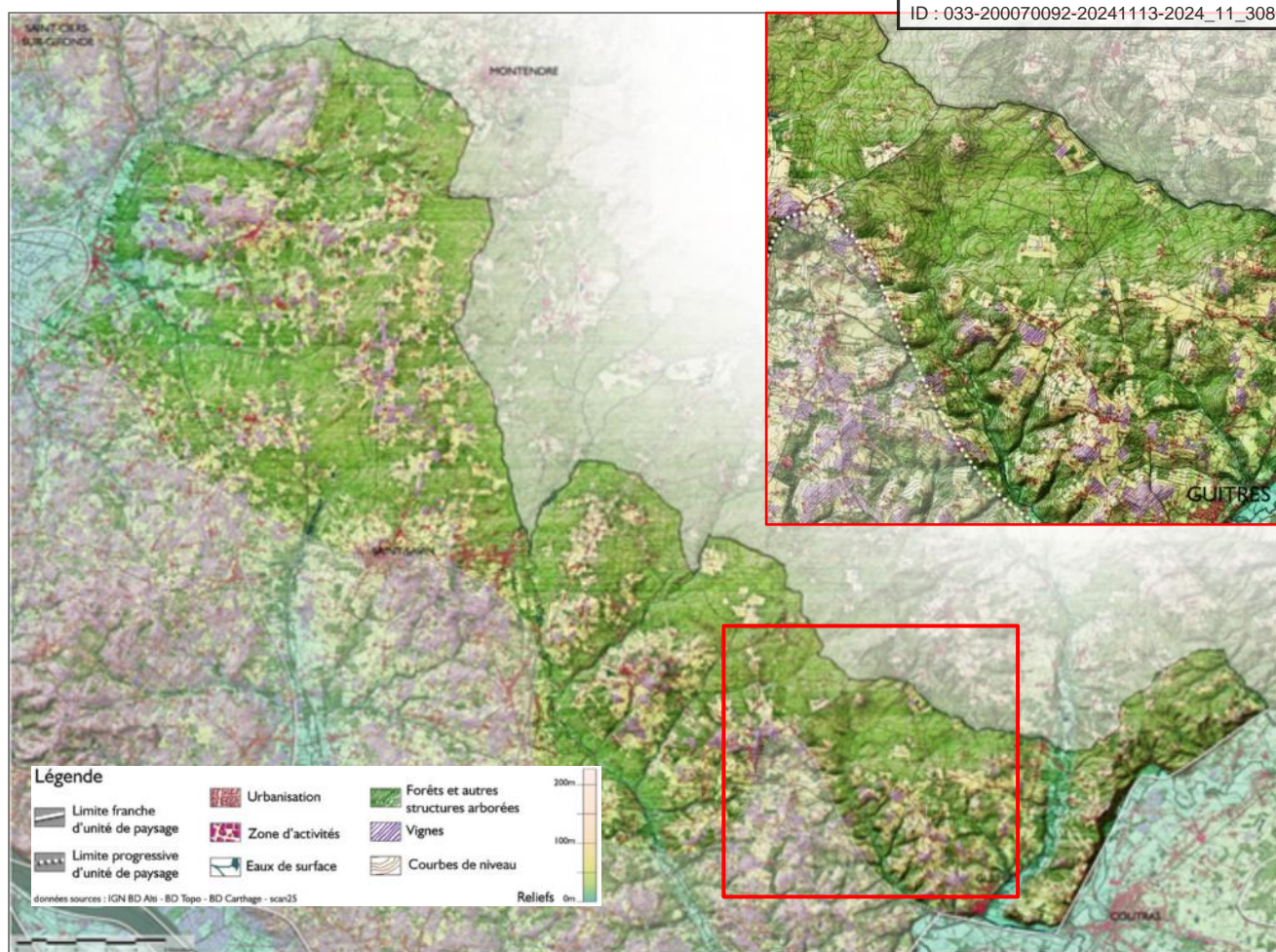
- Les marges de la Double Saintongeaise, sur la partie Nord de la commune
- Le Cubzadai, sur la partie Sud de Maransin.

a) FOCUS SUR LES MARGES DE LA DOUBLE SAINTONGEISE

Depuis le département voisin de Charente-Maritime, où elle est largement présente, la forêt de la Double Saintongeaise vient occuper les reliefs très adoucis de la bordure nord du département de la Gironde.

S'éclaircissant au fur et à mesure en clairières de plus en plus vastes pour finalement laisser la place aux vignes du Blayais et du Cubzadai, cette transition boisée forme des paysages variés, composés par les lisières, les collines et une agriculture diversifiée. Sur une quarantaine de kilomètres d'est en ouest, l'épaisseur de cet entre-deux varie, d'à peine deux kilomètres au niveau de Saint-Savin jusqu'à une quinzaine un peu plus à l'ouest.

Traversée par les deux axes majeurs de la RN10 et de la A10, cette unité ne se parcourt qu'en suivant un réseau plus complexe : RD132, RD115, RD22 et RD247 permettent de desservir Reignac, Saint-Savin, Laruscade et Guitres.



Extrait cartographique de l'Atlas des Paysages de Gironde : focus sur l'entité des « marges de la Double saintongeaise » (source : CD33)

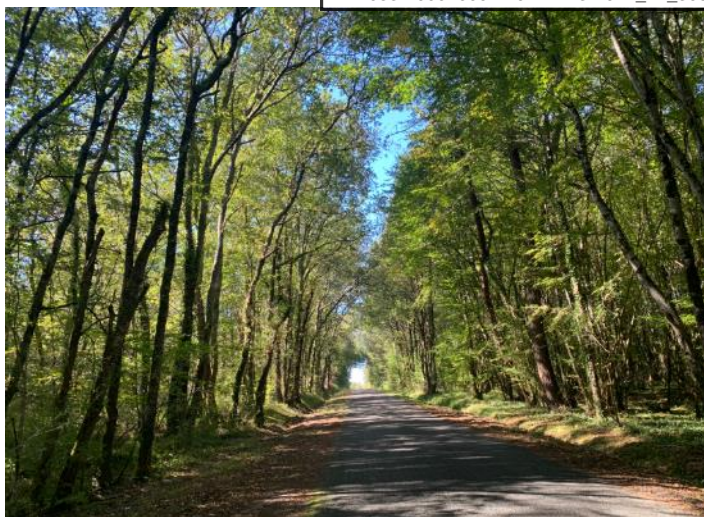
Si la forêt est clairement la composante principale de ces marges, occupant une surface bien supérieure aux terres agricoles, elle ne présente pas pour autant une nappe homogène sur ce territoire. D'une part, elle s'ouvre en nombreuses clairières, parfois très vastes, qui présentent des paysages agricoles dégagés ; d'autre part, elle est en grande partie composée de friches boisées, dont les divers stades d'évolutions constituent des parcelles d'âges variables, de la friche armée à la forêt bien constituée. Les lisières méridionales du massif, quant à elles, sont composées de peuplements plus affirmés, boisements mixtes marquant de façon assez nette les limites de cette unité, tandis que certains vallons accueillent des bosquets plus spécifiques, conifères à l'ouest et feuillus à l'est.

Au sein de ces boisements se dessinent les clairières qui forment la partie habitée de ces paysages. D'une simple parcelle labourée encerclée d'arbres aux dégagements plus vastes qu'occupent les villages, ces ouvertures dessinent des paysages composés, cernés par des lisières mouvantes : c'est aux marges de la forêt que l'enfrichement tend à se développer, l'ourlet boisé formant une bordure progressive en constante évolution. La dynamique actuelle tend donc vers une augmentation de la surface boisée, due au recul des terres cultivées ou pâturées.

L'agriculture, si elle occupe une surface largement inférieure à la forêt, présente ici une importante variété, plus que dans la majeure partie du département : vignes, terres pâturées, vergers et parcelles labourées se partagent assez équitablement l'espace réduit disponible, composant des paysages multiples en fonction de la surface des clairières.

La viticulture offre également des visages différents : moins contraints que dans d'autres pays de vignoble, les modes de taille ne sont pas homogènes d'une parcelle à l'autre, enrichissant la palette des cultures.

Les larges pâtures encadrées de lisières touffues dessinent des paysages agréables, mais menacés par la déprise : très souvent, leurs franges présentent un début d'enfrichement. Le phénomène de l'accrue forestière se poursuit faute d'intervention humaine sur ces terrains peu à peu abandonnés.



Vue depuis la route entre Péristève et Petit Chaillat (Metropolis)

b) FOCUS SUR LE CUBZADAIS

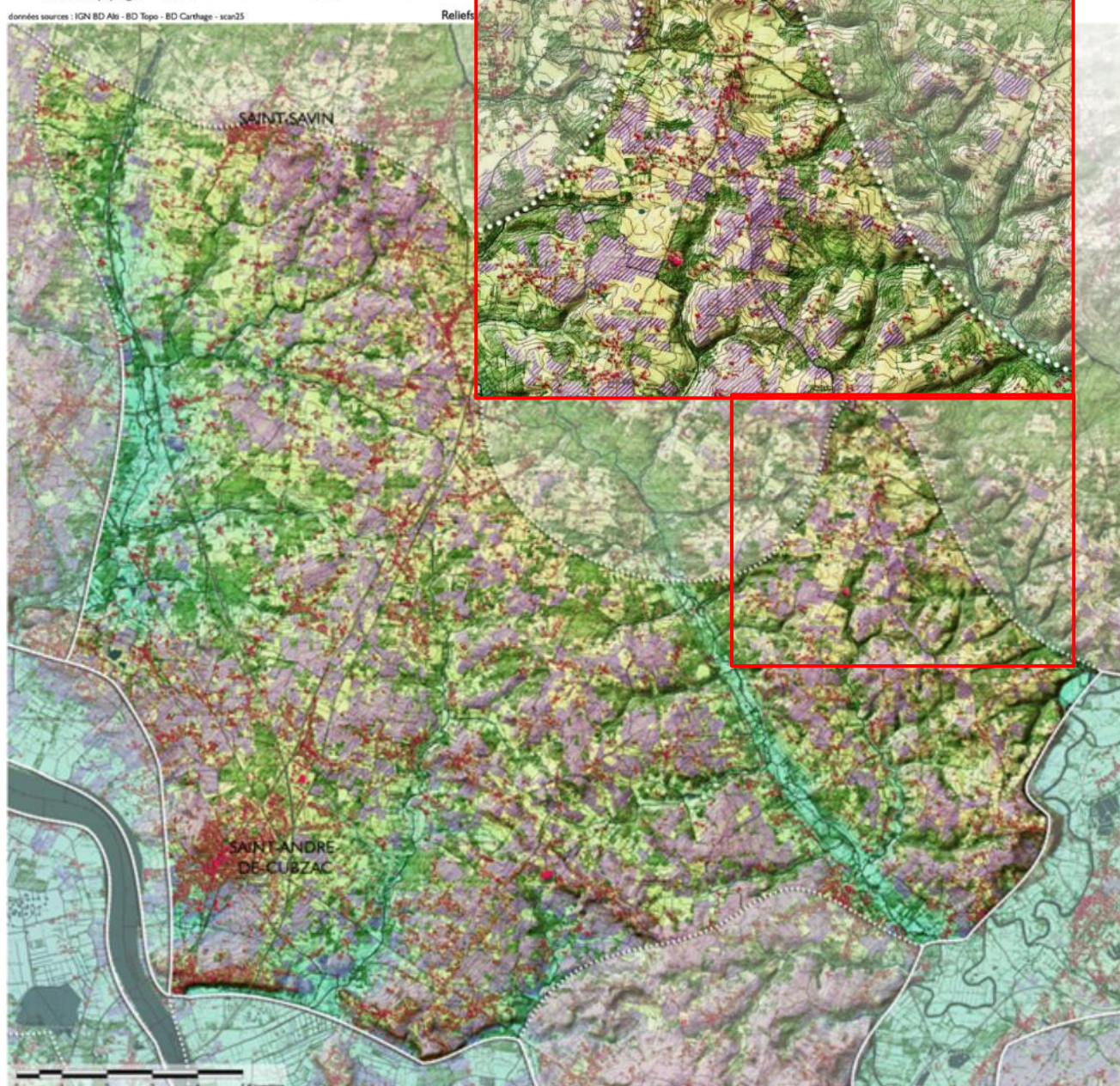
Grande unité s'étendant sur vingt kilomètres d'est en ouest et presque autant du nord au sud, le Cubzaguais est délimité par les trois vallées de la Dordogne, du Moron et de l'Isle. Le coteau abrupt longeant cette dernière forme les reliefs les plus marqués, ceux-ci allant ensuite en s'adoucissant vers l'ouest, jusqu'aux contreforts des collines du Blayais.

Si la vigne est encore une fois une des composantes importantes du paysage, elle ne s'impose pas en nappes continues mais compose avec les cultures, les boisements et les prairies des paysages variés aux vallonnements agréables. Une urbanisation notable est répartie sur l'ensemble de l'unité - quelques routes départementales desservant les bourgs principaux (RD1010, RD670, RD10...) - tandis que la voie ferrée et l'autoroute A10 la traversent du nord au sud.

Légende

-  Limite franche d'unité de paysage
-  Limite progressive d'unité de paysage
-  Urbanisation
-  Zone d'activités
-  Eaux de surface
-  Forêts et autres structures arborées
-  Vignes
-  Courbes de niveau

données sources : IGN BD Alt - BD Topo - BD Carthage - snc25



Extrait cartographique de l'Atlas des Paysages de Gironde : focus sur l'entité du « Cubzadais » (source : CD33)

Sur une superficie importante, le Cubzaguais réunit des composantes paysagères diverses, qui dessinent des paysages riches et variés. La vigne - culture principale sur la moitié nord-est du département - reste ici un élément majeur, mais les horizons ne sont pas ceux d'une monoculture comme on peut en voir dans le Pomerol. Au contraire, boisements, cultures et prairies participent tout autant des ambiances rencontrées.

À ceci s'ajoutent les reliefs : sans être très marqués, ceux-ci constituent néanmoins un socle vallonné et des collines aux visages divers. Les replis se succèdent, plus ou moins proches les uns des autres, plus ou moins profonds, et organisent différemment les paysages. Les vallons secondaires sont souvent occupés principalement par la forêt (mixte ou feuillue).

Ce ne sont donc pas de larges horizons qui s'offrent ici aux regards, mais ~~plutôt des paysages semi-ouverts~~, fragmentés par les bosquets et lisières qui ponctuent des terres agricoles aux occupations diversifiées, parfois complétées par les structures végétales des haies.

Les routes parcourant ce pays à la topographie subtile offrent aussi des situations diverses, surplombant les paysages de vallées ou longeant le bas de doux coteaux. Si l'on ne voit que peu d'alignements d'arbres, on découvre en revanche des configurations assez variées : surélevées par des murets de pierre ou encaissées entre des talus enherbés, les routes présentent souvent des abords de qualité qui enrichissent les parcours au sein de cette unité.

Sur l'ensemble du territoire communal, les collines se succèdent et permettent des vues panoramiques sur la campagne environnante, avec des paysages plus ou moins ouverts, à complètement fermés, selon le contexte.

Au départ du bourg notamment, les points de vue sur le paysage environnants sont de grande qualité. Inversement, en allant au bourg, l'approche spatiale séquentielle due à l'alternance de montées et descentes apporte une dynamique dans la découverte du territoire. Par exemple, la route de Ragon ou encore celle entre Péristève et Petit Chaillat, sont particulièrement attractives.



Vue depuis la D120, vers Le terrier (Metropolis)

3. PATRIMOINE

Source : DREAL Nouvelle Aquitaine ; Atlas des Patrimoines

La commune de Maransin ne dispose d'aucun site classé ou inscrit (source : DREAL Nouvelle Aquitaine).

En outre, aucun élément n'est inscrit ou classé au titre des Monuments Historiques. La commune n'intersecte également aucun périmètre de protection des abords d'un Monument Historique présent sur une commune limitrophe (source : Atlas des Patrimoines).

En revanche, il existe un petit patrimoine qui porte un intérêt localement :

- Patrimoine religieux : Eglise Saint-Martin (1866) ;
- Des fours à pain (17^{ème} siècle), notamment celui du village de Lusseau ;
- D'anciennes bâtisses du 17^{ème} siècle en pierre de taille, bois et torchis, notamment le château l'Ecuyer ;
- La cabane de Corbineau.



Vue sur l'Eglise Saint-Martin



A gauche : vue sur le Château L'Ecuyer / A droite : vue sur la cabane de Corbineau

Le saviez-vous ?

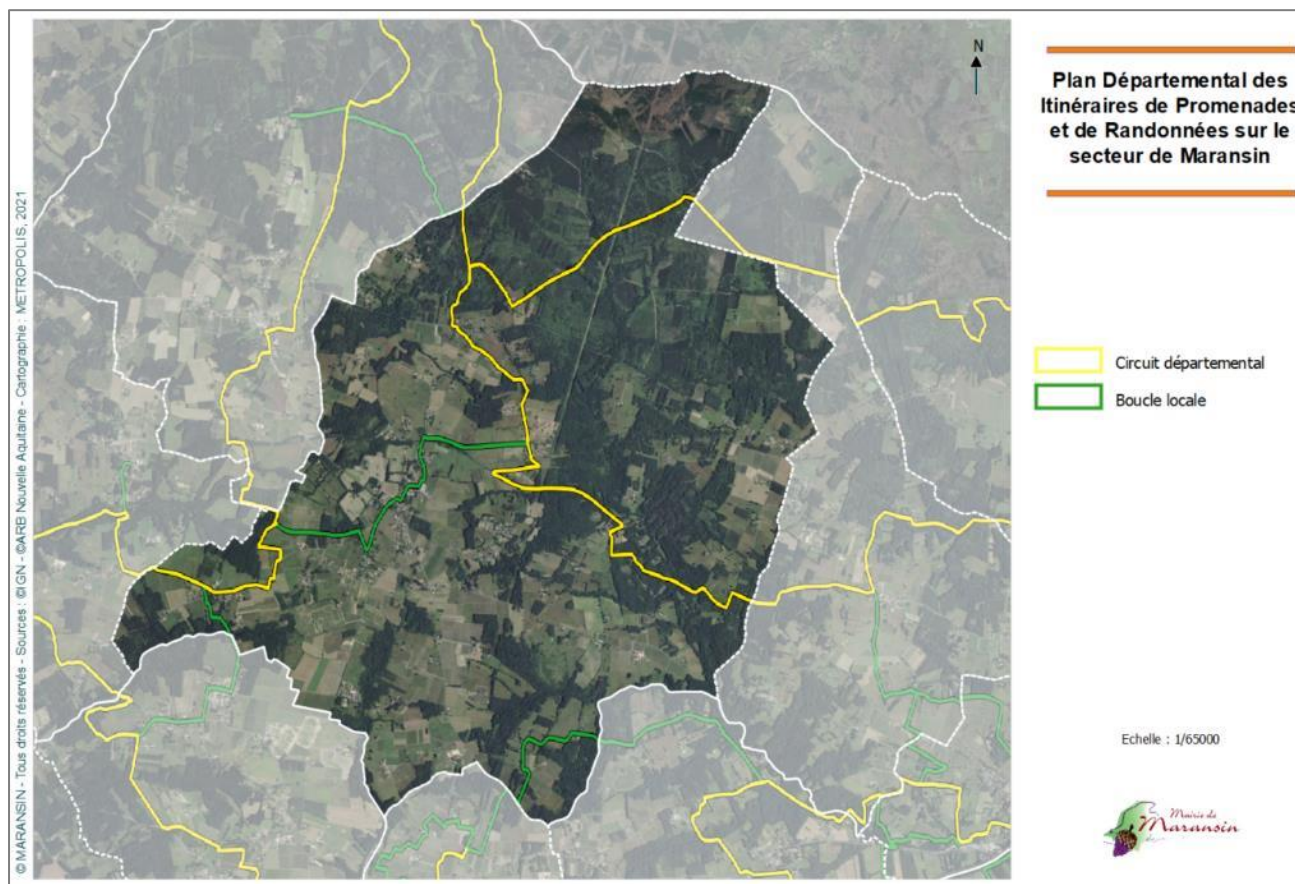
A la différence du Plan Local d'Urbanisme, la carte communale ne dispose pas d'outils spécifiques permettant de définir des règles visant la préservation du petit patrimoine local. Toutefois, l'article L111-22 du Code de l'Urbanisme indique cette possibilité :

Sur un territoire non couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, le conseil municipal peut, par délibération prise après une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, identifier et localiser un ou plusieurs éléments présentant un intérêt patrimonial, paysager ou écologique et définir, si nécessaire, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

4. LES CHEMINS DE RANDONNÉES

La commune de Maransin compte un certain nombre de boucles de randonnées, pouvant avoir un rôle dans le réseau de cheminements doux existant ou à constituer, mais aussi un aspect patrimonial pour la découverte des paysages locaux.

Sur le territoire, des sections du circuit départemental, ainsi que des boucles locales, sont inscrites dans le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnées (PDIPR) sont recensées.



PDIPR sur Maransin

5. ENJEUX

Paysage

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Une diversité paysagère relativement préservée en lien avec la présence des milieux agricoles et naturels tels que les milieux boisés et humides, ainsi que des reliefs. • Des boucles de randonnées, support pour un maillage de cheminements doux et la découverte des paysages locaux. • Des bâtis présentant un intérêt paysager et architectural à préserver, et qui ponctuent la campagne environnante 	<ul style="list-style-type: none"> • Un mitage du paysage par de l'habitat contemporain, qui peut tendre à banaliser l'identité paysagère
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration future du PLU intercommunal de la CA du Libournais, qui va offrir des outils réglementaires complémentaires 	<ul style="list-style-type: none"> • La banalisation du paysage, par l'absence d'outils réglementaires qu'induit la carte communale (pas de règlement écrit, pas d'OAP)
Les enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> • Le maintien des équilibres actuels entre activités agricoles, espaces naturels, résidentiels et activités ; la limitation des mitages agricoles et résidentiels. • Le traitement des lisières entre zones urbanisées et espaces agricoles pour une meilleure intégration paysagère (et une limitation des conflits d'usage) : dans le cadre de la carte communale, il s'agit notamment de s'appuyer sur les motifs naturels existants (ex : haie). • Le maintien et la valorisation des terres agricoles et viticoles. • L'affirmation de la notion de paysage comme bien commun de la collectivité et image de marque du territoire. 	

XI. RESSOURCES ET CAPACITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1. L'EAU AU REGARD DU SDAGE ADOUR GARONNE

a) QUELQUES PRÉALABLES

★ Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne

Source : site Gest'eau ; Agence de l'Eau Adour Garonne

Institué par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) est un instrument de planification qui fixe, pour chaque bassin hydrographique, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la Directive Cadre sur l'Eau (voir encadré) et de La loi sur l'Eau. Des objectifs environnementaux sont déterminés pour chaque masse d'eau (plans d'eau, tronçons de cours d'eau, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines). L'atteinte du « bon état » des masses d'eau est un des objectifs généraux.

Il définit aussi les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration des eaux et milieux aquatiques/humides, assurer leur protection et l'amélioration de leur état.

La commune de Maransin se situe sur le grand bassin hydrographique Adour Garonne et est donc concernée par le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027.

Afin d'avoir une ressource en eau durable, le SDAGE Adour-Garonne, adopté en mars 2022, s'est fixé des objectifs pour l'eau (les orientations fondamentales), associés à des mesures (les dispositions), à mettre en place à l'échelle des bassins versants. Le SDAGE en vigueur a établi 4 orientations fondamentales :

- Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE ;
- Réduire les pollutions ;
- Améliorer l'équilibre quantitatif de la ressource en eau ;
- Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.



Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le SDAGE. Le SCoT du Grand Libournais, en tant que document intégrateur approuvé en 2016, a vocation à assurer cette articulation.

★ La Directive Cadre sur l'Eau, dite « DCE »

La directive du 23 octobre 2000 adoptée par le Conseil et par le Parlement européen définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen. Cette directive joue un rôle stratégique et fondateur en matière de politique de l'eau européenne.

La DCE fixe en effet des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. Les directives plus spécifiques, comme celles relatives à la potabilité des eaux distribuées, aux eaux de baignade, aux eaux résiduaires urbaines et aux nitrates d'origine agricole, restent en vigueur.

Si la directive s'inscrit dans la continuité des principes qui gouvernent la gestion de l'eau en France, elle n'en comporte pas moins des innovations substantielles. La principale d'entre elles consiste à rendre nécessaire l'établissement d'objectifs de résultats pour tous les milieux.

Les SDAGE, ainsi que les SAGE locaux, s'appuient sur la DCE pour établir les principales règles qui devront être mises en application, en vue notamment d'une reconquête progressive de la qualité des masses d'eau des territoires.

b) LES EAUX SOUTERRAINES

★ Qu'est-ce qu'une masse d'eau souterraine ?

Selon la Directive Cadre sur l'Eau, un aquifère représente « une ou plusieurs couches souterraines de roches ou d'autres couches géologiques d'une porosité et d'une perméabilité suffisantes pour permettre soit un courant significatif d'eau souterraine, soit le captage de quantités importantes d'eau souterraine ».

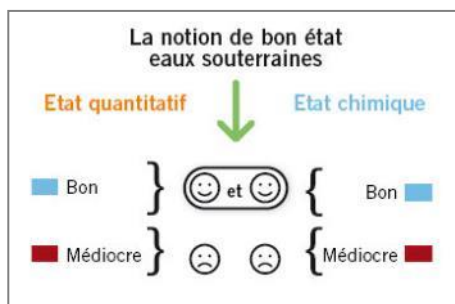
Une masse d'eau correspond d'une façon générale sur le district hydrographique, à une zone d'extension régionale représentant un aquifère ou regroupant plusieurs aquifères en communication hydraulique, de taille importante. Leurs limites sont déterminées par des crêtes piézométriques lorsqu'elles sont connues et stables (à défaut par des crêtes topographiques) ou encore par la géologie.

Seuls les aquifères pouvant être exploités à des fins d'alimentation en eau potable, par rapport à la ressource suffisante, à la qualité de leur eau et/ou à des conditions technico-économiques raisonnables, ont été retenus pour constituer des masses d'eaux souterraines dans le cadre des SDAGE.

★ Les objectifs de la DCE sur les masses d'eau souterraines

Afin d'avoir une ressource en eau durable, le SDAGE a pour objectif le « **bon état** » global des masses d'eau souterraine. Le « **bon état** » global apparaît pour les eaux souterraines lorsque les « **bons états** » chimique **ET** quantitatif sont atteints.

- Le « **bon état** » chimique des eaux souterraines est défini en fonction de la concentration de substances spécifiques, déterminées aux niveaux national (métaux lourds : Pb, Cd, Hg... ; arsenic...) et européen (nitrates, ammonium, pesticides...).
- Le « **bon état** » quantitatif des masses d'eau est quant à lui atteint lorsque les prélèvements moyens à long terme n'excèdent pas la ressource disponible de la masse souterraine. En conséquence, le bon état quantitatif des masses d'eau souterraines assure un niveau d'eau suffisant pour permettre l'atteinte des objectifs environnementaux des eaux de surface associées, éviter des dommages aux écosystèmes terrestres dépendant directement de la masse d'eau souterraine et réduire les risques de remontée de biseau salé le cas échéant.



Critères d'atteinte du bon état des eaux souterraines (source : Atlas de l'Environnement du Morbihan, d'après schéma de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse)

★ Quelle est la différence entre nappe libre et nappe captive ?

On distingue deux types de nappes :

- les **nappes libres**, où la pression de l'eau, à la surface de la nappe, est égale à la pression atmosphérique. C'est le cas lorsque la roche réservoir, c'est-à-dire qui accueille l'eau, affleure à la surface ;

- **les nappes captives**, où la pression de l'eau, à la surface de la nappe, est supérieure à la pression atmosphérique. C'est le cas lorsque la roche réservoir est surmontée d'une couche imperméable. Le niveau d'eau ne pouvant dépasser le haut du réservoir, l'eau se met sous pression. La pression peut parfois être suffisante pour que l'eau jaillisse naturellement en surface dans un forage atteignant cette nappe.

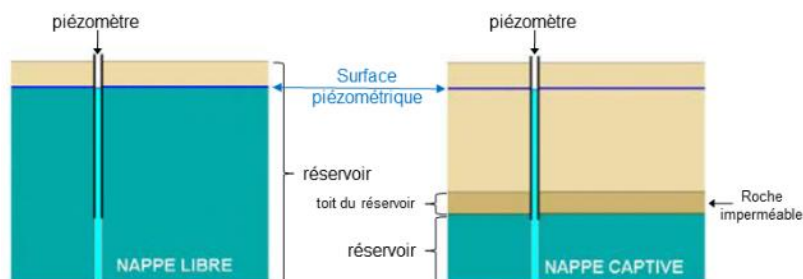
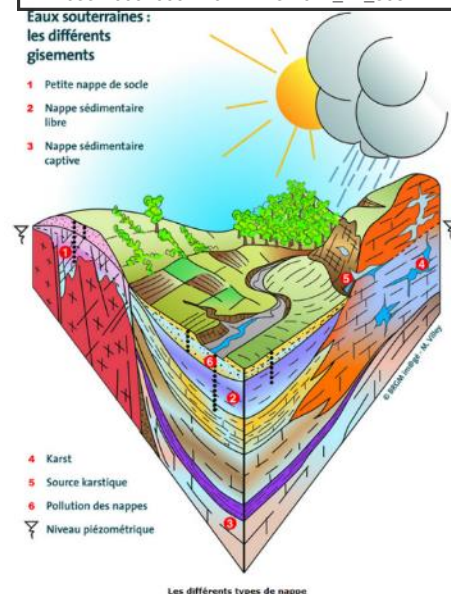


Schéma des nappes libre et captive (source : SMEGREG)



Les différents types de nappe

Les nappes libres se rechargent assez rapidement à chaque épisode pluvieux. La réalimentation des nappes intervient juste après la saturation des sols en eau, par infiltration directe des eaux de pluie au niveau des zones d'affleurement.

En revanche, les nappes captives se rechargent beaucoup plus lentement. La remontée des niveaux piézométriques est fonction de l'éloignement de l'affleurement (temps de transport dans le sol plus long), des échanges entre nappes... C'est essentiellement pendant l'hiver qu'a lieu la recharge des nappes souterraines, les précipitations de printemps et d'été étant pour la plus grande partie utilisée par le couvert végétal.

Notons qu'une même nappe peut présenter une partie libre et une partie captive.

★ Etat des masses d'eau souterraines liées à Maransin

Depuis le SDAGE Adour Garonne 2016-2021 (voir annexe 2), des masses d'eau ont vu leur **périmètre découpé en plusieurs secteurs**, afin de tenir compte de **réalités** parfois bien différentes d'un secteur à l'autre (notamment sur les niveaux de pression exercés). Certaines ont vu évoluer leur nom, ou encore l'étendue de leur emprise... Ainsi, dans le SDAGE 2022-2027, dix masses d'eau sont répertoriées au droit de la commune de Maransin.



FRFG072
Calcaires et grès du Campano-Maastrichtien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain



FRFG073A
Multicouches calcaire captif du Turonien-Coniacien-Santonien du centre du Nord-Ouest du Bassin aquitain



FRFG073B
Multicouches calcaire majoritairement captif du Turonien-Coniacien-Santonien du centre du Bassin aquitain



FRFG075A
Calcaires du Cénomanien majoritairement captif du Nord du bassin aquitain



FRFG078A
Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-Toarcien libre et captif du Nord du Bassin aquitain



FRFG080A
Calcaires du Jurassique moyen et supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain



FRFG113
Sables et calcaires de l'Eocène supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain



FRFG114
Sables, graviers, grès et calcaires de l'Eocène inférieur et moyen majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain



FRFG115
Sables, graviers, galets et calcaires de l'Eocène libre du Nord du Bassin aquitain



FRFG116
Molasses et sables argileux du bassin de la Dordogne

Le tableau suivant dresse le bilan des masses d'eau souterraines mis en évidence dans l'actuel SDAGE :

Code masse eau SDAGE 2022- 2027	Nom masse eau	Etat hydraulique	Etat quantitatif	Etat chimique	Pressions significatives de la masse d'eau	Karstique
FRFG072	Calcaires et grès du Campano-Maastrichtien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	mauvais	bon	prélèvements 6 M m ³ /an dont 5 pour AEP	non
FRFG073A	Multicouches calcaire captif du Turonien-Coniacien-Santonien du centre du Nord-Ouest du Bassin aquitain	captif seul	bon	bon	/	non
FRFG073B	Multicouches calcaire majoritairement captif du Turonien-Coniacien-Santonien du centre du Bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	non
FRFG075A	Calcaires du Cénomanienn majoritairement captif du Nord du bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	non
FRFG078A	Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-Toarcien libre et captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	non
FRFG080A	Calcaires du Jurassique moyen et supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	oui
FRFG113	Sables et calcaires de l'Eocène supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	non
FRFG114	Sables, graviers, grès et calcaires de l'Eocène inférieur et moyen majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	mauvais	bon	prélèvements (60 M m ³ /an dont 56 pour AEP)	non
FRFG115	Sables, graviers, galets et calcaires de l'Eocène libre du Nord du Bassin aquitain	libre seul	bon	bon	phytosanitaires - 5 substances les plus vendues : foseetyl-al, Glyphosate, Metiram, Folpel, Mancozèbe	non
FRFG116	Molasses et sables argileux du bassin de la Dordogne	majoritairement libre	bon	bon	phytosanitaires - 5 substances les plus vendues : foseetyl-al, Glyphosate, Metiram, Folpel, Mancozèbe	non



Bilan relatif aux masses d'eau souterraines situées au droit de Maransin (source : Agence de l'Eau Adour Garonne – mise à jour 2022)

Comme on peut le constater, les masses d'eau captives montrent un bon état général, à la fois sur le plan qualitatif et quantitatif. En revanche, à l'instar du cycle 2016-2021, les nappes de l'Eocène (FRFG114) et du Crétacé (FRFG072) présentent toujours un mauvais état quantitatif, du fait des fortes sollicitations pour l'alimentation en eau potable à l'échelle régionale (Gironde notamment).

D'autre part, des pressions peuvent être observées sur les masses d'eau FRFG115 (« sables, graviers, et calcaires de l'Eocène libre du Nord du Bassin aquitain ») et FRFG116 (« molasses et sables argileux du bassin de la Dordogne ») par les produits phytosanitaires (fongicides, herbicides...). Cela traduit notamment la tonalité agricole dans laquelle celles-ci évoluent, et donc les pressions diffuses.

c) LES EAUX SUPERFICIELLES

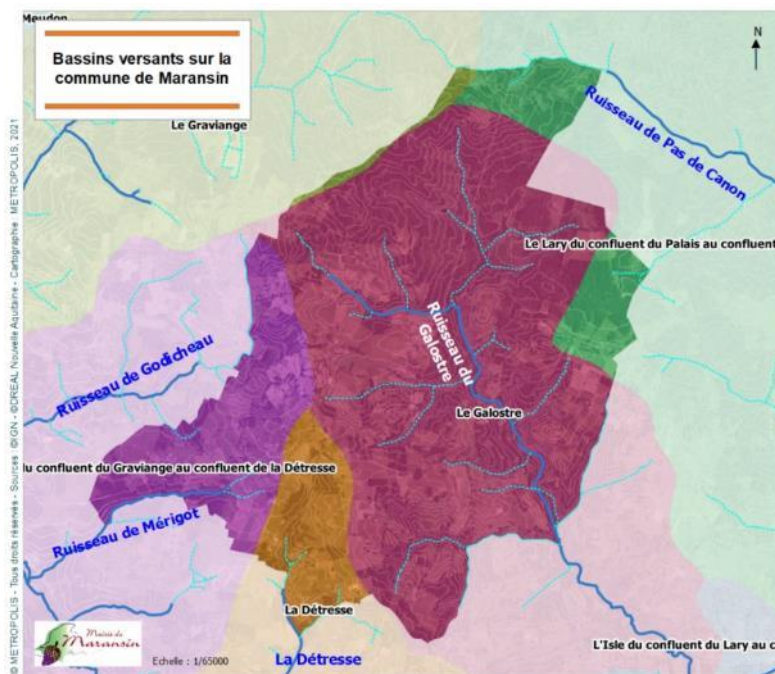
★ Contexte hydrologique et caractéristiques locales

Source : Agence de l'Eau Adour Garonne ; données du SANDRE - EauFrance

Les eaux superficielles comprennent d'une part les eaux courantes, les zones de source, les cours d'eau, les canaux, et d'autre part les eaux stagnantes, les retenues, les étangs, les lacs... L'aire d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac correspond au bassin versant de ce cours d'eau, ou bassin hydrographique.

Maransin est situé à l'articulation de plusieurs bassins versants topographiques :

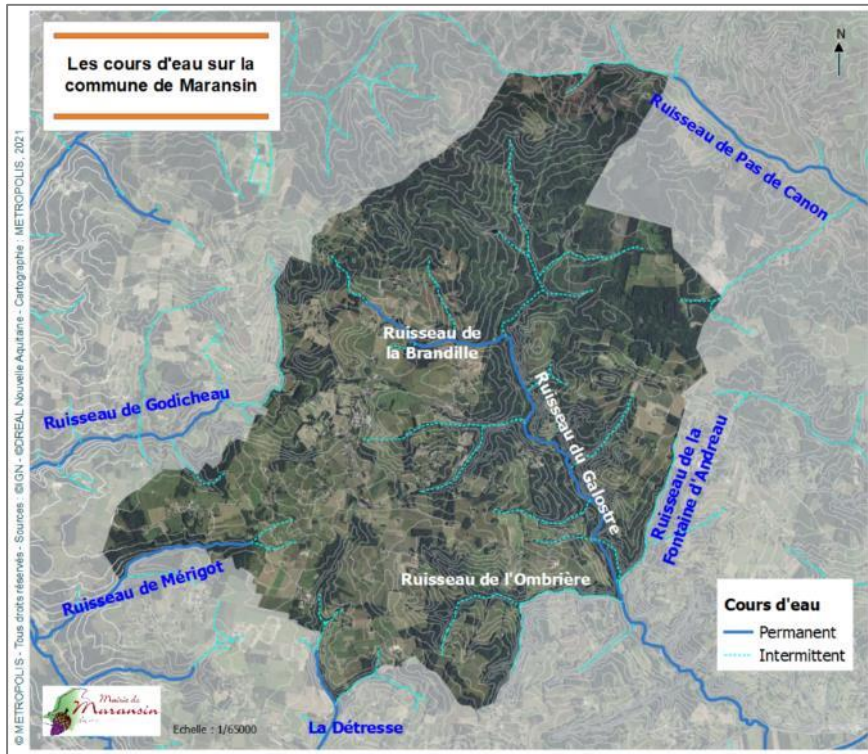
- Sur une large partie du territoire : le Galostre,
- A l'est : le Lary du confluent du Palais au confluent de l'Isle,
- A l'ouest : La Saye du confluent du Graviange au confluent de la Dêtresse,
- Au Sud : la Dêtresse,
- Au Nord-Ouest, de façon très marginale : le Graviange.



Bassins versants topographiques sur le secteur de Maransin (source : EauFrance)

La commune est ainsi en tête de bassins versants de plusieurs cours d'eau. Le réseau hydrographique est d'ailleurs relativement dense, du fait de nombreux chevelus. Sont notamment à relever les cours d'eau suivants :

- *Le ruisseau du Galostre* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 9,92 km. Il prend sa source dans la commune de Maransin et se jette dans L'Isle au niveau de la commune de Sablons ;
- *Le ruisseau de Pas de Canon* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 8 km. Il prend sa source dans la commune de Cercoux et se jette dans Le Lary au niveau de la commune de Lagorce ; Il longe la commune de Maransin en sa limite Nord.
- *Le ruisseau de Godicheau* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 5.26 km. Il prend sa source dans la commune de Maransin et se jette dans Ruisseau de la Saye au niveau de la commune de Marcenais ;
- *Le ruisseau de Mérigot* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 3.16 km. Il prend sa source dans la commune de Maransin et se jette dans Ruisseau de la Saye au niveau de la commune de Périssac ;
- *La Dêtresse* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 7.65 km. Il prend sa source dans la commune de Maransin et se jette dans Ruisseau de la Saye au niveau de la commune de Saint-martin-du-bois ;
- *Le ruisseau de l'Ombrière* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 2.74 km. Il prend sa source dans la commune de Maransin et se jette dans Ruisseau du Galostre au niveau de la commune de Saint-martin-de-laye ;
- *Le ruisseau de la Brandille* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 2.71 km. Il prend sa source dans la commune de Maransin et se jette dans Ruisseau du Galostre au niveau de la commune de Maransin.
- *Loe ruisseau de la Fontaine d'Andreau* : c'est un cours d'eau naturel non navigable de 2.03 km. Il prend sa source dans la commune de Bayas et se jette dans Ruisseau du Galostre au niveau de la commune de Maransin.



Réseau hydrographique sur la commune de Maransin

★ Les objectifs de la DCE sur les masses d'eau superficielles

Quelques définitions

Parmi les eaux superficielles, on distingue les masses d'eau naturelles des masses d'eau fortement modifiées et artificielles. Les **masses d'eau naturelles** peuvent être des tronçons de cours d'eau au fonctionnement hydromorphologique homogène, des plans d'eau ou des eaux littorales (eaux côtières, eaux de transition). Les **masses d'eau fortement modifiées** désignent les eaux dont les caractéristiques ont été fondamentalement modifiées afin de permettre des activités économiques. Les **masses d'eau artificielles**, quant à elles, ont été créées pour assurer ces activités. Pour être désignées comme masses d'eau fortement modifiées ou masses d'eau artificielles dans les SDAGE, les masses d'eau doivent répondre à un certain nombre de critères énumérés dans la Directive Cadre sur l'Eau.

A l'image des masses d'eau souterraines, les eaux de surface (cours d'eau, plans d'eau...) définies par les SDAGE sont caractérisées par leur état chimique et leur état écologique.

- **L'état chimique** : il est destiné à vérifier le respect des normes de qualité environnementales (NQE) fixées par les directives européennes pour 41 substances dites "prioritaires" ou "dangereuses prioritaires" recherchées et mesurées dans le milieu aquatique : pesticides (atrazine, alachlore...), polluants industriels (benzène, HAP) certains métaux lourds (cadmium, mercure, nickel...), etc.

Ces seuils sont les mêmes pour tous les cours d'eau. Si la concentration mesurée dans le milieu dépasse la valeur limite (= la NQE), alors la masse d'eau n'est pas en bon état chimique.

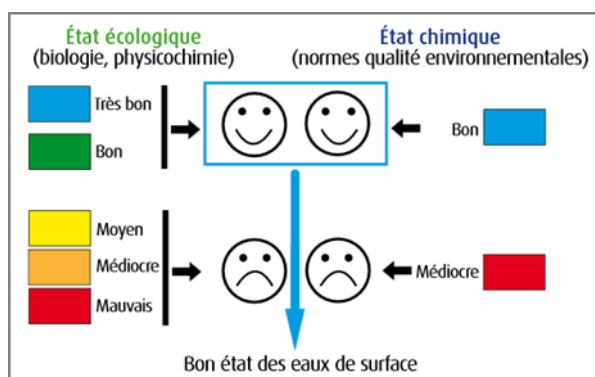
- **L'état écologique** : il correspond au respect de valeurs de référence pour des paramètres biologiques, hydromorphologiques et des paramètres physico-chimiques qui ont un impact sur la biologie.

Concernant la biologie, on s'intéresse aux organismes aquatiques présents dans la masse d'eau considérée : algues, invertébrés (insectes, mollusques, crustacés ...) et poissons.

Pour la physico-chimie, les paramètres pris en compte sont notamment l'acidité de l'eau, la quantité d'oxygène dissous, la salinité et la concentration en nutriments (azote et phosphore).

Pour l'hydromorphologie, sont considérés notamment l'état des berges (ou de la côte), la continuité de la rivière, le régime des marées... L'état écologique s'établit suivant 5 échelles de classes, du très bon au mauvais état.

Les méthodes et critères de l'évaluation de l'état chimique et écologique des eaux de surface sont précisés dans l'arrêté du 27 juillet 2018.



Le « bon état » des masses d'eau naturelles ne peut être obtenu que si les « bons états » écologique ET chimique sont atteints.

Critères d'atteinte du bon état des eaux superficielles (source : MEDDE)

L'état des masses d'eau superficielles à Maransin

A l'instar des masses d'eau souterraines, le SDAGE Adour Garonne découpe l'ensemble de son territoire en différentes masses d'eau « rivières ». Les informations ci-après indiquent les principales données issues du SDAGE Adour Garonne pour les masses d'eau situées au droit du territoire communal.

Les cours d'eau du Galostre, de la Détresse, de Graviange, de Pas de Canon, ainsi que La Saye et Le Lary de leur source au confluent de l'Isle, sont identifiés en tant que masse d'eau dans le SDAGE Adour Garonne 2022-2027.

Éléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau relative au Galostre (FRFRT31_1)

Dans le cadre du SDAGE actuellement en vigueur (cycle 2022-2027), les données portant sur le ruisseau du Galostre sont indiquées ci-après.

Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)

2022-2027 Objectif de l'état écologique : **Bon état 2027**
 Éléments de qualité à l'origine de l'exemption : Indice Poisson Rivière, Oxygène
 Type de dérogation : Raisons techniques

2022 Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) : **Bon état 2015**



Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027 sur la base des données 2015-2016-2017)

		Indice de confiance			Indice de confiance
Etat écologique :	Moyen	Moyen	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon	
			Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon	
Origine :	Mesuré		Origine :	Expertise	

Pressions de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027)

	Pressions
Pression ponctuelle :	
Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations collectives :	Pas de pression
Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations industrielles pour les macro polluants :	Significative
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Non significative
Degré global de perturbation dû aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Non significative
Prélèvements d'eau :	
Sollicitation de la ressource par les prélèvements AEP :	Non significative
Sollicitation de la ressource par les prélèvements industriels :	Pas de pression
Sollicitation de la ressource par les prélèvements irrigation :	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Minime
Altération de l'hydrologie :	Modérée
Altération de la morphologie :	Modérée

Pressions de la masse d'eau (Etat des lieux 2013)

	Pressions
Pression ponctuelle :	
Pression des rejets de stations d'épurations domestiques :	Pas de pression
Pression liée aux débordements des déversoirs d'orage :	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants) :	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (MI et METOX) :	Inconnue
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Pas de pression
Pression liée aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Significative
Prélèvements d'eau :	
Pression de prélèvement AEP :	Pas de pression
Pression de prélèvement industriels :	Pas de pression
Pression de prélèvement irrigation :	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Minime
Altération de l'hydrologie :	Minime
Altération de la morphologie :	Minime

Source : Agence de l'Eau Adour Garonne

L'état écologique du ruisseau du Galostre est évalué comme « moyen » (indice de confiance moyen) (« bon » au cycle précédent – indice de confiance faible). Concernant la chimie, l'état de la masse d'eau est évalué comme « bon ».

Par rapport à l'état des lieux de 2013, on observe une dégradation par rapport aux macro-polluants d'activités industrielles non raccordées (pressions significatives). En revanche, les pressions diffuses induites par les pesticides sont évaluées maintenant comme « non significatives » par l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

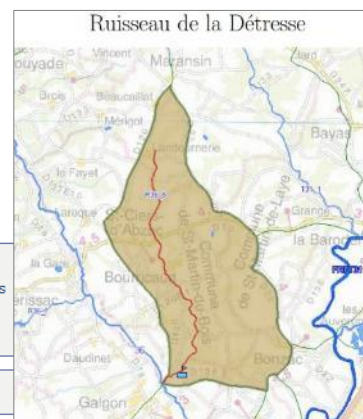
Éléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau relative à la Détresse (paramètres 3)

Dans le cadre du SDAGE actuellement en vigueur (cycle 2022-2027), les données portant sur le ruisseau de la Détresse sont indiquées ci-après. A noter le déclassement du cours d'eau pour l'objectif d'atteinte du bon état écologique lors du dernier cycle (paramètres : macro-invertébrés de rivière, azote et phosphore, oxygène, métaux...). L'objectif d'atteinte du bon état est ainsi reporté à 2027.

Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)

2022-2027 Objectif de l'état écologique : **Bon état 2027**
 Éléments de qualité à l'origine de l'exemption : I2M2 (invertébrés), Indice bio. diatomées, Nutriments, Oxygène, Polluants spécifiques
 Type de dérogation : Raisons techniques

2027 Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) : **Bon état 2015**



Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027 sur la base des données 2015-2016-2017)

	Indice de confiance		Indice de confiance
Etat écologique :	Mauvais Moyen	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon Faible
Origine :	Mesuré	Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon
		Origine :	Mesuré

Pressions de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027)

	Pressions
Pression ponctuelle :	
Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations collectives :	Significative
Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations industrielles pour les macro polluants :	Significative
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Non significative
Degré global de perturbation dû aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Non significative
Prélèvements d'eau :	
Sollicitation de la ressource par les prélèvements AEP :	Pas de pression
Sollicitation de la ressource par les prélèvements industriels :	Pas de pression
Sollicitation de la ressource par les prélèvements irrigation :	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Minime
Altération de l'hydrologie :	Minime
Altération de la morphologie :	Minime

Source : Agence de l'Eau Adour Garonne

L'état écologique du ruisseau de la Détresse est évalué comme « mauvais » (indice de confiance moyen) (« moyen » au cycle précédent – indice de confiance haut). Concernant la chimie, l'état de la masse d'eau est évalué comme « bon ».

Par rapport à l'état des lieux de 2013, on observe que les pressions dues aux macro-polluants d'activités industrielles et des stations d'épuration domestiques sont encore évaluées comme étant significatives. Notons que l'état des lieux met en évidence que les pressions diffuses induites par les pesticides et l'azote sont encore évaluées comme « non significatives » par l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Éléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau relative au Graviange (R111R00-03)

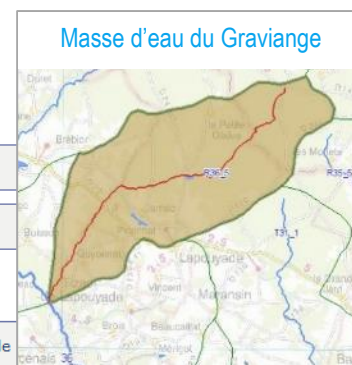
Dans le cadre du SDAGE actuellement en vigueur (cycle 2022-2027), les données portant sur le ruisseau de Graviange sont indiquées ci-après.

Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)

2022	Objectif de l'état écologique :	Bon état 2015
2022	Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) :	Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027 sur la base des données 2015-2016-2017)

2022-2027	Indice de confiance		Indice de confiance	
	Etat écologique :	Bon	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon
		Faible	Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon
	Origine :	Extrapolation	Origine :	Expertise
Voir le chapitre "données" ci-après pour obtenir des données complémentaires à l'échelle de la station. Télécharger l'Arrêté du 27 Juillet 2018 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface				



Pressions de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027)

2022-2027	Pressions	
	Pression ponctuelle :	
	Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations collectives :	Pas de pression
	Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations industrielles pour les macro polluants :	Non significative
	Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Non significative
	Degré global de perturbation dû aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
	Pression diffuse :	
	Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
	Pression par les pesticides :	Non significative
	Prélèvements d'eau :	
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements AEP :	Pas de pression
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements industriels :	Pas de pression
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements irrigation :	Non significative
	Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
	Altération de la continuité :	Minime
	Altération de l'hydrologie :	Minime
	Altération de la morphologie :	Minime

L'état écologique du ruisseau de Graviange est évalué comme « bon » (indice de confiance faible). Concernant la chimie, l'état de la masse d'eau est évalué comme « bon » également.

Aucune pression significative n'est à relever.

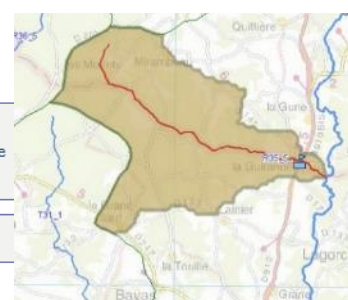
Éléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau relative au Pas de Canon (R11100_07)

Dans le cadre du SDAGE actuellement en vigueur (cycle 2022-2027), les données portant sur le ruisseau de Pas de Canon sont indiquées ci-après.

Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)

2022-2027	Objectif de l'état écologique : Bon état 2027
	Eléments de qualité à l'origine de l'exemption : I2M2 (invertébrés), IBMR (macrophytes), Indice Poisson Rivière
	Type de dérogation : Raisons techniques
2027	Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) : Bon état 2015

Masse d'eau du Pas de Canon



Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027 sur la base des données 2015-2016-2017)

	Indice de confiance		Indice de confiance
Etat écologique :	Moyen Faible	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon
		Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon
Origine :	Extrapolation	Origine :	Expertise

Pressions de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027)

	Pressions
Pression ponctuelle :	
Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations collectives :	Pas de pression
Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations industrielles pour les macro polluants :	Non significative
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Non significative
Degré global de perturbation dû aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Non significative
Prélèvements d'eau :	
Sollicitation de la ressource par les prélèvements AEP :	Pas de pression
Sollicitation de la ressource par les prélèvements industriels :	Pas de pression
Sollicitation de la ressource par les prélèvements irrigation :	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Minime
Altération de l'hydrologie :	Minime
Altération de la morphologie :	Minime

L'état écologique du ruisseau de Pas de Canon est évalué comme « moyen » (indice de confiance faible). Concernant la chimie, l'état de la masse d'eau est évalué comme « bon ».

Aucune pression significative n'est à relever.

Eléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau relative à la Saye (R1100)

Dans le cadre du SDAGE actuellement en vigueur (cycle 2022-2027), les données portant sur le ruisseau « La Saye » sont indiquées ci-après.

Masse d'eau de La Saye

Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)

2022-2027	Objectif de l'état écologique : Bon état 2027
	Eléments de qualité à l'origine de l'exemption : Indice bio. diatomées, Indice Poisson Rivière, Nutriments, Oxygène
	Type de dérogation : Raisons techniques
2022	Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) : Bon état 2015



Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027 sur la base des données 2015-2016-2017)

		Indice de confiance			confiance
Etat écologique :	Médiocre	Haut	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon	Moyen
Etat chimique (sans ubiquistes) :			Bon		
Origine :	Mesuré		Origine :	Mesuré	

Pressions de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027)

2022-2027			Pressions
	Pression ponctuelle :		
	Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations collectives :		Significative
	Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations industrielles pour les macro polluants :		Non significative
	Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :		Non significative
	Degré global de perturbation dû aux sites industriels abandonnés :		Non significative
	Pression diffuse :		
	Pression de l'azote diffus d'origine agricole :		Non significative
	Pression par les pesticides :		Non significative
	Prélèvements d'eau :		
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements AEP :		Non significative
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements industriels :		Pas de pression
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements irrigation :		Non significative
	Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :		
	Altération de la continuité :		Elevée
	Altération de l'hydrologie :		Modérée
	Altération de la morphologie :		Modérée

L'état écologique du ruisseau « La Saye » est évalué comme « médiocre » (indice de confiance haut). Concernant la chimie, l'état de la masse d'eau est évalué comme « bon ».

On observe les pressions dues aux rejets de stations d'épurations collectives, évaluées comme étant significatives. L'état des lieux met également en évidence une altération de la continuité élevée concernant les altérations hydromorphologiques et les régulations des écoulements.

Eléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau relative au Lary (Pyrénées)

Dans le cadre du SDAGE actuellement en vigueur (cycle 2022-2027), les données portant sur le ruisseau « Le Lary » sont indiquées ci-après.

Masse d'eau du Lary

Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)

2022-2027	Objectif de l'état écologique : Bon état 2027
	Eléments de qualité à l'origine de l'exemption : Indice bio. diatomées, Indice Poisson Rivière, Nutriments, Oxygène
	Type de dérogation : Raisons techniques
2022	Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) : Bon état 2015



Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027 sur la base des données 2015-2016-2017)

	Indice de confiance		Indice de confiance
Etat écologique :	Médiocre	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon
	Haut		Moyen
Origine :	Mesuré	Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon
			Mesuré

Pressions de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2022-2027)

	Pressions
2022-2027	Pression ponctuelle :
	Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations collectives : Significative
	Degré global de perturbation des rejets de stations d'épurations industrielles pour les macro polluants : Non significative
	Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries : Non significative
	Degré global de perturbation dû aux sites industriels abandonnés : Non significative
	Pression diffuse :
	Pression de l'azote diffus d'origine agricole : Non significative
	Pression par les pesticides : Non significative
	Prélèvements d'eau :
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements AEP : Non significative
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements industriels : Pas de pression
	Sollicitation de la ressource par les prélèvements irrigation : Non significative
	Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :
	Altération de la continuité : Elevée
	Altération de l'hydrologie : Modérée
	Altération de la morphologie : Modérée

L'état écologique du ruisseau « Le Lary » est évalué comme « médiocre » (indice de confiance haut). Concernant la chimie, l'état de la masse d'eau est évalué comme « bon ».

On observe les pressions dues aux rejets de stations d'épurations collectives, évaluées comme étant significatives. L'état des lieux met également en évidence une altération de la continuité élevée concernant les altérations hydromorphologiques et les régulations des écoulements.

d) Le SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX « ISLE-DRONNE »

Source : Gest'Eau ; EPIDOR.

Le territoire de Maransin intersecte le périmètre du SAGE Isle-Dronne. Le SAGE a été signé le 2 août 2021.

Le PAGD du SAGE, véritable feuille de route pour la mise en œuvre de sa politique, s'articule autour de 6 grandes orientations :

- Maintenir ou améliorer la qualité de l'eau pour les usages et les milieux ;
- Partager la ressource en eau entre les usages ;
- Préserver et reconquérir les rivières et les milieux humides ;
- Réduire le risque inondation ;
- Améliorer la connaissance ;
- Coordonner, sensibiliser et valoriser.



Adopté par la
CLL du 18 mars 2021

Plan d'Aménagement et de Gestion
Durable (PAGD)



e) LES ZONAGES RÉGLEMENTAIRES

Source : Agence de l'Eau Adour Garonne

Le territoire de Maransin est concerné par le zonage réglementaire suivant : « Zone de Répartition des Eaux ». En revanche, il ne se situe pas dans l'emprise de la zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole du bassin Adour-Garonne (selon l'arrêté du 21/12/2018), ni en « Zone Sensible » (c'est-à-dire sujette à l'eutrophisation, et dans laquelle les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits).

★ Le classement en Zone de Répartition des Eaux, dit « ZRE »

Afin de retrouver une gestion durable de la ressource en eau, le décret 94-354 du 29 avril 1994 (modifié par le décret n°2003-869 du 11 septembre 2003) instaure les Zones Répartition des Eaux (ZRE), dans les secteurs présentant une insuffisance autre qu'exceptionnelle des ressources en eau par rapport aux besoins.

Dans les zones ainsi délimitées, les seuils d'autorisation et de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau sont plus contraignants. Tout prélèvement inférieur à 8m³/h est soumis à déclaration, tout prélèvement supérieur à 8m³/h est soumis à autorisation. L'instauration d'une ZRE permet ainsi d'avoir une connaissance plus précise de la ressource et un meilleur contrôle des prélèvements.

Maransin est concerné par l'arrêté n°E2005/14 du 28/02/2005 (ZRE 3301), qui complète et remplace l'arrêté du 28/04/1995 - Annexe B (source : Agence de l'Eau Adour Garonne). La ZRE est définie au titre du bassin versant superficiel « Isle ».

★ Autres

Le SDAGE Adour Garonne identifie des zones à préserver pour l'alimentation en eau potable pour le futur, dites « ZPF ». Le niveau national et Européen identifie désormais ce concept comme zone d'alimentation en eau potable future (ZAEPF).

Parmi ces ZPF, des « ZOS » (zones à objectifs plus stricts) ont été identifiées comme des zones devant nécessiter des programmes pour réduire les coûts de traitement de l'eau potable. Ces zones sont des portions de masses d'eau souterraine, cours d'eau et lacs stratégiques pour l'AEP dans le bassin Adour-Garonne.

Le territoire de Maransin :

- n'est concerné par aucune ZOS ;
- est concerné par la ZPF souterraine : sable, graviers, galets et calcaires de l'Eocène Nord Adour Garonne.

2. L'ASSAINISSEMENT

a) QUELQUES RAPPELS

L'assainissement des eaux usées a pour but de protéger la santé et la salubrité publique ainsi que l'environnement contre les risques liés aux rejets des eaux usées, notamment domestiques. Il s'agit donc de collecter puis d'épurer les eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel, afin de les débarrasser de la pollution dont elles sont chargées.

En fonction de la concentration de l'habitat et des constructions, l'assainissement peut être :

- **collectif (AC)** : l'assainissement est dit "collectif" lorsque l'habitation est raccordée à un réseau public d'assainissement. Cela concerne le plus souvent les milieux urbanisés ou d'habitats regroupés. Les réseaux de collecte des eaux usées ou "égouts" recueillent les eaux usées, principalement d'origine domestique, et les acheminent vers les stations d'épuration (STEP). Le traitement des eaux usées est réalisé dans les STEP qui dégradent les polluants présents dans l'eau, pour ne restituer au milieu récepteur (exemple : cours d'eau) que les eaux dites "propres" (mais non potables) et compatibles avec l'écosystème dans lequel elles sont rejetées.
- **non collectif (ANC)** : l'assainissement non collectif, aussi appelé assainissement autonome ou individuel, constitue la solution technique et économique la mieux adaptée en milieu rural (source : Agence de l'Eau Adour Garonne). Ce type d'assainissement concerne les maisons d'habitations individuelles non raccordées à un réseau public de collecte des eaux usées. Elles doivent en conséquence traiter leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu récepteur (sol ou milieu superficiel). Les installations d'ANC doivent permettre de traiter l'ensemble des eaux usées d'une habitation : eaux vannes (eaux des toilettes) et eaux grises (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...).

Rappelons que l'article L.2224 du Code Général des Collectivités Territoriales (modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006) impose aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui doit délimiter les zones d'assainissement collectif, les zones d'assainissement non collectif et le zonage pluvial. Le zonage d'assainissement définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone. Il est soumis à enquête publique.

Enfin, les installations d'assainissement les plus importantes sont soumises à la police de l'eau en application du Code de l'Environnement en ce qui concerne les rejets d'origine domestique. Les rejets industriels et agricoles sont réglementés dans le cadre de la police des installations classées.

La commune de Maransin dispose n'est reliée à aucune station d'épuration : l'assainissement des eaux usées est donc réalisé via des dispositifs autonomes.

La commune de Maransin dispose d'un schéma d'assainissement approuvé en 1997.

b) FOCUS SUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

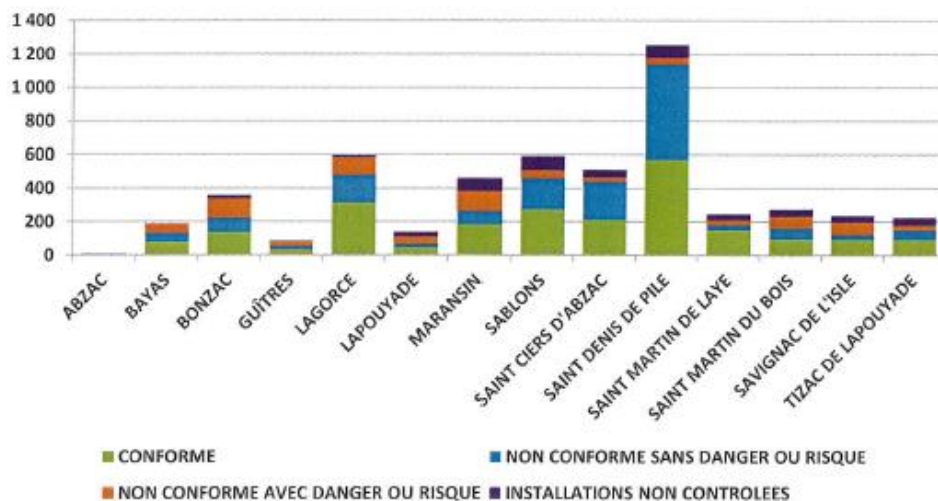
Source : RPQS 2019, puis mise à jour avec le RPQS ANC 2021 du Syndicat Intercommunal d'Eau Potable et d'Assainissement du Nord Libournais

Le S.I.E.P.A. du NORD LIBOURNAIS assure la compétence relative au contrôle de conception - réalisation pour les nouvelles installations d'assainissement non collectif et au contrôle de fonctionnement des installations d'assainissement non collectif existantes sur l'ensemble du territoire syndical, qui regroupe 14 communes (ABZAC, BAYAS, BONZAC, GUITRES, LAGORCE, LAPOUYADE, **MARANSIN**, SABLONS, SAINT-CIERS-D'ABZAC, SAINT-DENIS-DE-PILE, SAINT-MARTIN-DE-LAYE, SAINT-SAINT-MARTIN-DU-BOIS, SAVIGNAC-DE-L'ISLE et TIZAC-DE-LAPOUYADE).

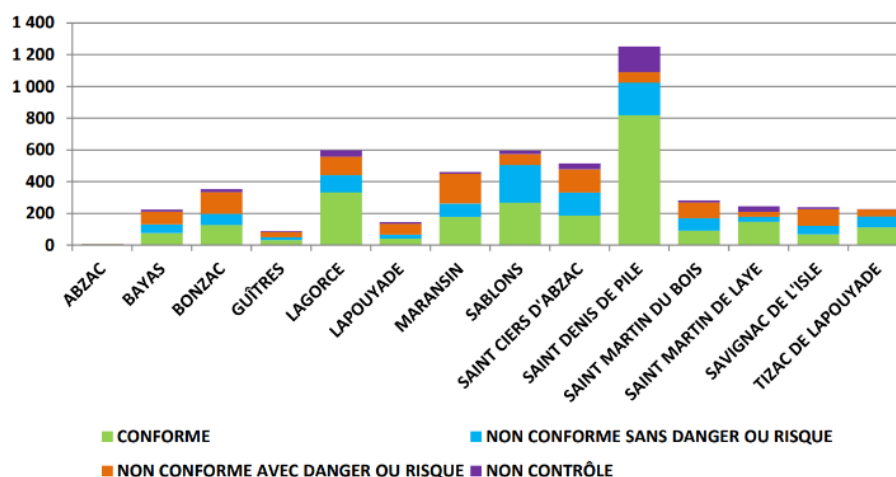
Pour l'exercice 2021, les données sur l'ANC mises à disposition par le Syndicat sont les suivantes :

- Evaluation du nombre d'installations d'ANC 2021 : 5 223, dont 462 à Maransin (458 en 2019) ;

- Evaluation du nombre d'habitants disposant d'un ANC en 2021 : 11 365 habitants, dont 945 à Maransin (959 en 2019) ;
- Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service : 4 713 installations, dont 382 à Maransin (445 en 2019) ;
- Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité : 2 299 installations, dont 184 à Maransin (176 en 2019) ;
- Nombre d'installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement : 1 613 installations, dont 82 à Maransin (85 en 2019) ;
- Nombre d'installations contrôlées non conformes présentant un danger pour les personnes ou des risques avérés de pollution sur l'environnement : 1 189 installations, dont 116 à Maransin (186 en 2019).
- **Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif à l'échelle du Syndicat : 83% (contre 76,6% en 2019) ;**
- **Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif pour la commune de Maransin : 69,6% (contre 58,7% en 2019).**



Performance des installations en 2021 (données mises à jour avec le RPQS 2021)



Performance des installations en 2019 (RPQS)

CONTRÔLES DE CONCEPTION

CONTRÔLES DE CONCEPTION INSTALLATIONS NEUVES	2020	2021	Variation 2020/2021
ABZAC	0	0	0.0%
BAYAS	0	0	0.0%
BONZAC	9	5	-44.4%
GUÏTRES	0	0	0.0%
LAGORCE	3	9	200.0%
LAPOUYADE	0	0	0.0%
MARANSIN	2	0	-100.0%
SABLONS	3	5	66.7%
SAINT CIER D'ABZAC	14	11	-21.4%
SAINT DENIS DE PILE	25	19	-24.0%
SAINT MARTIN DE LAYE	7	11	57.1%
SAINT MARTIN DU BOIS	4	15	275.0%
SAVIGNAC DE L'ISLE	6	14	133.3%
TIZAC DE LAPOUYADE	3	2	-33.3%
NOMBRE TOTAL DE PROJETS	76	91	19.7%

CONTRÔLES DE BONNE EXECUTION

CONTRÔLES DE BONNE EXECUTION INSTALLATIONS NEUVES / RÉHABILITÉES	2020	2021	Variation 2020/2021
ABZAC	0	0	0.0%
BAYAS	3	1	-66.7%
BONZAC	16	14	-12.5%
GUÏTRES	2	1	-50.0%
LAGORCE	8	6	-25.0%
LAPOUYADE	0	0	0.0%
MARANSIN	4	3	-25.0%
SABLONS	8	8	0.0%
SAINT CIER D'ABZAC	10	13	30.0%
SAINT DENIS DE PILE	25	13	-48.0%
SAINT MARTIN DE LAYE	6	5	-16.7%
SAINT MARTIN DU BOIS	1	6	500.0%
SAVIGNAC DE L'ISLE	3	3	0.0%
TIZAC DE LAPOUYADE	1	5	400.0%
NOMBRE TOTAL DE REALISATIONS	87	78	-10.3%

CONTRÔLES DES INSTALLATIONS
EXISTANTES

CONTRÔLES DE CONCEPTION INSTALLATIONS REHABILITEES	2020	2021	Variation 2020/2021
ABZAC	0	0	0.0%
BAYAS	2	2	0.0%
BONZAC	7	4	-42.9%
GUÏTRES	1	0	-100.0%
LAGORCE	9	3	-66.7%
LAPOUYADE	0	1	100.0%
MARANSIN	4	9	400.0%
SABLONS	9	4	-55.6%
SAINT CIER D'ABZAC	8	9	12.5%
SAINT DENIS DE PILE	6	20	233.3%
SAINT MARTIN DE LAYE	2	2	0.0%
SAINT MARTIN DU BOIS	0	1	100.0%
SAVIGNAC DE L'ISLE	1	6	500.0%
TIZAC DE LAPOUYADE	0	2	200.0%
NOMBRE TOTAL DE PROJETS	49	63	28.6%

CONTRÔLES PERIODIQUES OU LORS DE TRANSACTIONS IMMOBILIERES	2020	2021	Variation 2020/2021
ABZAC	0	0	0.0%
BAYAS	7	12	71.4%
BONZAC	2	10	400.0%
GUÏTRES	4	7	75.0%
LAGORCE	15	24	60.0%
LAPOUYADE	3	5	66.7%
MARANSIN	10	17	70.0%
SABLONS	16	23	43.8%
SAINT CIER D'ABZAC	7	14	100.0%
SAINT DENIS DE PILE	208	522	151.0%
SAINT MARTIN DE LAYE	12	8	-33.3%
SAINT MARTIN DU BOIS	2	9	350.0%
SAVIGNAC DE L'ISLE	8	8	0.0%
TIZAC DE LAPOUYADE	1	9	800.0%
NOMBRE TOTAL DE CONTRÔLES	295	668	126.4%

Source : RPQS ANC 2021 suite à mise à jour de l'Etat Initial de l'Environnement

3. LA RESSOURCE EN EAU POTABLE

a) ORGANISATION DE LA RESSOURCE ADDUCTION EN EAU POTABLE (AEP)

Source : RPQS 2019, puis mise à jour avec le RPQS 2021 du SIEPA du Nord Libournais

La commune de Maransin est alimentée par le SIEPA du Nord Libournais, qui regroupe 14 communes.

Outre MARANSIN, les communes concernées par la compétence eau potable sont les suivantes : BAYAS, BONZAC, GUITRES, LAGORCE (à l'exception des lieux-dits Marron et Maine Poirier alimentés par le Syndicat départemental des Charentes), LAPOUYADE (à l'exception du lieu-dit Routillas alimenté par le Syndicat départemental des Charentes), SABLONS, SAINT-CIER D'ABZAC, SAINT-DENIS-DE-PILE (à l'exception du lieu-dit Lamarche alimenté par le Syndicat de l'Est du Libournais), SAINT-MARTIN-DE-LAYE, SAINT-MARTIN-DU-BOIS, SAVIGNAC-DE-L'ISLE et TIZAC-DE-LAPOUYADE. Il dessert en outre (au moins partiellement) ABZAC (pour les lieux-dits Laubrade, Bel Air et Le Fourquet).

Le SIEPA du Nord Libournais assure la gestion de la production et la distribution de l'eau.

L'exploitation du service a été confiée à la société AGUR, dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée initiale de 12 ans à compter du 01/01/2007. Ce contrat a été prolongé de 7 ans par l'avenant N°5 du 18/12/2014. Le syndicat est propriétaire des ouvrages et gère les investissements.

L'eau distribuée par le Syndicat provient de 3 forages profonds :

- Le forage n°3 *Le Palais* (282 m) situé sur la commune de Sablons ;
- Le forage n°1 *Lagrange Grand Pallu* (279 m) situé sur la commune de Bonzac ;
- et le forage de *Millas* (337 m) situé sur la commune de Bayas.

Tous captent la nappe de l'Eocène. Ces forages sont dotés de périmètres de protection.



En 2021, le SIEPA du Nord Libournais alimente 7 938 abonnés (7 804 abonnés domestiques et 134 abonnés communaux), dont 495 sur Maransin (490 abonnés en 2019).

Nombre d'abonnements	2020	2021	Variation 2020/2021
Abonnements domestiques	7 703	7 804	1.3%
Abonnements non domestiques	0	0	/
Abonnements communaux	137	134	-2.2%
Nombre total d'abonnements	7 840	7 938	1.3%

Nombre d'abonnements à l'échelle du SIEPA

b) BILAN QUANTITATIF AUTOUR DE LA RESSOURCE AEP

Source : RPQS 2021, puis mise à jour avec le RPQS 2022 du SIEPA du Nord Libournais et consultation du Syndicat

En 2021, ont été prélevés au niveau des forages :

- Le Palais : 236 974 m³ d'eaux brutes ;
- Lagrange Grand Pallu : 108 825 m³ d'eaux brutes ;
- Millas : 760 742 m³ d'eaux brutes.

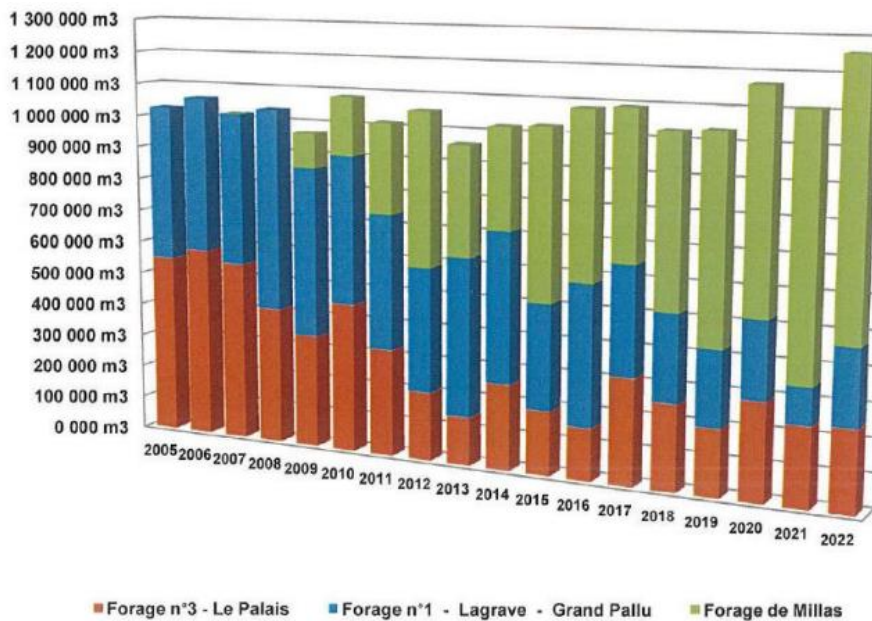
Soit un total de 1 106 541 m³ pour l'année 2021 (1 094 914 m³ en 2019).

En 2023, 1 120 757 m³ ont été prélevés cumulativement au niveau des forages :

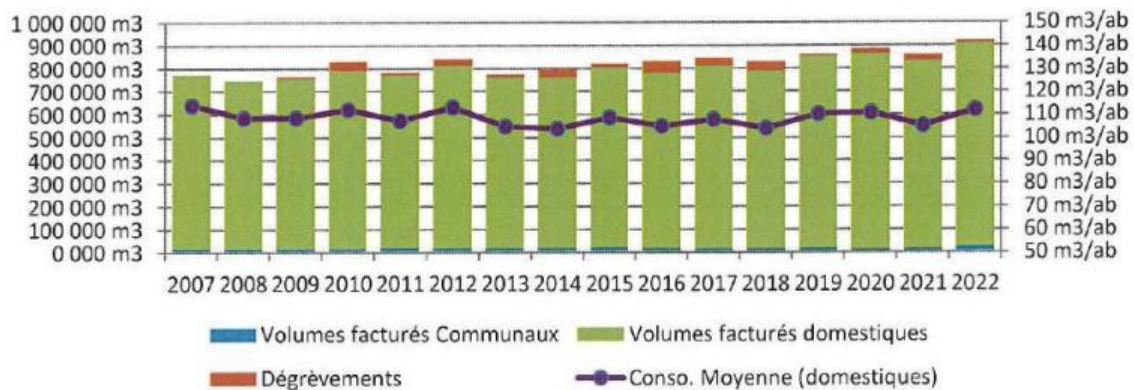
- Le Palais : 251 416 m³ d'eaux brutes ;
- Lagrange Grand Pallu : 253 962 m³ d'eaux brutes ;
- Millas : 615 379 m³ d'eaux brutes.

Le volume maximum prélevable autorisé par arrêté préfectoral pour le SIEPA du Nord Libournais est de 1210000 m³/an, selon le nouvel arrêté préfectoral applicable depuis début 2023.

Le taux de sollicitation de la ressource en eau potable est de 92,6% en 2022. La disponibilité de la ressource ne constitue pas un facteur limitant à ce jour.

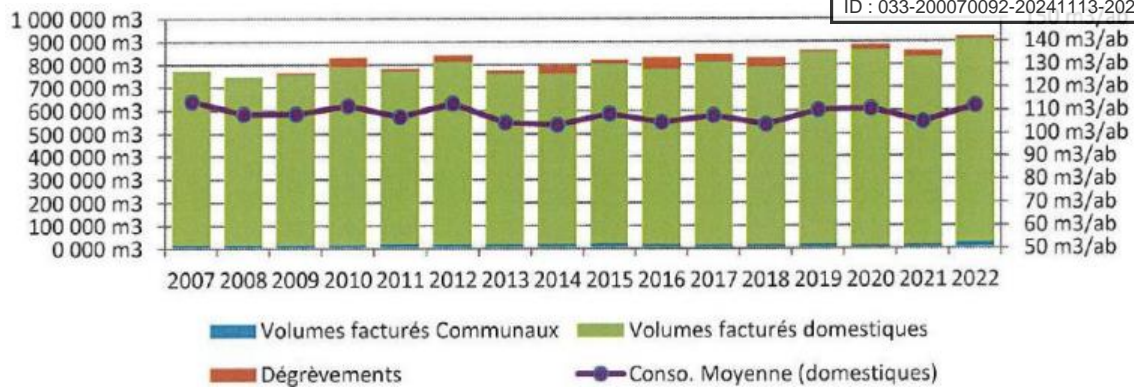


D'un point de vue tendanciel, les volumes prélevés depuis 2005 avoisinent les 1 100 000 m³. Pour autant, il est à noter une augmentation progressive et continue du nombre d'abonnés sur cette même période (+1,2% par an en moyenne depuis 2007).



En 2022, notons également que :

- Le réseau de distribution (hors branchements) dispose d'une longueur de 407,91 km.
- Le rendement des réseaux est de 80.06% (81.06 en 2021).
- L'indice linéaire de pertes en réseau (ILP) en 2022 est de 1,60 m³/km/j (1,37 m³/km/j en 2021).
- La consommation moyenne des abonnés domestiques (hors branchements communaux) a été de 112 m³/abonné en 2022.
- En 2022, les pertes en réseau furent de 238033 m³. Par rapport à l'année 2021, les volumes perdus ont augmenté de 33843 m³ (volumes perdus en 2021 = 204190 m³), soit l'équivalent d'une consommation moyenne annuelle de 618 habitants permanents environ.



INDICATEUR DE PERFORMANCE	2020	2021	2022	Variation 2021/2022
Indice linéaire des volumes non comptés	1.54	1.48	1.71	15.22%
Indice linéaire de pertes en réseau	1.46	1.37	1.60	16.50%

Evolution des indicateurs de performance entre 2020 et 2022 (source : RPQS 2022)

Le programme de travaux du SIEPA du Nord Libournais prévoyait dans son RPQS 2022 :

- Programmes soldés en 2022 avec coût total prévisionnel HT (TVA à 20%) :
 - Achat de compteurs (8 354.62 € HT) ;
 - Acquisition informatique matériel et logiciel (1 223 € HT) ;
 - Travaux divers 2022 (14 703 € HT) ;
 - GUI Route de la gare RD10 – Déviation et réseaux eau (120 555.74 € HT) ;
 - SMB – Daubigeon déviation réseau eau (210 000 € H.T).
- Programmes en cours d'exécution 2022/2023 avec coût total prévisionnel HT (TVA à 20%) :
 - Étude stabilisateur de Sablons (3 000 € HT) ;
 - Renouvellement réseaux d'eau 2020 (11 228.38 € HT).
 - Diagnostic forage Bonzac (11 085 € HT).
 - SDP Route de Paris – renouvellement réseaux eau (541 143.82 € HT).
- Nouveaux programmes 2023 avec coût total prévisionnel T.T.C. (TVA à 20%) :
 - Achat de 94 compteurs : 10 000 €
 - Acquisition informatique matériel et logiciel : 8 334.09 €
 - Travaux divers 2023 : 100 000 €
 - Amélioration de la sectorisation, avec la pose de nouveaux débitmètres, afin de localiser plus efficacement les fuites sur le réseau d'eau potable par secteur défini : 55 000 €
 - Diagnostic forage Sablons : 20 000 €
 - Renouvellement réseaux eau potable : 699 855 €

En 2023, 480 ml de canalisations ont été renouvelés dans la commune de Sablons, sur la voie communale n°3 entre le Bourg et le lieu-dit Champ de Sablons, en réponse aux problématiques de fuites sur la canalisation existante. Par ailleurs, 600 ml de canalisations ont été renouvelés sur la commune de Bayas (dans la continuité d'une première portion de travaux réceptionnée en 2021 au niveau du camping « Le Chêne du Lac »).

Enfin, des déviations de canalisations en domaine public ont été réalisées (réseau existant en domaine privé) :

- A Saint-Denis-de-Pile dans la cadre de la construction de la Gendarmerie Nationale ;
- A Bonzac, au lieu-dit « Bernardon » ;
- A Saint-Martin-du-Bois, au lieu-dit « les Jays ».

c) BILAN QUALITATIF AUTOUR DE LA RESSOURCE AEP

Données : bilan Agence Régional de Santé « Qualité de l'eau sur l'unité de distribution : nord libournais » ; RPQS 2021 précité.

L'eau subit un traitement simple de déferrisation et de chloration dans les 2 stations (Bonzac et Bayas) plus une reminéralisation de l'eau à la station Millat à Bayas, et une neutralisation par injection de soude à la station Le Grand Palu à Bonzac. Cette eau est ensuite distribuée sur le réseau des différentes communes.

En 2021, ainsi qu'en 2022, les données du bilan établi par l'ARS Nouvelle Aquitaine mettent en évidence que l'eau distribuée répond aux normes de qualité requises sur les paramètres :

- *microbiologique* : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité ;
- *et physico-chimique* : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

d) LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX « NAPPES PROFONDES »

Le territoire de Maransin est concerné par le SAGE Nappes Profondes de Gironde, élaboré par le SMEGREG à l'échelle du département girondin. Le SAGE a fait l'objet d'une première révision qui a été approuvée par arrêté préfectoral le 18 juin 2013.

Le SAGE Nappes Profondes poursuit plusieurs objectifs :

- La gestion des nappes du Miocène, de l'Oligocène, de l'Eocène, et du Crétacé ;
- Maîtriser la surexploitation à grande échelle des nappes de l'Eocène et du sommet du Crétacé supérieur ;
- Maîtriser la surexploitation locale de la nappe de l'Oligocène ;
- Gérer l'alimentation en eau potable qui constitue, comme dit précédemment, le premier usage des nappes profondes de Gironde (85% des prélèvements).

Ces objectifs ont pour traduction la mise en œuvre d'une politique à l'échelle départementale organisée donc autour de 4 enjeux majeurs :

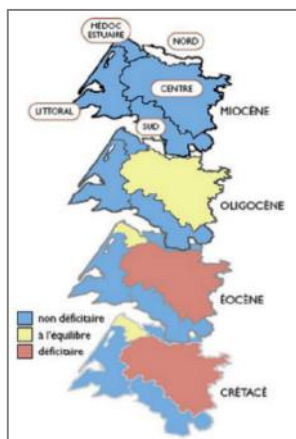
- Améliorer la qualité des eaux souterraines dans l'objectif d'atteinte du bon état des eaux ;
- Gérer les prélèvements et les ouvrages ;
- Économiser l'eau ;
- Identifier et mettre en œuvre des ressources de substitution.

Notons que la commune de Maransin se situe dans l'unité de gestion du SAGE « Nord », qui se caractérise, selon le SAGE Nappes Profondes, par :

- Ressource du Miocène : non présente ;
- Ressource de l'Oligocène : non présente ;
- Ressource de l'Eocène : non déficitaire ;
- Ressource du Crétacé : non déficitaire.

Organisation des unités de gestion par le SAGE Nappes Profondes (source : SMEGREG)





En revanche, comme indiqué précédemment, les forages « Le Palais », « Lagrave Grand Pallu » et « Millas » alimentant le SIEPA du Nord Libournais, captent dans les nappes de l'Eocène. Dans le SAGE Nappes Profondes en vigueur, ils ont ainsi pour corollaire :

- Forages « Le Palais » (Sablons) et « Lagrave Grand Pallu » (Bonzac) : unité de gestion « Centre », dans laquelle la nappe de l'Eocène est « déficitaire »
- Forage « Millas » (Bayas) : unité de gestion « Nord », dans laquelle la nappe de l'Eocène est « non déficitaire ».

Etat des nappes profondes en fonction des différentes unités de gestion (source : SMEGREG)

4. ENJEUX

Eau

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau hydrographique relativement dense, du fait de nombreux chevelus. • Les nappes captives et majoritairement captives montrent un bon état chimique. • Un taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif de 69,6%, en progression depuis 2019 (58,7%). • Une eau potable distribuée de bonne qualité et conforme aux exigences sanitaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Deux nappes majoritairement captives montrent un état quantitatif « mauvais », indiquant une exploitation importante de la ressource. • Les nappes majoritairement libres et libres indiquent un état chimique « mauvais » traduisant ainsi leur vulnérabilité accrue face aux pollutions.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Le SAGE Isle Dronne, approuvé le 02 août 2021, vise à maintenir ou améliorer la qualité de l'eau, partager la ressource, préserver et reconquérir les rivières et milieux humides, réduire le risque inondation... • Le SAGE Nappes Profondes, dont la mise en œuvre vise au partage des ressources d'adduction en eau potable issues des nappes captives à l'échelle girondine. • L'élaboration du PLUi de la CA du Libournais, qui va permettre d'appréhender les problématiques sur la ressource en eau, à une échelle plus large. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le réchauffement climatique, avec ses conséquences sur les cours d'eau (favorise les assecs) et la recharge des nappes souterraines • Une évolution des pratiques agricoles vers des modes plus vertueux qui ne permet pas encore de réduire les pressions diffuses sur les cours d'eau et les eaux souterraines (notamment les nappes peu profondes).
Les enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> • La préservation de la Trame Verte et Bleue, et notamment des zones humides proches des cours d'eau (en leur qualité de soutien des cours d'eau en période d'étiage). • Le maintien des motifs paysagers (haies, boisements...) contribuant à limiter les transferts de polluants sur les bassins versants et lutter contre les pollutions diffuses. • La compatibilité du développement urbain avec les ressources locales. • Poursuivre les efforts d'optimisation du réseau de distribution d'eau potable afin de limiter les pertes en réseau, en organisant un développement urbain regroupé • L'encouragement à des pratiques hydro-économes, tant au niveau privé (particuliers) que public (notion d'exemplarité). • La poursuite des efforts de réhabilitation des dispositifs ANC non conformes. • La bonne gestion des eaux pluviales afin de préserver la qualité des eaux superficielles, au regard du patrimoine naturel aquatique et semi-aquatique local. • L'anticipation des effets du changement climatique sur l'eau, qu'elle soit milieu ou ressource. 	

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



XII. AIR ET ENERGIE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



1. UNE PRISE EN COMPTE DE PLUS EN PLUS FORTE DES PROBLÉMATIQUES ÉNERGÉTIQUES... ET CLIMATIQUES

Dès la fin des années 1970, la réflexion sur les problèmes environnementaux n'était déjà plus cantonnée aux seuls cercles écologistes. Mais ce n'est qu'en 1992, lors du sommet de la Terre à Rio, qu'a été finalement reconnu la nécessité d'agir dans le cadre d'un "partenariat mondial". Après le temps de la prise de conscience, les états ont adopté plusieurs documents cadres à l'échelle internationale et nationale.

Le protocole de Kyoto, signé en 1997, marque le premier engagement politique collectif en faveur de la protection de l'environnement et pour la lutte contre le réchauffement climatique. Entré en vigueur en février 2005, il a été ratifié par 172 pays. Ainsi, en 2008, la Commission européenne a adopté le plan climat énergie que l'on peut résumer à l'objectif « 3 x 20 d'ici 2020 » :

- 20 % de réduction des consommations d'énergie,
- 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),
- 20 % d'énergies renouvelables (EnR) sur la totalité produite.

Le paquet climat-énergie ou "plan climat" de l'Union européenne est un plan d'action adopté le 23 janvier 2008 par la Commission européenne. Il a pour priorité de mettre en place une politique européenne commune de l'énergie plus soutenable et durable, et de lutter contre le changement climatique

Le Facteur 4 qualifie l'engagement pris en 2003 devant la scène internationale par le Chef de l'État et le Premier ministre de diviser par 4 les émissions nationales de gaz à effet de serre d'ici 2050, afin de contenir le réchauffement climatique à un niveau d'élévation de 2 ° C.

A l'échelle de la France, les lois Grenelle 1 et 2, relatives à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et à l'engagement national pour l'environnement, précisent les objectifs du territoire et les outils mis à disposition en matière d'environnement et de développement durable. Notamment, il vise à diminuer les émissions de gaz à effet de serre et en améliorer l'efficacité énergétique, par la construction de bâtiments « basse consommation » et à la réduction de la consommation d'énergie du parc ancien par exemple.

Lancé en 2009, le Plan Bâtiment Grenelle découle du Grenelle de l'environnement et fédère un large réseau d'acteurs du bâtiment et de l'immobilier autour d'une mission commune : favoriser la mise en œuvre des objectifs du Grenelle de l'Environnement. Il a pour objectif de réduire de 38% la consommation global en énergie.

L'année 2015 a marqué une nouvelle étape avec la loi pour « la transition énergétique pour la croissance verte », adoptée en août. La loi fixe ainsi les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français.

En juin 2019, la loi Energie Climat est adoptée en séance publique à l'Assemblée Nationale, portant l'objectif majeur de la neutralité carbone en 2050. Le texte voté par les parlementaires inscrit dans la loi différentes mesures suivant 4 axes principaux (source : Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire) :

- Réduire la dépendance aux énergies fossiles, en rehaussant l'objectif de réduction de la consommation d'énergies fossiles à 40% d'ici 2030 (contre 30% aujourd'hui), qui passera notamment par la fin de la production d'électricité à partir du charbon à compter du 1er janvier 2022, confirmée dans la loi.
- Lutter contre les passoires thermiques, en mettant en place une action en trois phases :
 - Une phase incitative, qui ajoute aux aides existantes un nouvel arsenal de mesures d'information et d'incitation ;
 - Une phase d'obligation de travaux, qui oblige pour tous les propriétaires de passoire thermique à réaliser avant 2028, des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement ;
 - Une phase de mécanismes contraignants, qui seront notamment définis par le Parlement en 2023 dans le cadre de la programmation quinquennale de l'énergie créée par la loi Energie-Climat, ainsi que par la convention citoyenne pour le climat.

- Mettre en place de nouveaux outils de pilotage, gouvernance et évaluation de la politique climat au niveau national, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés.
- Mieux maîtriser le prix de l'énergie, en portant possiblement le plafond de l'Accès régulé à l'énergie nucléaire historique (ARENH), par décret, à 150 TWh au lieu de 100 TWh.

2. ENERGIE

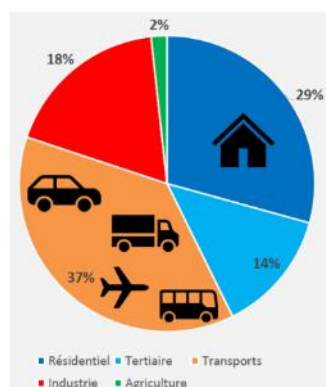
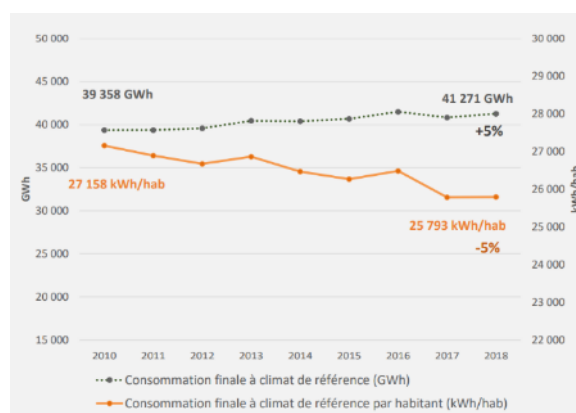
a) CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

★ Consommation énergétique finale à l'échelle du département de la Gironde

Source : L'énergie en Gironde : panorama en chiffres – ALEC – Edition 2020

La consommation d'énergie finale correspond à l'énergie qui est consommée sous toutes ses formes (produits pétroliers, électricité, gaz naturel, énergies renouvelables...) par l'ensemble des utilisateurs du département, particuliers et acteurs économiques. En 2018, la consommation d'énergie finale en Gironde est de 41 271 GWh. Celle-ci est en légère hausse sur la période 2010-2018 (+5%), mais en baisse (-5%) lorsqu'elle est ramenée au nombre d'habitants.

Evolution de la consommation d'énergie (source : ALEC)



Le bâti (résidentiel et tertiaire) représente 43% de la consommation finale, soit la part majoritaire. Les transports représentent 37% de la consommation finale en 2018, majoritairement représentés par le trafic routier. Cela traduit notamment :

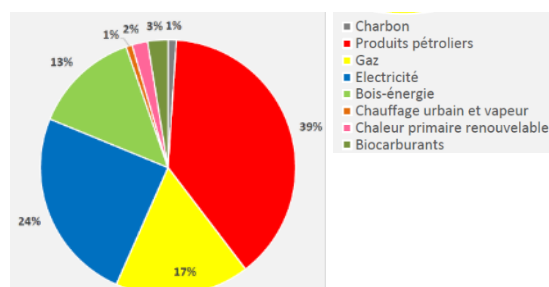
- Importance du tissu routier, mais aussi des trajets pendulaires avec la métropole bordelaise.
- Poids de la maison individuelle dans le département girondin.

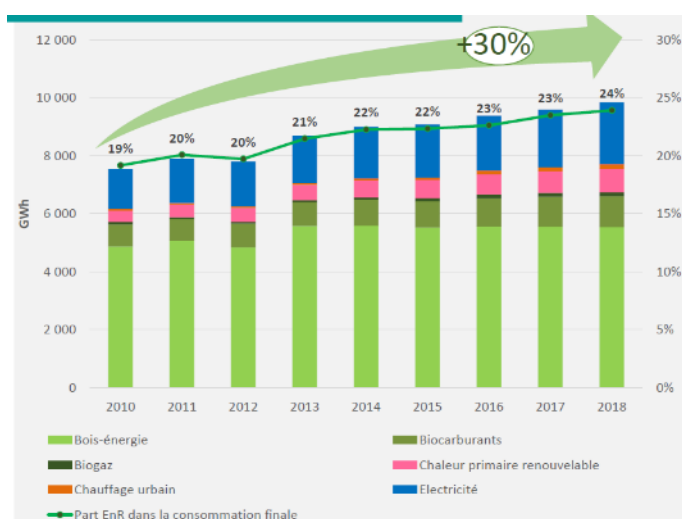
Répartition des consommations par secteur en 2018 (source : ALEC 2020)

Notons que la part des transports est en hausse de +11% entre 2010 et 2018, notamment du fait de l'augmentation du trafic aérien.

Il est à souligner une forte dépendance aux énergies fossiles, qui représentent 57% de l'énergie finale consommée. Le mix énergétique est globalement stable depuis 2010, avec toutefois quelques évolutions notables :

- +9% pour la consommation d'électricité ;
- -9% pour la consommation en gaz ;
- +30% pour la consommation en EnR.





La part des énergies renouvelables est de 24% et a gagné +5 points entre 2010 et 2018. Le bois-énergie représente plus de la moitié (56%) de la consommation EnR. La consommation des pompes à chaleur a été multipliée par 2,5 sur la période 2010-2018. Le développement du chauffage urbain s'est principalement concentré sur Bordeaux Métropole.

La consommation d'électricité renouvelable a été multipliée par 1,5 sur la période 2010-2018. Elle résulte de la hausse croissante de la part renouvelable de l'électricité dans le mix national (21% en 2018)

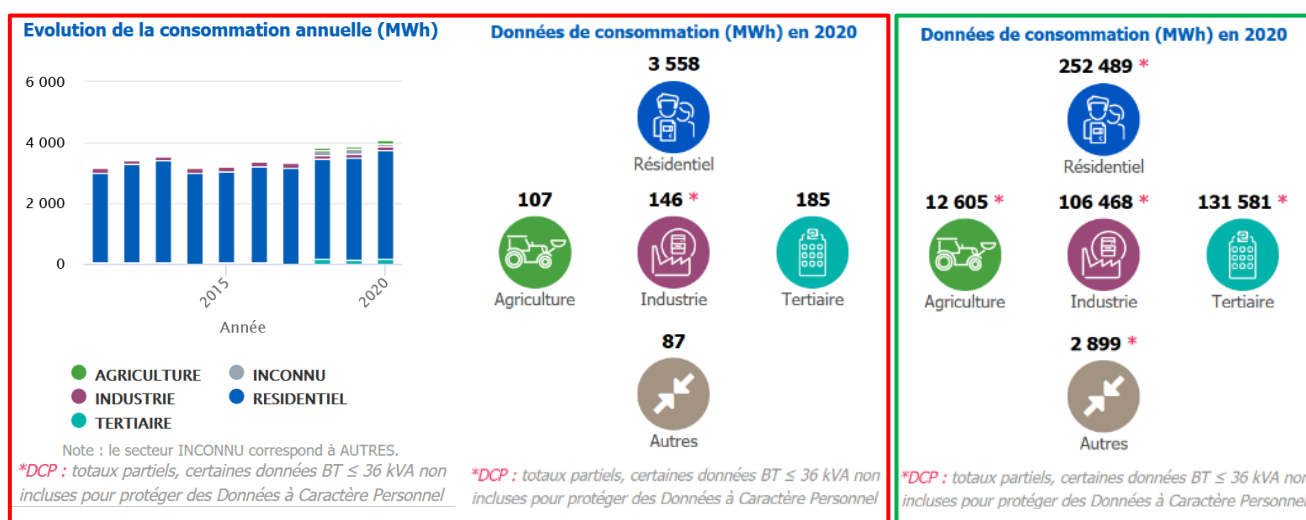
★ Et sur la commune de Maransin ?

Source : ENEDIS (consultation en septembre 2021 pour Open Data 2020) ; INSEE ; AREC Nouvelle Aquitaine

La commune de Maransin n'a pas fait l'objet d'une étude spécifique permettant d'établir avec finesse son profil énergétique. En outre, il n'existe pas à ce jour de PCAET validé sur la Communauté d'Agglomération du Libournais permettant de disposer de données à l'échelle communautaire.

En revanche, l'analyse des données mises à disposition par ENEDIS et l'AREC permet de disposer d'un état des lieux précis de la consommation électrique et/ou gaz pour les territoires. Différents secteurs sont distingués : résidentiel, agriculture, industrie et tertiaire.

L'illustration ci-après synthétise les données ENEDIS concernant l'année 2020 pour la consommation totale d'électricité sur Maransin (pas de réseau de gaz), par secteur. Le graphique met en exergue l'évolution tendancielle de la consommation électrique annuelle (tout secteur confondu).



Données pour Maransin

Données CA Libournais

Source : ENEDIS

En 2020, sur le territoire de Maransin, la consommation totale d'électricité, tout poste confondu, fut de **4 083 MWh**. Ceci équivaut à environ 4,06 MWh par habitant du territoire (chiffre pop INSEE 2018). Notons que 87% de la consommation totale du territoire est liée au secteur résidentiel, qui a pour corollaire notamment les

consommations électriques liées au chauffage, à l'eau chaude sanitaire, la cuisson, le refroidissement, les appareils électriques spécifiques... Sur Maransin, 472 sites de consommation sont de type résidentiel (7 pour l'agriculture, 1 pour l'industrie, 23 pour le tertiaire et 8 « autres »).

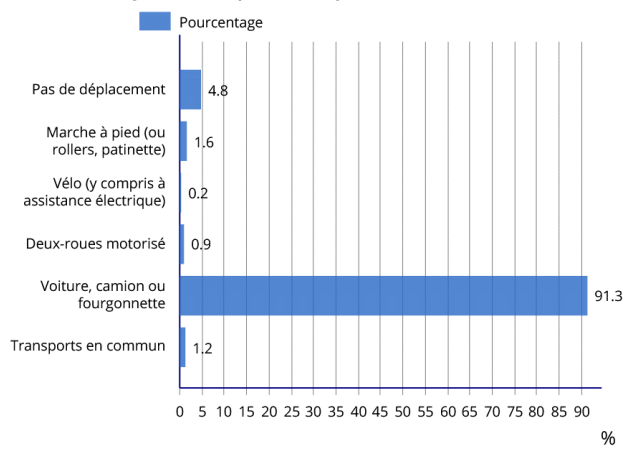
La thermosensibilité traduit ici l'impact des basses températures extérieures (notamment l'hiver), soit la variation de la température, en deçà d'un certain seuil de température. L'étude de la thermosensibilité vise donc à évaluer l'influence de la température sur la consommation d'énergie, sachant qu'une baisse de température d'un degré fait augmenter la consommation de 10 kWh (source : ENEDIS).

Sur le territoire de Maransin, la température seuil pour la consommation électrique est celle de la station météo de Bordeaux : 16°C. Cette température correspond à la valeur de la température en dessous de laquelle s'observe un lien de dépendance linéaire entre consommation et température³¹. S'il n'existe pas d'information spécifique pour la commune de Maransin, ENEDIS estime toutefois à 15,3% la part de la consommation électrique due aux usages thermosensibles dans le secteur résidentiel, pour la Communauté d'Agglomération du Libournais.

Notons également deux informations complémentaires pour le territoire (source : dossier complet INSEE de la commune, paru le 26/08/2021) :

- En 2018, le chauffage central individuel équipe 21,8% des résidences principales, contre 25% pour le chauffage individuel « tout électrique ». De plus, ce mode de chauffage « tout électrique » est en progression par rapport aux données de 2008 (22,2% cette année-là), la part du chauffage central individuel est quant à elle en baisse (33,7% en 2008).
- En 2018, 35,6% des ménages dispose d'une voiture et 59,4% de 2 voitures ou plus. D'une manière générale, le taux de motorisation augmente légèrement sur le territoire (95% en 2018 contre 92,7% en 2008), et la part des ménages disposant d'au moins 2 voitures a progressé de près de 7,4 points de pourcentage entre 2008 et 2018 (52,0% en 2008), démontrant ainsi la dépendance plus forte des habitants à la voiture individuelle.
- En 2018, sur Maransin, soulignons que l'usage d'un véhicule de type « voiture, camion ou fourgonnette » représente 91,3% des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail.

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2018



% Source : INSEE, d'après dossier paru au 26/08/2021

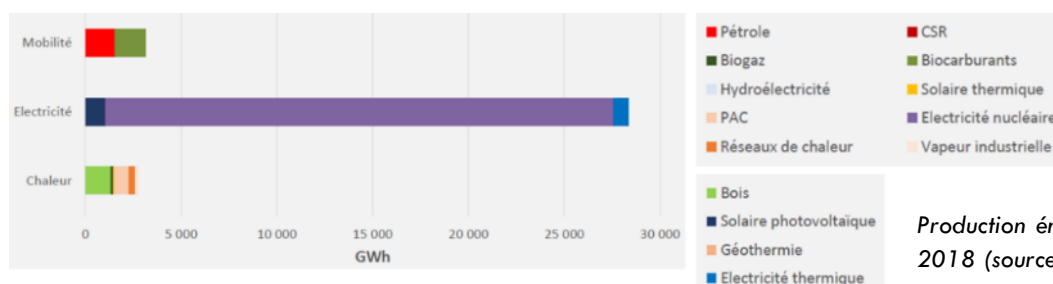
b) PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

★ A l'échelle du département de la Gironde

Source : L'énergie en Gironde : panorama en chiffres – ALEC – Edition 2020

³¹ L'observation des données de consommation et de température met en évidence qu'il existe une relation quasi linéaire entre la consommation et la température en dessous d'un certain seuil de température.

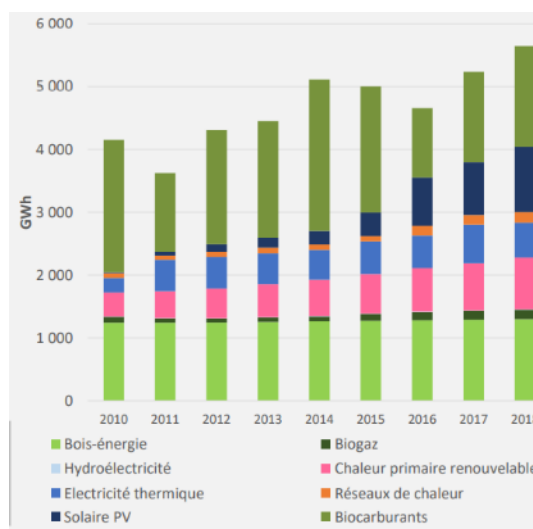
En 2018, la production totale d'énergie s'élève à 34 211 GWh, soit 83% de la consommation finale. La production est essentiellement électrique par la présence de la centrale nucléaire du Blayais.



Production énergétique en Gironde en 2018 (source : AEC 2020)

En 2018, la production EnR girondine s'élève à 5 643 GWh, soit 16% de la production totale. Il convient de noter notamment les points suivants :

- La production d'électricité d'origine photovoltaïque a été multipliée par x90 en 8 ans (1 034 GWh).
- La production de chaleur par les pompes à chaleur a été multipliée par x2,5 en 8 ans (742 GWh).
- La production de chaleur par les réseaux de chaleur a été multipliée par x2,2 en 8 ans (169 GWh).
- Une part importante de bois (1 300 GWh).
- Une production de biocarburants plus fluctuante.



Production EnR girondine en 2018 (source : ALEC – 2020)

La production d'énergies renouvelables atteint 14% de l'énergie consommée. La dépendance aux énergies fossiles, et plus généralement à des ressources provenant de l'extérieur de la Gironde, est encore très forte puisque la production énergétique renouvelable ne couvre respectivement que :

- 13% des besoins de chaleur ;
- 25% des besoins d'électricité ;
- et 10% des besoins de mobilité.

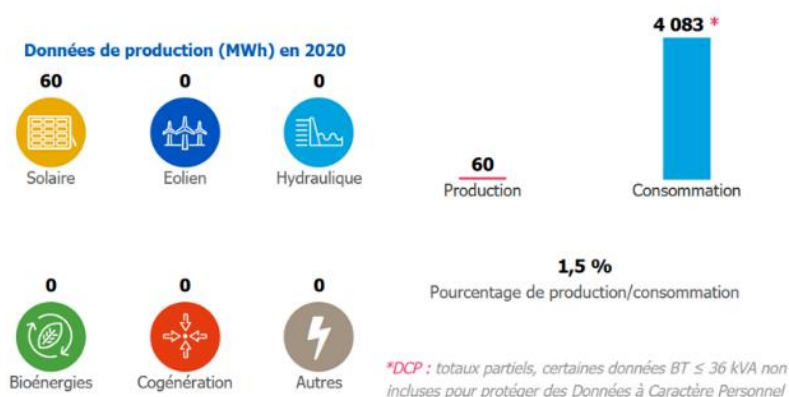
★ Et sur la commune de Maransin ?

Les données mises à disposition par ENEDIS (données 2020) indiquent 15 sites de production d'électricité d'origine renouvelable. Tous sont de type solaire.

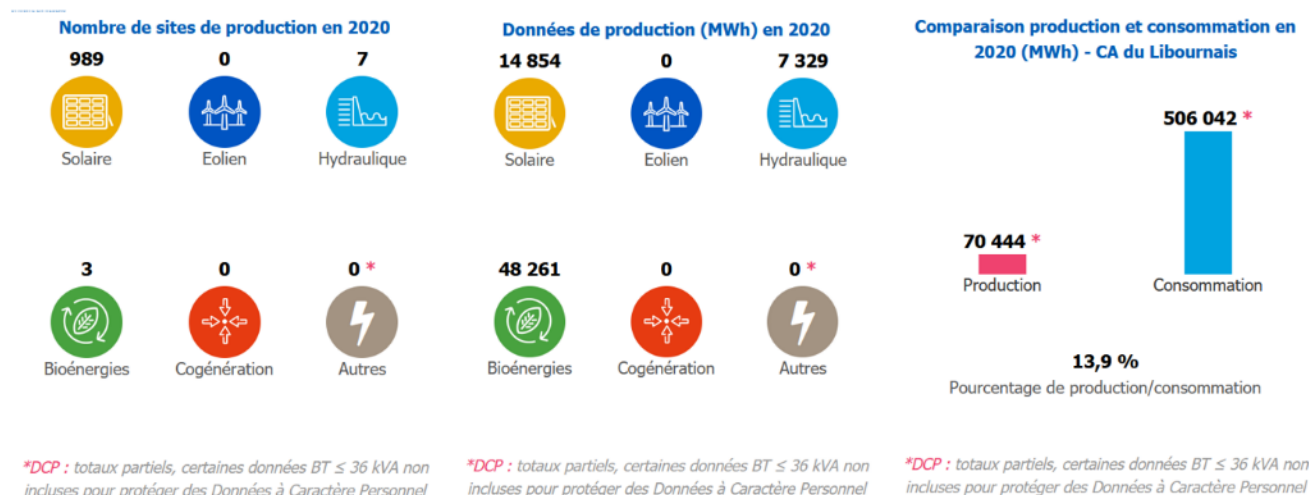
En 2020, ces différents équipements solaires ont permis de produire 60 MWh, permettant à la commune d'afficher un ratio « production/consommation » de 1,5%.

Notons que les données d'ENEDIS 2020 indiquent que la production d'électricité d'origine renouvelable est de 70 444 MWh sur la CA du Libournais, pour 999 sites de production. En 2020, le ratio « production/consommation » d'électricité d'origine renouvelable à l'échelle de l'intercommunalité fut de 13,9%.

Comparaison production et consommation en 2020 (MWh) - Maransin



Production d'électricité d'origine renouvelable sur la commune de Maransin en 2020 (données : ENEDIS)



Production d'électricité d'origine renouvelable sur la Communauté d'Agglomération du Libournais en 2020 (données : ENEDIS)

c) POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les énergies renouvelables peuvent fournir soit de l'électricité (exemple des panneaux solaires de type photovoltaïques, hydroélectricité) ou de la chaleur (panneaux solaires thermiques, bois-énergie, géothermie...). Sur le territoire de Maransin, les sources énergétiques potentielles sont multiples.

★ L'énergie solaire

Deux types d'énergie solaire existent :

- le *solaire thermique* (production d'eau chaude, de chaleur...) : la production solaire thermique se fait à l'aide de système passif, par exemple les vérandas, les serres, les façades vitrées, ou par des systèmes actifs, comme les chauffe-eaux solaires individuels ou collectifs

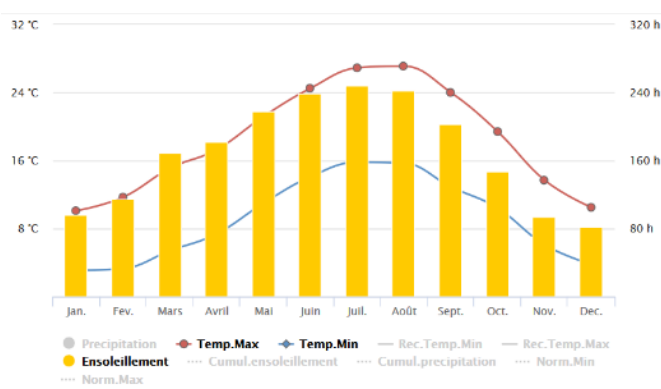


– le solaire photovoltaïque (production d'électricité) : la production de solaire photovoltaïque ne peut se faire que par l'intermédiaire de panneaux solaires photovoltaïques.

En Gironde, l'ensoleillement moyen annuel reçu sur le plan horizontal s'échelonne de 1250 à 1400 kWh/m² par an. Le territoire de Vensac bénéficie d'un contexte climatique favorable au développement de la filière solaire, tant thermique que photovoltaïque.

Irradiation Globale Horizontale annuelle moyenne de 1994 à 2013 en France
(source : Solargis©2015 GeoModel Solar)

Normales mensuelles - Bordeaux	
	Durée d'ensoleillement 1991-2010
Janvier	96,0 h
Février	114,9 h
Mars	169,7 h
Avril	182,1 h
Mai	217,4 h
Juin	238,7 h
Juillet	248,5 h
Août	242,3 h
Septembre	202,7 h
Octobre	147,2 h
Novembre	94,4 h
Décembre	81,8 h



A gauche : données mensuelles d'ensoleillement à la station Météo France de Bordeaux / à droite : courbes mensuelles de températures et d'ensoleillement à Bordeaux (source Météo France)

Le solaire photovoltaïque

Le marché du photovoltaïque raccordé au réseau en France connaît une croissance rapide depuis 2006 avec la mise en place de tarifs d'achat de l'électricité produite. Initialement orienté vers l'électrification des sites isolés, le marché de l'électricité photovoltaïque ne se résume plus à cela et renvoie à de nombreuses installations connectées au réseau allant des unités de petite taille intégrées sur les toitures résidentielles aux installations de moyenne puissance sur les toitures d'entrepôts, de grandes surfaces, de hangars agricoles ou encore les centrales au sol, voire flottantes.

Notons que la multiplication des sources de production peut être à l'origine de dysfonctionnements sur le réseau, qui n'est pas toujours conçu pour recevoir l'ensemble des charges électriques entrantes. Ces dysfonctionnements peuvent être à l'origine de microcoupures (interruption brève de l'alimentation électrique) et d'effet de foisonnement (fluctuations aléatoires de la production des systèmes de production électrique). C'est pourquoi les études préalables à l'implantation d'un projet photovoltaïque doivent s'assurer que le réseau électrique dispose d'une "capacité d'accueil" suffisante.

Sur le territoire de Maransin, comme exposé précédemment, la filière solaire photovoltaïque est déjà présente, sous forme de petites unités (15), permettant la production en 2020 de 60 MWh.

Le solaire thermique

La France dispose du cinquième gisement solaire européen. Dans le sud de la France, un chauffe-eau solaire individuel (dit CESI) avec 2 à 3,5 m² de capteurs (3 à 5,5 m² dans le nord) produit de l'eau chaude sanitaire pour une famille de trois ou quatre personnes, à hauteur de 50 à 80% de leurs consommations. Concernant le chauffage à l'aide de SSC (système solaire combiné), les installations sont plus importantes : la surface des capteurs est de l'ordre de 15m² et le ratio moyen pour le taux d'économie d'énergie concernant les SSC s'échelonne entre 10 et 50% (voire plus dans certains cas très favorables).

Si aujourd'hui, le solaire thermique tient encore une place relativement marginale dans la production d'énergie renouvelable en France, ce secteur sera amené à se développer davantage, notamment sous l'impulsion de la nouvelle réglementation thermique qui vise les bâtiments à énergie positive (RT 2020). Pour les bâtiments concernés par la RT 2012, la consommation maximale d'énergie est fixée à 50 kWhep/(m²/an) en moyenne.

Le territoire de Maransin se caractérise par un habitat individuel exclusif (en 2018, 98,9% des logements sont des maisons selon l'INSEE) qui, combiné à un contexte solaire favorable, offre un potentiel particulièrement intéressant pour l'installation de dispositif solaire thermique sur l'existant. A l'instar du parc résidentiel collectif (lorsqu'il existe), les bâtiments publics et ceux liés aux activités économiques (notamment dans les zones d'activités où les volumes des constructions offrent des toitures de surface importante), constituent également un potentiel de développement.

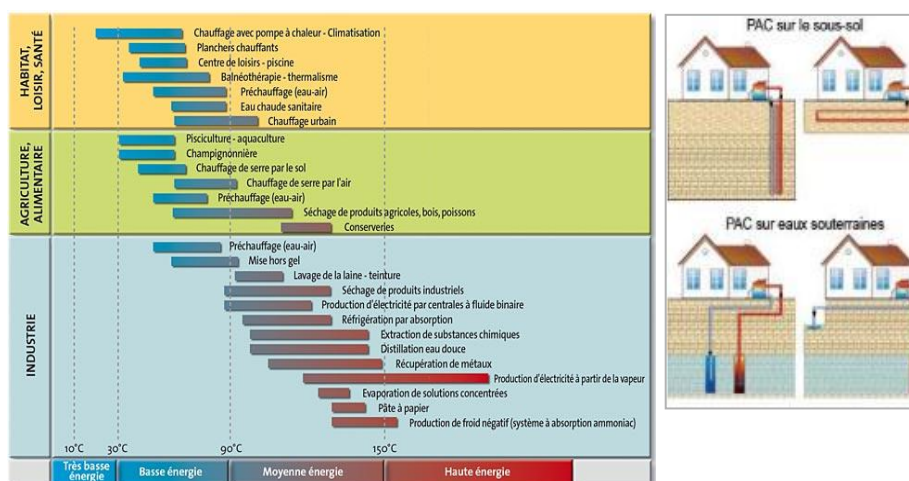
Il convient de noter que parfois, peut se poser le problème de la bonne intégration des dispositifs sur les constructions existantes, et plus encore lorsque la qualité du bâti est importante.

★ La géothermie

Source : site Géothermies.fr (ex-Geothermies-perspectives de l'ADEME et du BRGM)

La géothermie consiste en l'exploitation de la chaleur du sous-sol, produite pour l'essentiel par la radioactivité naturelle des roches de la croûte terrestre. Il existe deux types de capteur capable de récupérer l'énergie thermique issue de la géothermie :

- les **capteurs horizontaux** : ils permettent la valorisation de l'énergie par la mise en œuvre de réseaux enterrés à une profondeur de l'ordre de 60 cm, pour permettre de récupérer les calories dans le sol. Cette technique est bien adaptée aux projets d'habitat individuel disposant de terrain de surface adaptée. Notons que la conductivité thermique d'un terrain diffère selon deux paramètres principaux : son humidité et sa texture. Plus un sol est humide et sa texture fine, meilleure sera sa conductivité et donc la géothermie surfacique adaptée.
- les **capteurs verticaux** : le potentiel de chaleur augmente avec la profondeur des capteurs. Localement, les caractéristiques d'un terrain peuvent différer de celles de la zone : la potentialité des capteurs verticaux est donc à vérifier *in situ*.



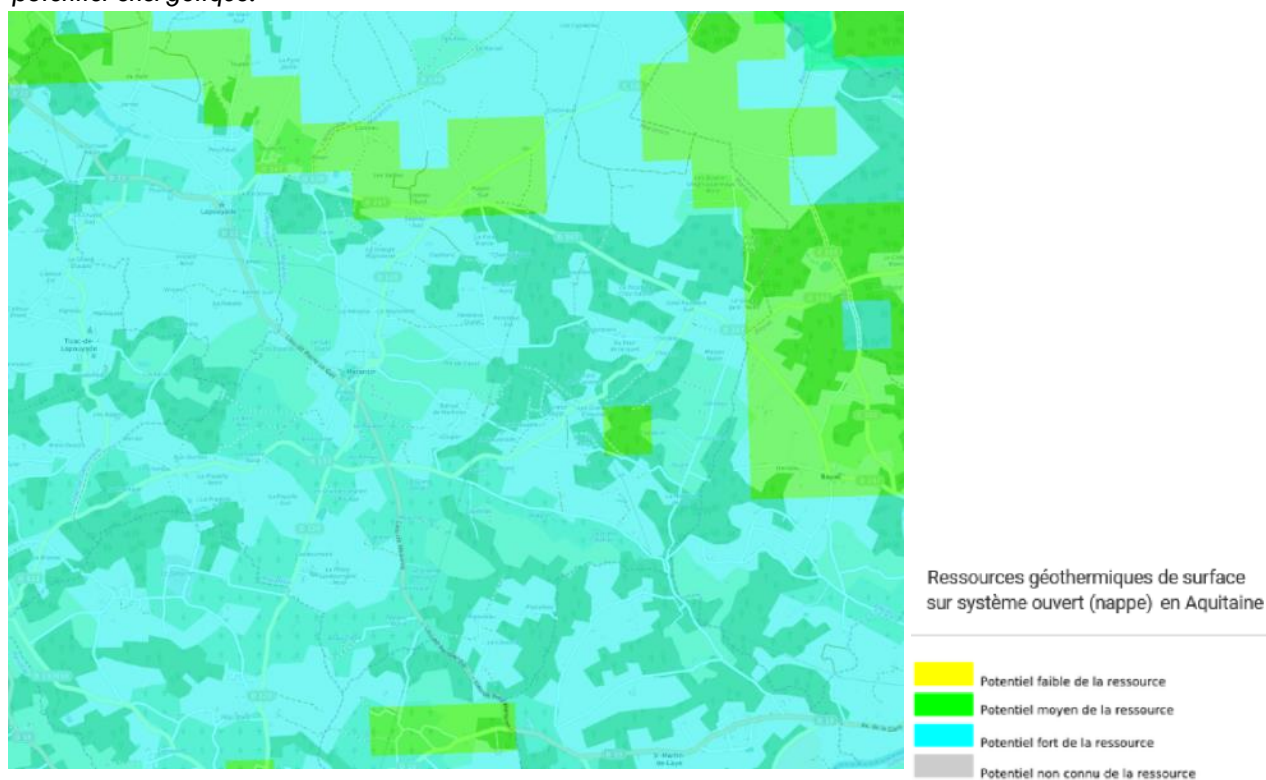
Principales utilisations de la géothermie et principe d'une installation géothermique couplée à une PAC (source : BRGM, ADEME)

Le chauffage par géothermie peut remplacer de façon avantageuse un chauffage classique et produire de l'eau chaude. Il nécessite l'installation d'une pompe à chaleur (PAC) géothermique qui prélève la chaleur dans le milieu naturel pour la transférer vers un autre milieu (exemple : un logement).

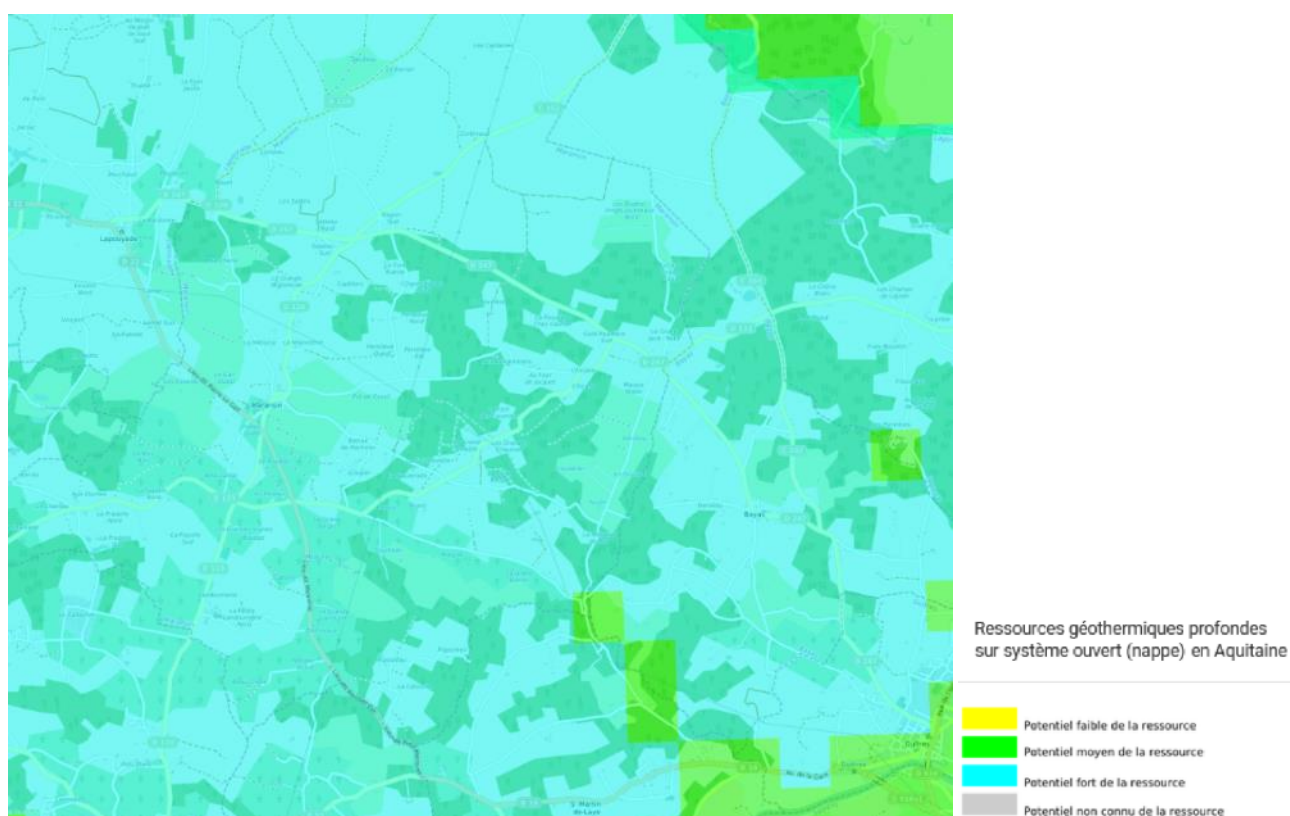
Les cartes ci-après mettent en exergue les caractéristiques locales en termes de géothermie (source : Geothermies.fr). Globalement, le territoire de Maransin présente un potentiel fort pour la géothermie de surface,

tout comme pour la géothermie profonde. Rappelons qu'à ce jour, aucune installation géothermique n'est répertoriée sur le territoire (données ENEDIS 2020).

Remarque : Les données cartographiques portant sur la géothermie ne peuvent pas se substituer à une étude détaillée réalisée à une échelle plus fine, les caractéristiques d'un terrain pouvant différer localement et donc modifier le potentiel énergétique.



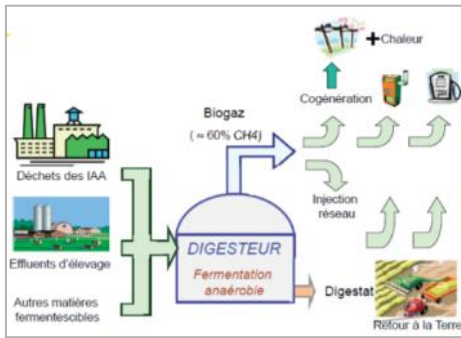
Potentiel de la ressource géothermique de surface sur le secteur de Maransin (source : Géothermies.fr)



Potentiel de la ressource géothermique profonde sur le secteur de Maransin (source : Géothermies.fr)

★ La méthanisation

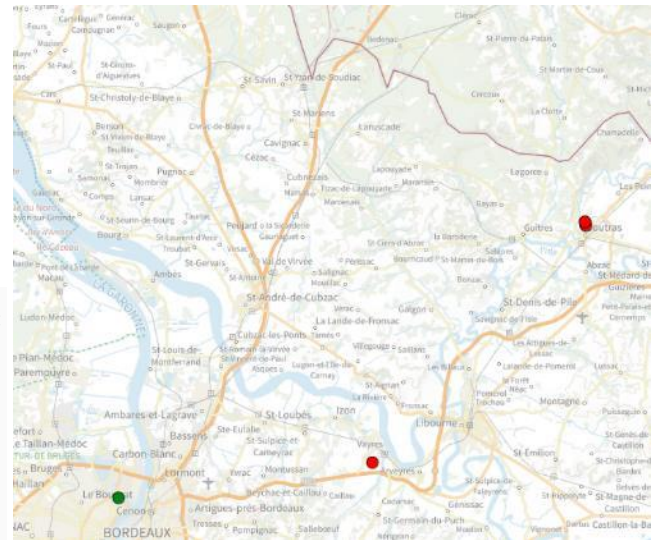
Source : Base de données nationale SINOE ;



Le biogaz est la résultante de la méthanisation ou digestion anaérobie de la part fermentescible de la matière organique. Le gisement brut s'établit à partir de différentes sources : les déchets urbains, la part fermentescible des déchets ménagers, les boues de station d'épuration... Le plus couramment, la valorisation du biogaz se traduit par la production de chaleur, d'électricité et de biocarburant.

Schéma de principe de processus de méthanisation

Sur le secteur de Maransin, d'après la base de données SINOE (consultation août 2021), aucune unité de méthanisation et de biogaz n'est répertoriée localement.

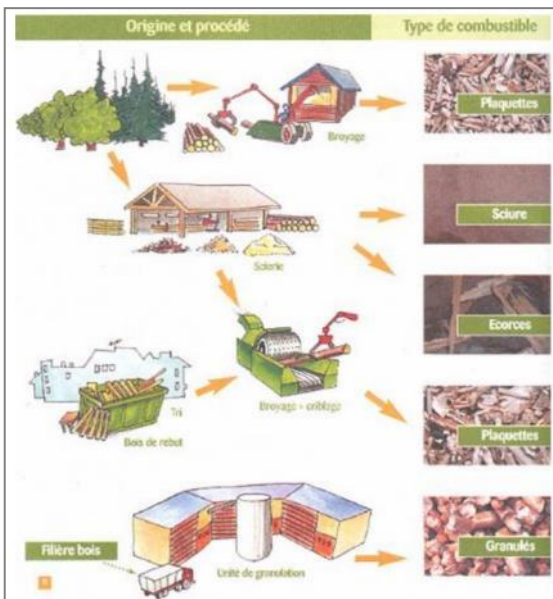


Liste des unités de méthanisation opérationnelles à la date du jour. ADEME-SINOE

- Chaudière
- Cogénération
- Injection
- Cogénération + Injection
- Carburant
- Non précisé

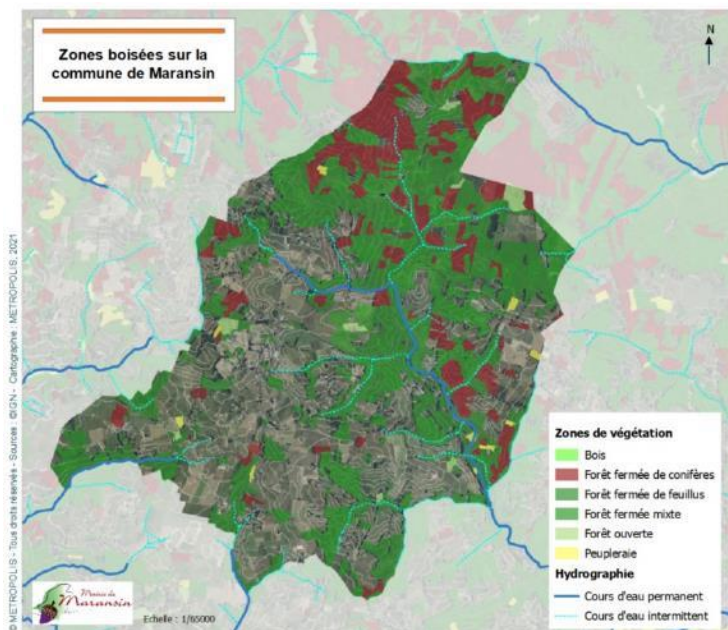
Unités de méthanisation
répertoriées sur le Nord de la
Gironde
(Source : SINOE)

★ Le bois-énergie



Le terme « bois-énergie » désigne l'énergie produite à partir de la dégradation du bois. Cette énergie est libérée lors de la combustion du bois, et est utilisée comme un mode de chauffage. Les sous-produits forestiers (branchages, petit bois) et industriels (écorce, sciure, copeaux) sont valorisés pour les puissances d'installation les plus faibles, sous différentes formes : les bûches, les granulés de bois (produits par compression et agglomération de sciure) et les plaquettes (issues par déchiquetage d'arbres, de branches et de sous-produits de l'industrie du bois).

Différents combustibles pour une même filière (source : Biomasse TPE)



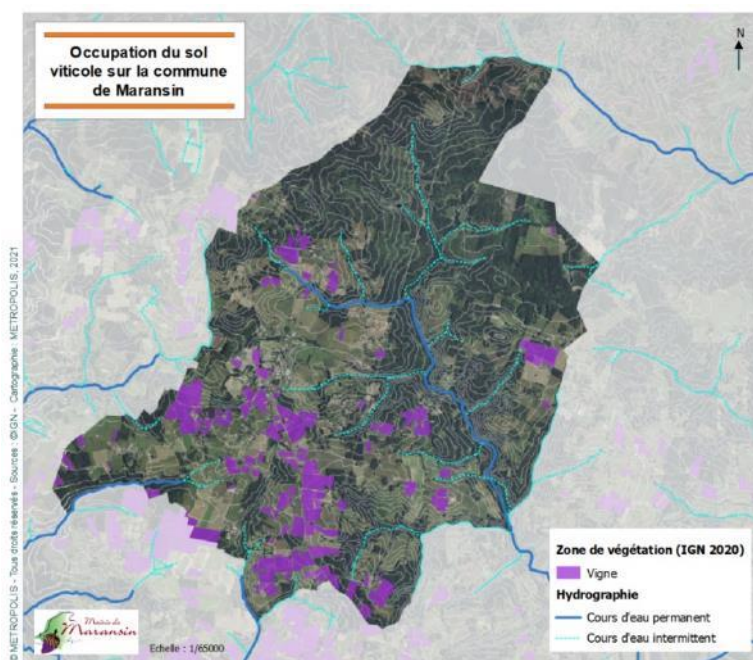
Le territoire de Maransin est un territoire prioritairement boisé : les surfaces boisées représentent 1 541 ha (selon la BD Topo IGN 2020), soit environ 51% de la superficie communale. Maransin dispose d'une ressource qui peut ainsi être valorisée, mais qui appelle toutefois à bien intégrer les enjeux de préservation de la biodiversité ou encore du capital paysager dans lequel la commune s'inscrit.

Occupation du sol boisées selon l'IGN (BD Topo 2020)

Maransin est également un territoire viticole : la vigne représente 216 ha de l'occupation du sol (d'après les données IGN 2020). Or, les vignes constituent également une opportunité pour une valorisation à visée énergétique. Les propriétés viticoles de Gironde produisent chaque année 350 000 tonnes de sarments de vigne. À titre indicatif, 17 000 tonnes suffisent à chauffer 2 500 logements.

Deux types de sous-produits peuvent être utilisés pour une valorisation énergétique :

- Les sarments : rameaux de vigne de l'année ; ils sont récupérés lors de la taille effectuée annuellement de début décembre jusque fin février.
- Les ceps : souche de la vigne ; ils sont récupérés lors de l'arrachage qui intervient généralement en mai-juin sans qu'il y ait véritablement de période précise. Les vignes ont une durée de vie de 35 à 40 ans en moyenne.



Occupation du sol par les vignes sur la commune de Maransin
(données : BD Topo 2020)

Des études (réalisées notamment par la Chambre d'Agriculture de Gironde et le Conseil Départemental, indiquent que le pouvoir calorifique des sarments de vigne est supérieur à celui des plaquettes de bois. Une étude de la Chambre d'Agriculture menée dans 3 châteaux l'estime entre 3,8 et 4,2 kW/kg à 15% d'humidité sur brut.

Sur Maransin, au regard de la superficie viticole, il existe donc un potentiel pour valoriser les sous-produits de la vigne, mais qui doit s'envisager dans une logique de complémentarité à l'échelle intercommunale et/ou avec des territoires limitrophes.

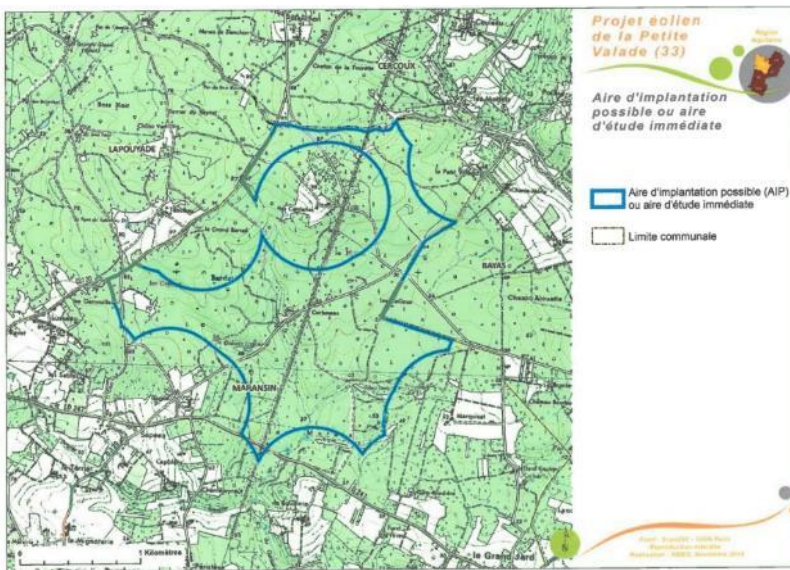
★ Projet éolien sur Maransin

Source : *Etude d'impact sur l'environnement du projet éolien de la Petite Valade, Gironde (33) – cahier n°2 : résumé non technique – Octobre 2015 – AboWind*

La commune de Maransin est concernée par un projet de développement d'un parc éolien, sur le site de Petite Valade, initié en 2012 par la société AboWind. Le projet consiste en l'installation de 5 éoliennes (ainsi qu'un poste de livraison), chacune d'entre elles développant une puissance unitaire de 2MW. Le productible attendu est estimé à 32 millions de kWh/an.

Les caractéristiques principales des aérogénérateurs sont les suivantes :

- Diamètre du rotor : 110 m
- Hauteur de la tour : 123 m
- Hauteur en bout de pale : 180 m.



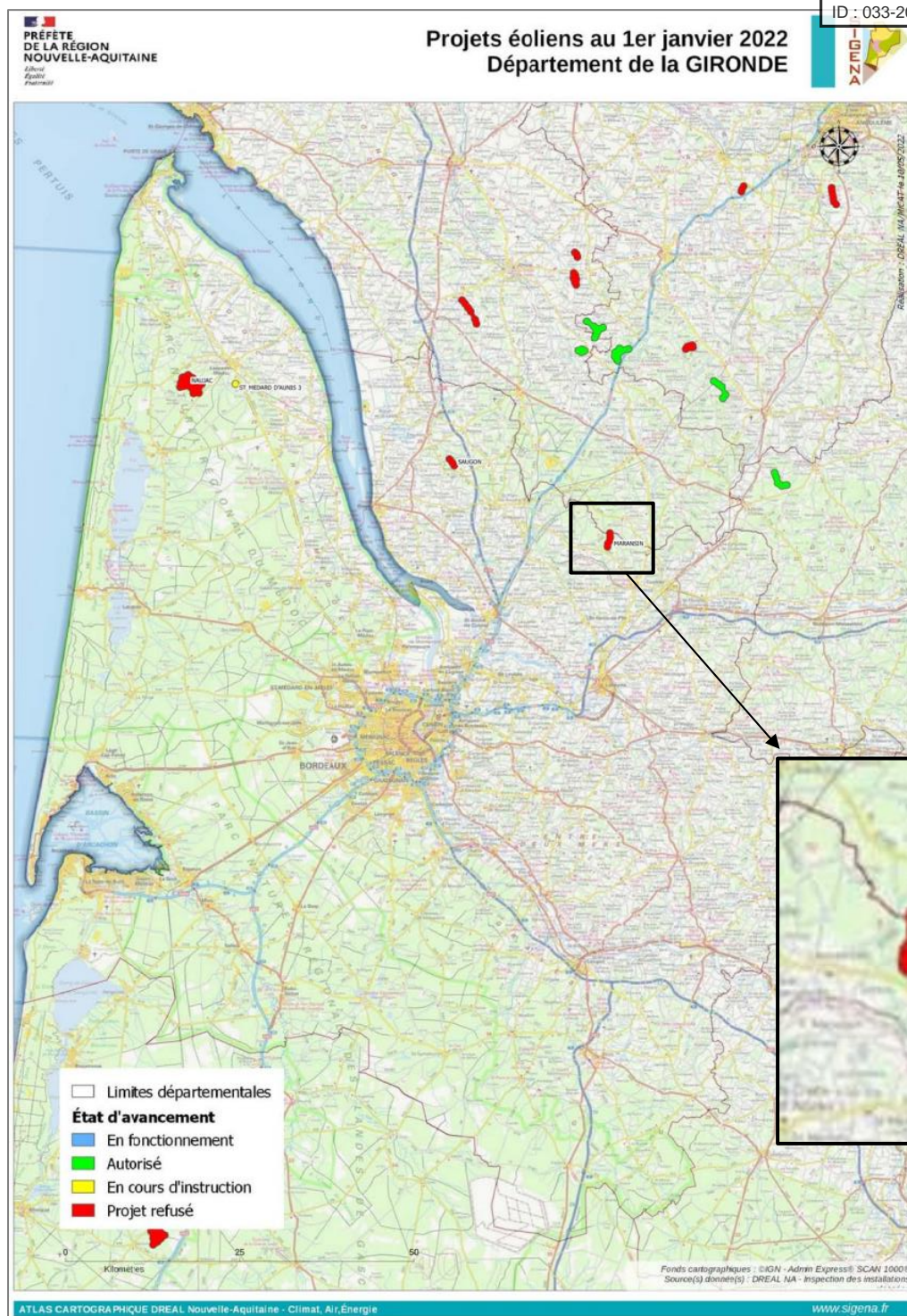
En ce qui concerne la consommation de surface du parc éolien, on distinguera d'une part les emprises temporaires nécessaires pour la construction et le montage des 5 éoliennes (3,72 ha) et d'autre part, les emprises définitives nécessaires à l'exploitation du parc (2,72 ha, dont 2,51 ha d'emprises strictes et plus de 2 000 m² d'aménagements routiers au droit de la voie communale n°102).

Zone potentielle d'accueil du parc éolien
(source : résumé non technique précité)

Le projet est toujours en phase d'instruction, suite à des recours déposés par l'association Maransin Eole et plusieurs communes. Ces derniers concernent l'autorisation de défrichement et le permis de construire accordé au porteur de projet en mars 2016 par le Préfet de Gironde. Le premier sur le défrichement avait été jugé recevable, le second non. Les opposants ont ensuite perdu devant la Cour administrative d'appel de Bordeaux, en juin 2020 et se pourvoient finalement en cassation. L'admission de ce pourvoi doit être étudiée devant le Conseil d'État ce jeudi 9 septembre 2021.

Etat de la donnée en septembre 2022 :

Les données de la DREAL Nouvelle Aquitaine portant sur les projets éoliens au 1^{er} janvier 2022, et consultables en date du 26/09/2022, indiquent que le projet éolien de Maransin est « refusé ».



3. AIR

a) POLLUANTS ET GAZ À EFFET DE SERRE (GES) : GLOSSAIRE POUR MIEUX COMPRENDRE

Benzo(a)pyrène (polluant) : Le benzo(a)pyrène fait partie de la famille des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP). La principale source d'émission de B(a)P dans l'air en France est le résidentiel (85% des émissions)

Benzène (polluant) : Le benzène appartient à la famille des Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques (HAM) et contribue au processus de formation de l'ozone. Les HAM sont des produits extraits du gaz naturel et du pétrole brut.

Méthane (GES) : L'exploitation minière, la distribution et la manipulation de ces combustibles constitue la majeure partie des émissions. Celui-ci se forme aussi dans l'estomac (par « fermentation gastro-entérique ») et le tube digestif de nombreux animaux, et est retrouvé dans leurs déjections. Le méthane (CH₄) est un gaz à effet de serre. C'est le troisième plus important gaz à effet de serre à contribuer au réchauffement de la planète après la vapeur d'eau et le dioxyde de carbone. Son potentiel de réchauffement global (PRG) est de 21, c'est-à-dire qu'il a un impact sur l'effet de serre environ 21 fois plus puissant que le dioxyde de carbone.

Dioxyde de carbone (GES) : Le dioxyde de carbone (CO₂) est produit lors des processus de combustion. Il est aussi émis naturellement par la respiration des êtres vivants. Le dioxyde de carbone est un gaz à effet de serre bien connu, le deuxième plus important dans l'atmosphère après la vapeur d'eau. Absorbant dans le domaine infra-rouge, il contribue à bloquer le renvoi de l'énergie thermique vers l'espace, reçue au sol sous l'effet du rayonnement solaire.

COV non méthanique (polluant) : Il s'agit d'hydrocarbures (émis par évaporation des bacs de stockage pétroliers ou lors du remplissage des réservoirs automobiles), de composés organiques (provenant des procédés industriels, de la combustion incomplète des combustibles et carburants, des aires cultivées ou du milieu naturel), et de solvants (émis lors de l'application de peintures et d'encres, lors du nettoyage des surfaces métalliques et des vêtements).

Les particules en suspension et fines (polluants) : Les particules en suspension proviennent surtout de la sidérurgie, des cimenteries, de l'incinération de déchets, de la manutention de produits pondéraux, minerais et matériaux et de la circulation automobile. Les poussières se distinguent entre elles par leur taille.

Les poussières dites "respirables" sont celles qui ont un diamètre aérodynamique moyen inférieur à 10 µm. On les appelle PM₁₀. Leur taille est suffisamment faible pour rentrer dans les poumons. Elles sont générées par les activités anthropiques telles que les industries, le chauffage domestique ou encore le trafic automobile.

Les particules fines (< 2,5 µm, appelées PM_{2,5}) sont principalement émises par les véhicules diesel. La taille de ces poussières leur permet de pénétrer dans les alvéoles pulmonaires et donc d'interagir fortement avec le corps humain.

Le dioxyde de soufre (polluant) : Le dioxyde de soufre est issu de la combustion de matières fossiles (charbon, fuel, gazole, etc.) et de procédés industriels. Le SO₂ se transforme en acide sulfurique au contact de l'humidité de l'air et participe au phénomène des pluies acides. Il contribue également à la dégradation de la pierre et des matériaux de nombreux monuments.

Protoxyde d'azote (GES) : L'agriculture est la principale source d'émission de protoxyde d'azote (N₂O), en particulier du fait de l'épandage des fertilisants minéraux et d'origine animale (engrais, fumier, lisier, résidus de récolte). Une petite partie des émissions de ce gaz est attribuée au trafic routier (en particulier aux véhicules équipés de pots catalytiques) et à quelques procédés industriels (fabrication de certains acides, du nylon).

Ammoniacque (polluant) : En termes d'origine anthropique, l'ammoniac (NH₃) est avant tout un polluant agricole, lié aux activités d'élevage (formation à partir de l'urine et de la fermentation de la matière organique), et émis lors de l'épandage des lisiers, mais aussi lors de l'épandage des engrais ammoniacqués. L'ammoniac participe au phénomène des pluies acides.

Oxydes d'azote (polluant) : Les NO_x sont principalement émis lors des phénomènes de combustion. Les sources principales sont les transports, l'industrie, l'agriculture, la transformation d'énergie et le chauffage. Le dioxyde d'azote participe au phénomène des pluies acides, et contribue ainsi à l'appauvrissement des milieux naturels et à la dégradation des bâtiments.

Les Gaz fluorés : Entièrement créés par l'homme, ces gaz industriels sont de puissants gaz à effet de serre, inscrits sur la liste du Protocole de Kyoto, dont les émissions sont en constante hausse. On distingue notamment :

- **Hydrofluorocarbures** : Les hydrofluorocarbures (HFC) sont des gaz principalement utilisés comme réfrigérants dans les climatiseurs et les réfrigérateurs, ou encore comme agents de propulsion dans les

aérosols. Utilisés en remplacement des substances appauvrissant la couche d'ozone (les CFC), ils entrent dans le processus d'effet de serre. Ils font partie des six principaux gaz à effet de serre inscrits sur la liste du Protocole de Kyoto.

- **Perfluorocarbures** : Les perfluorocarbures (PFC) sont surtout utilisés dans les procédés de fabrication de semi-conducteurs et pour des applications diverses et ciblées sur d'autres secteurs, par exemple en diélectrique ou en fluides de transfert de chaleur (
- **Hexafluorures de soufre** : l'hexafluorure de soufre (SF₆) est un gaz intervenant comme diélectrique dans les équipements électriques (commutateurs et transformateurs haute et moyenne tension), est également utilisé dans l'industrie des semi-conducteurs.


Il convient de préciser que contrairement aux polluants atmosphériques, les Gaz à Effet de Serre n'ont pas d'effets local sur la santé, mais sur le climat dans son ensemble. Le dioxyde de carbone (CO₂) est un des principaux représentants des GES. Mais il n'est pas le seul (méthane, protoxyde d'azote...). Certains polluants de l'air comme l'ozone et les particules agissent également sur le changement climatique : l'ozone a tendance à réchauffer l'atmosphère, les aérosols à la refroidir.

b) POLLUANTS : PROFIL TERRITORIAL DE LA CA DU LIBOURNAIS

★ Emissions générales quantifiées

Source : PCAET de la CA du Libournais : diagnostic qualité de l'air – ATMO Nouvelle Aquitaine – Octobre 2018.

Dans le cadre de l'élaboration du PCAET de la CA du Libournais, un diagnostic portant sur la qualité de l'air a été réalisé par ATMO Nouvelle Aquitaine, et formalisé dans un rapport en 2018. Les éléments de diagnostic figurant ci-après sont issus de ce rapport.

 *Précisions de rapport ATMO Nouvelle Aquitaine précité (PCAET) : Les résultats présentés dans les paragraphes ci-dessous sont extraits de l'inventaire des émissions d'Atmo Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2014.*



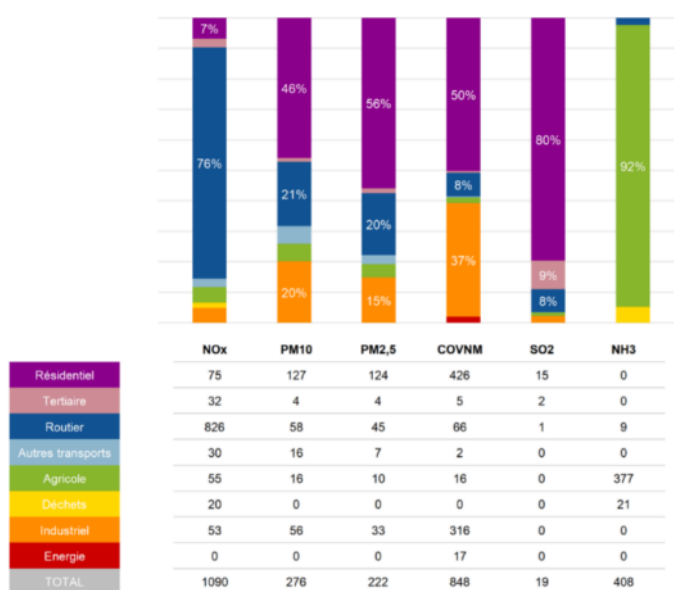
Les émissions présentées dans les paragraphes suivants concernent les six polluants et les huit secteurs d'activité indiqués dans l'arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial.

Les différents polluants sont pour la plupart des polluants primaires (NO_x, PM₁₀, PM_{2,5} et SO₂) ou des précurseurs de polluants secondaires (COVNM et NH₃). Les COV incluent le CH₄ (méthane). Le méthane n'étant pas un polluant atmosphérique mais un gaz à effet de serre, les valeurs fournies concernent uniquement les émissions de COV non méthaniques (COVNM).

La figure ci-contre permet d'illustrer le fait que chaque polluant a un profil d'émissions différent. Il peut être émis par une source principale ou provenir de sources multiples.

Ainsi, on notera que les oxydes d'azote (NO_x) proviennent essentiellement du trafic routier et l'ammoniac (NH₃) des activités agricoles. Le dioxyde de soufre (SO₂), d'ordinaire fortement lié au secteur industriel, est émis quasi-exclusivement par le secteur

Répartition et émissions de polluants - en tonnes



CA du Libournais

Inventaire Atmo Nouvelle-Aquitaine 2014 - ICARE v3.2

Figure 10 | Libournais - Répartition et émissions de polluants par secteur, en tonnes

résidentiel/tertiaire, dû à la faible industrialisation de ce territoire. Les particules et les COVNM sont multi-sources et essentiellement originaires du résidentiel, du transport routier et de l'industrie.

Selon leur importance en termes de quantité de polluants rejetés, les secteurs à enjeux identifiés sont les suivants :

Routier

Sur le Libournais, le secteur du transport routier contribue essentiellement aux émissions de NOx et de particules. 76 % des émissions de NOx sont liées au transport routier et proviennent des phénomènes de combustion de carburants, essentiellement par les véhicules à moteur diesel. Une part non négligeable des particules, et en particulier des PM2,5 provient également de la combustion des moteurs diesel.

- Leviers d'action : la diminution des émissions du secteur routier (combustion, usure mécanique) peut être engagée par la réduction du nombre de véhicules présents sur le réseau routier. Le renouvellement du parc automobile (parc privé et flotte publique) et la mise en circulation de véhicules technologiquement plus performants (véhicules électriques et hybrides), constituent des pistes de réduction des émissions du secteur. En parallèle, il convient de diminuer le nombre de kilomètres parcourus par les usagers en privilégiant l'usage des transports en communs, en facilitant les transports combinés (déplacement des personnes et des marchandises) et en sensibilisant à des modes de transport plus doux.

Résidentiel

Sur le Libournais, le secteur résidentiel contribue entre 46 % et 80 % aux émissions de particules, COVNM et SO2. Le chauffage des logements par la combustion du bois énergie est à l'origine de près de la moitié des rejets de PM10, PM2,5 et de COVNM. Il est important de préciser que les particules fines pénètrent plus profondément dans l'appareil respiratoire. Les équipements de type insert et foyers ouverts sont peu performants d'un point de vue énergétique et sont d'importants émetteurs de particules et de COVNM. L'utilisation du fioul domestique, essentiellement pour le chauffage des logements contribue également à la moitié des rejets de dioxyde de soufre (SO2).

- Leviers d'action : un des axes de progrès majeurs est représenté par la maîtrise et l'utilisation rationnelle de l'énergie. La diminution des consommations énergétiques dédiées au chauffage va de pair avec la rénovation des habitats (isolation du bâti privé et du parc social) et le renouvellement des équipements de chauffage non performants, notamment pour le chauffage au bois (insert et foyers ouverts). Les émissions de COVNM peuvent également être diminuées par la réduction de l'utilisation domestique de solvants et de peintures.

Agriculture

Ce secteur est identifié comme secteur à enjeu par rapport à son poids au sein des émissions de NH3 du Libournais (92 %). L'épandage d'engrais azotés participe largement aux émissions d'ammoniac. En outre, le NH3 est un gaz précurseur dans la formation des particules secondaires justifiant davantage sa place dans les secteurs à enjeux. Ce secteur émet aussi directement mais dans une moindre mesure des NOx et des particules en suspension.

- Leviers d'action : une sensibilisation du monde agricole pour une utilisation raisonnée d'engrais et l'utilisation de techniques d'épandages qui diminuent les quantités émises sur les champs, constituent un axe de progrès potentiel pour la réduction des émissions d'ammoniac issues des cultures. De plus, la maîtrise augmentée du brulage des résidus de culture aux champs permettrait une diminution non négligeable des émissions associées (particules, COVNM, NOx). Enfin, l'amélioration technologique des moteurs des engins agricoles peut représenter un axe de progrès pour réduire les émissions de NOx.

Industrie

Sur le Libournais, le secteur industriel contribue respectivement à 20 % et 37 % des émissions de PM10 et de COVNM. Il est à noter que sur ce territoire, les émissions de SO2 liées au secteur industriel ne représentent que 2 %. La manipulation de solvants, peintures et autres matériaux spécifiques expliquent ces rejets. Le secteur

industriel émet également des particules en suspension (chantiers, BTP, engins spéciaux, travail du bois, exploitation de carrière).

- Leviers d'action : les meilleures techniques disponibles pour réduire et prévenir les émissions des installations industrielles sont listées dans la directive relative aux émissions industrielles (IED) et mise en œuvre via les documents de référence BEST (best available techniques reference document) qui encadrent les conditions d'exploitation. De plus, les PGS (Plans de Gestion des Solvants) et les systèmes de maîtrise des émissions (SME) sont des pistes d'action pour réduire les rejets de COVNM du secteur.

★ Emissions par habitant du territoire du Libournais

Les émissions par habitant du territoire Libournais sont plus faibles que celles de la région pour l'ensemble des polluants. Les émissions unitaires d'oxydes d'azote (NOx), de composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) et de dioxyde de soufre (SO₂) de la communauté d'agglomération sont inférieures à celles du département. Au contraire, les émissions par habitant de particules (PM₁₀, PM_{2,5}) et d'ammoniac (NH₃) sont plus élevées que celles de la Gironde.

La consommation énergétique des secteurs résidentiel et tertiaire participe aux émissions de NOx, de particules, de COVNM et de SO₂. Elle est répartie selon trois usages, classés du plus au moins énergivore : le chauffage, la production d'eau chaude et les activités de cuisson. Pour le secteur résidentiel, la communauté d'agglomération du Libournais utilise principalement le gaz naturel (27 %), suivi par le bois (22 %) et les produits pétroliers (13 %). De même en Gironde, le combustible principalement utilisé est le gaz naturel (34 %), suivi du bois (17 %) et des produits pétroliers (10 %). Au contraire, à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, le combustible principal est le bois (24 %), suivi du gaz naturel (22 %) et des produits pétroliers (20 %).

Concernant les oxydes d'azote, les émissions sont essentiellement dues au transport routier. Bien que le territoire du Libournais soit traversé par un axe autoroutier important, les émissions par habitant de NOx, dues à ce secteur, sont inférieures à celles de la Gironde et de la Nouvelle-Aquitaine. Ceci s'explique essentiellement par le fait que la communauté d'agglomération soit plus densément peuplée (159 hab./km²) que la Gironde (155 hab./km²) et la Nouvelle-Aquitaine (70 hab./km²).

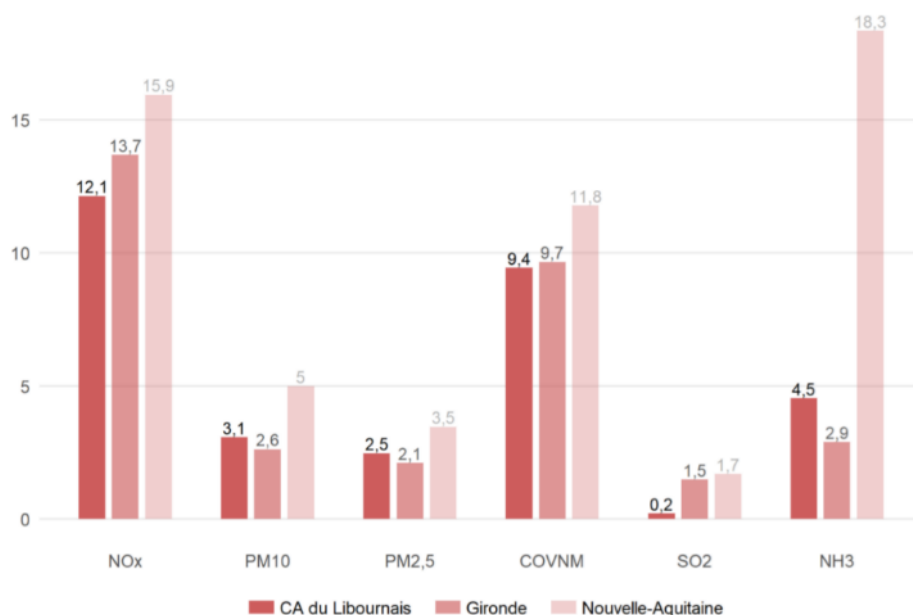
Pour le Libournais, les particules sont multi-sources et proviennent en majorité du secteur résidentiel/tertiaire. Les émissions unitaires de la communauté d'agglomération sont plus élevées que celles de la Gironde et inférieures à celles de la Nouvelle-Aquitaine. Ceci s'explique par la consommation de bois de chauffage des territoires et le facteur d'émission élevé du bois pour les particules. En effet, la consommation de bois de la communauté d'agglomération est de 22 %, contre 17 % et 24 % respectivement pour la Gironde et la Nouvelle-Aquitaine.

Les émissions de COVNM sont essentiellement liées aux secteurs du résidentiel/tertiaire et de l'industrie. Les différences observées sont liées à la relativement faible industrialisation du Libournais comparée aux autres échelles territoriales et à sa densité de population plus importante. De plus, comme pour les particules, la consommation de bois de chauffage plus importante sur la communauté d'agglomération contribue à réduire les écarts entre les territoires.

Sur ce territoire, le dioxyde de soufre est principalement émis par les secteurs résidentiel et tertiaire. Contrairement aux particules et aux COVNM, c'est la consommation de fioul domestique qui est à l'origine des émissions de SO₂, son facteur d'émission vis-à-vis de ce polluant étant élevé. Pour le secteur résidentiel, la consommation de fioul domestique est de 10 % sur le Libournais, 7 % sur la Gironde et 17 % sur la région. De plus à l'échelle du département et de la région, les émissions de SO₂ sont fortement liées à certaines activités industrielles, non présentes sur le Libournais. Ces raisons combinées expliquent les émissions unitaires observées.

Les émissions de NH₃ par habitant du territoire Libournais sont issues quasi-exclusivement du secteur agricole. Elles sont plus importantes que celles du département et à l'inverse, plus faibles que celles de la région. La proportion de cultures avec engrais est plus élevée sur le Libournais (58 %) que sur la Gironde (47 %) et moins importante que sur la région (94 %). Ceci combinée à une densité de population plus importante sur la communauté d'agglomération, expliquent les émissions unitaires observées.

Comparaison des émissions par territoire - en kg/

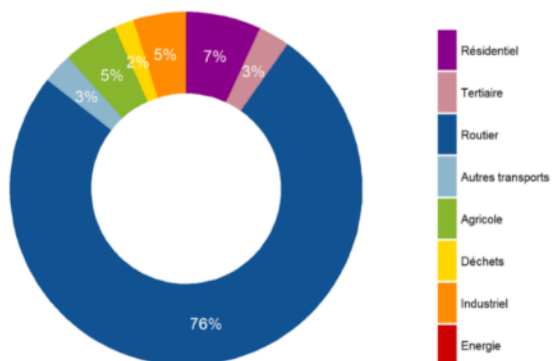


Inventaire Atmo Nouvelle-Aquitaine 2014 - ICARE v3.2

Figure 11 | Comparaison des émissions par territoire, en kg par habitant

★ Emissions par secteurs sur le Libournais

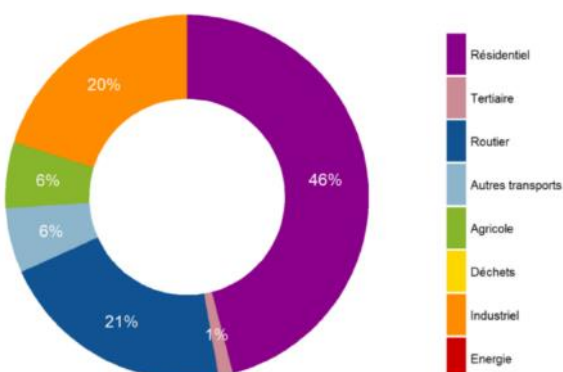
NOx - Répartition des émissions par secteur



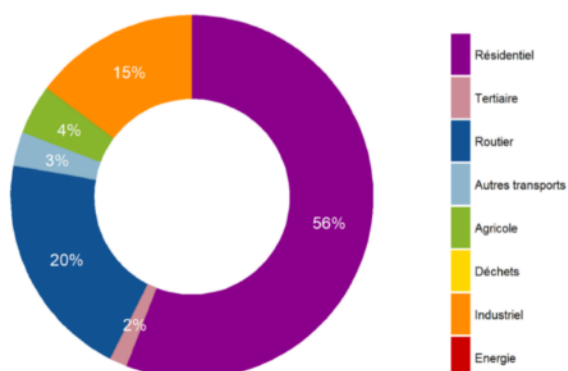
Les émissions d'oxydes d'azote de la communauté d'agglomération du Libournais s'élèvent à 1 090 tonnes en 2014, ce qui correspond à 5 % des émissions de la Gironde et à 1,2 % de celles de la région.

La répartition sectorielle des émissions montre une contribution majeure du secteur des transports qui représente 79 % des émissions totales de NOx, suivi d'une contribution moindre des secteurs résidentiel et tertiaire (10 %).

PM10 - Répartition des émissions par secteur



PM2,5 - Répartition des émissions par secteur

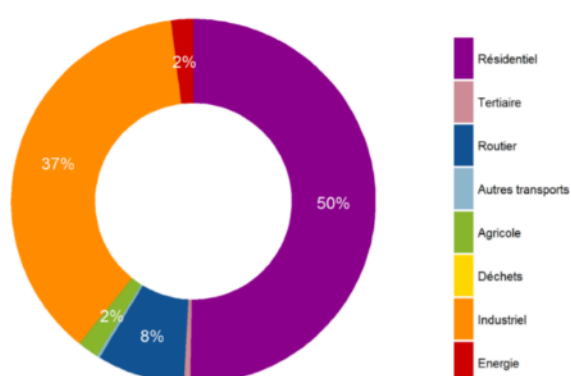


La communauté d'agglomération du Libournais émet 276 tonnes de particules en suspension (PM10) et 222 tonnes de particules fines (PM2,5), représentant chacune 7 % des émissions du département et 1 % des émissions de la Nouvelle-Aquitaine.

Les distributions des émissions par secteur et par polluant sont les suivantes :

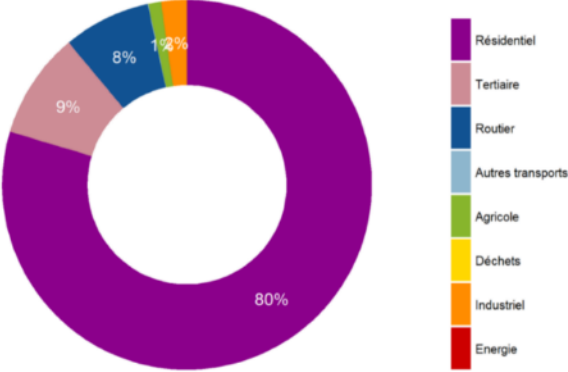
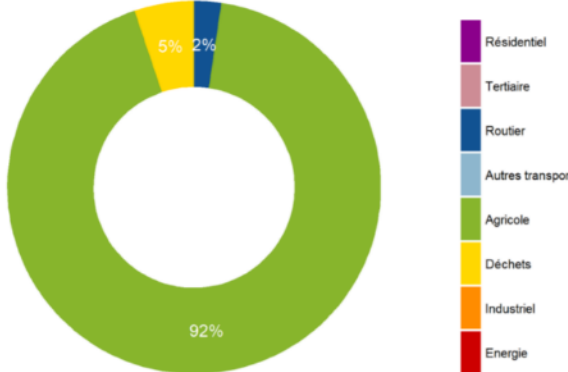
- Secteurs du résidentiel et du tertiaire : 47 % (PM10) et 58 % (PM2,5)
- Secteur des transports : 27 % (PM10) et 23 % (PM2,5)
- Secteur de l'énergie, de l'industrie et des déchets : 20 % (PM10) et 15 % (PM2,5).

COVNM - Répartition des émissions par secteur



Les émissions de COVNM de la communauté d'agglomération du Libournais s'élèvent à 848 tonnes en 2014, ce qui correspond à 6 % des émissions de la Gironde et de 1 % des émissions de la Nouvelle-Aquitaine.

La répartition sectorielle des émissions indique une contribution majeure des secteurs résidentiel et tertiaire (50 %) et des secteurs de l'énergie, de l'industrie et des déchets (39 %).

<p>SO2 - Répartition des émissions par secteur</p> 	<p>Les émissions de dioxyde de soufre du territoire du Libournais s'élèvent à 19 tonnes en 2014, ce qui représente 1 % des émissions du département et 0,2 % des émissions de la région.</p> <p>La répartition sectorielle des émissions montre une contribution quasi-exclusive des secteurs résidentiel et tertiaire (89 %), en l'absence d'un secteur industriel développé.</p>
<p>NH3 - Répartition des émissions par secteur</p> 	<p>Les émissions d'ammoniac de la communauté d'agglomération du Libournais s'élèvent à 408 tonnes en 2014, ce qui correspond à 9 % des émissions de la Gironde et à 0,4 % des émissions de la Nouvelle-Aquitaine.</p> <p>La répartition sectorielle des émissions montre une contribution quasi-exclusive du secteur agricole (92 %).</p>

c) FOCUS SUR LES GAZ À EFFET DE SERRE

Source : Source : L'énergie en Gironde : panorama en chiffres – ALEC – Edition 2020

Les Gaz à Effet de Serre (GES) sont des gaz qui captent le rayonnement infrarouge au sein de l'atmosphère terrestre, contribuant ainsi au phénomène d'effet de serre. Les GES directs retenus au protocole de Kyoto dans la comptabilisation des émissions sont les suivants : le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), les hydrofluorocarbures (HFC), les perfluorocarbures (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF₆).



Afin de pouvoir comptabiliser l'ensemble des gaz à effet de serre sous une seule unité, les émissions sont toutes évaluées en quantité équivalente de CO₂ (tonne équivalent CO₂ : t eq CO₂ ou t CO₂e), en tenant compte des pouvoirs de réchauffement climatique (PRG) des différents GES (à titre d'exemple, le méthane a un PRG 28 fois supérieur à celui du CO₂, et le protoxyde d'azote 265 fois supérieur).

Le PCAET de la CA du Libournais est actuellement en cours de révision (remplacement du PCET actuel, de 2015).

En revanche, des informations existent à l'échelle de la Gironde, permettant d'appréhender la problématique à l'échelle du département, via le bilan réalisé par ALEC (L'énergie en Gironde : panorama en chiffres – Edition 2020).

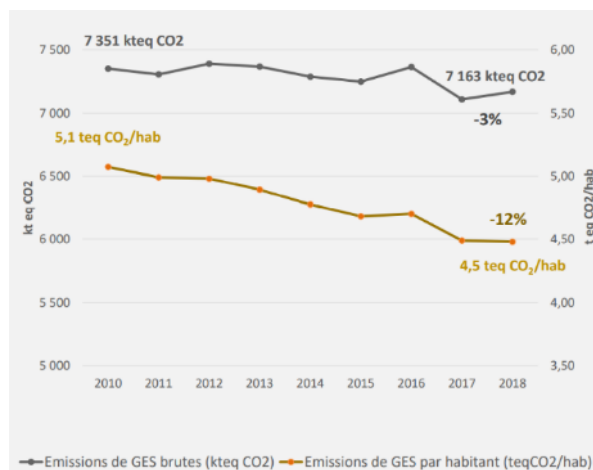
★ Evolution des émissions de GES à l'échelle gironde

Le bilan 2020 sur l'énergie établi à l'échelle de la Gironde (étude ALEC) met en exergue les points suivants :

- Les émissions de gaz à effet de serre s'élèvent à 7 163 kt eq CO₂, soit 4,5 t eq CO₂ /hab.
- Les émissions globales de GES sont en légère baisse en valeur absolue sur la période 2010-2018 (-3%), et le sont encore davantage lorsqu'elles sont ramenées au nombre d'habitants (-12%).

Evolution des émissions de GES en Gironde de 2010 à 2018

(source : ALEC)

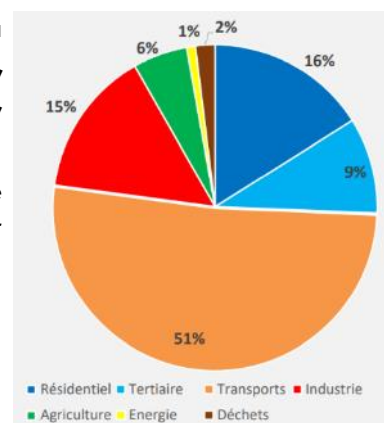


★ Emissions de GES par secteur

Conformément au protocole de Kyoto, les gaz à effet de serre retenus dans la comptabilisation des émissions sont les suivants : Dioxyde de carbone (CO₂), Méthane (CH₄), Hydrofluorocarbures (HFC), Perfluorocarbures (PFC), Protoxyde d'azote (N₂O) et Hexafluorure de soufre (SF₆).

Le transport est le secteur le plus émetteur et représente environ la moitié (51%) des émissions de GES. Le bâtiment (résidentiel + tertiaire) pèse pour environ un quart des émissions de GES départementales (25%).

Emissions de GES par secteur – périmètre SCOPE 1³² et SCOPE 2³³ (source : ALEC)

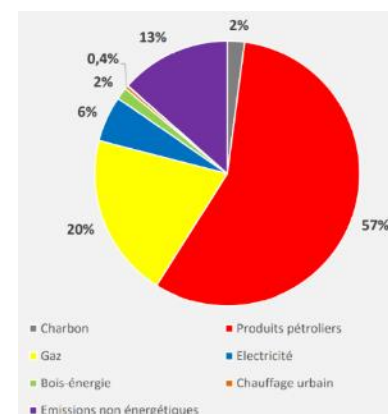


★ Emissions de GES par énergie

La combustion des énergies fossiles, qui représente 57% des consommations énergétiques, est à l'origine de 79% des émissions de CO₂.

Les émissions non énergétiques représentent 13% des émissions de GES du département. Elles sont dues à la fermentation entérique des animaux, la fertilisation azotée des sols agricoles, au traitement des déchets et eaux usées, aux gaz frigorigènes fluorés dans les systèmes de réfrigération...

Emissions de GES par énergie (source : ALEC)



³² SCOPE 1 : Emissions directes (énergétiques et non énergétiques)

³³ SCOPE 2 : Emissions indirectes liées à la production d'électricité et aux réseaux de chaleur et de froid

4. ENJEUX

Air et énergie

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Un contexte climatique favorable à la production d'électricité solaire (15 sites de production ont été recensés sur la commune en 2020). Un potentiel intéressant lié au solaire (notamment thermique), eu égard à l'importance de l'habitat individuel dans le parc de logements du territoire. Un potentiel fort pour la géothermie, de surface ou profonde (à ce jour, aucune installation n'y est répertoriée). Un potentiel pour mixer les différentes sources de production d'énergies renouvelables sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Une dépendance à la voiture individuelle qui s'accroît et une tonalité très rurale qui limite les mobilités alternatives L'ancienneté d'une partie du parc de résidences principales.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Une présence boisée qui permet de constituer un gisement mobilisable pour une valorisation des énergies renouvelables, mais dont la préservation constitue un enjeu fort. Un contexte viticole permettant de disposer de sous-produits (sarments, ceps) pouvant être utilisés pour une valorisation énergétique. La mise en œuvre du PLUi de la Communauté d'Agglomération du Libournais et de son PCAET (en cours de révision), pour permettre le développement des EnR, en dépassant les limites de la commune de Maransin. Le développement du télétravail, qui permet de limiter les migrations pendulaires, et <i>in fine</i> l'impact du secteur routier. La mise en œuvre de la RE 2020, qui va conduire à la production de logements plus économes en énergie et moins émetteurs de GES 	<ul style="list-style-type: none"> La raréfaction des produits pétroliers, qui va notamment impacter l'usage des voitures thermiques à brève échéance
Les enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> Encourager le développement des énergies renouvelables, et si besoin, s'affranchir des limites du territoire pour pouvoir envisager un mix énergétique plus important (coopération à l'échelle intercommunale, par exemple) ; Développer les mobilités alternatives au « tout automobile », en tenant compte du caractère relativement rural du territoire ; Proposer un développement urbain qui permette de limiter les petits déplacements du quotidien, notamment en direction des équipements et services (ex : école, mairie), ou encore qui facilite l'accès au transport collectif (notamment le transport scolaire). 	

XIII. NUISANCES ET POLLUTIONS, RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



1. LES RISQUES MAJEURS

a) QUELQUES ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION

D'une manière générale, le risque majeur se caractérise par de nombreuses victimes, un coût important de dégâts matériels et des impacts sur l'environnement.

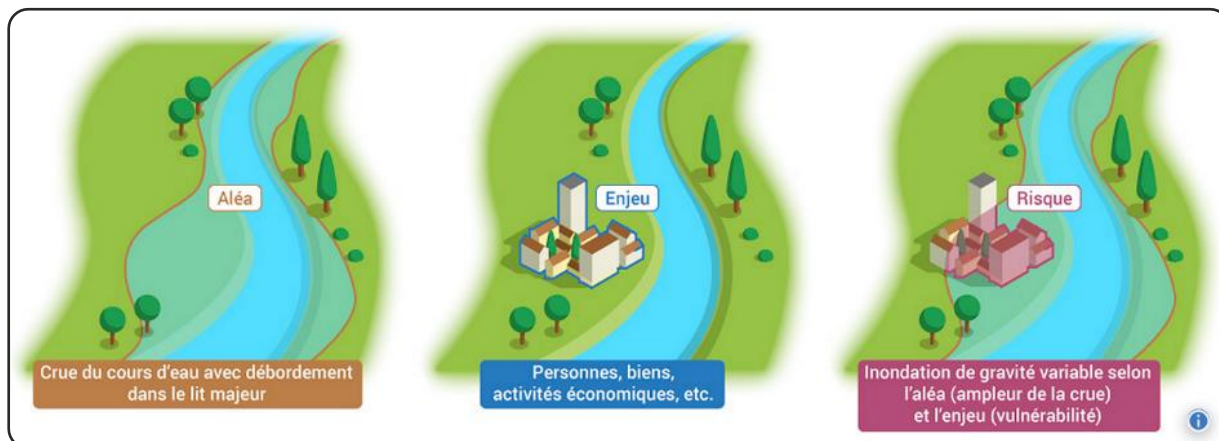
L'existence d'un risque majeur est ainsi liée :

- d'une part à la présence d'un événement, appelé *aléa*, qui est la manifestation d'un phénomène naturel ou anthropique ;
- d'autre part à l'existence d'*enjeux*, qui représentent l'ensemble des personnes et des biens (ayant une valeur monétaire ou non monétaire) pouvant être affectés par un phénomène.

Les conséquences d'un risque majeur sur les enjeux se mesurent en termes de vulnérabilité.

Ainsi, un événement potentiellement dangereux (ou aléa) n'est un risque majeur que s'il s'applique à une zone où des enjeux humains, économiques ou environnementaux sont en présence.

Aléa + Enjeu = risque majeur



Le risque majeur en schéma (source : BRGM)

En outre, deux critères caractérisent le risque majeur :

- Une faible fréquence : l'homme et la société peuvent être d'autant plus enclins à l'ignorer que les catastrophes sont peu fréquentes ;
- Une énorme gravité : nombreuses victimes, dommages importants aux biens et à l'environnement.

Le risque majeur se caractérise notamment par l'incapacité de la société exposée à surpasser l'évènement. Il importe donc que la société comme l'individu s'organisent pour y faire face, en développant, en particulier, l'information préventive. A ce titre, le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) constitue l'élément de référence à considérer.

Les éléments qui suivent reprennent en grande partie les informations du DDRM de Gironde, approuvé en 2021 (après sa révision), complétés par les informations issues d'autres éléments réglementaires ou portés à la connaissance de la commune de Maransin, dans le cadre de la révision de son document d'urbanisme.

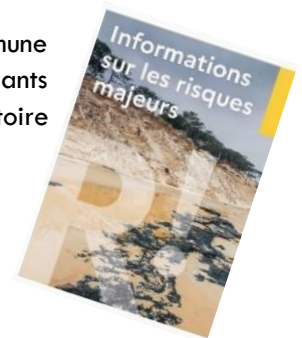
b) QUELS SONT LES RISQUES MAJEURS IDENTIFIÉS SUR LE TERRITOIRE ?

Source : Dossier Départemental des Risques Majeurs de Gironde, approuvé en 2021 ; Géorisques (données septembre 2021, puis mise à jour en septembre 2022).

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs de Gironde précise, pour chaque commune constitutive du département, quels sont les risques majeurs identifiés. Les tableaux suivants formalisent les éléments figurant dans le DDRM 33 approuvé, et qui concernent le territoire de Maransin.

N°INSEE	COMMUNES									
33264	Maransin									

	Risque Inondation		Risque Industriel
	Risque Littoral		Risque Sismique
	Risque Feu de Forêt		Risque Radon (communes en zones 2 et 3)
	Risque Mouvement de Terrain		Risque Nucléaire
	Risque Retrait Gonflement Argile		Risque Rupture de Barrage



La commune de Maransin renvoie aux risques majeurs liés au retrait-gonflement des argiles, aux feux de forêt, et au risque sismique.

Par ailleurs, l'analyse de la synthèse des arrêtés de catastrophe naturelle montre que la commune de Maransin a été à maintes reprises concernée par les épisodes de forte intensité qui peuvent se traduire par ce type de procédure. Ainsi, la base Géorisques met en évidence que 18 reconnaissances de l'état de catastrophes naturelles pour la commune (donnée telle que figurant en septembre 2022).

Outre ceux relatifs aux tempêtes Martin (en décembre 1999) et Klaus (de janvier 2009), nombres d'arrêtés sont liés aux problématiques des sols argileux. Ils représentent plus de 50% des procédures... et 80% des demandes de reconnaissance déposées depuis 2003 (demandes faites notamment en 2016, 2017, 2018 et 2020).

Extrait de Géorisques pour la commune de Maransin

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 18

Chocs Mécaniques liés à l'action des Vagues : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
IOCE0902322A	24/01/2009	27/01/2009	28/01/2009	29/01/2009
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Grêle : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19830910	16/07/1983	24/07/1983	10/09/1983	11/09/1983

Inondations et/ou Coulées de Boue : 6

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
IOCE0902322A	24/01/2009	27/01/2009	28/01/2009	29/01/2009
IOCE0821938A	31/05/2008	31/05/2008	11/09/2008	16/09/2008
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830910	16/07/1983	24/07/1983	10/09/1983	11/09/1983
NOR19830204	08/12/1982	31/12/1982	04/02/1983	06/02/1983
NOR19821130	06/11/1982	10/11/1982	30/11/1982	02/12/1982

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Sécheresse : 6

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1824834A	01/04/2017	30/06/2017	18/09/2018	20/10/2018
INTE1228647A	01/04/2011	30/06/2011	11/07/2012	17/07/2012
IOCE1032143A	01/06/2009	31/10/2009	13/12/2010	13/01/2011
INTE0400918A	01/07/2003	30/09/2003	11/01/2005	01/02/2005
INTE0300234A	01/01/2002	31/10/2002	30/04/2003	22/05/2003
INTE9800421A	01/05/1989	30/09/1995	01/10/1996	17/10/1996

Tempête : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19830910	16/07/1983	24/07/1983	10/09/1983	11/09/1983
NOR19821130	06/11/1982	10/11/1982	30/11/1982	02/12/1982

2. LES RISQUES NATURELS LIÉS AUX INONDATIONS

a) QUELQUES PRÉALABLES

Une inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque inondation est la conséquence de deux facteurs conjugués :

- l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement (aléa) ;
- le développement de zones urbanisées (habitat, équipements, zones dédiées à l'activité) dans la zone inondable (enjeu).

Trois types d'inondations peuvent survenir :

- les inondations de plaine : phénomène lent dû à un débordement des cours d'eau ou à une remontée de la nappe phréatique ;
- le ruissellement pluvial : lors de très fortes précipitations (orages violents de printemps et d'été), les réseaux d'évacuation des eaux pluviales ne parviennent plus à collecter et à faire transiter les eaux recueillies sur les surfaces imperméabilisées (toitures, parking, chaussées) ;
- les coulées de boue et crues torrentielles : ce phénomène se produit lors de fortes pluies orageuses d'été, essentiellement dans les secteurs de pentes moyennes, de talwegs ou encore de terres à l'interface des terrains agricoles et des zones urbanisées qui n'absorbent plus.

La gestion du risque « inondation » peut passer par différents stades, de la connaissance des aléas à leur surveillance, en passant par des mesures de protection actives et leur planification dans l'urbanisme réglementaire :

- la connaissance des aléas : cela passe par le recensement des zones inondables. Sur un territoire, plusieurs types de documents peuvent permettre d'appréhender l'aléa lié au débordement des cours d'eau : les Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI), les atlas des zones inondables (AZI) et des études spécifiquement sur certains secteurs.
- la surveillance de la montée des eaux et alerte météorologique (rôle de Météo-France, du service d'annonce des crues et de la Sécurité Civile)
- les études et travaux : afin de diminuer le risque ou les conséquences d'une inondation, des travaux peuvent être réalisés. Ils font généralement suite à des études hydrauliques et aboutissent notamment à des travaux sur les cours d'eau (curage, recalibrage, endiguements...) et sur son bassin versant (création de bassins de rétention, amélioration des réseaux de collecte des eaux pluviales, préservation de surfaces perméables, de zones tampons...)
- la maîtrise de l'urbanisme : dans les zones soumises au risque d'inondation, la meilleure prévention consiste à préserver les champs d'expansion des crues de façon à ce qu'ils jouent pleinement leur rôle d'écrêtement de la lame d'eau.

b) LE RISQUE INONDATION PAR DÉBOREMENT DE COURS D'EAU SUR LA COMMUNE DE MARANSIN

Sources : Géorisques ; site internet DDTM Gironde

A ce jour, la commune de Maransin n'est concernée par :

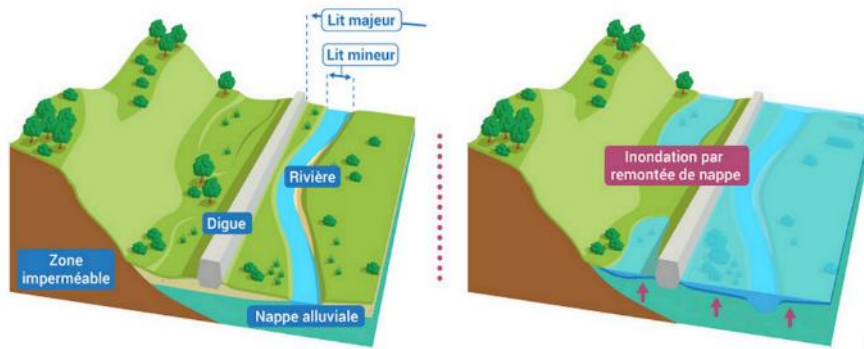
- Aucun Plan de Prévention des Risques, qu'il soit prescrit ou approuvé ;
- Aucun Atlas des Zones Inondables ;
- Aucun Territoire à Risque important d'Inondation (TRI).

En revanche, Maransin est une commune faisant l'objet d'un programme de prévention des inondations : le PAPI de la Dordogne (PAPI complet), signé en décembre 2018.

c) LE RISQUE INONDATION PAR REMONTÉE DE NAPPES SOUTERRAINES

Sources : Géorisques

Si le risque d'inondation est souvent associé au débordement des cours d'eau, il peut également survenir suite aux remontées de nappes phréatiques, autrement appelées nappes « libres » car aucune couche imperméable ne les sépare du sol. Ces nappes sont alimentées par la pluie, dont une partie s'infiltre dans le sol et rejoint la nappe. Lors de phénomènes pluvieux forts, le niveau de la nappe peut parfois atteindre la surface du sol : c'est l'inondation par remontée de nappe.



Le phénomène de remontée de nappes en schéma (source : Agence française pour la biodiversité / Réalisation Matthieu Nivresse - d'après OIEau -, 2018)

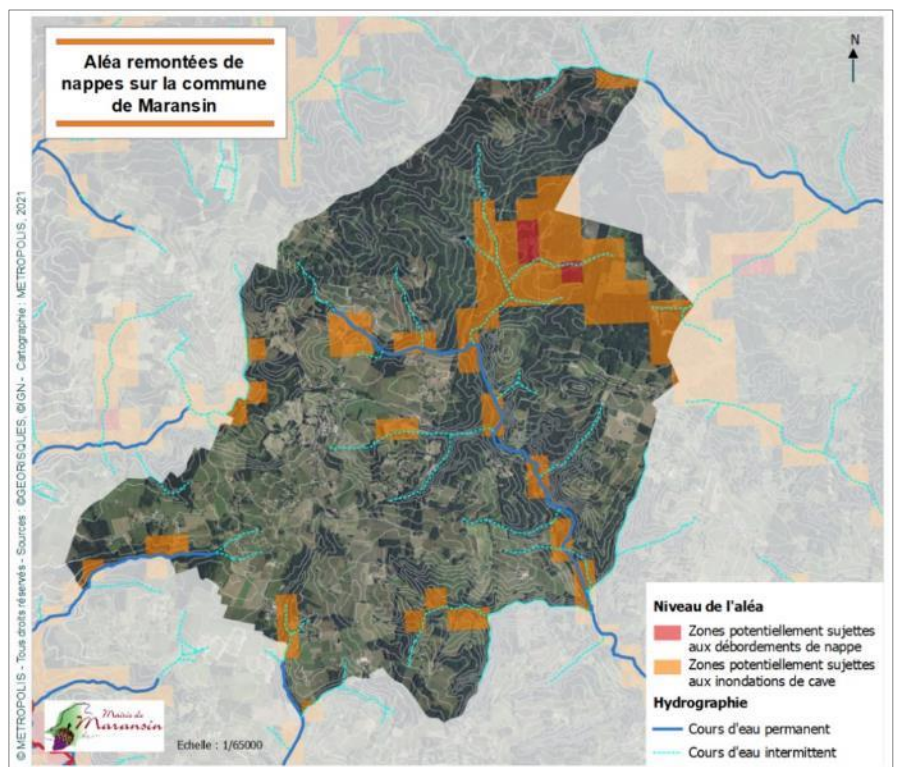
Plusieurs conséquences sont à redouter, liées soit à l'inondation elle-même, soit à la décrue de la nappe qui la suit. Les dégâts le plus souvent causés par ces remontées sont les suivants :

- les inondations de sous-sol, de garages semi-enterrés ou de caves,
- fissuration d'immeubles,
- remontées de cuves enterrées ou semi-enterrées et de piscines,
- désordres aux ouvrages de génie civil après l'inondation,
- pollutions (commun à tous les types d'inondation).

Le BRGM a réalisé des études permettant de cartographier, à l'échelle départementale, les zones sensibles aux remontées de nappes, selon une méthodologie nationale. Cette cartographie (de 2^{ème} génération) résulte de l'état des connaissances sur ce phénomène pour chaque département. Figurent ainsi :

- Les secteurs sensibles aux débordements de nappes souterraines ;
- Les secteurs sujets aux inondations de caves ;
- Les secteurs non-sujets aux débordements de nappes et aux inondations de caves.

Aléa remontées de nappes



La cartographie ci-avant précise les secteurs vulnérables aux remontées de nappe sur le territoire communal. Comme on peut le constater, Maransin est concerné de façon partielle par cet aléa, bien que le secteur de Corbineau, au Nord-Est de la commune, soit potentiellement plus vulnérable.

d) LA CARTOGRAPHIE DES « CHEMINS DE L'EAU »

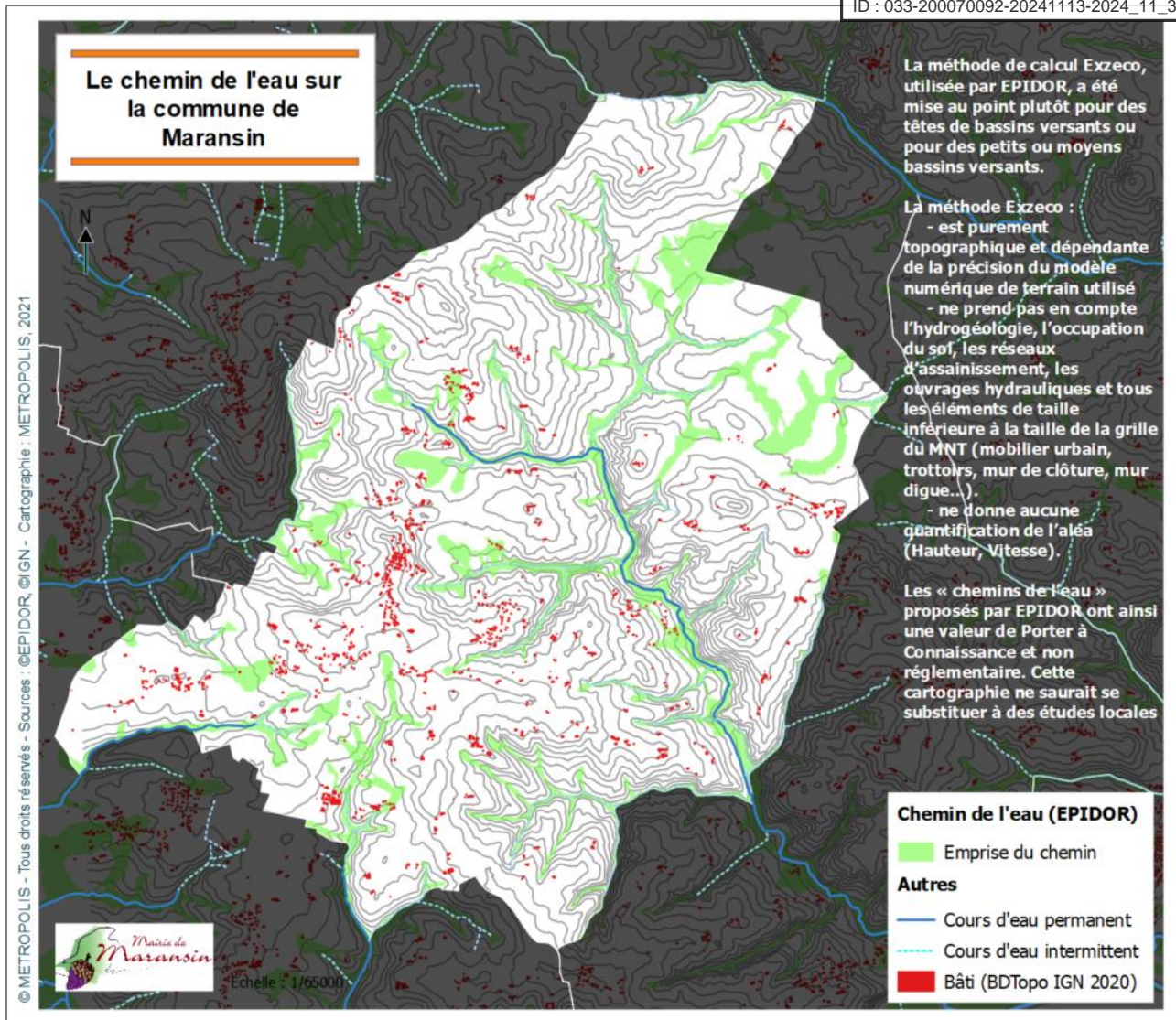
Source : EPIDOR

Presque chaque année, lors d'épisodes orageux intenses, des problèmes sont observés sur le bassin versant de la Dordogne. Ces problèmes se traduisent de différentes façons : ruissellement entraînant le débordement de cours d'eau ou fossés, accumulation d'eau dans des vallées sèches, coulées de boues... Et les perturbations ou dommages peuvent être divers : danger pour les personnes, inondation de maisons ou d'autres infrastructures, dégradations de routes, érosion des sols et de parcelles agricoles...

Ces problèmes touchent souvent des zones non couvertes par des PPRI (Plan de Prévention du Risque d'Inondation) ou des AZI (Atlas de Zones Inondables), et sur lesquelles on ne disposait en général jusqu'à présent d'aucune information particulière sur le caractère inondable.

EPIDOR (Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne) a donc décidé de s'investir sur ce sujet, pour améliorer la connaissance et la diffuser afin de chercher à limiter les problèmes constatés.

C'est ainsi qu'une cartographie des chemins de l'eau a été produite par le Cerema à partir de la méthode Exzeco : il s'agit d'une modélisation purement topographique qui délimite les zones potentiellement inondables, et dans lesquelles il est donc préférable d'y éviter d'implanter de nouveaux enjeux. La cartographie représente l'emprise de l'ensemble des zones où l'eau est susceptible de circuler en surface. On y distingue les talwegs sur l'ensemble du bassin de la Dordogne, aussi bien pour les cours d'eau, que les fossés ou les vallées sèches.



Remarque : EPIDOR précise que dans les grandes vallées fluviales (Dordogne, Vézère, Isle, Dronne...), l'emprise des « chemins de l'eau » n'est souvent pas pertinente. La méthode de calcul Exzeco a été mise au point plutôt pour des têtes de bassins versants ou pour des petits ou moyens bassins versants. La méthode Exzeco :

- est purement topographique et dépendante de la précision du modèle numérique de terrain utilisé
- ne prend pas en compte l'hydrogéologie, l'occupation du sol, les réseaux d'assainissement, les ouvrages hydrauliques et tous les éléments de taille inférieure à la taille de la grille du MNT (moblier urbain, trottoirs, mur de clôture, mur digue...).
- ne donne aucune quantification de l'aléa (Hauteur, Vitesse).

Les « chemins de l'eau » proposés par EPIDOR ont ainsi une valeur de Porter à Connaissance et non réglementaire. Cette cartographie ne saurait se substituer à des études locales permettant de vérifier certains aspects hydrauliques et préciser le caractère inondable à une échelle plus fine.

Quelle gestion des eaux pluviales sur Maransin ?

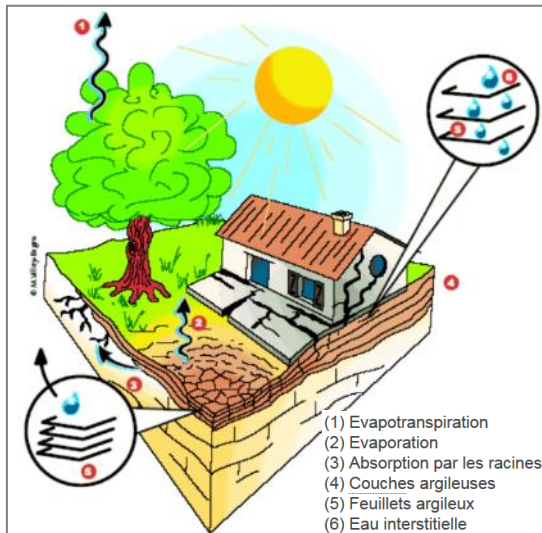
Dans le bourg, les eaux pluviales sont évacuées par des caniveaux, puis par le réseau pluvial qui aboutit à des fossés au niveau de la salle des fêtes, du cimetière et de la voie communale n°101 (source : schéma d'assainissement de Maransin).

Notons que la CA du Libournais, dont fait partie la commune de Maransin, est en train de réaliser son Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines, ainsi que son zonage des eaux pluviales.

3. LES RISQUES NATURELS LIÉS AUX MOUVEMENTS DE SOL

a) L'ALÉA RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

★ Qu'est-ce que le retrait-gonflement des argiles ?



Les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements et des tassements qui peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments.

En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que les mouvements les plus importants soient observés en période sèche. Les enjeux particulièrement menacés sont les bâtiments à fondations superficielles, qui peuvent subir des dommages importants.

Quand l'argile se rétracte et fissure le bâti (source : BRGM)

Les maisons individuelles sont souvent les principales victimes de ce phénomène, et ceci pour au moins 2 raisons :

- la structure de ces bâtiments, légers et peu rigides, mais surtout fondés de manière relativement superficielle par rapport à des immeubles collectifs, les rend très vulnérables à des mouvements du sol d'assise,
- la plupart de ces constructions sont réalisées sans études géotechniques préalables qui permettraient notamment d'identifier la présence éventuelle d'argile gonflante et de concevoir le bâtiment en prenant en compte le risque associé.

★ Les secteurs vulnérables sur la commune de Maransin

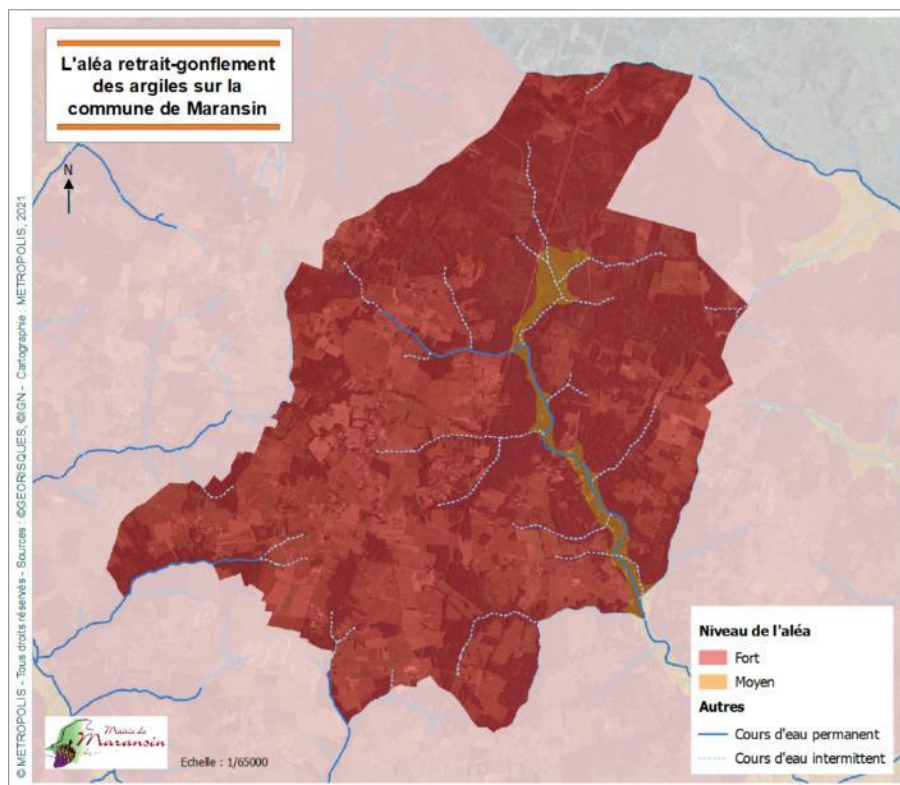
Sources : Géorisques

Comme l'indique le recensement des arrêtés de catastrophe naturelle sur Maransin, le retrait-gonflement des argiles a occasionné de nombreuses procédures de reconnaissance d'état de catastrophes naturelles. Pour autant, il n'existe aucun PPR approuvé ni prescrit sur la commune.

Du point de vue de la connaissance du risque, l'aléa a fait l'objet d'un programme de cartographie départementale conduit par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Une carte de 1^{ère} génération a été produite. Toutefois, une mise à jour de la carte a été réalisée fin 2019, afin de permettre l'application de l'article 68 de la Loi ELAN. Cette carte, de 2^{ème} génération et applicable depuis le 1^{er} janvier 2020, a pour but d'imposer des études géotechniques en zone d'aléa moyen et fort, et permettre *in fine* la conception de constructions adaptées et moins vulnérables aux désordres pouvant apparaître en cas de tassement différentiel. La limite d'interprétation de la cartographie d'aléa est fixée au 1/50000^{ème} par le BRGM.

Comme le montre la carte suivante, la commune de Maransin est intégralement concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles sur l'intégralité de son territoire. Le niveau d'aléa est « fort » sur l'ensemble du territoire communal (géologie à dominante argileuse), à l'exception du fond de vallée que forme le ruisseau du Galostre à aléa « moyen » (formations continentales fluviales et lacustres, de type gros galets, graviers, sables à débris de bois fossilisés et argiles vert pâle).

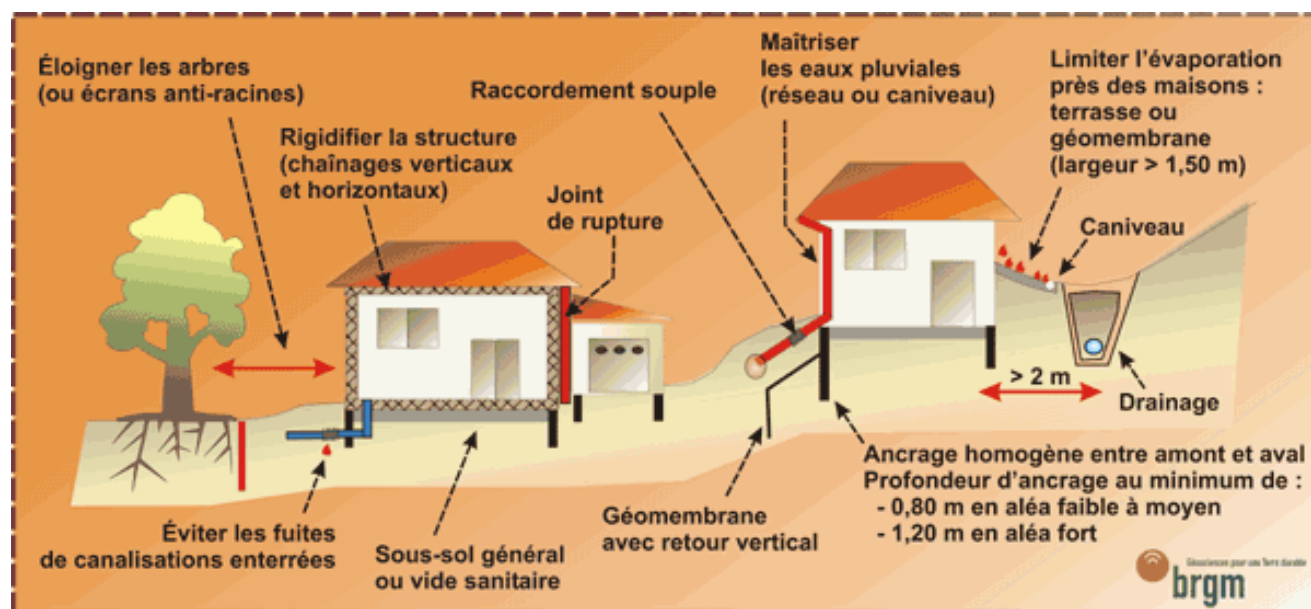


Cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles sur la commune de Maransin (données : Géorisques)

★ Mesures préventives pour la construction

Sources : Géorisques

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement, obéissent aux principes figurant sur le schéma ci-après.



La mise en application de ces principes peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur.

Ancrage des fondations

En premier lieu, les fondations doivent être suffisamment profondes et ancrées de manière homogène afin de s'affranchir de la zone la plus superficielle du sol, sensible à l'évapotranspiration et donc susceptible de connaître les plus grandes variations de volumes :

- la profondeur d'ancrage doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel. À titre indicatif, on considère qu'elle doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'exposition faible à moyen et 1,20 m en zone d'exposition forte ;
- les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter absolument.

Sous-sol général ou vide sanitaire

Une construction sur vide sanitaire ou avec sous-sol généralisé est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.

Chaînages

Afin de résister à la force des mouvements verticaux et horizontaux provoqués par le phénomène de retrait-gonflement, les murs de l'habitation peuvent être renforcés par des chaînages internes horizontaux (haut et bas) et verticaux pour rigidifier la structure du bâtiment.

Joint de rupture

Les éléments de construction accolés, fondés de manière différente ou exerçant des charges variables (par exemple garages, vérandas, dépendances, etc.), doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.

Préservation de l'équilibre hydrique du sol

- tout élément de nature à provoquer des variations saisonnières d'humidité du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être le plus éloigné possible de la construction. On considère en particulier que l'influence d'un arbre s'étend jusqu'à une distance égale à au moins sa hauteur à maturité ;
- sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géomembrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation ;
- en cas de source de chaleur en sous-sol (chaudière notamment), les échanges thermiques à travers les parois doivent être limités par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie. Il peut être préférable de positionner cette source de chaleur le long des murs intérieurs ;
- enfin, les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords non fragiles (systèmes d'assouplissement) au niveau des points durs.

★ Etude géotechnique

Sources : Géorisques

Les études géotechniques prescrites par la loi ELAN doivent permettre de déterminer avec certitude la nature du terrain situé au droit de la parcelle afin d'adapter au mieux les caractéristiques de la construction aux contraintes géologiques locales.

À titre indicatif, les objectifs d'une telle étude sont a priori les suivants :

- caractérisation du comportement des sols d'assise vis-à-vis du phénomène de retrait-gonflement ;
- reconnaissance de la nature géologique et des caractéristiques géométriques des terrains d'assise ;
- vérification de l'adéquation du mode de fondation prévu par le constructeur avec les caractéristiques et le comportement géotechnique des terrains d'assise ;

- vérification de l'adéquation des dispositions constructives prévues par le constructeur avec les caractéristiques intrinsèques du terrain et son environnement immédiat.

Rappel : L'arrêté ministériel du 22 juillet 2020 définit le contenu des études géotechniques à réaliser dans les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

b) LES AUTRES TYPES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN

Source : Géorisques

Le BRGM met à disposition d'autres porter à connaissance :

- Les cavités souterraines abandonnées d'origine non minière (carrière, etc.) ;
- Les mouvements de terrain (effondrement, glissement de terrain...).

La consultation de ces données met en évidence qu'aucun de ces aléas n'est identifié sur la commune de Maransin à ce jour.

4. LE RISQUE NATUREL LIÉ AUX FEUX DE FORÊT

Source : DDRM Gironde ; consultation du SDIS 33

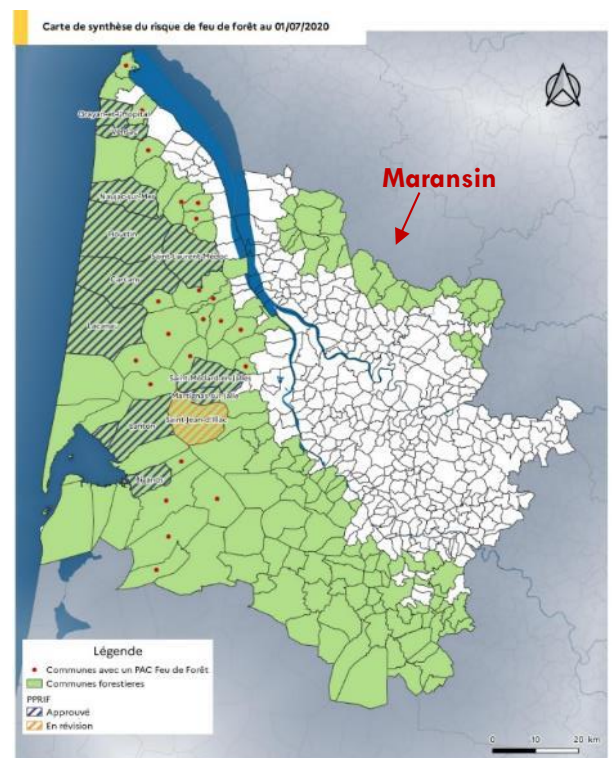
Selon le DDRM de la Gironde approuvé en 2021, la commune de Maransin est considérée comme une commune à dominante forestière.

a) PRÉVENTION DU RISQUE ET IMPORTANCE DU DÉBROUSSAILLEMENT

Il convient de rappeler que l'ensemble de la Gironde est concerné par des zones exposées et par les obligations légales de débroussaillage. Cette mesure préventive consiste à réduire la végétation pour diminuer la densité de végétation autour des habitations et limiter la propagation des incendies. Il garantit la rupture horizontale et verticale de la continuité du couvert végétal.

Conformément au règlement interdépartemental et en application du code forestier (articles L 133-1 et L134-6 du Code forestier), le débroussaillage est obligatoire dans les zones exposées situées à moins de 200 m de bois et forêts (massifs de plus de 0,5 ha), sur l'ensemble du département.

Extrait du DDRM de Gironde de 2021



b) PRISE EN COMPTE DU RISQUE INCENDIE DANS LE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Dans le cadre des documents d'urbanisme, la prise en compte du risque incendie de forêt doit être faite à plusieurs niveaux :

- Le développement urbain ne doit pas aggraver significativement le risque et doit intégrer la prévention. Outre l'obligation légale de débroussaillage, il s'agit d'apporter des réponses en termes de choix

d'implantation des développements urbains et de formes urbaines proposées, mais également de plans d'aménager à adopter pour limiter les zones de contact entre l'urbanisation et la forêt (ex : bande tampon jouant le rôle de pare-feu) ;

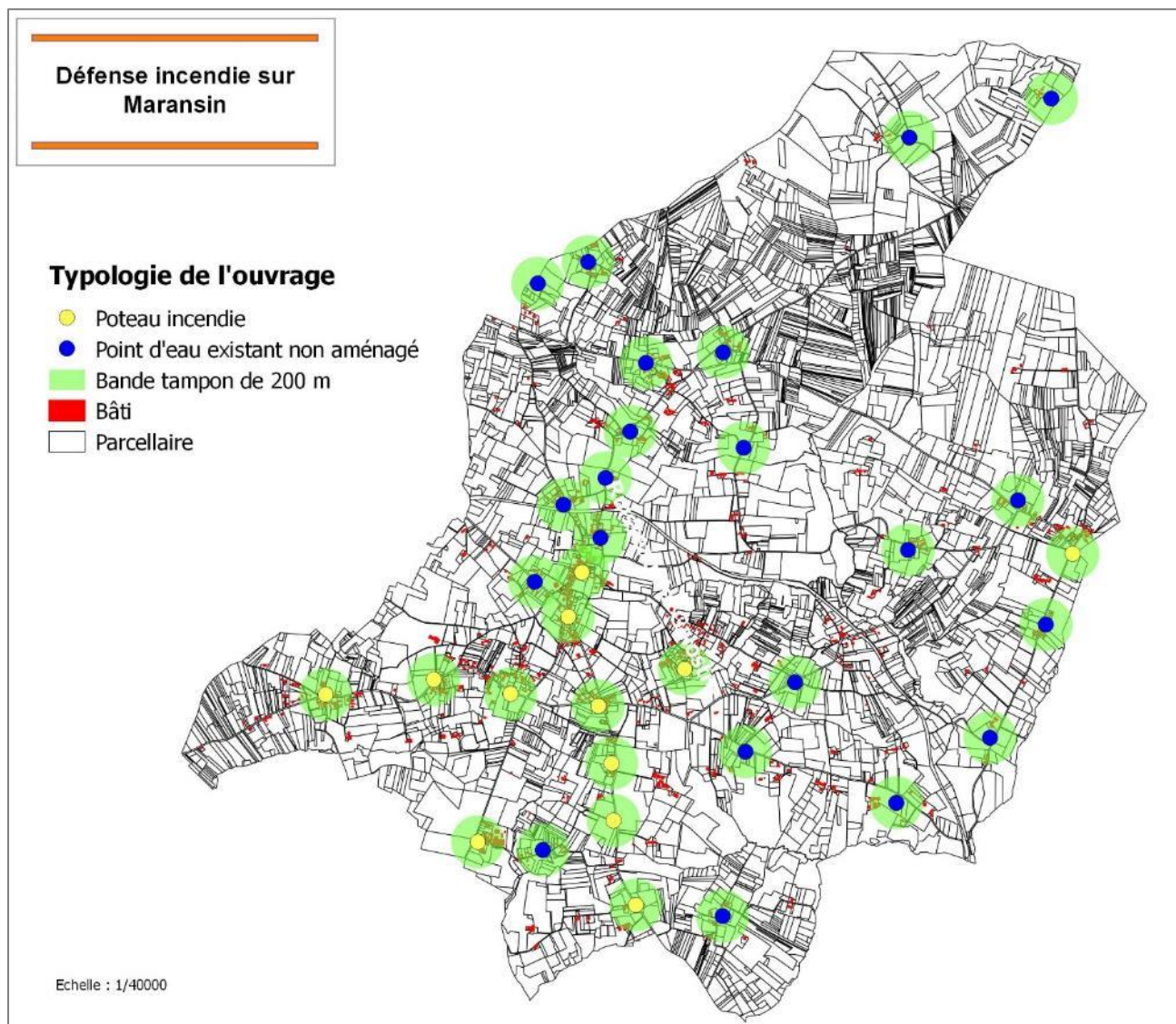
- L'organisation de la défendabilité ; il s'agit d'organiser des voies d'accès normalisées pour les secours et l'accès à des dispositifs de défense incendie (ex : point d'eau incendie) afin d'éviter la propagation du feu :
 - depuis les zones boisées vers les zones urbaines ;
 - et de façon réciproque, des zones urbaines vers les boisements.

En cas d'incendie, la défense des enjeux humains (personnes, biens...) s'effectue notamment grâce à des aménagements appelés Point d'Eau Incendie (PEI). Ce sont généralement des poteaux ou des bouches d'incendie, raccordées au réseau d'eau potable sous pression et des réserves naturelles (plans d'eau, cours d'eau...) ou artificielles (puisards, réserves...).

Le dernier bilan réalisé par le SDIS 33 (septembre 2021) sur les PEI indique que l'ensemble des PEI sont disponibles, à l'exception du PEI n°4, situé au niveau du Canton des Nauves.

Le bilan établi par le SDIS 33 est consultable en annexe de ce document.

La cartographie suivante indique la localisation de l'ensemble des PEI recensés sur la commune de Maransin (source : commune de Maransin).



Cartographie réalisée à partir des données transmises par la commune

Notons que selon la base de données sur les incendies de forêt en France (BDIF), plus de 12 ha de forêt ont brûlés depuis 2012.

Commune	Date de première alerte	Surface brûlée (m²)	Surface forêt (m²)	Autres type de surface
Maransin	01/06/2012	10 000	10 000	0
Maransin	22/03/2013	20 000	20 000	0
Maransin	01/11/2014	100	100	0
Maransin	10/04/2014	60 000	60 000	0
Maransin	10/07/2015	500	500	0
Maransin	09/06/2015	5 000	5 000	0
Maransin	05/06/2015	10 000	10 000	0
Maransin	25/08/2016	20 000	20 000	0

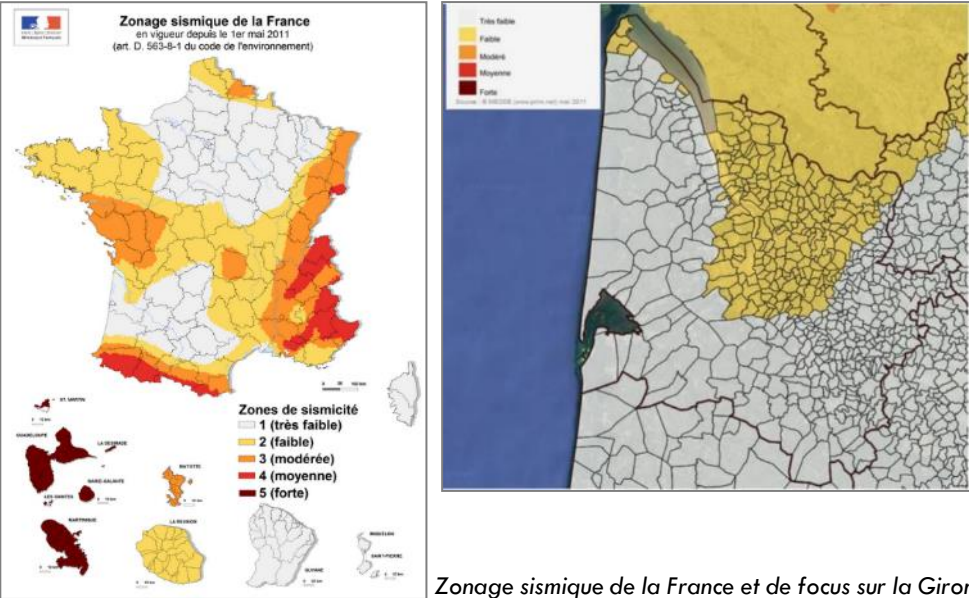
Source des données : BDIF

5. LE RISQUE NATUREL LIÉ AUX SÉISMES

Un séisme est donc le déplacement brutal de part et d'autre d'une faille suite à l'accumulation au fil du temps de forces au sein de la faille. Après la secousse principale, il y a des répliques, parfois meurtrières, qui correspondent à des réajustements des blocs au voisinage de la faille. L'importance d'un séisme se caractérise par deux paramètres : sa magnitude et son intensité.

Le zonage sismique de la France en vigueur classe Maransin en zone 2, soit une sismicité faible (voir carte ci-après).

Notons que face à l'impossibilité de prévoir la date, le lieu et l'intensité d'un séisme (et donc d'évacuer les bâtiments avant qu'il ne survienne), le moyen de prévention le plus efficace contre le risque sismique est la construction parasismique, et relève donc de mesures constructives.



6. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Source : DDRM de Gironde ; site Géorisques (consultation en septembre 2021, puis mise à jour en septembre 2022) ; DDTM Gironde

Le DDRM de Gironde approuvé en 2021 met en évidence l'absence de risques technologiques majeurs pour la commune de Maransin.

En outre, la consultation du site Géorisques (mise à jour en septembre 2022) indique la présence de 2 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Elles ne relèvent pas d'un statut SEVESO.

Nom de l'établissement	Adresse	Commune	Régime en vigueur	Statut SEVESO
<u>ANDRIEUX Michel</u>	LIEU DIT BEAU CHENE	33230 MARANSIN	Autres régimes	
<u>SARL CHATEAU BOIS NOIR</u>	BOIS NOIR	33230 MARANSIN	Autres régimes	

Extrait de la fiche Géorisques sur la commune de Maransin (source : Géorisques, au 26/09/2022)

Notons que lors de l'élaboration du diagnostic en septembre 2021, seule une ICPE était recensée : le site destiné à accueillir les 5 éoliennes à Petite Valade. L'état d'activité était dit « à l'arrêt ».

Rubrique IC	Allinéa	Date autorisation	Etat d'activité	Régime autorisé (3)	Activité	Volume	Unité
2980	1		A l'arrêt	Autorisation	Eoliennes de + de 50 m	10.000	

Extrait de la fiche ICPE correspondant au site du Parc Eolien de Petite Valade de Maransin (source : Géorisques, au 27/09/2021)

Il convient de souligner l'absence de canalisation de transport de matières dangereuses traversant la commune (risques « TMD »).

La commune de Maransin n'est, par ailleurs, concernée par aucun PPRT prescrit ou approuvé (en tout ou partie).

7. NUISANCES ET POLLUTIONS

a) LES SITES ET SOLS POLLUÉS ET LES FRICHES

Source : Géorisques (consultation au 27/09/2021) ; Outil « Cartofriches » du CEREMA (consultation au 27/09/2021)

★ Sites et sols pollués

Les sites et les sols pollués sont généralement la conséquence de notre histoire industrielle passée et présente. La pollution des sols s'effectue en général de deux manières :

- de façon localisée, soit en raison d'une activité industrielle, artisanale ou urbaine sur un site donné lié à un fonctionnement normal, soit à la suite d'un accident ou incident. On utilise alors les termes de « site pollué » ;
- de façon diffuse, par les retombées au sol de polluants atmosphériques issus de l'industrie, des transports, du chauffage domestique, etc., ou aspersion de vastes étendues de terrain.

La pollution du sol peut présenter un risque direct pour les personnes et un risque indirect via la pollution des eaux. Il convient donc que la carte communale prenne en considération ces sites et ne les destinent pas à des occupations du sol non autorisées. Dans ce cadre, la banque de données BASOL identifie les sites pollués avérés,

ainsi que ceux potentiellement fortement pollués et appelant une action publique qui ont été recensés sur le territoire.

Selon la base de données BASOL, aucun site n'est identifié sur le territoire de Maransin.

★ Friches

Selon la base de données Géorisques, aucun site n'est recensé à Maransin dans l'inventaire historique des sites industriels et activités de service (BASIAS).

Par ailleurs, aucun site n'est identifié sur la commune sur l'outil « Cartofriches » (outil d'aide au recensement à l'échelle nationale des friches, mise à disposition par le CEREMA).

b) LE BRUIT

Source : DDTM de Gironde

La qualité de l'environnement sonore est un élément d'appréciation du cadre de vie. Or aujourd'hui, l'essor de l'urbanisation et des infrastructures de transport, le développement des activités industrielles et commerciales, les besoins croissants en termes de déplacements, engendrent des nuisances sonores importantes.

Au-delà de la gêne occasionnée dans la vie quotidienne, en particulier pour les habitants vivant en milieu urbain ou au voisinage des grandes infrastructures de transport, le bruit peut atteindre à l'extérieur un niveau propre à occasionner des nuisances importantes, voire à générer des troubles sur la santé.

Des recherches récentes montrent également les effets négatifs du bruit sur la faune (perturbation des comportements liés à la reproduction, à la migration, à la recherche de nourriture...).

Enfin, les nuisances sonores impactent aussi l'économie : on enregistre des coûts directs liés à la politique de réduction du bruit (souvent des réparations d'erreurs passées comme l'insonorisation des logements) et des coûts indirects (dépréciation de biens immobiliers par exemple).

La commune de Maransin évolue dans un contexte résolument rural. Les nuisances sonores sont principalement le fruit de la circulation routière. Pour autant, la commune n'est concernée par aucune voie identifiée par l'arrêté préfectoral de juin 2016, portant sur le classement sonore des infrastructures terrestres de Gironde.

c) DÉCHETS

Source : Rapport d'activités 2019 du SMICVAL

★ Organisation et équipements structurants

Les déchets issus de la commune de Maransin sont gérés par le SMICVAL. Celui-ci assure sa mission d'intérêt général de prévention, de collecte et de traitement des déchets sur un territoire de 138 communes auprès de plus de 200 000 habitants.

Le syndicat assure les missions suivantes :

- Collecte des déchets : en porte à porte, en borne d'apport volontaire et en pôle recyclage ;
- Le traitement des déchets :
 - Les déchets triés sont recyclés ou valorisés (via 30 filières de recyclage) ;
 - Les déchets non triés et ordures ménagères notamment, partent en enfouissement à l'ISDND de Lapouyade



Équipements dédiés à la gestion des déchets sur le territoire du SMICVAL (source : rapport d'activités 2019)

Comme le montre la carte ci-dessus, la commune de Maransin ne dispose d'aucun équipement structurant du SMICVAL sur son périmètre.

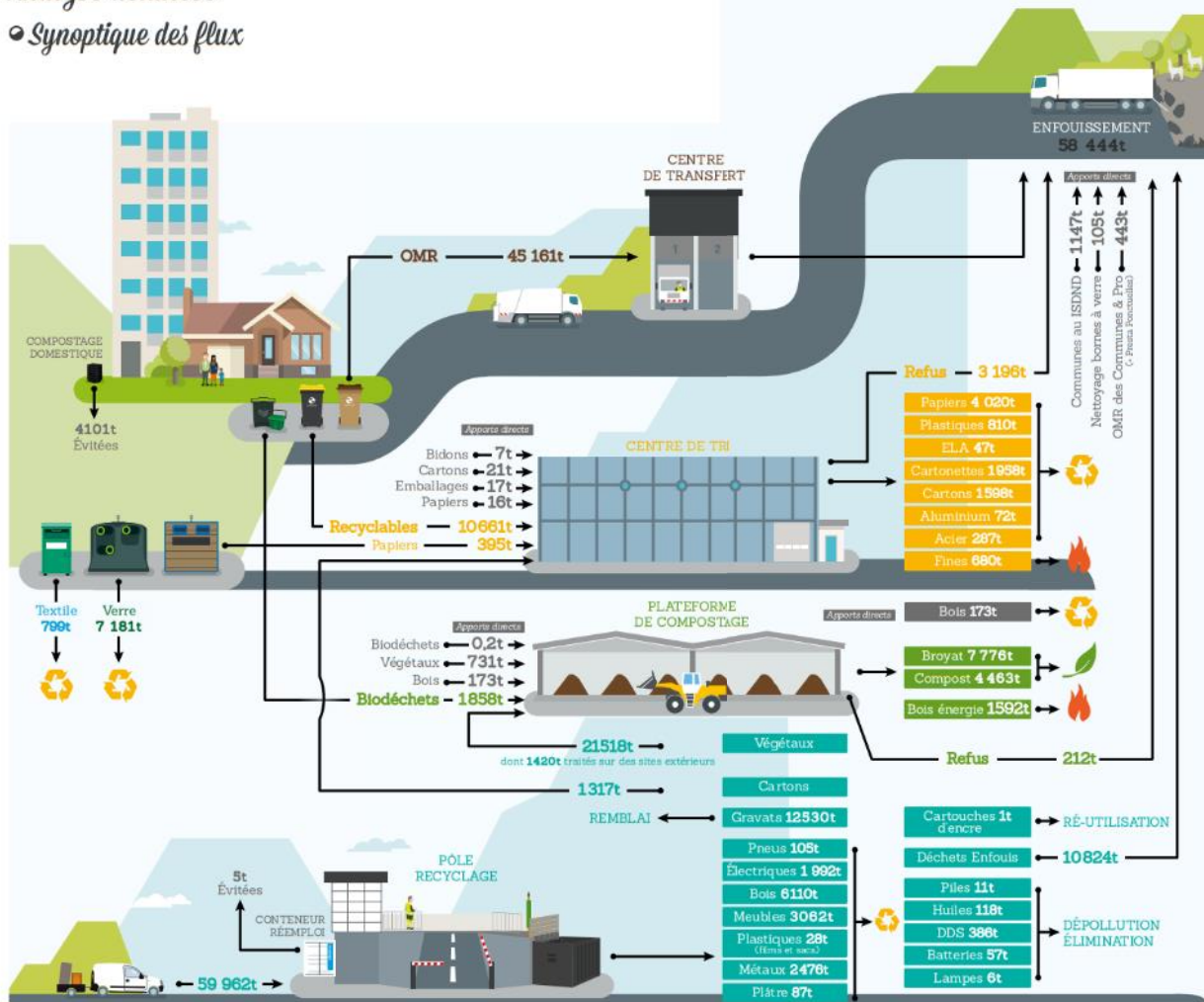
★ Focus sur la production et le devenir des déchets sur le territoire du SMICVAL

Bilan pour l'exercice 2019

Le schéma et tableaux suivants dressent la synthèse des flux sur le territoire du SMICVAL, ainsi que la production par habitant observée en 2019 (source : rapport du SMICVAL de 2019).

Analyse détaillée

• Synoptique des flux



128 702t
DE TONNAGE GLOBAL
558kg/AN/HAB
DE DMA en 2019
OBJECTIF
475kg/AN/HAB
EN 2020

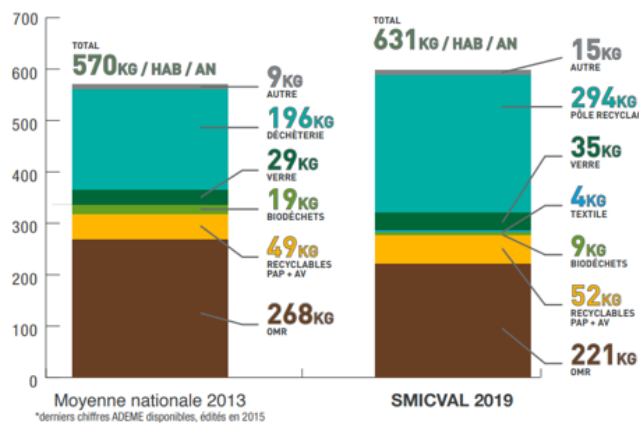
26,7%
TAUX DE VALORISATION
MATIÈRE

19,2%
TAUX DE VALORISATION
ORGANIQUE

4,3%
TAUX DE VALORISATION
ÉNERGÉTIQUE

49,8%
TAUX D'ENFOUISSEMENT
INDICE DE RÉDUCTION
-8,7%
(BASE 2010)

50,2%
TAUX DE VALORISATION
OBJECTIF
55%
EN 2020



Bilan de l'exercice 2019 pour le SMICVAL (source : rapport d'activités)

★ Evolution des tonnages collectés

Le tableau suivant indique l'évolution observée ces dernières années en fonction des différents flux.

Déchets compostables

Évolution des tonnages



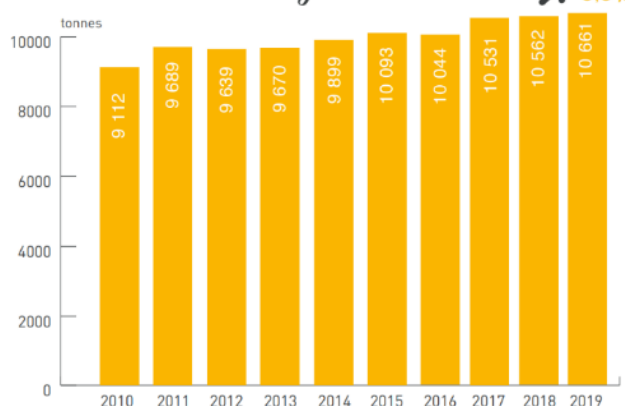
2019 est une année record en termes de déchets compostables. Les apports en végétaux en augmenté de 10 % pour la 2e année consécutive amenant à gérer et réfléchir sur l'évolution de leurs apports. Le biodéchets ont subi une diminution des apports par rapport à l'année 2018.

Production de déchets compostables :

- 103 kg/an/hab de végétaux
- 34 kg/an/hab de biodéchets

Papiers et emballages recyclables

Évolution des tonnages

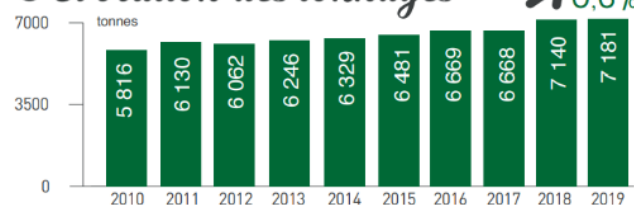


Les tonnages des collectes sélectives ont légèrement évolué par rapport à 2017 et 2018.

Production de papiers et emballages recyclables : 114 kg/an/hab

Le verre

Évolution des tonnages

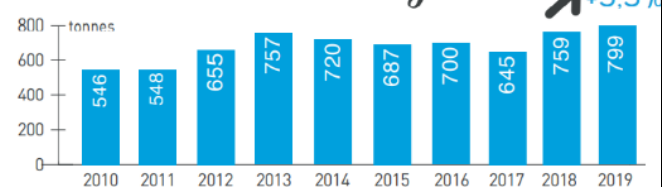


En 2019 les tonnages de verre collectés sont globalement stables.

Production de verre : 37,6 kg/an/hab

Le textile

Évolution des tonnages

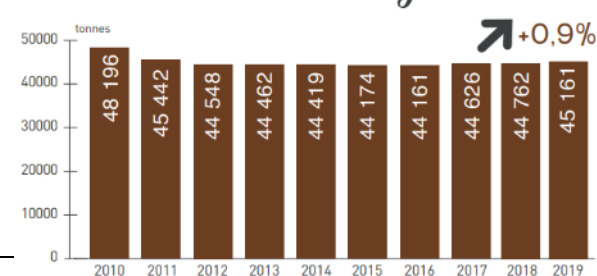


On observe une légère augmentation par rapport à 2018.

Production de textile : 11 kg/an/hab

Les ordures ménagères résiduelles (OMR)

Évolution des tonnages



Les tonnages des ordures ménagères augmentent (+0.9%) et le ratio par habitant reste stable (221kg/hab). A noter une belle évolution sur les communautés de commune du St Emilionais et du Pays de St Aulaye de -3%.

Production d'OMR : 221 kg/an/hab

8. ENJEUX

Risques naturels et technologiques, nuisances et pollutions

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Un territoire peu concerné par les sites et sols pollués. Une tonalité rurale qui a pour corollaire un territoire peu soumis aux nuisances sonores. Un territoire globalement peu concerné par les problématiques de remontées des nappes souterraines Une cartographie des « chemins de l’eau » d’EPIDOR qui met en évidence une faible exposition des personnes et des biens. Un ensemble de dispositifs permettant de mailler le territoire en termes de défense incendie 	<ul style="list-style-type: none"> Maransin est identifié en qualité de commune sensible aux risques de feu de forêt Une commune quasi intégralement sujette aux problématiques de retrait gonflement des argiles (aléa fort) Une défense incendie indisponible sur le « Canton des Nauves »
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Le schéma directeur de gestion des eaux pluviales, réalisé à l’échelle de la CA du Libournais La mise en œuvre des dispositions réglementaires induites par l’article 68 de la Loi ELAN par rapport à la problématique argileuse du territoire La révision de la carte communale de Maransin pour réinterroger des choix de développement urbain, notamment au regard de la défense incendie 	<ul style="list-style-type: none"> Le réchauffement climatique, avec des conséquences attendues sur la fréquence et l’intensité des périodes de sécheresse, et <i>in fine</i>, sur la vulnérabilité des secteurs identifiés comme sensibles aux phénomènes argileux et aux feux de forêt.
Les enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> Proposer un développement urbain qui intègre les enjeux de sécurité des personnes et des biens par rapport au risque « feux de forêt », au regard des impacts du réchauffement climatique sur la vulnérabilité du territoire : ne pas créer de nouveaux secteurs à enjeux, éviter la juxtaposition directe des zones urbaines à venir avec des boisements (notamment de résineux). Eviter de soumettre la population et les biens à des risques liés aux ruissellements : prendre en considération la cartographie des « chemins de l’eau » d’EPIDOR. 	

XIV. FOCUS SUR LES SITES POTENTIELLEMENT VOUES A MUTER

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le

ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE



1. PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

Cette étude se déroule durant la phase d'évaluation environnementale de la carte communale de Maransin. Ces prospections de terrain viennent nourrir le processus d'évaluation environnementale de la révision du document d'urbanisme.

Cette étude sur le terrain a été réalisée par le bureau d'études de THEMA Environnement.

Les investigations écologiques ont eu lieu le 14 juin 2022, à une période favorable aux observations de la biodiversité.

Des sondages pédologiques ont également été menés, à la tarière manuelle (10 sondages exécutés).

Les résultats de ces investigations de terrain sont présentés ci-après, sous forme de fiche de synthèse.

Les planches photographiques des sondages pédologiques positifs (c'est-à-dire démontrant la présence de zone humide sur le critère « sol ») sont également présentées.

Toutefois, au regard des incertitudes méthodologiques soulevés en particulier par les services de l'Etat à l'issue de la notification du projet de révision de la Carte Communale le 20 décembre 2022, la commune et la Communauté d'Agglomération du Libournais ont acté la nécessité de réaliser des investigations complémentaires sur le site de « Gail Est ». Celles-ci ont été réalisées par le cabinet Artifex au mois de Mars 2024. Les nouvelles contributions et les analyses plus précises réalisées lors de ce deuxième travail d'investigation a permis de clarifier les arbitrages et les évolutions à apporter au projet de zonage révisé de la Carte Communale, présentés au chapitre suivant XVI « *Explication du projet et de la déclinaison réglementaire* ».

2. INVESTIGATIONS ÉCOLOGIQUES RÉALISÉES PAR LA CABINET THÉMA

Site du Gail Est



Occupation du sol : prairie méso-hygrophile de fauche, ancien verger, haie arborée, chênaie, mare

Le site est caractérisé par une prairie méso-hygrophile de fauche incluant un mélange d'espèces prairiales mésophiles (Houlque laineuse, Dactyle aggloméré, Marguerite commune, Renoncule âcre...) et d'espèces hygrophiles, c'est-à-dire affectionnant les sols gorgés en eau (Menthe à feuilles rondes, Pulicaire dysentérique, Laïche cuivrée, Joncs...), dont les proportions n'ont toutefois pas pu être évaluées, la prairie étant fauchée lors du passage sur site. La prairie est favorable aux insectes, notamment aux lépidoptères, qui trouvent des conditions favorables à la réalisation de leur cycle biologique (présence de plantes à fleurs, zone refuge avant fauche). Les prairies méso-hygrophiles sont des habitats relativement communs en Aquitaine et n'accueillent pas sur le site du Gail Est de faune patrimoniale. Cet habitat présente un enjeu faible.

La haie arborée en frange nord du site et le bosquet dans la pointe ouest présentent une composition relativement semblable avec une strate arborée de Chêne pédonculé et de Frêne élevé, et une strate arbustive dominée par le Laurier noble et la Ronce ligneuse, avec également le Petit orme, le Prunellier et l'Aubépine à un style. Les oiseaux qui utilisent ces milieux comme habitat de reproduction sont pour la plupart communs à très communs malgré leur statut de protection (Mésange à longue queue, Fauvette à tête noire, Pinson des arbres, Rougegorge familier, Huppe fasciée, Grimpereau des jardins). Ces habitats présentent un enjeu faible.

Sur la partie ouest, des arbres fruitiers forment un alignement au pied duquel la végétation herbacée n'est pas entretenue et s'exprime librement. Dans la partie nord de cet alignement, le Jonc aggloméré devient dominant dans la strate herbacée. Ces habitats communs et à fonctionnalité écologique réduite présentent un enjeu faible.

La mare présente dans la partie ouest, très ombragée et à berges abruptes ne présente à priori pas d'enjeu particulier pour la faune et la flore. Elle peut néanmoins constituer un habitat potentiel de reproduction certains amphibiens répertoriés sur le territoire communal tels le Crapaud épineux ou le Triton palmé. Cet habitat présente un enjeu faible.

L'enjeu le plus important relevé sur le secteur est la présence du Serin cini (avec un statut de nicheur vulnérable en France) dans un jardin limitrophe à l'est du site.

↑ Enjeu biodiversité : faible

D'une manière générale, le site ne présente a priori pas de sensibilité forte vis-à-vis de la faune et de la flore, les milieux étant relativement communs, et les espèces présentes étant communes à très communes.

L'aménagement du site va réduire les habitats disponibles pour l'alimentation et la reproduction d'espèces d'insectes, de reptiles, de petits mammifères et d'oiseaux communs, pour la plupart plus ou moins commensales de l'homme.

Les franges arborées au nord et à l'ouest sont à préserver et à intégrer à l'aménagement global du site pour conserver l'intérêt faunistique du site.

Site du Gail Est



ZONES HUMIDES - SITE DU GAIL EST



Zones humides : Les inventaires ont mis en évidence la présence de zones humides pédologiques dans la partie sud du site.

3 des 6 sondages réalisés sont caractéristiques des zones humides. Ce sont des sols hétérogènes, passant des sols planosoliques (sols affectés par des engorgements temporaires liés à une percolation ralentie de l'eau dans les horizons profonds argileux), à des sols calcaires filtrants, voire des colluvions en bas de pente. Les sols sableux et sablo-argileux en haut de pente sont affectés par des engorgements temporaires. Sur les pentes et au point bas, les sols sont calcaires et filtrants et donc moins sujets aux engorgements. Au point bas, un sur-épaississement du sol indique un fort colluvionnement et ce matériel sableux permet un bon drainage du secteur. Finalement, ce sont les sols planosoliques du haut de versant au sud qui définissent une zone humide réglementaire.

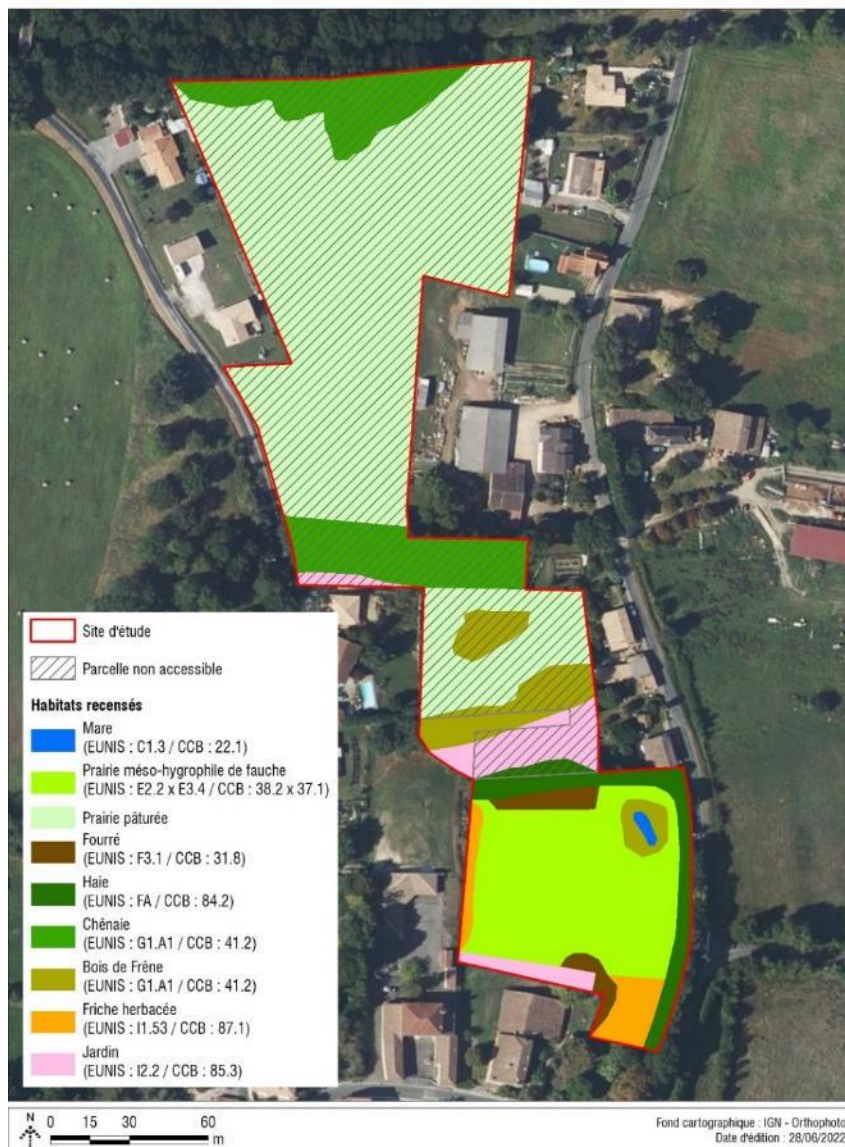
Les relevés floristiques réalisés dans les habitats potentiellement humides et dont les cortèges floristiques sont interprétables n'ont pas mis en évidence de zones humides botaniques au sens de la réglementation. Malgré la présence d'espèces hygrophiles dans certains habitats, les taux de recouvrement toutes strates confondues des espèces de zones humides ne conduisent pas à définir ces habitats comme humides au sens de la réglementation.

↑ **Enjeu zone humide : oui**

Site du Bourg



OCCUPATION DU SOL - SITE DU BOURG



Occupation du sol : prairie méso-hygrophile de fauche, prairies pâturées, friches herbacées, fourrés, haie, chênaie, bois de Frêne, jardin

L'accès aux parcelles a été refusé par les propriétaires sur une grande partie du site. Sur cette emprise, l'occupation du sol a été établie depuis les emprises publiques ou photo-interprétée.

La partie sud du site est caractérisée par une prairie méso-hygrophile de fauche incluant un mélange d'espèces prairiales mésophiles (Flouve odorante, Dactyle aggloméré, Marguerite commune, Renoncule âcre...) et d'espèces hygrophiles, c'est-à-dire affectionnant les sols gorgés en eau (Liseron des haies, Menthe à feuilles rondes, Epilobe hirsute...), dont les proportions n'ont toutefois pas pu être évaluées, la prairie étant fauchée lors du passage sur site. La friche est caractérisée par une strate herbacée dominée par le Fromental et au sein de laquelle se développent également le Liseron des champs, le Gaillet mou, la Ronce commune, et l'Ortie dioïque.

La prairie et les friches herbacées sont favorables aux insectes, notamment aux lépidoptères, qui trouvent des conditions favorables à la réalisation de leur cycle biologique (présence de plantes à fleurs, zone refuge avant fauche). Les prairies méso-hygrophiles et les friches herbacées sont des habitats communs en Aquitaine et n'accueillent pas sur le site du Bourg de faune patrimoniale. Ces habitats présentent un enjeu faible.

La pression de pâturage réduit l'expression floristique et l'attrait des prairies pâturées pour la faune. Ces milieux sont communs en Aquitaine et présentent une fonctionnalité écologique réduite. Cet habitat présente un enjeu très faible dans le site du Bourg.

Les haies à dominance de Frêne élevé et d'Erable champêtre de même que les bois de Frêne élevé et la chênaie à Chêne pubescent dans la partie centrale présentent une strate arbustive réduite qui comprend selon les milieux l'Erable champêtre, le Petit orme, le Laurier noble ou la Ronce ligneuse. Les oiseaux qui utilisent ces milieux comme habitat de reproduction sont pour la plupart communs à très communs malgré leur statut de protection (Fauvette à tête noire, Pinson des arbres, Rougegorge familier, Troglodytes mignon, Grimpereau des jardins, Roitelet à triple bandeau). Ces habitats présentent dans l'ensemble un enjeu faible. Le bois de Frêne qui accueille également le Pic épeiche et le Chardonneret élégant, deux espèces vulnérables en France, présente à ce titre un enjeu modéré.

Un enjeu modéré est également attribué au jardin arboré sur la partie centrale susceptible d'accueillir deux espèces vulnérables en France et fréquentant d'autres jardins en périphérie, le Serin cini et le Verdier d'Europe. Les autres espaces de jardins identifiés dans le site du bourg, ne présentent pas d'intérêt particulier pour la faune et la flore.

Les fourrés à dominance de Ronce ligneuse sont des habitats communs et sans enjeu floristique. Ils sont susceptibles d'accueillir en période de reproduction des espèces communes comme la Fauvette à tête noire, la Rougegorge familier et le Troglodyte mignon. Cet habitat présente un enjeu faible.

La mare présente dans la partie sud-est, bordée d'Iris faux acore et recouverte de Petite lentille d'eau, ne présente a priori pas d'enjeu particulier pour la faune et la flore. Elle peut néanmoins constituer un habitat potentiel de reproduction certains amphibiens répertoriés sur le territoire communal tels la Grenouille agile ou le Triton palmé. Cet habitat présente un enjeu faible.

↑ Enjeu biodiversité : faible à modéré

D'une manière générale, le site ne présente a priori pas de sensibilité forte vis-à-vis de la faune et de la flore, les milieux étant relativement communs, et les espèces présentes étant communes à très communes pour la plupart. Il est toutefois à noter que les jardins arborés et le bois de Frêne dans la partie centrale accueillent ou sont susceptibles d'accueillir des espèces d'oiseaux nicheurs vulnérables.

Site du Bourg



ZONES HUMIDES - SITE DU BOURG



L'aménagement du site va réduire les habitats disponibles pour l'alimentation et la reproduction d'espèces d'insectes, de reptiles, de petits mammifères et d'oiseaux, pour la plupart communes et plus ou moins commensales de l'homme.

Les espaces arborés de la frange sud-est et de la partie centrale sont à préserver et à intégrer à l'aménagement global du site pour conserver l'intérêt faunistique du site.



Zones humides : Les inventaires ont mis en évidence la présence de zones humides pédologiques dans la partie sud du site.

Une grande partie du site étant inaccessible, seuls 4 sondages ont été réalisés. Parmi ces 4 sondages, 2 sont caractéristiques des zones humides sur le versant. Il s'agit encore ici de sols avec un plancher argileux qui engendre des engorgements temporaires jusqu'en surface. Les sondages non caractéristiques des zones humides présentent des signes d'anthropisations (remblais divers, calcaires) et un engorgement moins superficiel. Ils permettent d'exclure les zones de jardins des zones humides réglementaires.

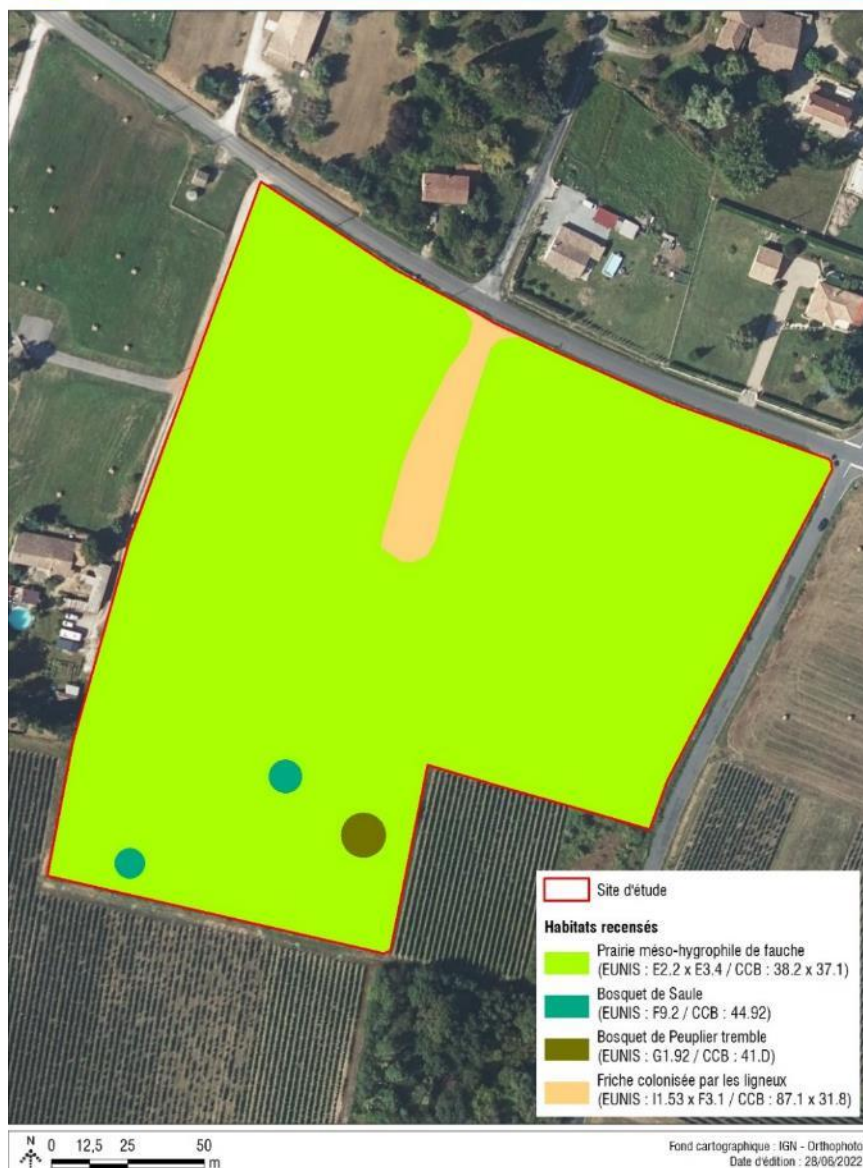
Les relevés floristiques réalisés dans les habitats potentiellement humides et dont les cortèges floristiques sont interprétables n'ont pas mis en évidence de zones humides botaniques au sens de la réglementation. Malgré la présence d'espèces hygrophiles dans certains habitats, les taux de recouvrement toutes strates confondues des espèces de zones humides ne conduisent pas à définir ces habitats comme humides au sens de la réglementation.

↑ Enjeu zone humide : oui

Site Beaucaillat



OCCUPATION DU SOL - SITE BEAUCAILLAT



Occupation du sol : prairie méso-hygrophile de fauche, bosquets de Saule et de Peuplier tremble, friche colonisée par les ligneux

Le site est caractérisé par une prairie méso-hygrophile de fauche incluant un mélange d'espèces prairiales mésophiles (Houlque laineuse, Dactyle aggloméré, Jacobée commune, Marguerite commune, Renoncule âcre, Trèfle des prés...) et d'espèces hygrophiles, c'est-à-dire affectionnant les sols gorgés en eau (Menthe à feuilles rondes, Pulicaire dysentérique, Lychnide fleur-de-coucou, Jonc aggloméré...), dont les proportions n'ont toutefois pas pu être évaluées, la prairie étant fauchée lors du passage sur site. La prairie est favorable aux insectes, notamment aux lépidoptères, qui trouvent des conditions favorables à la réalisation de leur cycle biologique (présence de plantes à fleurs, zone refuge avant fauche). Les prairies méso-hygrophiles sont des habitats relativement communs en Aquitaine et n'accueillent pas a priori sur le site Beaucaillat de faune patrimoniale. Le Cisticole des joncs (espèce nicheuse vulnérable en France et contactée autour du site) est toutefois potentiellement nicheuse en débit de saison (avant fauche). Cet habitat présente un enjeu faible à modéré.

Dans la partie nord, une bande de la prairie n'est plus exploitée par fauche. Sur ce secteur, une végétation de friche herbacée s'est développée spontanément avec des espèces prairiales (Centauree noire, Pâturin des prés, Marguerite commune) et des espèces rudérales ou à large amplitude écologique (Cirse des champs, Millepertuis perforé), ainsi que des ligneux (Prunellier, Bourdaine) et des lianes (Ronce ligneuse, Chèvrefeuille des bois) qui tendent à coloniser et fermer le milieu. Les friches herbacées colonisées par les ligneux sont des habitats communs en Aquitaine qui peuvent accueillir une faune patrimoniale comme le Tarier pâtre (espèce quasi-menacée en France). Cet habitat présente dans le site Beaucaillat un enjeu faible.

Les bosquets de Saules et de Peuplier tremble présentent une composition arbustives et herbacées semblable avec de la Bourdaine, de la Ronce ligneuse, de la Garance voyageuse et du Chèvrefeuille des bois en proportions variables. Les oiseaux qui utilisent ces milieux comme habitat de reproduction sont pour la plupart communs à très communs malgré leur statut de protection (Tarier pâtre, Fauvette à tête noire, Fauvette grisette). Ces habitats présentent un enjeu faible.

↑ Enjeu biodiversité : faible à modéré

D'une manière générale, le site ne présente a priori pas de sensibilité forte vis-à-vis de la faune et de la flore, les milieux étant relativement communs, et les espèces présentes étant communes à très communes.

Le site présente toutefois des potentialités d'accueil pour la faune pouvant être développées par la plantation de haies et/ou bosquets et une fauche différenciée permettant de conserver des secteurs en fauche tardive. La mosaïque ainsi formée peut apporter une diversification et un enrichissement de la faune (insectes, reptiles, oiseaux et petits mammifères) fréquentant le site.

Site Beaucaillat



ZONES HUMIDES - SITE BEAUCAILLAT



Zones humides : Les inventaires ont mis en évidence la présence de zones humides pédologiques sur une grande partie du site.

3 des 4 sondages réalisés sont caractéristiques des zones humides. Il s'agit de sol sableux à argilo-sableux avec un fonctionnement dit planosolique. Ces planosols sont affectés par des engorgements temporaires liés à une percolation ralentie de l'eau dans les horizons profonds argileux. Ainsi, seule la partie haute du site au nord-ouest est hors zone humide car les engorgements ne remontent pas au-delà de 25 cm de profondeur. C'est donc la microtopographie du site qui définit la répartition des zones humides.

Un habitat, caractérisé par le Saule cendré, est défini comme zone humide par la réglementation. Les relevés floristiques réalisés dans les habitats potentiellement humides et dont les cortèges floristiques sont interprétables n'ont pas mis en évidence de zones humides botaniques au sens de la réglementation.

↑ **Enjeu zone humide : oui**

Planches photographiques – Bureau d'études THEMA Environnement

Sondages sur « Gail Est »

Photographies pour le sondage 5



Photographies sondage 8



Photographies sondage 9



Sondages sur « Le Bourg »

Photographies pour le sondage 12



Sondages sur « Beaucaillat »

Photographies pour le sondage 1



Photographies pour le sondage 2



Photographies pour le sondage 4



3. INVESTIGATIONS ÉCOLOGIQUES RÉALISÉES PAR LE CABINET ARTIFEX

PARTIE 2 PROSPECTION ZONES HUMIDES

1. ANALYSE DU CRITERE DE VEGETATION

1.1. Méthodologie

L'examen de la végétation consiste à déterminer si celle-ci est hygrophile à partir, soit directement des espèces végétales, soit des communautés d'espèces végétales dénommées habitats.

L'étude des habitats naturels et de la flore est réalisée sur l'ensemble du site d'étude ainsi que sur sa zone tampon (environ 50 m autour du site). Les investigations sur le terrain sont réalisées à une période où les espèces sont à un stade de développement permettant leur détermination. La période incluant la floraison des principales espèces est privilégiée. Afin de dresser la cartographie des habitats du site et d'étudier la flore présente, le site est parcouru de manière à couvrir l'ensemble des différents types de milieux, mais en donnant une importance particulière aux milieux reconnus à enjeux.

1.1.1. Critère habitat de végétation

L'examen des habitats consiste à effectuer un relevé phytosociologique conformément aux pratiques en vigueur et à déterminer s'ils correspondent à un ou des habitats caractéristiques de zones humides. Sinon, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen des sols. Les habitats sont caractérisés suivant le système d'information européen sur la nature EUNIS (complété par la nomenclature CORINE Biotopes). Sur cette base, un espace peut être considéré comme humide si les habitats qui le composent figurent comme habitats caractéristiques de zones humides dans la liste de l'Annexe II B de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié. La limite de la zone humide correspond alors au contour de cet espace auquel sont joints, le cas échéant, les espaces identifiés comme humides d'après le critère relatif aux sols.

A noter que l'annexe II B de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié² précise **2 codifications** d'habitats humides.

La mention d'un **habitat coté « H »** signifie que cet habitat, ainsi que, le cas échéant, tous les habitats de niveaux hiérarchiques inférieurs sont caractéristiques de zones humides.

Dans certains cas, l'habitat d'un niveau hiérarchique donné ne peut pas être considéré comme systématiquement ou entièrement caractéristique de zones humides, soit parce que les habitats de niveaux inférieurs ne sont pas tous humides, soit parce qu'il n'existe pas de déclinaison typologique plus précise permettant de distinguer celles typiques de zones humides. Pour ces **habitats cotés « p »** (pro parte), de même que pour les habitats qui ne figurent pas dans ces listes (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas considérés comme caractéristiques de zones humides), il n'est pas possible de conclure sur la nature humide de la zone à partir de la seule lecture des données ou cartes relatives aux habitats. Une expertise des sols ou des espèces végétales doit être réalisée conformément aux modalités énoncées aux annexes de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié.

² L'annexe II B de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié est consultable sur le site [legifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr).

Illustration 4 : Extrait du tableau des habitats caractéristiques des zones humides
Source : Annexe II table B ; Arrêté du 24 juin 2008 modifié²

CODE CORINE	HABITAT	HABITATS de zones humides
37.83	Mégaphorbiaies pyrénéo-ibériques.	p.
37.85	Mégaphorbiaies corses à Cymbalaria.	p.
37.86	Mégaphorbiaies corses à Doronicum.	H.
38	Prairies mésophiles.	p.
38.1	Pâtures mésophiles	p.
38.11	Pâturages continus.	p.

1.1.2. Critère espèces végétales

Le premier de ces deux critères (habitat) est privilégié. Le critère flore est utilisé seulement dans certains cas spécifiques (habitats naturels complexes, milieux dénaturés, etc.).

L'examen des espèces végétales, si des espèces hygrophiles sont identifiées, est réalisé par placettes (zone de 1,5 à 10 m de rayon), par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques. Sur chacune des placettes, l'examen de la végétation vise à vérifier si elle est caractérisée par des espèces dominantes indicatrices de zones humides. En cas de présence d'une zone humide, sa délimitation se fait en positionnant les placettes d'étude de part et d'autre de la limite supposée.

Une estimation visuelle du pourcentage de recouvrement des espèces pour chaque strate de végétation est réalisée, en travaillant par ordre décroissant de recouvrement. Ainsi, l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié définit la méthodologie d'analyse suivante (pour chaque strate) :

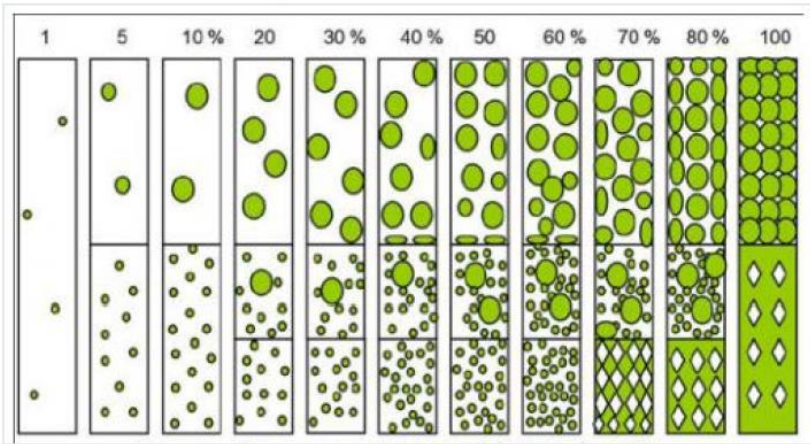
- Noter le pourcentage de recouvrement des espèces ;
- Les classer par ordre décroissant ;
- Etablir une liste des espèces dont les pourcentages de recouvrement cumulés permettent d'atteindre 50 % du recouvrement total de la strate ;
- Ajouter les espèces ayant individuellement un pourcentage de recouvrement supérieur ou égal à 20 %, si elles n'ont pas été comptabilisées précédemment.

Ainsi, pour chaque strate, une liste d'espèces dominantes est ainsi obtenue. Les 3 listes (strate herbacée, arbustive et arborescente) sont regroupées. Si celles-ci montrent que la moitié au moins des espèces figurent dans la liste des espèces indicatrices de zones humides mentionnée dans l'annexe II A de l'Arrêté du 24 juin 2008, le milieu est considéré comme humide ; sinon il convient de vérifier les indications fournies par l'examen des sols.

Illustration 5 : Extrait du tableau des espèces indicatrices de zones humides
Source : Annexe II table A ; Arrêté du 24 juin 2008 modifié

CODE FVF	NOM COMPLET (nomenclature de la flore vasculaire de France)
79865	Achillea ageratum L.
79921	Achillea ptarmica L.
80009	Aconitum burnatii Gayer.
80037	Aconitum napellus L.
80086	Acorus calamus L.
80185	Adenostyles briquetii Gamisans.

Illustration 6 : Table de détermination du pourcentage de recouvrement
Source : N Fromont d'après PRODON



1.1.3. Inventaire de terrain

Dans le cas de ce projet, les visites de terrain dédiées à la flore et aux habitats naturels et réalisées par le bureau d'études ARTIFEX ont été effectuées aux dates suivantes :

Chargé de mission		Dates	Thématique
	Prénom NOM	JJ/MM/AAAA	Habitats / Flore
	Prénom NOM		

1.2. Analyse des relevés de terrain

Des inventaires de terrain ont été effectués en mars 2024 afin de caractériser la végétation du site d'étude et de son aire d'étude immédiate.

Le site d'étude est composé d'une prairie de fauche bordée par quelques haies.

1.3. Conclusion – critère de végétation

Selon le critère de végétation, aucun habitat humide n'a été observé sur l'ensemble du site d'étude augmenté de son aire d'étude immédiate.

2. ANALYSE DU CRITERE PEDOLOGIQUE

2.1. Méthodologie

Des **sondages pédologiques** sont effectués dans les zones faisant l'objet d'une sensibilité.

Les investigations de terrain relatives à la prospection de zone humide sur critère pédologique sont effectuées conformément à la réglementation en vigueur. L'examen des sols porte prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec 1 sondage par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques. L'Arrêté du 24 juin 2008 modifié, précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'environnement :

- L'observation des traits d'hydromorphie peut être réalisée toute l'année mais la fin de l'hiver et le début du printemps sont les périodes idéales pour constater, sur le terrain, la réalité des excès d'eau.
- Chaque sondage pédologique doit être d'une profondeur de l'ordre de 1,20 mètre dans la mesure du possible. A noter que l'absence de trait d'hydromorphie dans les 50 premiers centimètres induit l'absence de zone humide.
- L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence de traits hydromorphiques traduisant des horizons histiques, rédoxiques ou réductiques.

Il s'agit de sondages réalisés à la tarière manuelle Edelman d'une profondeur généralement comprise entre 0,6 et 1,20 m. Si aucune trace hydromorphique n'est identifiée dans les 50 premiers centimètres du sol, le sondage est stoppé.

Si ces caractéristiques sont présentes, le sol peut être considéré comme sol de zone humide. En leur absence, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen de la végétation ou, le cas échéant pour les cas particuliers des sols, les résultats de l'expertise des conditions hydrogéomorphologiques.



Résultats de prospections pédologiques à la tarière Edelman

Source : Artifex 2022

Ces investigations permettent de sortir des carottes (échantillons représentatifs de la pédologie du site), afin de les analyser. La caractérisation d'une zone humide sur la base de relevés pédologiques passe par l'observation de traits hydromorphiques dans le sol qui sont principalement marqués par les phénomènes suivants :

- Traits histiques : colorations brunes dues à la décomposition de la matière organique ;

- Traits réductiques : colorations uniformes gris - bleuâtres/verdâtres dues à la réduction du fer (milieu anaérobie) ;
- Traits rédoxiques : colorations orange-rouille dues à l'oxydation du fer (milieu aérobie).



Traits histiques

Source : Artifex



Traits réductiques

Source : Artifex



Traits rédoxiques

Source : Artifex

Ces traits sont plus ou moins représentés et marqués dans les sols suivant les conditions de formation de la zone humide.

Rappel :

Pour être considéré comme une zone humide, le sol (et la présence de ces traits) doit se conformer à la classification d'hydromorphie des sols, en référence aux classes du tableau du Groupe d'Etude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA).

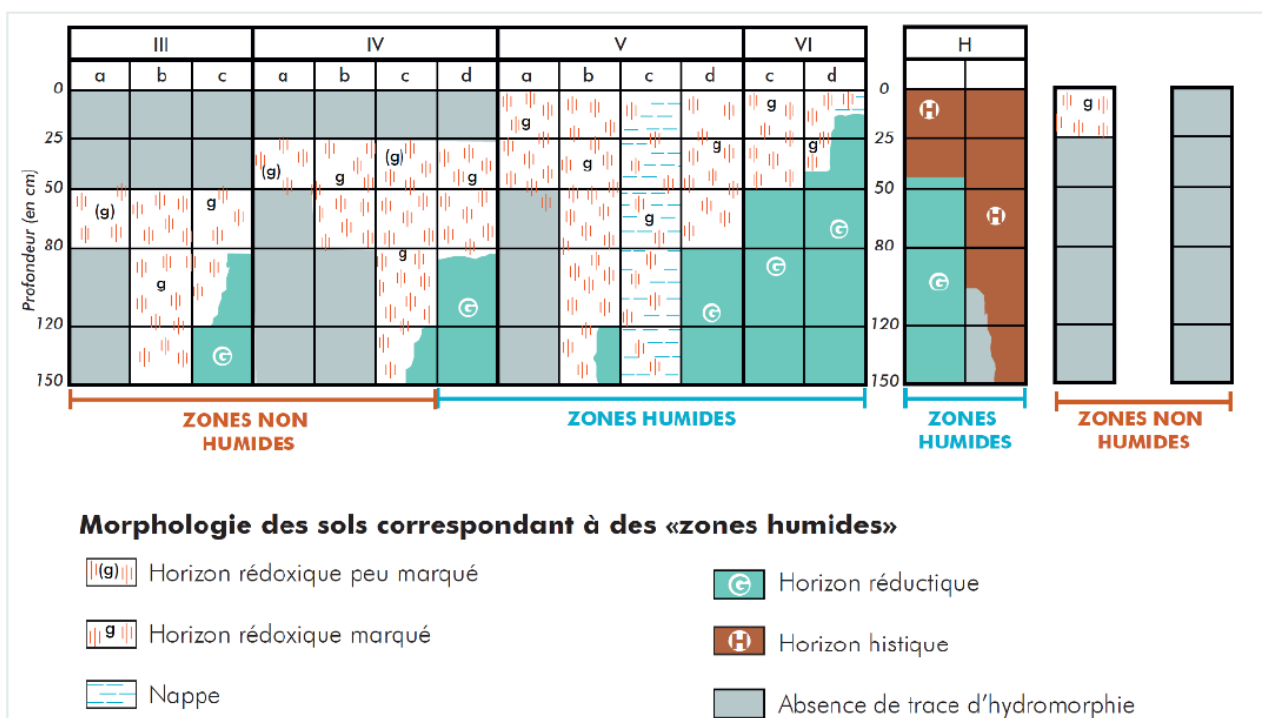
L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence :

- D'horizons histiques (ou tourbeux) débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 centimètres ;
- Ou de traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol ;
- Ou de traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur ;
- Ou de traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et de traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.

Dans les horizons rédoxiques (Horizon g) ou pseudo-gleys, on distingue des traits d'oxydation du fer (couleur rouille). Ces horizons caractérisent des sols temporairement engorgés par l'eau.

Dans les horizons réductiques (Horizon G) ou gley, on distingue des traits de réduction du fer (couleur grise), le fer est réparti de manière homogène et est en quasi permanence sous forme réduite. Ces horizons, sont caractéristiques d'un engorgement permanent ou quasi-permanent par l'eau.

Illustration 7 : Classes d'hydromorphie
 Source : GEPPA 1981 ; Artifex 2022



Si ces caractéristiques sont présentes, le sol est considéré comme hydromorphe. En leur absence, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen de la végétation ou, le cas échéant pour les cas particuliers des sols, les résultats de l'expertise des conditions hydro- géomorphologiques³.

³ Pour certain type de sol (fluviosol) le lessivage important ne permet pas d'observer de trait d'hydromorphie. La mise en place d'un suivi piézométrique est donc nécessaire afin de déterminer si la présence de la nappe dans la couche supérieure du sol (50 premiers centimètres) est durable, traduisant la présence d'une zone humide, ou non.

2.2. Inventaire de terrain et analyse des données

Sur le site d'étude, le sol se compose d'environ d'un substrat argileux pouvant être plus ou moins humide avec une venue d'eau lors des sondages. L'épaisseur de sol superficiel analysée sur le site est variable, entre 50 et 95 cm.


Lors des investigations sur le terrain, l'examen des sols doit porter prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec 1 point (= 1 sondage) par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques.

Ces sondages pédologiques ont été répartis de façon stratégique en fonction de la présence de végétation hygrophile, des habitats *pro parte*, de la géomorphologie du site, en s'appuyant sur la composition géologique des sols (cf. partie précédente) et des possibilités d'accès.







*Sondage sur le site de Maransin
Lou Valence (ARTIFEX), 14-03-2024*

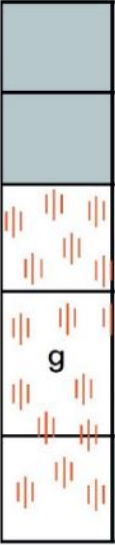

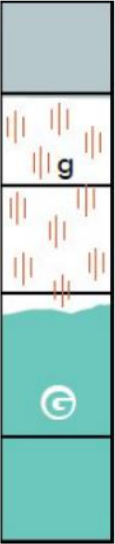

Dans le cas de ce projet, le **bureau d'études ARTIFEX** a réalisé une journée de terrain afin d'effectuer une identification de zone humide sur critère pédologique :

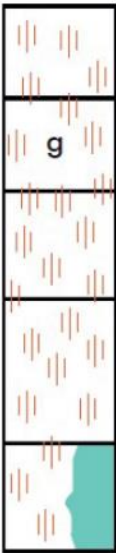



Chargé de mission		Dates	Thématique
	Lou VALENCE	14/03/2024	Prospection pédologique de zones humides
	Vincent LAMBERT		



2.3. Conclusion – critère pédologique

Le tableau ci-après présente une synthèse des analyses pédologiques, caractérisées sur la base des classes d'hydromorphie du GEPPA présentées précédemment.

Sondage	Coupe de sondage	Description	Photographie	Classement GEPPA	Zone humide - critère pédologique
N°7 et 14		Absence de traces d'hydromorphie		I	Non
N°13		Présence de traces d'hydromorphie marquées entre 0 et 25 cm, ne se maintenant pas au-delà		II	Non

N°2, 3, 8 et 15		Présence de traces d'hydromorphie marquées dès 50 cm		IIIb	Non
N°1, 9 et 10		Présence de traces d'oxydation marquées dès 50 cm, et de traces de réduction dès 80 cm		IVd	Oui

N°4 à 6, 11, 12 et 17		Présence de traces d'oxydation marquées dès la surface, et d'éventuelles traces de réduction dès 100 cm		Vb	Oui
N°16		Présence de traces d'oxydation marquées dès la surface, et de traces de réduction dès 50 cm		Vlc	Oui

N°18		Présence de traces d'oxydation marquées dès la surface, et de traces de réduction dès 20 cm. Une venue d'eau est possible dès la surface		Vld	
------	---	--	--	-----	--

Chaque classe GEPPA observée sur le site fait l'objet d'une fiche descriptive présentée en **Annexe 1**.

10 prélèvements ont démontré la présence de zones humides sur le site d'étude.

La surface occupée par les zones humides identifiées selon le critère pédologique est de 1,42 ha.

La carte ci-après localise le résultat des différents sondages pédologiques réalisés.

PARTIE 3 CONCLUSION

Conformément à la réglementation, et notamment l'article R211-108 du Code de l'environnement, les critères à prendre en compte pour la définition des zones humides sont relatifs « à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique [...] ». »

Dans le cadre des analyses réalisées sur le site d'étude, il ressort :

- L'absence d'habitats caractéristiques de zones humides ;
- La présence de sols hydromorphes caractéristiques de zones humides.

Ainsi, la synthèse de ces éléments traduit la présence de zones humides au niveau du site d'étude de Maransin. La surface de zones humides identifiées par les deux critères au sein du site d'étude et de son aire d'étude immédiate est de 1,42 ha.

La carte à la page suivante synthétise les résultats des différents sondages pédologiques réalisés ainsi que les résultats d'observation des critères végétation et pédologique. Elle représente les zones humides identifiées dans leur totalité.

Suivant l'implantation du projet, des impacts directs ou indirects peuvent apparaître :

- **L'impact direct** est généré par la superposition du projet sur les zones humides induisant la destruction de celles-ci. Une réduction de surface ou la destruction complète du milieu peut avoir lieu.
- **L'impact indirect** apparaît quand les modifications d'alimentation des zones humides sont altérées. Ce qui peut induire, la perte des fonctionnalités existantes. D'autres facteurs peuvent entrer en jeu comme l'assèchement, le drainage, le prélèvement d'eau, le remblaiement des terres et la pollution et rompre l'équilibre des écosystèmes. Une zone humide en dehors de l'emprise projet peut donc être impactée par celui-ci. L'aire d'étude immédiate est donc importante.



Illustration 8 : Synthèse des critères végétation et pédologique
Réalisation : Artifex 2024

- Site d'étude
- Aire d'étude immédiate (50 m)
- Zone humide (critère pédologique)
- Sondage pédologique**
- Négatif
- Positif

Sources : ©Google Satellite, BD ALI et BD Topage

XV. CONSOMMATION D'ESPACE ET POTENTIEL DE DENSIFICATION

Toutes les données sont exprimées en surface brute qui comptabilise, par exemple les espaces communs, de voies et de réseaux divers, qui ne sont pas compris dans la surface nette.

1. DE 1,75 À 8 HECTARES D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS CONSOMMÉS CES 10 DERNIÈRES ANNÉES

Il s'agit de constater la consommation effective d'espaces : toute surface de terre sur laquelle est réalisé un « aménagement » ne permettant pas d'envisager un retour rapide et aisé à la parcelle vers son statut initial, sans faire appel à des travaux plus ou moins conséquents de remise en état.

Aucune méthode n'étant parfaite pour définir le bilan de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 dernières années, le diagnostic a été l'occasion de croiser deux types d'analyse :

- Une **analyse portant sur des investigations terrains et de photo-interprétation** ;
- Une **analyse s'appuyant sur l'Observatoire NAFU³⁴ de la Région Nouvelle Aquitaine**.

a) 1,75 HA CONSOMMÉS EN 10 ANS PAR UNE ANALYSE STRICTE DE TERRAIN ET PHOTO INTERPRÉTATION

Pour ce qui concerne la première analyse, la période de référence retenue est 2011/2021 (11 années pleines ramenées à une moyenne de 10 ans).

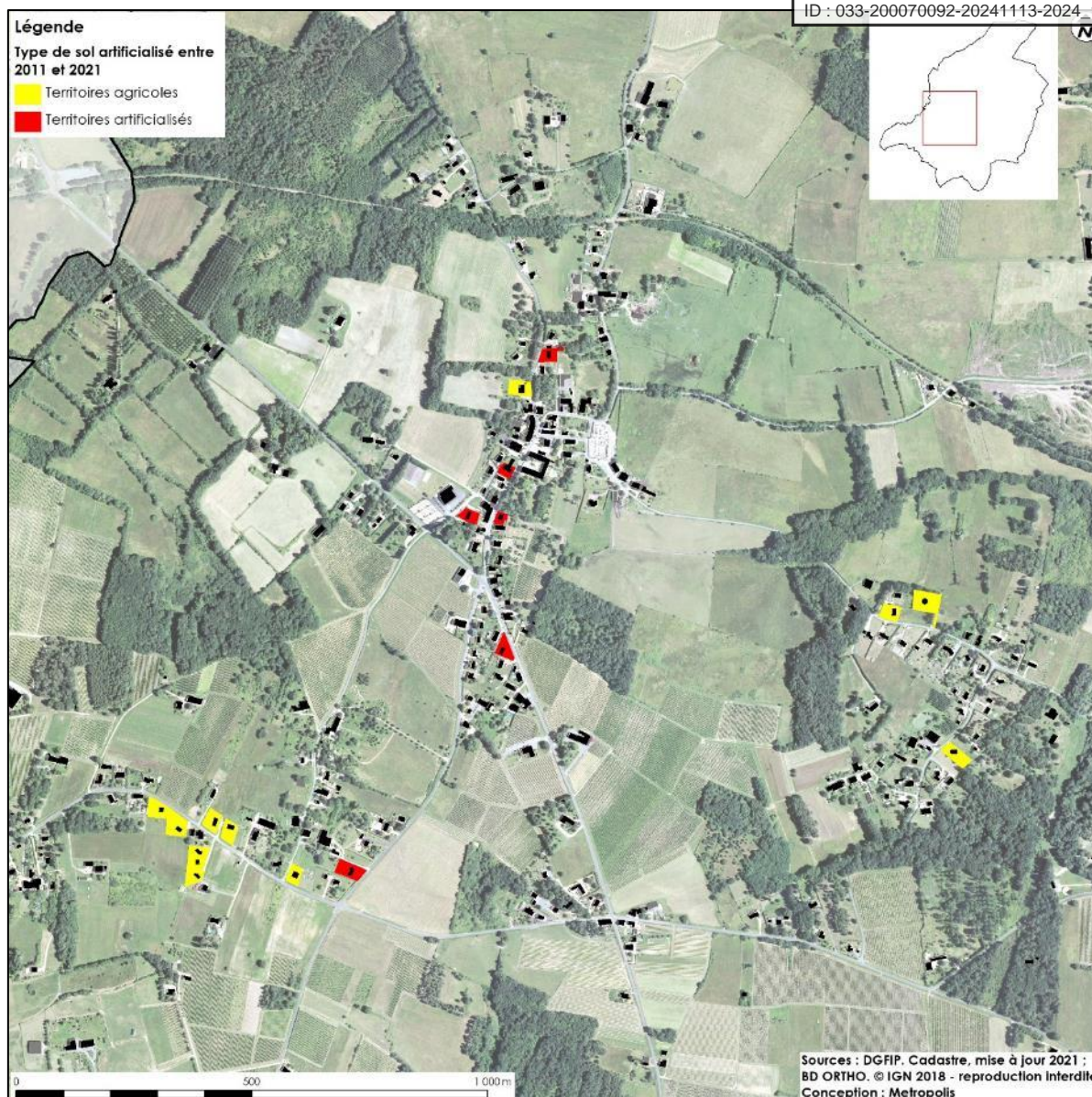
Lors des 10 dernières années, **2,41 hectares ont été urbanisés à Maransin**. La très grande majorité de la consommation d'espaces sur la commune a été mise en œuvre pour une destination d'**habitat**, dont une majorité de **maisons individuelles**. La **Maison de Santé** en centre-bourg constitue l'**unique équipement public consommateur d'espace ces 10 dernières années**.

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers référente au regard du Code de l'urbanisme est de 1,75 hectares (sont comptabilisées les données en rouge dans le tableau ci-dessous ; la consommation d'espaces déjà artificialisés est indiquée pour assurer la toute transparence de l'analyse).

	Territoires agricoles	Territoires artificialisés	Total général
Habitat	1,75	0,58	2,33
Équipements		0,08	0,08
Total général	1,75	0,66	2,41

Consommation d'espaces à Maransin sur 10 ans, en hectares (surface brute)

³⁴ Observatoire des Espaces Naturels, Agricoles, Forestiers et Urbains.



Type de sol artificialisé sur la commune de Maransin entre 2011 et 2021

La **surface brute référente par logement** est de **1372 m²**, allant d'un minimum de 619 m² à un maximum de 2583 m². La médiane se situe à 1288 m² par logement.

Les constructions nouvelles ont aussi bien contribué à **conforter le centre-bourg**, qu'à **poursuivre un étalement urbain** ou un **développement linéaire de l'urbanisation**.



Type de sol artificialisé sur la commune de Maransin entre 2011 et 2021

b) 8 HA CONSOMMÉS EN 10 ANS SELON L'OBSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES, FORESTIERS ET URBAINS DE LA RÉGION NOUVELLE AQUITAINE

La mise en perspective des données de l'Observatoire NAFU sur les années 2009-2015 d'une part, et 2015-2020 d'autre part, mettent en avant des chiffres assez différents :

Évolution des surfaces	2009-2015	2015-2020
Surfaces naturelles vers urbaines	0 ha	0 ha
Surfaces agricoles vers urbaines	4 ha	3 ha
Surfaces forestières vers urbaines	1 ha	0 ha

TVAM sur la commune de Maransin et les territoires intercommunaux

Le bilan met en avant une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de l'ordre de 8 ha en 10 ans.

2.17,32 HECTARES D'ESPACES LIBRES DANS LA CARTE COMMUNALE EN VIGUEUR

Au-delà du bilan à tirer de l'usage de la Carte Communale de 2006 dans la production urbaine générée ces dernières années, dans les fonctionnements et dysfonctionnements observés, il s'agit également de tirer un **bilan quantitatif des espaces actuellement planifiés comme urbanisables à court et long terme**.

Il s'agit de constater la consommation d'espace planifiée dans le document d'urbanisme. Il ne s'agit pas de consommation effective, mais potentielle au regard du droit à construire permis par le document d'urbanisme communal.

L'occupation du sol est une donnée fournie par l'IGN, indépendante de la notion de tâche ou de zone urbaine, agricole ou naturelle au sens urbanistique.

L'analyse est réalisée à partir de la définition des zones urbaines de la Carte Communale en vigueur.

Certaines unités foncières sont de plus exclues du champ de l'étude : nouvelles constructions (ou constructions en cours) non inscrites au cadastre, secteurs couverts par une servitude, prise en compte des marges de recul imposées aux constructions, ...

L'analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis est réalisée par un traitement SIG permettant de déterminer les espaces densifiables au sein des zones constructibles.

Les unités foncières mobilisables, la surface potentiellement constructible (exprimée en m² ou en hectares) et le nombre de logements potentiellement constructibles, sont identifiés en application d'une surface mobilisable différenciée en fonction des formes urbaines définies en application de la surface moyenne consommée dans le passé pour un logement, fonction des formes urbaines attenantes. Ces premiers résultats obtenus sont revus « à la main », au cas par cas, en fonction de la réelle capacité de mobilisation foncière, en excluant par exemple les espaces contraints par la topographie, les problématiques d'accès, la position générale des terrains et du bâti déjà existant, les risques et aléas non couverts par une servitude (inondation, écoulement des eaux pluviales, incendies...), la connaissance locale des élus et techniciens, ...

Cette méthodologie ne prend pas en compte la rétention foncière.

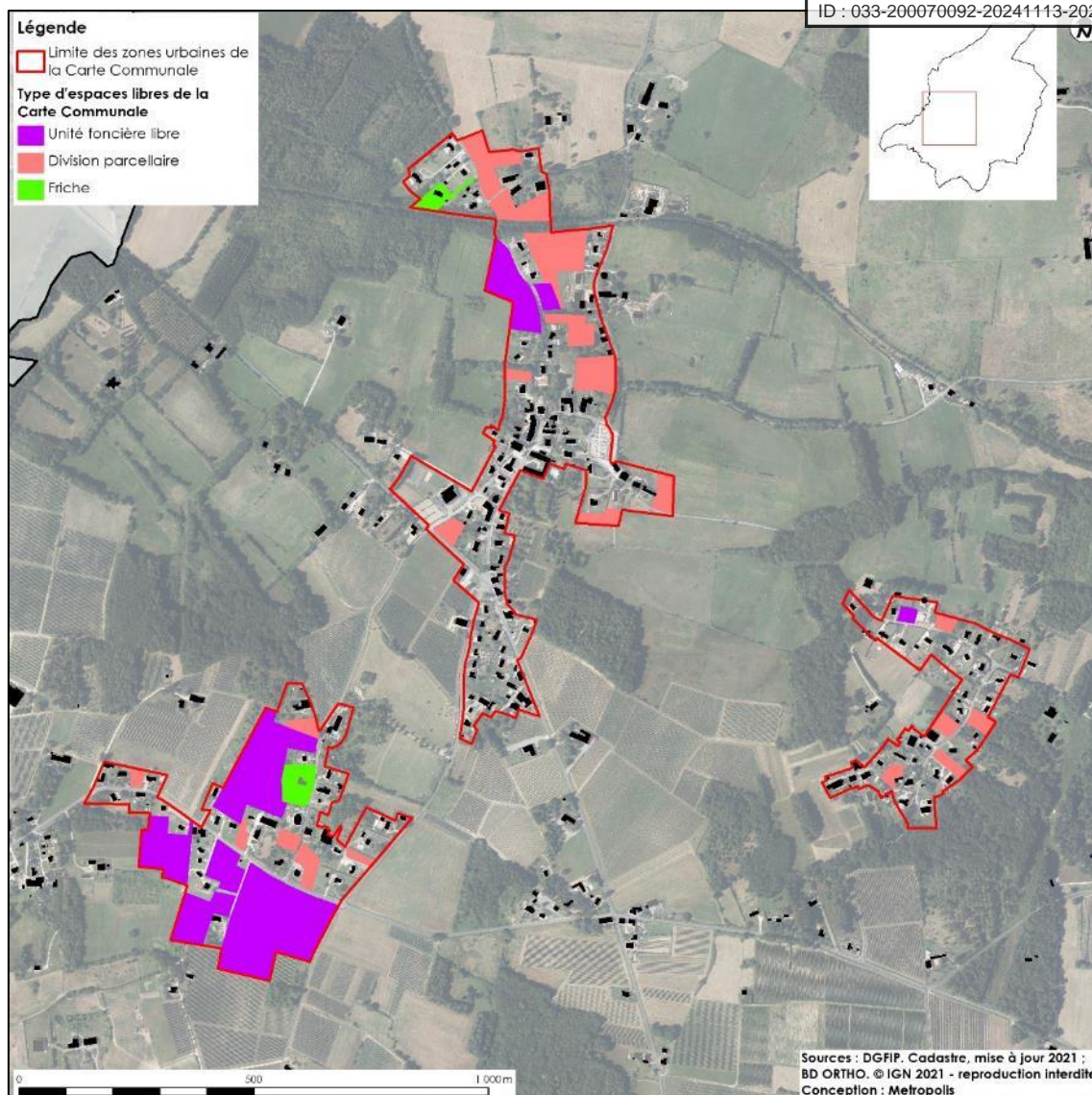
Méthodologie de l'analyse de « capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis »

Dans la Carte Communale de 2006, **17,32 hectares restent constructibles au regard du plan de zonage**, dans le cadre de divisions parcellaires potentielles, d'unités foncières libres ou de friches.

L'essentiel du potentiel se situe au **Nord du bourg**, et sur le **secteur de Beaucaillat**. Quelques **dents creuses** substituent dans le **hameau de Grugier**.

(hectares)	Unité foncière libre	Division parcellaire	Friche	Total général
Espaces libres	10,18	6,27	0,87	17,32

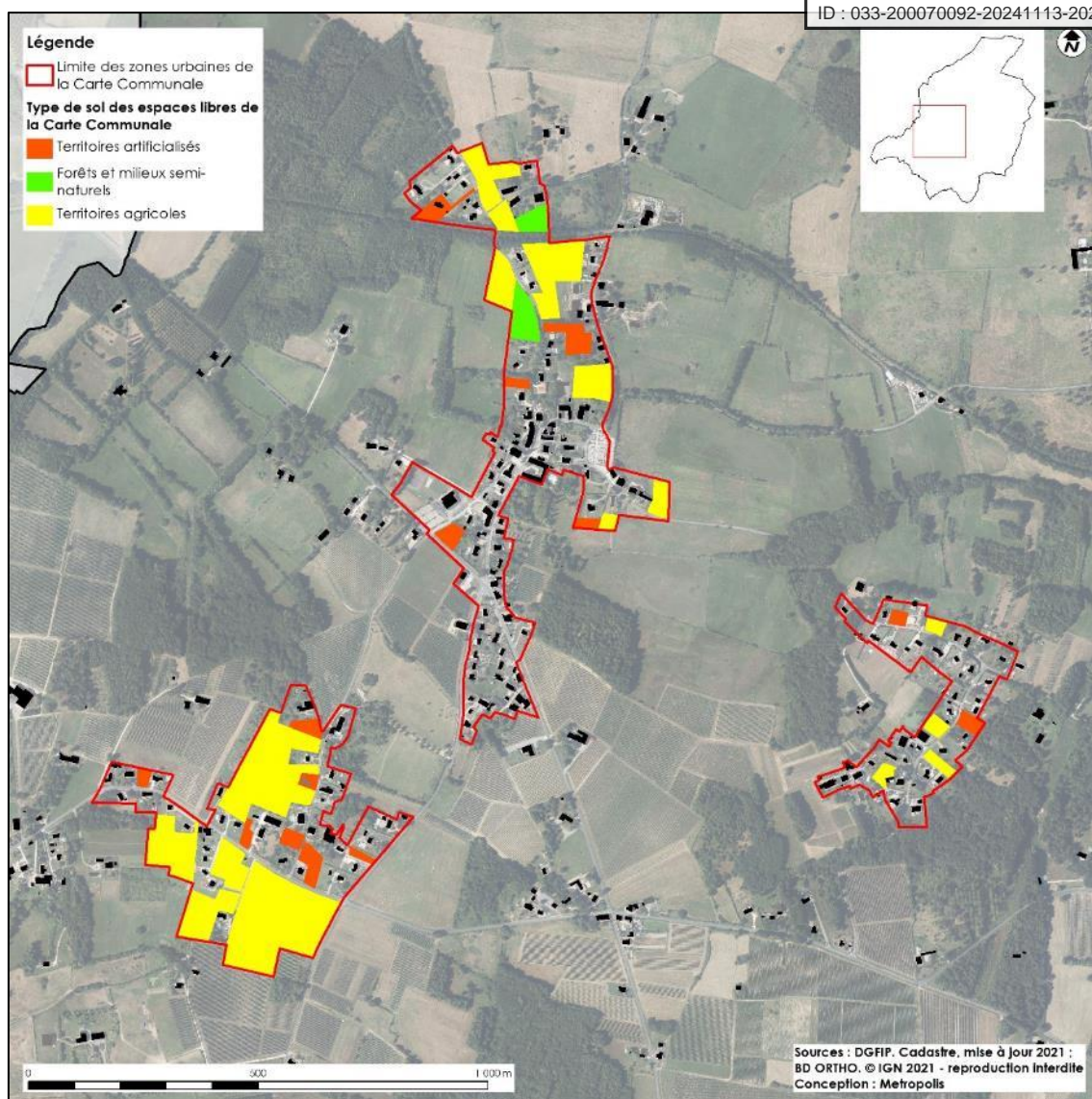
Espaces densifiables et mutables de la Carte Communale 2006 sur la commune de Maransin, selon les opérations



Type d'espaces libres sur la commune de Maransin selon le mode opératoire dans la Carte Communale 2006

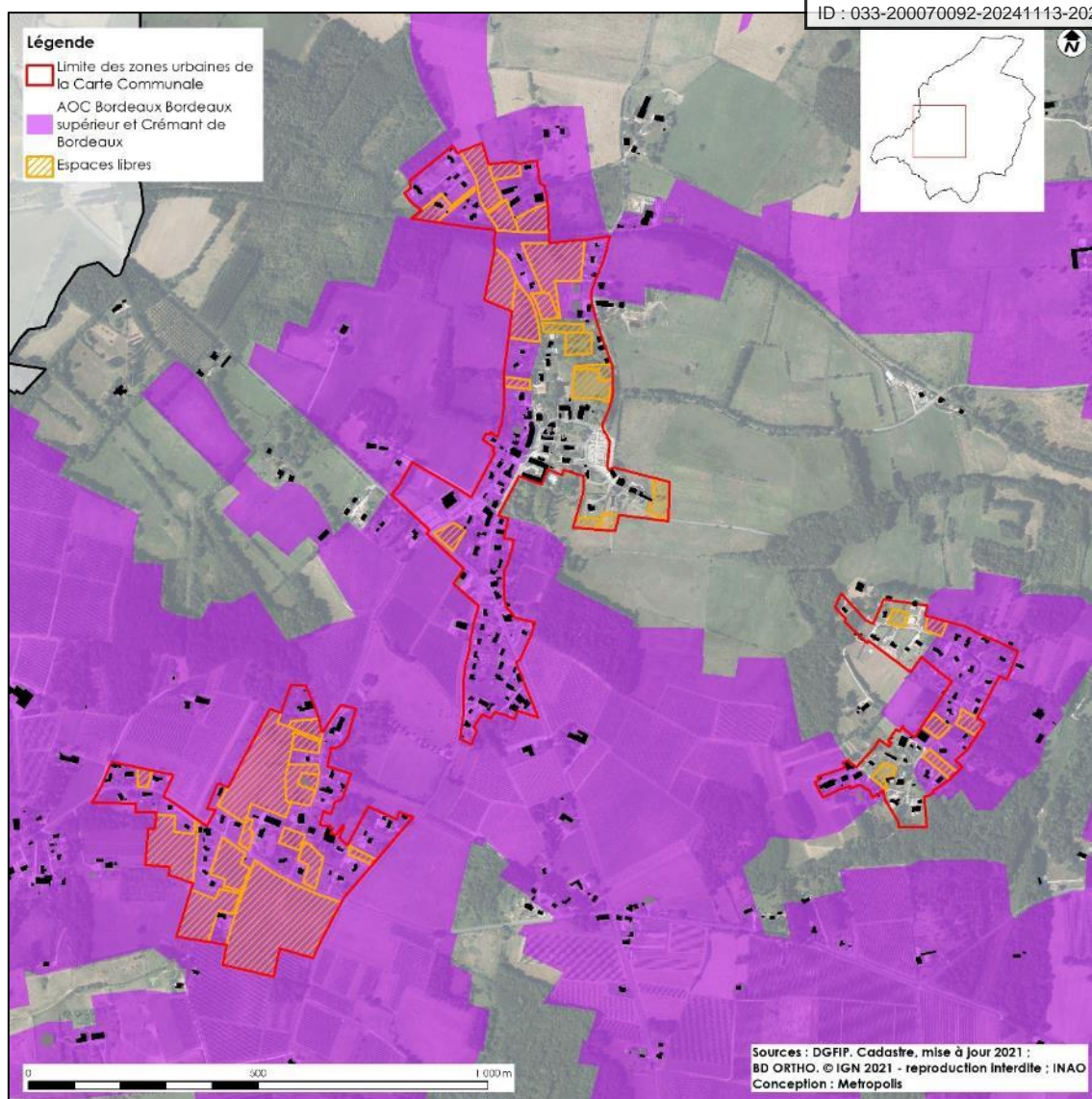
Les espaces libres sont répartis de la façon suivante :

- **79% en espaces agricoles** (soit 13,77 hectares) ;
- **16% en espaces déjà artificialisés** (soit 2,64 hectares) ;
- **5% en espaces naturels** (soit 0,91 hectares).



Type d'espaces libres sur la commune de Maransin dans la Carte Communale de 2006

La très grande majorité des espaces aujourd'hui constructibles se trouve dans le **périmètre des AOC** (Bordeaux et Crémant) de la commune. 980,58 hectares sont en effet classés en AOC sur la commune.



Type d'espaces libres et emprise des AOC sur la commune de Maransin dans la Carte Communale de 2006

Sur cette base, la Carte Communale en vigueur permet la **construction théorique d'environ 208 logements³⁵**, si 100% des espaces repérés étaient mobilisés. Ce potentiel est bien supérieur aux perspectives précédemment définies : **50 logements maximum en application du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT du Grand Libournais à l'horizon 2034.**

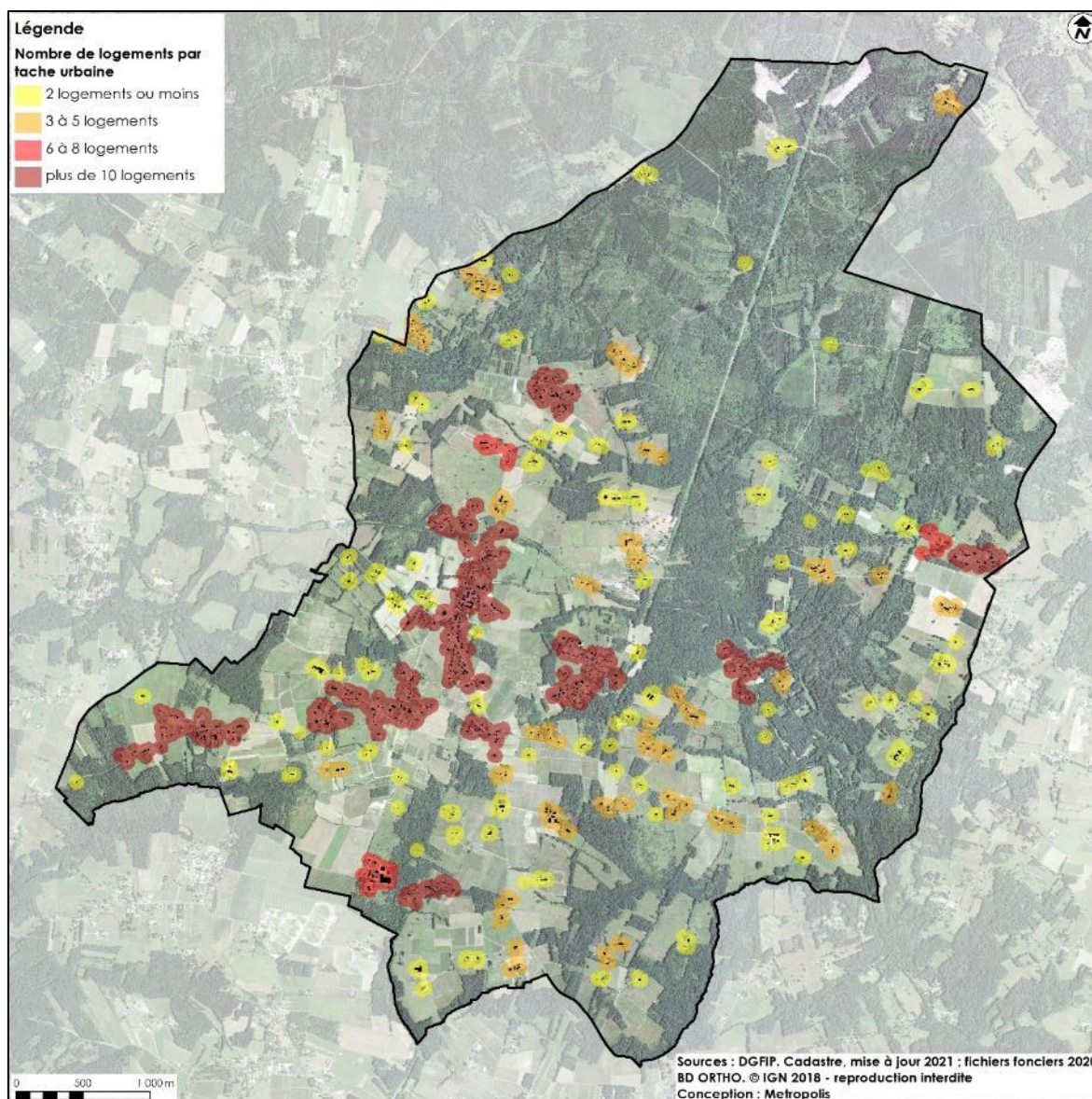
3. PERSPECTIVES JUSTIFIABLES DE CONSOMMATION FONCIÈRE

a) DÉFINITION DE LA TÂCHE URBAINE

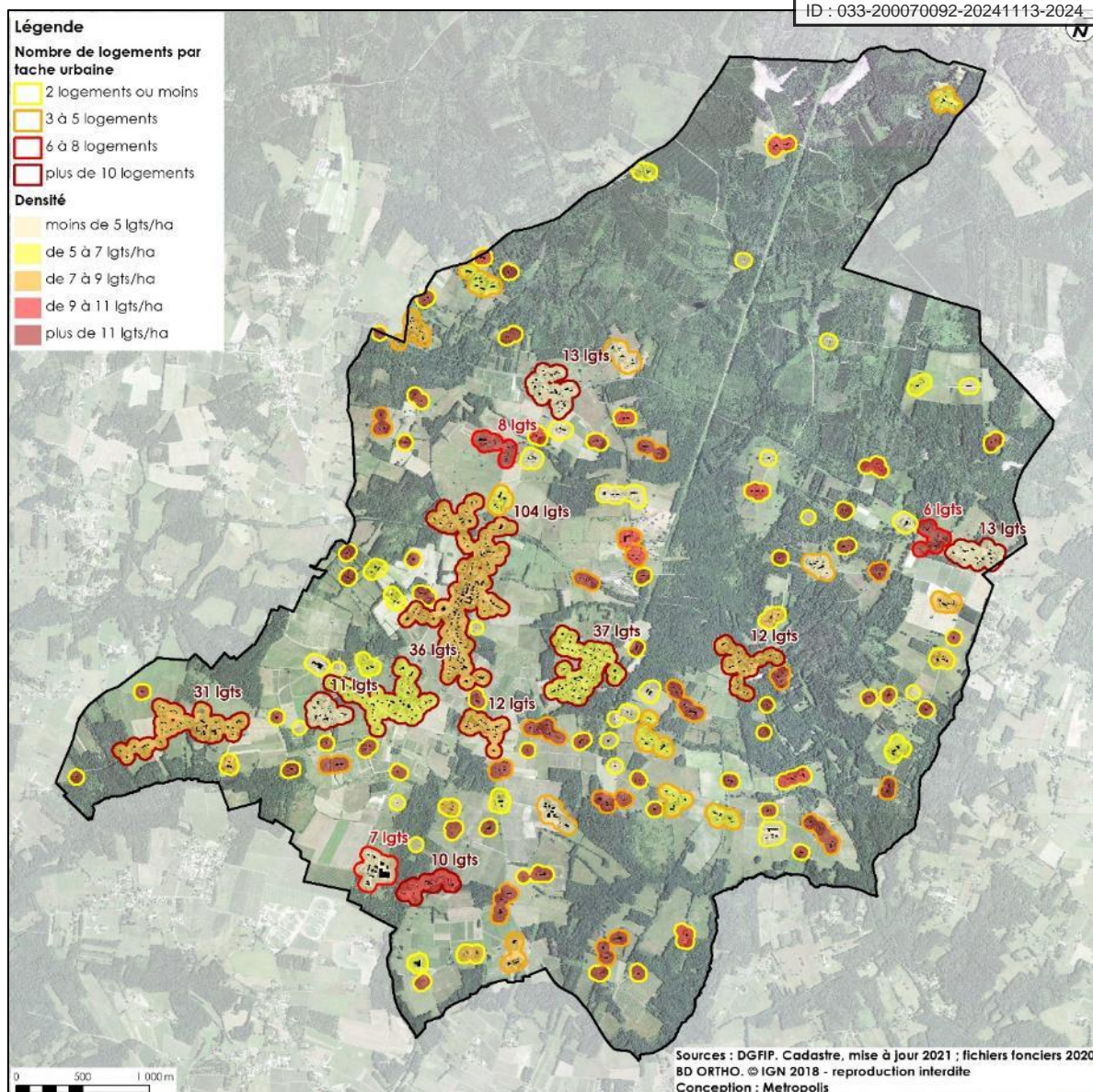
Afin de ne pas être sur une approche purement quantitative, et en **compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territorial du Grand Libournais**, il est apparu important d'identifier les **enveloppes urbaines existantes et suffisamment importantes pour justifier une éventuelle prise en compte** dans le cadre de la redéfinition des zones urbaines de la Carte Communale. Tout ceci étant guidé par le projet de développement communal, et d'intérêt public.

³⁵ 17,32 hectares d'espaces libres identifiés (Carte Communale 2006) * 12 logements / hectare (densité minimale au sein du périmètre aggloméré selon le DOO du SCoT du Grand Libournais : voir pages suivantes).

La tâche urbaine sur Maransin peut ainsi être appréciée au regard des **critères de commune, compétence et densité exposés dans le DOO du SCoT du Grand Libournais**. À partir de l'identification de la tâche urbaine de 50 mètres autour du bâti (voir page 55), les cartographies suivantes illustrent la prise en compte de ces critères.



Tâche urbaine sur Maransin, en mettant en avant les enveloppes comprenant un minimum de 10 logements (enveloppes de couleur rouge)



Tâche urbaine sur la commune de Maransin en croisant le nombre de logements et les niveaux de densité observés

Rappel : Maransin fait partie du SCoT du Grand Libournais. Ce document établit une **méthodologie pour délimiter les tâches urbaines sur lesquelles seront basées les zones urbaines** (voir page suivante).

Ainsi, les documents d'urbanisme locaux devront présenter une analyse morphologique et justifier de la délimitation retenue pour former ce périmètre aggloméré s'appuyant sur des conditions cumulatives :

- **La continuité** : la détermination du périmètre bâti s'appuiera sur le respect d'une distance inférieure à 100 m au maximum entre deux constructions existantes. Les équipements collectifs (quelle que soit leur nature), les infrastructures, et les éléments composant la trame végétale urbaine peuvent être inclus dans ce périmètre à condition qu'ils soient aussi en continuité.
- **La compacité** : le périmètre bâti doit constituer un ensemble construit d'un seul tenant qui ne recouvre ni vides ni discontinuités (supérieure à 100 m de largeur). Il devra s'appuyer sur la présence d'espaces ayant une vocation urbaine, à l'exception de ceux constituant et identifiés comme trame végétale urbaine. Des parcelles non bâties ou « dents creuses » pourront y être intégrées dès lors qu'elles ont la vocation d'être constructibles.
- **La densité** : le périmètre bâti doit être constitué par la présence d'un nombre significatif de constructions sur une surface donnée, quelle que soit leur nature : la surface construite doit être supérieure à 20 m² par parcelle, pour le logement la densité bâtie doit être supérieure à 7 logements à l'hectare. Ainsi ne constitue pas par exemple un tissu aggloméré pouvant être identifié en espace urbain :
 - la présence d'une dizaine de constructions isolées d'une centralité urbaine ou d'un bourg regroupées en hameaux ;
 - la présence d'une dizaine de constructions isolées d'une centralité urbaine ou d'un bourg et positionnées en linéaire le long d'une voie.

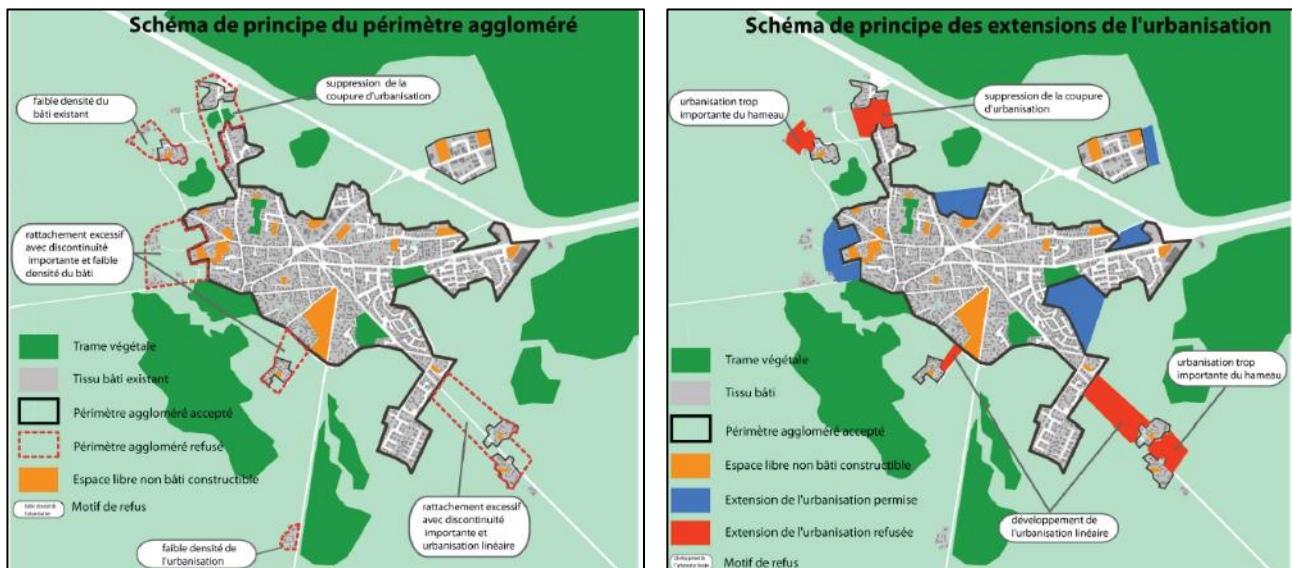
Il peut être justifié de ne pas urbaniser certains espaces urbains non bâtis ou « dents creuses », à condition :

- Qu'ils n'aient pas une position stratégique pour consolider le tissu urbain existant.
- Qu'ils participent à une fonction écologique dans la Trame Verte et Bleue.
- Qu'ils possèdent une vocation agricole, ou qu'ils aient un rôle d'espace d'aération dans la trame urbaine.

Dans ce cas, ils ne devront plus avoir de vocation urbaine dans le document graphique du règlement des documents d'urbanisme.

La présence de corridor écologique ou de coupure paysagère sera considérée comme un espace de discontinuité car devant être maintenu non bâti.

Extrait du DOO du SCoT du Grand Libournais approuvé en 2016



NOTA :

- la trame végétale peut être constituée de parc, jardins plus ou moins arborés, de boisements

- les hameaux et écarts se définissent comme un groupement de constructions isolées ne constituant pas une centralité et ne pouvant se rattacher au périmètre aggloméré, car leurs caractéristiques morphologiques ne peut répondre aux 3 conditions cumulatives qui définissent le périmètre aggloméré.

Extrait du DOO du SCoT du Grand Libournais approuvé en 2016

Les documents d'urbanisme locaux devront distinguer dans l'analyse morphologique du périmètre aggloméré :

- **Le cœur urbain** : développé à partir d'une trame ancienne resserrée, celui-ci concentre les principales fonctions urbaines (commerces, services, équipements, transports...) et offre les densités de logements les plus importantes.
- **La périphérie** : secteurs urbains de constructions plus récentes et plus lâches, recouvrant principalement une vocation résidentielle. C'est dans cet espace que se situent les opportunités foncières les plus importantes qui devront être optimisées.

Le SCoT impose que dans l'ensemble des communes les densités de logements augmentent à la fois dans le tissu bâti existant, c'est-à-dire au sein du périmètre aggloméré, mais également dans les extensions urbaines, composées par les nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation.

Les documents d'urbanisme locaux fixeront les conditions permettant l'atteinte d'une densité⁵ moyenne qui ne pourra être inférieure aux seuils précisés dans le tableau ci-dessous.

Les densités de construction

Niveau de l'armature urbaine	Périmètre aggloméré	Extension de l'urbanisation
Centralité principale	30 logements/ha	20 logements/ha
Centralité d'équilibre	20 logements/ha	15 logements/ha
Centralité relais	15 logements/ha	12 logements/ha
Autre commune	12 logements/ha	10 logements/ha

⁵ Les densités s'appliquent à la surface brute de l'opération, c'est-à-dire calculées en tenant compte de l'ensemble de la zone urbanisable à aménager : surface cessible, réseaux de desserte et espace de loisirs du quartier. Sont pour autant exclus du calcul les terrains d'assiette des équipements publics qui n'ont pas pour vocation à répondre exclusivement à un besoin de l'espace considéré.

Extraits du DOO du SCoT du Grand Libournais approuvé en 2016

En s'appuyant sur la méthodologie proposée par le Document d'Orientation et d'Objectif du SCoT du Grand Libournais, il convient d'observer que parmi les trois entités urbaines bénéficiant actuellement d'une zone urbaine, seul le bourg compile un nombre minimum de logements et de densité suffisamment important pour répondre aux conditions préalables.

Les secteurs de Beaucaillat et de Grugier comptent un nombre de logements total suffisants, mais s'inscrivent dans un niveau de densité inférieur à 7 logements/ha.

b) DÉFINITION DE LA TÂCHE URBAINE

Ainsi le SCoT fixe les conditions globales d'urbanisation pour la production de logements à respecter d'ici à 2030 :

- **50 % au sein de l'espace urbain déjà constitué (au sein du périmètre aggloméré). Il s'agit d'un minimum s'appuyant sur les modalités suivantes :**
 - remise sur le marché immobilier de logements vacants et/ou vétustes, avec un minimum de 3 % de la production totale
 - reconquête/réhabilitation de sites urbains,
 - urbanisation de dents creuses,
 - densification du tissu urbain existant par détachement parcellaire.
- **50 % en extension, correspondant à l'ouverture de nouvelles zones à urbaniser (les extensions urbaines) par consommation d'espace agricoles et/ou naturels. Il s'agit d'un maximum.**

Afin de tenir compte des diversités territoriales, les documents d'urbanisme locaux devront définir les conditions de réalisation de leur stratégie foncière et d'urbanisation, en respectant la part maximale de construction de logements neufs à réaliser en extension.

Objectif territorialisé de modération de la consommation foncière pour l'habitat	
Bassin de proximité	Surface maximale à consommer pour l'habitat (en ha) en extension
Castillonnais	64
Coutras-Nord libournais	134
Grand Libourne	570
Pays Foyen	43
Saint-Médard/Saint-Seurin	41
total SCOT	852

Extraits du DOO du SCoT du Grand Libournais approuvé en 2016

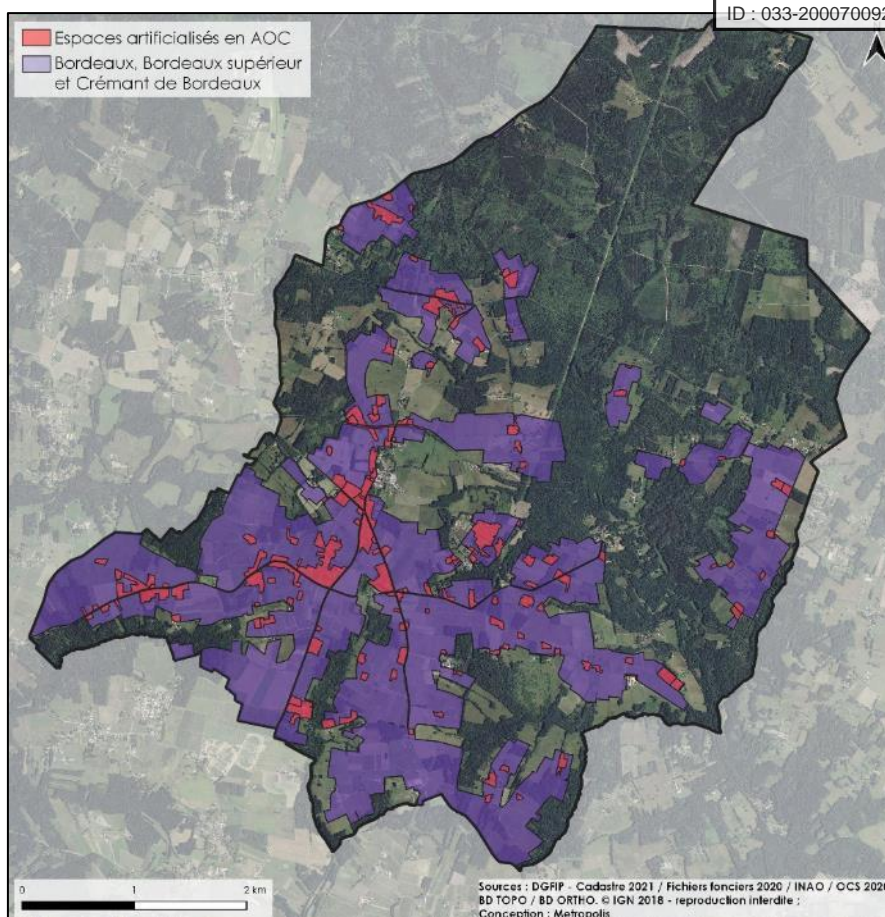
c) AFFINEMENT DE LA DÉFINITION DE LA TRAME POURPRE

Le SCoT définit la « trame pourpre » comme **l'enveloppe territoriale des terroirs viticoles à préserver en raison de leur importance économique, agronomique, patrimoniale et paysagère.**

Cette enveloppe est définie, à l'échelle du SCoT, sur la base des **aires délimitées des AOC**, après **dédution des zones artificialisées** (existantes et à venir).

L'article D.112-1-23 du Code rural et de la pêche maritime stipule par ailleurs : « 1° Une **réduction des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée** est considérée comme **substantielle lorsqu'elle porte soit sur plus d'un pour cent de l'aire géographique de cette appellation, soit, le cas échéant, sur plus de deux pour cent de l'aire comprise dans le périmètre géographique d'une commune** ou, le cas échéant, d'un établissement public de coopération intercommunale. »

L'**aire géographique de l'appellation** définie par l'INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité) devra logiquement être **déduite des espaces déjà artificialisés**, en cohérence avec la définition de la « trame pourpre ».



Emprise des AOC et des espaces artificialisés compris dans les AOC sur la commune de Maransin

d) PERSPECTIVES MAXIMALES DE CONSOMMATION FONCIÈRE

Le DOO du SCoT du Grand Libournais, précise, dans un **rapport de compatibilité** :

- 50% minimum de la mise sur le marché de logement doit être réalisé au sein du périmètre aggloméré, avec une densité minimale de 12 logements / hectare ;
- 50% maximum de la mise sur le marché de logement doit être réalisé par extension de l'urbanisation, avec une densité minimale de 10 logements / hectare.

Au regard des besoins prospectifs préalablement exposés, la consommation foncière devrait être proche des hypothèses suivantes (espaces naturels, agricoles, forestiers et artificialisés) à l'horizon 2034 :

Horizon 2034	Hypothèse basse -0,62%	Hypothèse médiane -0,30%	Maintien de population 0,00%	Hypothèse SCoT 0,92%
Habitants supplémentaires	-70	-35	0	114
Nombre de logements à mettre sur le marché	-30	-16	-3	50
50% au sein des espaces urbains 12 log/ha	-15 logements -1,25 hectares	-8 logements -0,7 hectares	-1,5 logements -0,125 hectares	25 logements 2,08 hectares
50% en extension de l'urbanisation 10 log/ha	-15 logements -1,50 hectares	-8 logements -0,8 hectares	-1,5 logements -0,15 hectares	25 logements 2,5 hectares
Total sur les espaces naturels, agricoles, forestiers et artificialisés	2,75 hectares	1,5 hectares	0,275 hectares	4,58 hectares
Objectif de réduction de l'artificialisation des sols : 0,85 à 4 ha maximum consommés sur les espaces naturels, agricoles ou forestiers				
Espaces à mobiliser sur les espaces artificialisés	-1,25 à 1,9 hectares	-2,5 à 0,65 hectares	-3,725 à -0,575 hectares	0,58 à 3,73 hectares

Quel que soit l'hypothèse de développement choisie, le **retrait des espaces à mobiliser sur les espaces artificialisés** apparaît **difficile à mettre en exécution**. Les **capacités de densification** sont en effet **quasi-inexistantes** dans les espaces identifiés (hameaux de Beaucaillat, de Grugier et du Bourg)³⁶. L'**enveloppe agglomérée** devra ainsi **s'étendre pour porter un développement futur**, les capacités mobilisables étant faibles au niveau du bourg.

Afin de répondre à l'objectif final de « zéro artificialisation nette » d'ici à 2050 au niveau national³⁷, la commune doit s'engager vers une **réduction de 50% de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers** sur la décennie à venir par rapport à la consommation réelle de ces espaces observée au cours des 10 années précédentes : sur Maransin, **entre 1,75 et 8 hectares** ont été **consommés entre 2009 et 2021 selon les bases de calculs choisis** ; en application de la réduction de 50% du rythme d'artificialisation, le **potentiel de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers par la Carte Communale révisée doit donc s'établir dans une fourchette allant de 0,85 à 4 hectares maximum sur les 12 prochaines années**.

³⁶ Seulement 2,36% du parc de logements est vacant, comme vu précédemment.

³⁷ Loi Climat et Résilience du 22 août 2021.

XVI. EXPLICATION DU PROJET ET DE LA DÉCLINAISON RÉGLEMENTAIRE

1. LE PROJET COMMUNAL

a) CADRE DE CONSTRUCTION DU PROJET COMMUNAL

Pour rappel, la Carte Communale en vigueur a été approuvée le 20 juin 2006, sa révision prescrite par délibération du Conseil Communautaire le 16 décembre 2020.

La révision de la Carte communale vise à **assurer la cohérence du projet de territoire pour les années à venir**, à **consolider les enjeux** et à **tenir compte des évolutions législatives**, notamment des objectifs de modération de la consommation d'espace, avec les **orientations de la loi « Climat et Résilience »** du 22 Août 2021 et les **objectifs du SRADET** (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) **de la Nouvelle-Aquitaine**, approuvé le 16 Décembre 2019.

À travers ce chapitre, l'objectif est de mesurer, au regard de toutes les thématiques qui ont été précédemment présentées, quelles sont les grands éléments contraignants ou facteurs déterminants pour projeter le développement communal futur, et dans quels secteurs le projet communal peut être construit.

La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques. Cependant, le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) indique qu'elle est concernée par les **risques naturels majeurs liés au retrait-gonflement des argiles** et au **feu de forêt**, dont le risque est accru avec le réchauffement climatique (inflammabilité plus forte). Ainsi, le développement urbain doit prendre en compte le risque incendie de forêt et la défense contre ce risque doit être assurée (voies d'accès normalisées pour les secours et accès à des dispositifs de défense incendie). Au regard de la **prédominance du caractère boisé** du territoire communal sur une **large frange nord-est**, un **développement de l'urbanisation** dans ce secteur géographique, par ailleurs **excentré des principaux services et équipements** présents sur la commune, est à éviter.

Cela s'inscrit de fait dans les orientations du **SCoT du Grand Libournais**, qui définit en effet les « **paysages boisés à respecter** » sur cette frange Nord-Est. Par ailleurs, le SCoT a établi le principe de la **trame pourpre** pour caractériser les **espaces viticoles existants ou potentiels**. Même si la viticulture a fortement reculé au fil des dernières décennies, la part non négligeable de l'emploi agricole sur la commune doit motiver la préservation de l'outil de travail que constitue le terroir.

Cette dimension vient donc s'ajouter à la volonté plus globale du SCoT du Grand Libournais de préserver le caractère rural des communes non identifiées comme des centralités.

La commune de Maransin est également concernée par la présence de **deux sites Natura 2000 « Site des vallées de la Saye et du Meudon » et « Site des Landes de Montendre »**. **Le projet de Carte Communale de Maransin est donc soumis à une évaluation environnementale.**

Malgré tout, le développement urbain connu sur le territoire communal a d'ores et déjà été maîtrisé par la définition de seulement **3 zones urbaines** dans la Carte Communale :

- Le **secteur du centre-bourg**, qui ne présente à ce jour plus de véritable potentialités de développement au regard de la rétention foncière existante et de la mise en œuvre de dernières autorisations d'urbanisme (permis d'aménager de 5 lots récemment autorisé) ;
- Le **secteur de Grugier**, qui est dorénavant quasiment intégralement urbanisé mais qui commence à montrer des signes de saturation en matière de fonctionnement (circulation) au regard d'emprises publiques de largeurs limitées ;
- Le **secteur de Beaucaillat** qui présente de très fortes capacités théoriques de constructibilité mais qui, dans les faits, est confronté à de fortes rétentions foncières d'une part, mais également à la présence d'une part importante de foncier communal dont l'intérêt public en matière d'ouverture à l'urbanisation pose question au regard du caractère excentré vis-à-vis des équipements et services de proximité du centre-bourg. Par ailleurs, renforcer l'urbanisation le long de la RD 133 pose des questions de sécurisation le long de l'axe qui s'avère dangereux pour les cheminements piétons.

Le bilan de la Carte Communale actuelle a donc clairement remis en cause l'opportunité de poursuivre le développement communal sur les deux derniers secteurs évoqués de Grugier et Beaucaillat.

La commune dispose, à travers sa **première Carte communale**, d'un potentiel de développement de l'urbanisation **peu opérationnel** pour bénéficier des retours attendus en matière de réalisation de nouveaux logements, et donc d'accueil de nouveaux habitants. La difficulté réside donc à travers cette révision à trouver le **meilleur compromis entre la capacité de la commune à accueillir de nouvelles populations et la maîtrise de son urbanisation**, notamment **en optimisant l'état des réseaux**.

Cinq types de réseaux peuvent, selon les zones concernées, devenir des contraintes à l'urbanisation ou à la formalisation du projet de territoire :

- L'**adduction en eau potable** ne présente pas une problématique majeure pour la commune. En particulier pour ce qui relève de la ressource. Pour ce qui relève de l'adduction à proprement parler, il convient de favoriser les projets s'appuyant sur les réseaux les plus importants.
- L'**assainissement des eaux usées**, qui aujourd'hui se fait par des dispositifs individuels. Toutefois, le projet urbain sur le long terme doit favoriser la mutualisation, autant que possible, des équipements. Tant que l'urbanisation poursuivra son éparpillement sur l'espace rural, il sera difficile, voire impossible d'envisager des investissements en matière d'assainissement collectif, tout particulièrement dans le centre-bourg.
- Le **réseau électrique** ne présente pas une problématique majeure pour la commune.
- La **défense incendie** couvre l'essentiel du territoire communal, et le projet urbain doit être privilégié sur les secteurs les mieux défendus.
- Le **réseau viaire** est particulièrement étendu au regard de la superficie communal. Toutefois l'éparpillement de l'urbanisation rend nécessaire, dans l'absolu, la démultiplication d'aménagements de sécurité pour tous les usages (piétons,...). Le projet urbain doit donc favoriser là encore des secteurs où des investissements permettront une bonne mutualisation au regard des besoins et des usages.

Les orientations du projet de Carte communale devront être en adéquation avec les capacités actuelles ou projetées de ces réseaux.

b) OBJECTIFS DE LA COMMUNE

Le diagnostic réalisé a permis de confronter les réalités du contexte communal (spécificités physiques du territoire, données techniques...) avec la perception que les élus et les habitants ont de leur cadre de vie au quotidien. Ce regard croisé a permis de prolonger les objectifs préalablement définis par les élus. Le **projet de territoire, porté par les élus**, a pu prendre forme à l'issue des réunions thématiques organisées entre les élus et l'équipe d'études.

La pression foncière est restée modérée à Maransin, expliquant l'ancienneté du document d'urbanisme actuel. Si le cadre de vie de la commune a pu être préservé, une certaine rétention foncière a pu être constatée et explique la nécessité d'avoir une **traduction sous forme de zonage le plus fin et le plus pragmatique possible pour ne pas gaspiller les potentialités de développement, qui doivent rester mesurées**.

C'est pourquoi Maransin, tirant le bilan de la Carte communale de 2006 et souhaitant **soutenir ses équipements publics et services de proximité**, a décidé de réviser son document d'urbanisme afin de le rendre plus opérationnel.

La commune étant relativement **excentrée vis-à-vis des infrastructures de transport**, elle est aussi **étroitement liée**, dans son développement, **aux bassins de vie et d'emplois du Libournais, de la métropole bordelaise et des intercommunalités voisines** (Cubzadais, Fonsadais...).

Ainsi, la réflexion autour d'une plus grande complémentarité de certaines communes de cette partie du territoire de la Communauté d'Agglomération du Libournais émerge peu à peu. En particulier avec les communes de **Lapouyade et Tizac-de-Lapouyade**³⁸.

³⁸ Les communes de Maransin, Lapouyade et Tizac-de-Lapouyade font partie du Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) dont l'objectif est de pallier le faible effectif d'élèves par école ou le manque de structure, par association entre les communes.

Si aucune perspective n'est à ce jour définie, la lisibilité d'une dynamique ~~complémentaire et intercommunale~~ devra s'appuyer sur des **centralités renforcées pour soutenir les équipements et services de proximité** qu'il convient d'apporter à la population. Dans ce cadre, Maransin peut **capitaliser autour de quelques équipements et services** présents dans les domaines de la santé : la **pharmacie** et la **Maison de Santé**.

Afin de concentrer ses efforts dans une logique de cohérence territoriale, à la fois à l'échelle intercommunale mais aussi à l'échelle communale, les élus de Maransin font donc le choix de recentrer le potentiel de développement urbain dans et autour du centre-bourg. Ce recentrage géographique vise :

- **À soutenir au maximum les services et équipements de proximité encore présents ;**
- **Par le confortement de la population dans le centre-bourg sur le long terme, à donner toutes les chances au développement de nouveaux services et équipements aux habitants dans l'avenir.**

Consciente des limites réglementaires de la Carte Communale, il s'agit de faire de la révision de ce document une première étape de réorientation de la stratégie de développement communale à court terme. Il est toutefois attendu l'arrivée prochaine du **PLUi-HD³⁹ à l'échelle de la Communauté d'Agglomération du Libournais**, en cours de réalisation, qui permettra dans un second temps de donner des outils plus aboutis et opérationnels pour accompagner le renforcement du centre-bourg.

L'enjeu majeur de la révision de la Carte communale de Maransin revient à **rechercher une traduction de projet de développement communal en trouvant la bonne adéquation entre les potentialités d'accueil de nouvelles populations, et l'affirmation du cadre rural avec ses enjeux de préservation d'identité naturelle, viticole et forestière.**

1. Recentrer l'urbanisation sur le bourg

Comme vu dans le diagnostic, la structure de l'urbanisation au sein de la commune de Maransin est historiquement éclatée et éparpillée sur le territoire communal. Le développement contemporain, bien que limité par l'actuelle Carte Communale, n'a pas suffisamment contribué à renforcer la lisibilité du centre-bourg à l'échelle communale.

Par ailleurs, le diagnostic dresse un constat paradoxal :

- Un parc de logements qui continue à croître mais un niveau démographique qui a longtemps stagné (les chiffres récemment reçus par la commune mais non officialisés par l'INSEE tendent toutefois à démontrer un regain de croissance à venir) ;
- Un parc de logements où la part des grands logements (T5 et plus) continue à croître alors même que la taille moyenne des ménages diminue ;
- Un vieillissement de la population.

Dans ce contexte, le défi de la mise en œuvre de la révision de la Carte communale est de parvenir à une mise en cohérence programmatique du développement pour les prochaines années. Pour cela, une **politique raisonnable en termes de mobilisation d'espaces dédiés à l'accueil de population** doit permettre de s'inscrire à un niveau plus proche des réels besoins de la commune, en réponse à **l'objectif de limitation de 50% de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers du SRADET**.

En outre, le **choix de recentrer l'urbanisation sur le bourg** s'appuie sur les raisonnements suivants :

- Les problématiques liées à la **difficulté de sécuriser les routes départementales** ;
- La **difficulté de s'appuyer sur le foncier communal de Beaucaillat** pour établir un projet de développement profitable à la vitalité du centre-bourg, et dans un contexte de forte limitation de la consommation des espaces naturel, agricole et forestier ;
- La **difficulté de poursuivre le développement du village de Grugier** au regard des **faibles disponibilités foncières restantes, d'emprises publiques devenant limitées** au regard de l'augmentation des usages, de la **coupure (provisoire) de la voie communale en lien avec le bourg** ;
- La **volonté communale de favoriser une dynamique de centre-bourg** s'appuyant sur un renforcement de certaines fonctions tournées vers les **domaines de la santé** (voir page précédente) ;
- La **volonté communale de s'inscrire dans une logique de complémentarité intercommunale en matière de services publics** (voir page précédente).

³⁹ Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat – PLH et Plan de Déplacement Urbain – PDU. Depuis la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) de 2019, le PDU devient le « Plan de mobilité » (PDM).

Ainsi, il convient de **prioriser autant que possible le développement au sein des enveloppes urbaines et agglomérées** de la commune, pour contenir la tendance au développement linéaire et au mitage des espaces.

La révision de la Carte communale s'inscrit alors dans une **logique de confortement du bourg**, au sein des zones urbaines existantes, par la mobilisation du potentiel de densification et d'intensification identifié, et en extension directe du bourg constitué, afin de **créer une réelle dynamique de centralité**, en impulsant / pérennisant l'interaction entre les services déjà présents et la nouvelle Maison de Santé Pluridisciplinaire notamment.

La **diversité** et la **mixité urbaine** doivent permettre de **réduire la dépendance à la voiture et de favoriser l'attractivité du centre-bourg**, en réduisant les temps de parcours entre les fonctions et les lieux d'habitation. Le maintien d'une activité de proximité apparaît en effet comme étant cruciale pour le développement de Maransin, afin de maintenir des liens sociaux et la vitalité du cœur de village.

2. Affirmer l'identité agricole et viticole

Les qualités rurales de la commune de Maransin représentent un atout important pour son cadre de vie et son attrait. En ce sens, le projet communal entend réaffirmer ce caractère rural :

- En **confortant les ensembles agricoles**, qui tiennent un grand rôle dans l'entretien, comme dans la valorisation des paysages et de l'identité communale ;
- En **affirmant le rôle de l'agriculture et de la viticulture dans son économie** ;
- En **protégeant et en mettant en valeur ses qualités paysagères** ;
- En **préservant ses espaces naturels, humides et forestiers**.

Recentrer le développement urbain autour de la centralité que constitue le bourg peut répondre à l'ensemble de ces exigences.

2. LA DÉCLINAISON RÉGLEMENTAIRE

Ce chapitre s'attache à expliquer les différentes règles telles qu'elles apparaissent à la lecture du zonage, élaboré sur la base du **Code de l'urbanisme** après application de la réforme du Code de l'urbanisme (ordonnance du 23 septembre 2015).

Outre le plan de zonage, des dispositions complémentaires sont à consulter le cas échéant dans des documents indépendants (servitudes d'utilité publique,...).

À travers le projet de révision de la Carte communale de Maransin, deux zones existent :

- **Zone U**

Au titre du code de l'urbanisme les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les **secteurs déjà urbanisés** et les **secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation**, ont une **capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter**.

- **Zone N**

Peuvent être classées en zone naturelle et forestière « zones N », les **espaces équipés ou non, à protéger** en raison, soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels (...).

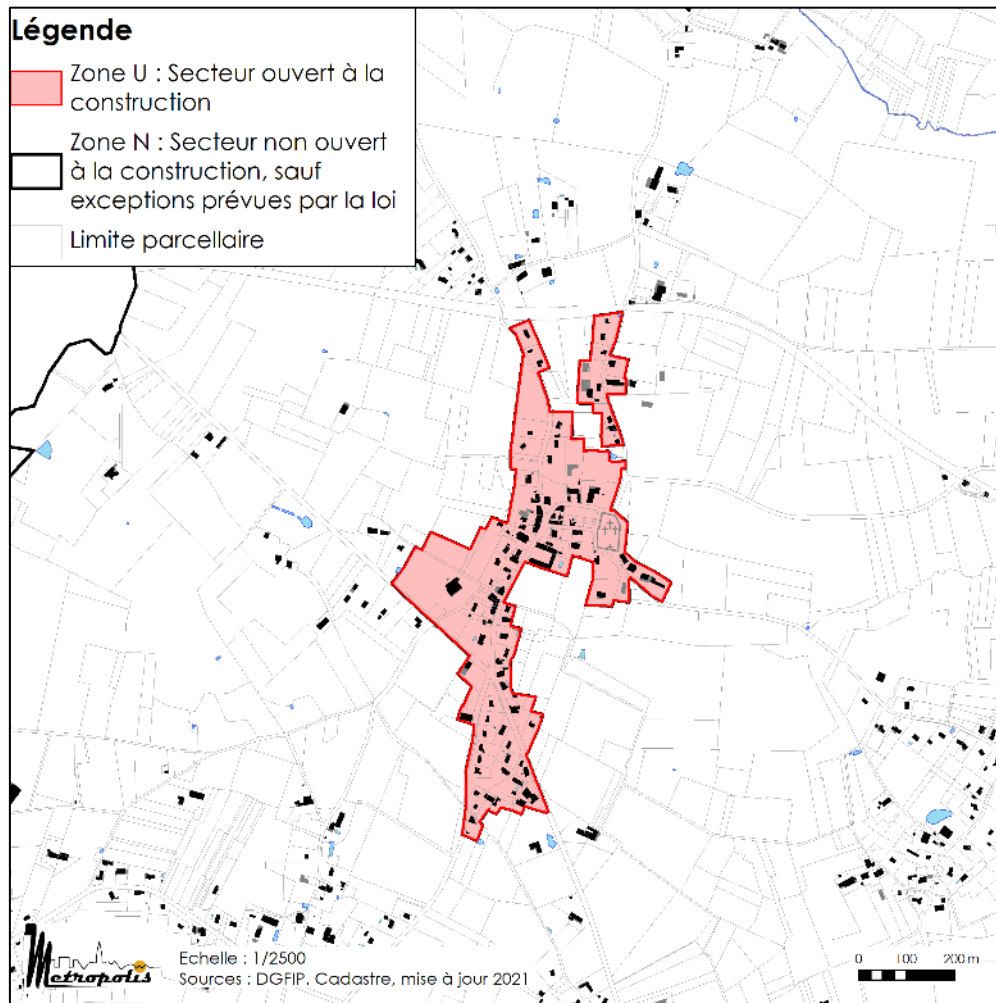
a) EXPLICATIONS DU ZONAGE

Le tracé du nouveau périmètre de zonage s'est attaché à prendre en considération :

1. **L'enveloppe agglomérée existante d'une part.** De cette manière toute la partie sud du bourg (celle se situant au sud de la RD22) a pu être matérialisée sans engendrer de développement d'urbanisation potentiel. Ce découpage est ainsi justifié par le souhait de contenir le développement urbain du bourg au nord de la RD22, qui constitue à la fois le noyau urbain historique mais également le secteur où l'ensemble des services de proximité sont implantés. Il s'agit donc de répondre à l'objectif communal d'amplifier les outils de vitalisation du centre-bourg et de favoriser les interactions entre les habitants et les services en évitant l'usage systématique de l'automobile et donc le franchissement du carrefour entre la RD22 et la RD120 qui peut s'avérer accidentogène. Par ailleurs toute la frange est du périmètre de la zone U permet de créer une délimitation claire entre espace résidentiel et espace naturel ou agricole. Ainsi les espaces boisés ou agricoles d'une part, mais encore le parc du Château Maison Noble se trouvent préservés de toute urbanisation potentielle. Plus au nord, le découpage au sein de l'îlot bordé par la RD120 d'une part et la voie communale plus à l'ouest permet d'éviter la poursuite de l'urbanisation du cœur d'îlot qui se caractérise par des pentes et des effets de ruissellement potentiels. Il se dégage ainsi comme seul potentiel une unité foncière se trouvant à l'arrière de l'école.
2. **L'enveloppe agglomérée en cours de constitution.** En effet, un permis d'aménager a été validé sur la parcelle 135 et portant sur 5 lots constructibles. Cette nouvelle limite à l'urbanisation n'est donc pas le fait du présent projet de révision de la Carte Communale mais d'une autorisation d'urbanisme récente.
3. **Le projet communal sur les parcelles 169, 170 et 204 à l'ouest du bourg.** Celui-ci fixe pour objectif, au regard des contraintes de développement communal existantes, et du souhait de matérialiser une zone d'extension de l'urbanisation en contact direct avec les équipements et services du centre bourg, de définir une enveloppe foncière pour porter un projet de mixité d'habitat. Idéalement le portage se fera par la commune de Maransin. Toutefois, les investigations environnementales réalisées ont démontré, par les premiers travaux réalisés par le cabinet Théma, affinés en mars 2024 par le cabinet Artifex, que des zones humides sont présentes sur site. Selon le principe « Éviter – Réduire – Compenser », et en compatibilité avec le SAGE Isle-Dronne, tous les efforts ont été mis en œuvre pour éviter le maximum de zones humides identifiées. La zone initialement envisagée a donc été fortement réduite ce qui a permis d'intégrer à l'issue de l'enquête publique une demande pour permettre l'urbanisation partielle d'une parcelle supplémentaire positionnée sous forme de dent creuse (BE 262).
4. **L'environnement paysager et écologique.** Cette prise en compte dans la définition du projet et dans le cadre de l'évaluation environnementale a conduit à scinder l'extension de la zone urbaine le long

de la RD120 au nord-est, peu après le cimetière. En effet, le cumul d'habitats favorables à l'accueil d'espèces faunistiques et de haies bocagères, a été pris en considération avec le souhait d'éviter toute destruction de ces atouts environnementaux à proximité immédiate du bourg et contribuant à matérialiser une limite entre espaces urbanisés et espaces ruraux. Cette démarche justifie la coupure de la zone urbaine par une zone naturelle.

Par ailleurs, comme indiqué précédemment entre la version de projet de révision notifiée de Carte Communale et la version approuvée, c'est une surface d'environ 7 200 m² qui a été restituée en espace naturel sur le secteur du Gail Est suite aux nouvelles investigations zones humides réalisées au printemps 2024.



Zonage du PLU révisé de Maransin (pour l'approbation en 2024) – Zoom sur le bourg

b) UN PROJET DANS L'INTÉRÊT DE RENFORCER LA CENTRALITÉ DU BOURG DE MARANSIN

1. Site du Bourg

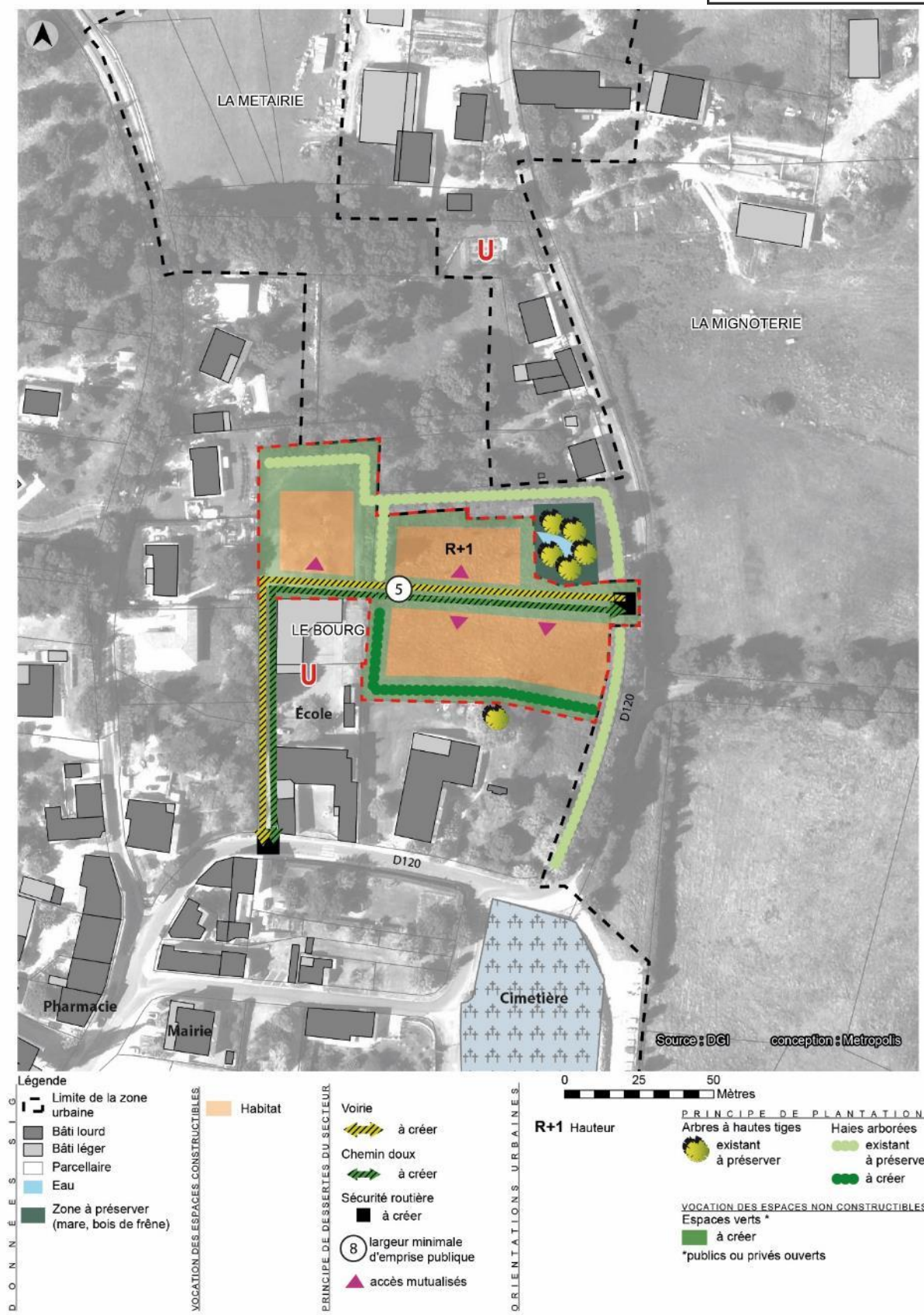
Le site du « Bourg », identifié pour conforter le développement urbain sur la commune de Maransin, est situé en cœur de bourg sur une emprise d'environ 5 300 m², en accroche directe de l'école et de la D120.

Il est constitué de prairies, de friches herbacées et de fourrés, mais aussi d'une haie arborée, d'un bois de frêne et d'une mare au Nord-Est du site, soulevant des enjeux écologiques (zone N), car favorables à l'accueil d'espèces protégées, notamment pour leur reproduction.

Les inventaires écologiques réalisés par le bureau d'études Thema ont également mis en évidence la présence de zones humides (sur critère pédologique), s'expliquant par la présence de sols avec un plancher argileux qui engendre des engorgements temporaires jusqu'en surface (voir rapport de présentation).

	Préconisations d'aménagement
Programmation d'habitat	<p>La vocation du site serait résidentielle.</p> <p>Environ 8 logements seraient potentiellement constructibles pour de l'habitat individuel groupé, et un potentiel supplémentaire dans le cadre d'un petit collectif.</p>
Forme urbaine	<p>L'implantation des constructions serait privilégiée de manière rapprochée de l'emprise publique de desserte interne de l'opération (hors RD120 afin de favoriser les mesures de réduction des impacts environnementaux et paysagers produits par l'urbanisation du site) et sur au moins une des limites séparatives.</p> <p>La hauteur pourrait être définie en harmonie avec le contexte, privilégiant les habitations en R+1.</p> <p>Le site, comme la quasi-totalité de la commune, devra tenir compte de l'aléa fort de retrait-gonflement des argiles, nécessitant une étude de sol.</p>
Programmation d'équipements d'intérêt public	<p>L'aménagement devrait intégrer le bon écoulement et la bonne gestion des eaux pluviales, via des fossés et nouvelles paysagères sur le site.</p> <p>Des espaces verts et libres de toute construction seraient positionnés au droit des percées visuelles induites par le tracé des nouvelles emprises publiques et sur les bordures du site, afin de garantir une perméabilité des espaces dans un contexte soulevant des enjeux d'intégration paysagère. Ils assureraient en effet le maintien d'un environnement paysager valorisant l'écrin naturel du nouveau site.</p>
Orientations paysagères et environnementales	<p>Ces espaces verts, localisés selon les principes du schéma, permettraient d'assurer une continuité écologique et paysagère, notamment entre la zone U et la zone N, en lien avec les espaces à enjeux : haies bocagères, mare et bois de Frêne...</p> <p>En lisière de l'opération, à l'interface de la zone N, et le long des voies internes, des haies vives mixtes et épaisses, multistratifiées (plantations d'arbres, arbustes) pourraient être plantées en pleine terre, en continuité de la haie arborée existante surmontant le talus de la RD120 et se poursuivant au Nord du site (en N). Cela permettrait de recréer, à l'échelle du site, l'ambiance bocagère et boisée perceptible sur l'ensemble de la commune de Maransin.</p> <p>Suivant le plan de composition de l'ensemble, les espaces libres publics pourraient être plantés d'arbres, d'arbustes (haies et/ou plantations libres) et d'espaces végétalisés (couvre-sols, vivaces...).</p> <p>Une attention devrait être accordée quant au choix des espèces, qui ne devraient pas présenter un caractère exotique, envahissant, allergisant et/ou inflammable (Maransin étant également concernée par le risque feu de forêt). À cet effet, il conviendrait de se référer :</p> <ul style="list-style-type: none"> – au guide « <i>Végétalisation à vocation écologique et paysagère en Nouvelle-Aquitaine</i> », établi par le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique ; – et aux annexes de la carte communale relative aux espèces à caractère allergisant et espèces hautement inflammables. <p>Une attention régulière devra être portée sur le débroussaillage (obligatoire dans les zones exposées à un risque incendie).</p> <p>L'usage de produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts et autres espaces libres de construction, devrait être proscrit.</p> <p>Une gestion douce des espaces verts et libres communs pourrait être encouragée.</p> <p>Afin d'économiser la ressource en eau potable, il est recommandé que chaque nouvelle construction dispose d'un système de récupération des eaux pluviales de</p>

	Préconisations d'aménagement
	toiture, qui pourront être ainsi destinées à un usage domestique non alimentaire (ex : arrosage). Ce système peut être enterré ou intégré à la construction.
Principes de circulation / voies	<p>Les voiries, cheminements et espaces verts ouverts au public pourraient être aménagés selon les préconisations du schéma.</p> <p>Les voies d'accès seraient à sens unique, en connexion de la D120 et de l'école (sens unique existant devant l'école, d'Est en Ouest), avec une emprise d'une largeur minimale de 5 mètres intégrant un traitement paysager qualitatif. Chaque lot serait desservi par un accès mutualisé (deux à deux).</p> <p>L'aménagement d'un cheminement doux devrait privilégier la perméabilité.</p>
Condition d'ouverture à l'urbanisation	<p>Le secteur n'étant pas desservi par un réseau d'assainissement collectif, un raccordement propre à chaque construction devra être prévu avant l'ouverture à l'urbanisation du site.</p> <p>L'ouverture à l'urbanisation devrait se faire dans le cadre d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble d'une superficie minimale de 5 000 m².</p> <p>Afin de permettre la défense du site en cas d'incendie, l'ouverture à l'urbanisation de chaque opération d'aménagement d'ensemble serait conditionnée à l'accès à un Point d'Eau Incendie (PEI) caractérisé de « disponible » selon le SDIS.</p>



2. Site du Gail Est

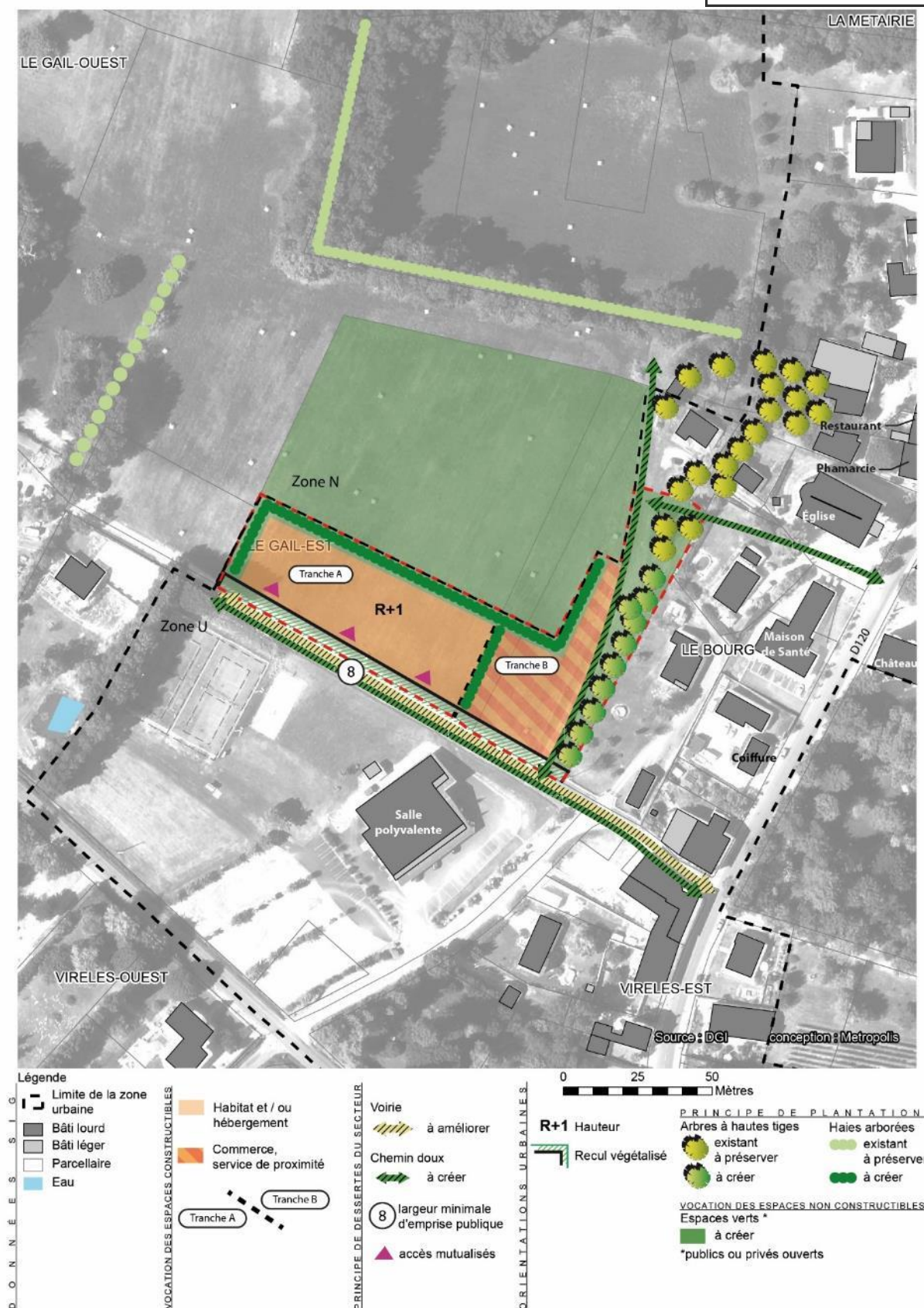
Le site du « Gail Est » est situé à l'Ouest du bourg de Maransin, sur une emprise d'environ 7 000 m², en accroche de la salle polyvalente et des terrains de sport, à proximité de la D120.

Il est constitué d'une prairie, d'un ancien verger, d'une haie arborée au Nord, d'une chênaie et d'une mare à l'Ouest.

Les inventaires écologiques réalisés par le bureau d'études Thema, puis ceux du cabinet Artifex ont mis en évidence la présence de zones humides (sur critère pédologique) sur une partie du site (voir rapport de présentation), ce qui a conduit à la mise en œuvre d'une démarche d'évitement des espaces sensibles et une réduction des espaces constructibles matérialisés par une zone U.

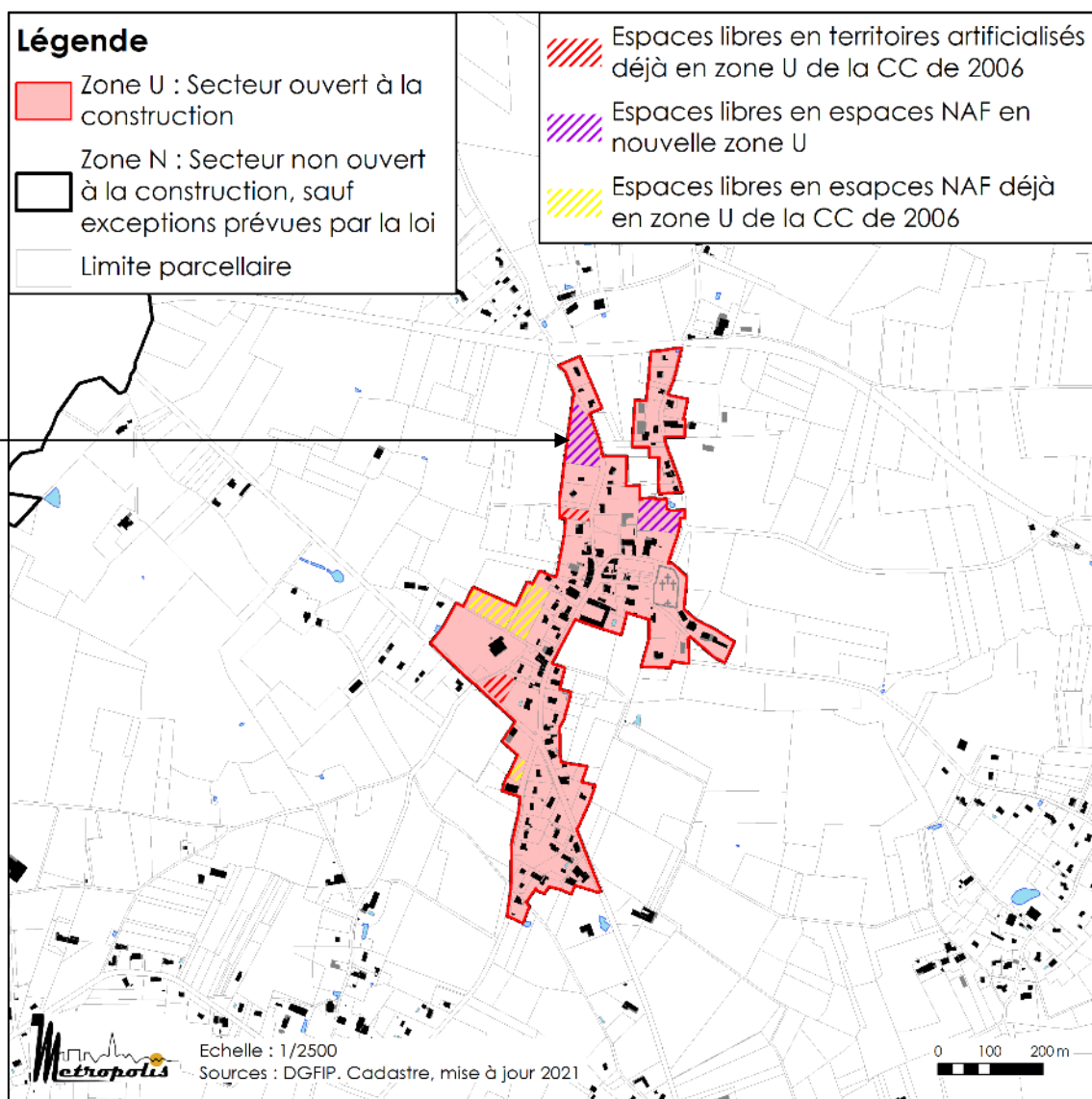
	Préconisations d'aménagement
Programmation d'habitat	La vocation du site serait résidentielle et commerciale (services de proximité). 6 à 10 logements seraient potentiellement constructibles (individuel groupé, petit collectif...).
Forme urbaine	L'implantation des constructions serait privilégiée en retrait des limites séparatives , afin de favoriser les mesures de réduction des impacts environnementaux et paysagers produits par l'urbanisation du site. La hauteur pourrait être définie en harmonie avec le contexte, privilégiant les habitations en R+1 . L' espace réservé au commerce et au service de proximité (à l'angle du site, à l'interface d'équipements existants) serait séparé de la partie habitat par une haie vive mixte et épaisse, multistratifiée (plantations d'arbres, arbustes en pleine terre), afin d'éviter les nuisances et de garantir un espace non imperméabilisé plus conséquent, en lien avec la présence de la zone humide recensée sur le site. A l'Est, une allée plantée et comprenant un cheminement doux permettant d'accéder aux principaux équipements de la commune, viendrait renforcer cet espace tampon. Le site, comme la quasi-totalité de la commune, devra tenir compte de l' aléa fort de retrait-gonflement des argiles , nécessitant une étude de sol.
Programmation d'équipements d'intérêt public	L'aménagement devrait intégrer le bon écoulement et la bonne gestion des eaux pluviales, via des fossés et noues paysagères sur le site. Des espaces verts et libres de toute construction seraient positionnés selon les principes du schéma, afin d'assurer la prise en compte de la zone humide et la transition avec la zone N en fond d'opération en tant qu'espace tampon entre les différentes vocations du site (résidentielle, de commerce et service de proximité).
Orientations paysagères et environnementales	Ces espaces verts, localisés selon les principes du schéma, permettraient de maintenir un environnement paysager valorisant l'écrin naturel du nouveau site. Suivant le plan de composition de l'ensemble, les espaces libres publics pourraient être plantés d' arbres, d'arbustes (haies et/ou plantations libres) et d' espaces végétalisés (couvre-sols, vivaces...). Une attention devrait être accordée quant au choix des espèces, qui ne devraient pas présenter un caractère exotique, envahissant, allergisant et/ou inflammable (Maransin étant également concernée par le risque feu de forêt). À cet effet, il conviendrait de se référer :

	Préconisations d'aménagement
	<ul style="list-style-type: none"> – au guide « <i>Végétalisation à vocation écologique et paysagère en Nouvelle-Aquitaine</i> », établi par le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique ; – et aux annexes de la carte communale relative aux espèces à caractère allergisant et espèces hautement inflammables. <p>Une attention régulière devra être portée sur le débroussaillage (obligatoire dans les zones exposées à un risque incendie).</p> <p>L'usage de produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts et autres espaces libres de construction, devrait être proscrit.</p> <p>Une gestion douce des espaces verts et libres communs pourrait être encouragée.</p> <p>Afin d'économiser la ressource en eau potable, il est recommandé que chaque nouvelle construction dispose d'un système de récupération des eaux pluviales de toiture, qui pourront être ainsi destinées à un usage domestique non alimentaire (ex : arrosage). Ce système peut être enterré ou intégré à la construction.</p>
Principes de circulation / voies	<p>Les voiries, cheminements et espaces verts ouverts au public pourraient être aménagés selon les préconisations du schéma.</p> <p>Les voies d'accès seraient à double sens, en connexion du chemin de terre actuel, avec une emprise d'une largeur minimale de 8 mètres intégrant un traitement paysager qualitatif. Chaque lot serait desservi par un accès mutualisé.</p> <p>L'aménagement des cheminements doux devrait privilégier la perméabilité.</p>
Condition d'ouverture à l'urbanisation	<p>Le secteur n'étant pas desservi par un réseau d'assainissement collectif, un raccordement propre à chaque construction devra être prévu avant l'ouverture à l'urbanisation du site.</p> <p>L'ouverture à l'urbanisation devrait se faire dans le cadre d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble d'une superficie minimale de 2 400 m² (tranche B).</p> <p>Afin de permettre la défense du site en cas d'incendie, l'ouverture à l'urbanisation de chaque tranche serait conditionnée à l'accès à un Point d'Eau Incendie (PEI) caractérisé de « disponible » selon le SDIS.</p>



c) BILAN DES SURFACES DU ZONAGE

1. Les surfaces de la Carte communale projetée (2022)



Espaces libres selon le type de sol de la Carte communale 2024

De manière générale, la synthèse de l'évolution des surfaces entre la Carte communale de 2006 et sa nouvelle version de 2024 permet de mettre en avant les points suivants :

- Un **effort de contraction des zones urbaines : -33,90 ha**. L'intégration du potentiel de densification au sein des zones urbaines contribue ainsi à limiter le besoin d'extensions de l'urbanisation sur les espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- En conséquence, une **augmentation des zones naturelles : +33,90 ha**.

Remarque : L'espace libre identifié en espace naturel, agricole ou forestier déjà en zone U de la Carte Communale de 2006, situé au Nord-Ouest de la zone U, a fait l'objet d'un permis d'aménager délivré le premier trimestre 2022, pour la construction de 5 logements. Cet espace est donc à déduire des espaces libres.

2. Analyse de la capacité de production de logements

Cette partie vise à calculer la capacité d'accueil mise en œuvre dans la Carte communale, et d'apprécier la cohérence de son dimensionnement avec les perspectives précédemment définies.

L'évaluation de la capacité d'accueil de la Carte communale prend appui sur les **objectifs communaux de rationalisation des capacités de création de logements dans le périmètre aggloméré existant de Maransin**, ainsi que sur les **espaces nouvellement ouverts à l'urbanisation**.

L'évaluation de la capacité de logements a été déterminée en application du **SCoT du Grand Libournais** qui définit, dans les **communes rurales**, une **densité de construction minimale de 12 logements par hectare en périmètre aggloméré**, et de **10 logements minimum par hectare en extension de l'urbanisation**.

Les densités s'appliquent à la **surface brute de l'opération**, c'est-à-dire calculées en tenant compte de l'ensemble de la zone urbanisable à aménager : surface cessible, réseaux de desserte et espace de loisirs du quartier. Sont pour autant exclus du calcul, les terrains d'assiette des équipements publics, qui n'ont pas pour vocation à répondre exclusivement à un besoin de l'espace considéré.

Type de zone	Surface en hectares	Nombre de logements	Densité de construction
U	1,37	18	12 logements / hectare

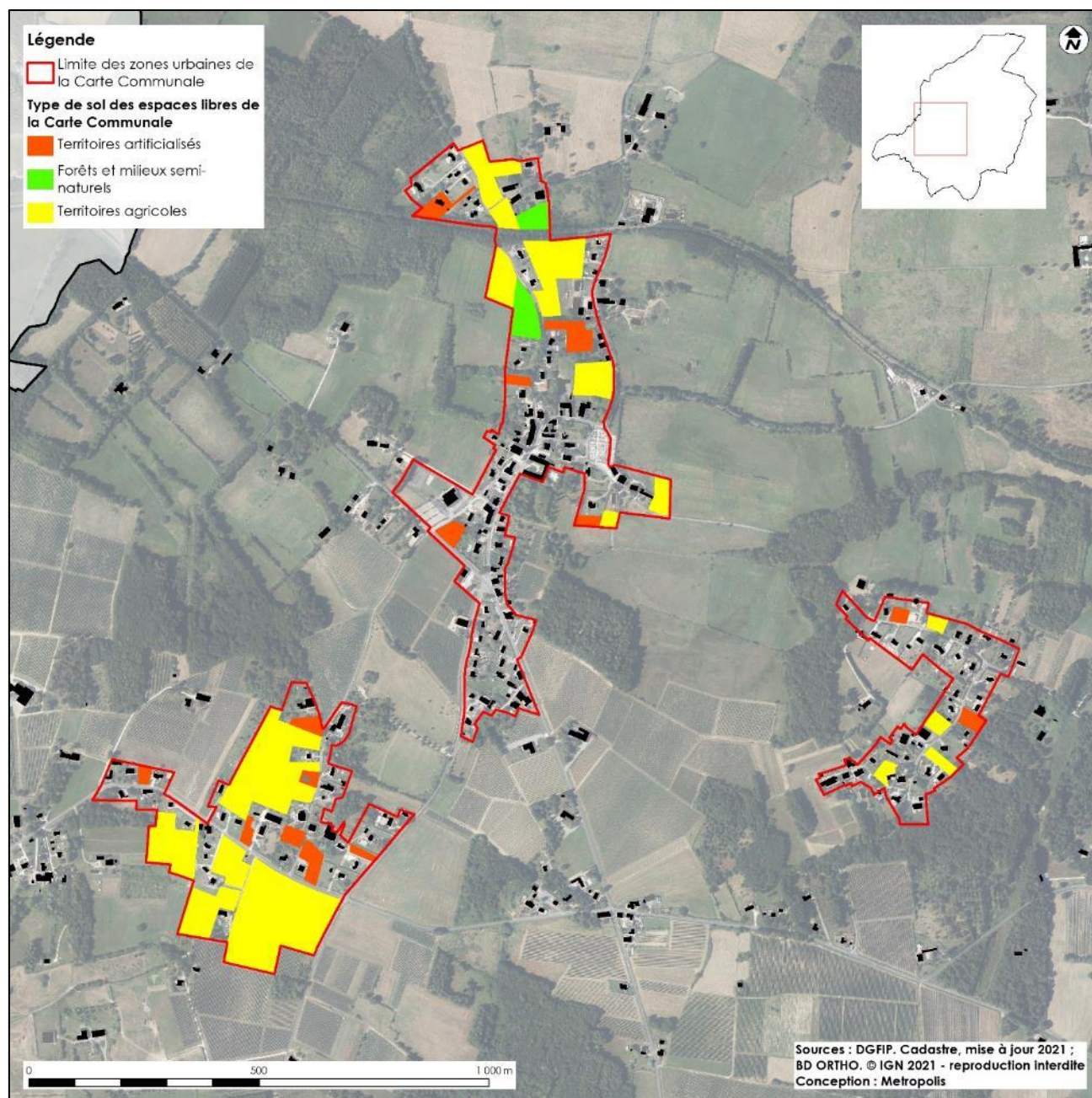
Capacité des espaces disponibles de la Carte communale 2022 pour la réalisation de nouveaux logements et l'accueil de nouveaux habitants

Remarque : L'espace libre identifié en espace naturel, agricole ou forestier déjà en zone U de la Carte Communale de 2006, situé au Nord-Ouest de la zone U, a fait l'objet d'un permis d'aménager délivré le premier trimestre 2022, pour la construction de 5 logements.

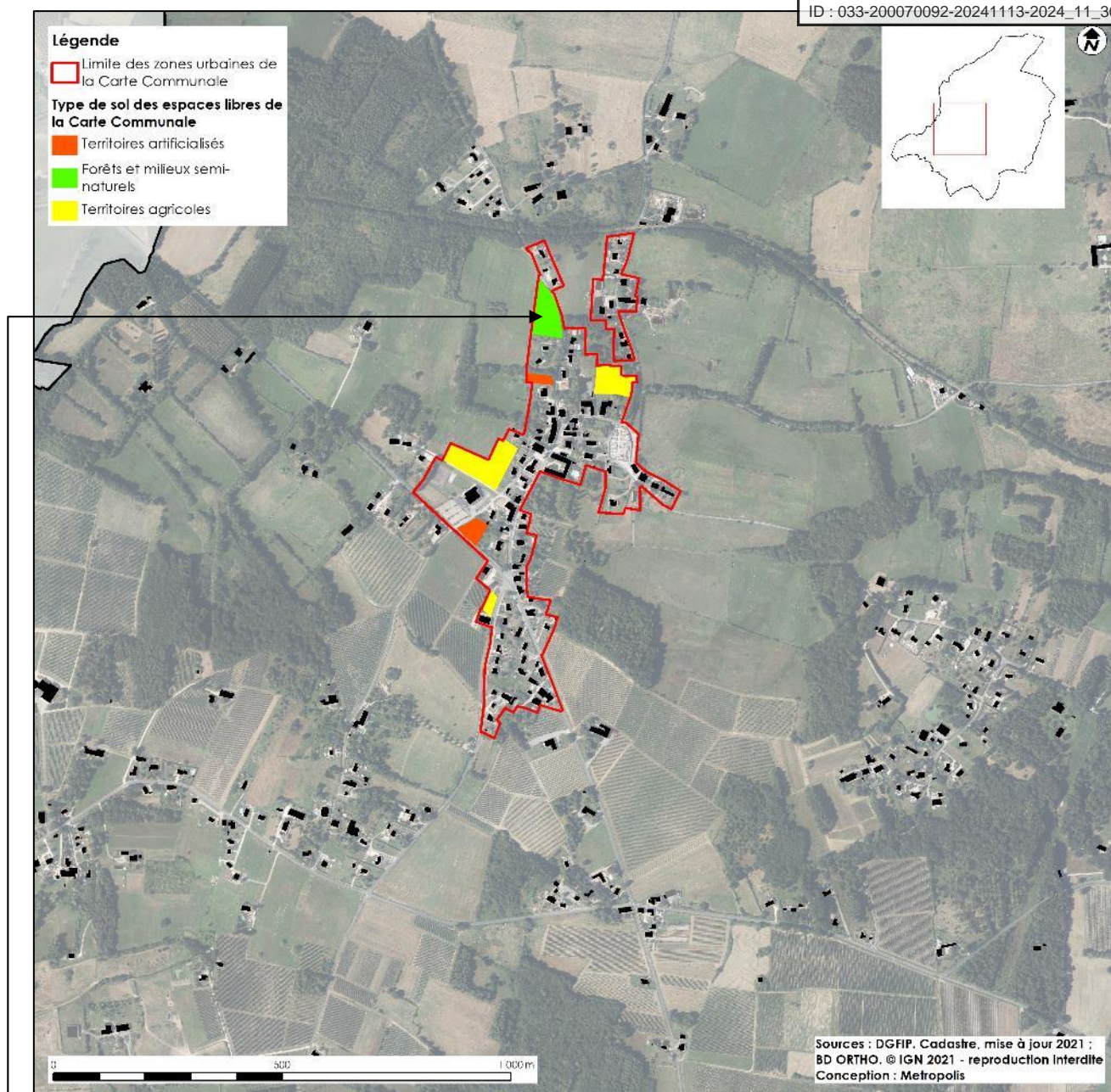
Ainsi les capacités d'accueil théorique de la Carte communale, selon les choix de zonage réalisés, permettraient la construction d'environ **18 logements**, une **production en compatibilité avec les besoins identifiés** en termes d'accueil de population :

- **40 logements neufs en 10 ans** selon les données du **PLH de la CALi** ;
- **50 logements neufs** à l'horizon 2034 en application du **DOO du SCoT du Grand Libournais**.

3. Évolution de la capacité d'accueil



Espaces libres selon le type de sol de la Carte communale 2006



Espaces libres selon le type de sol de la Carte Communale 2024

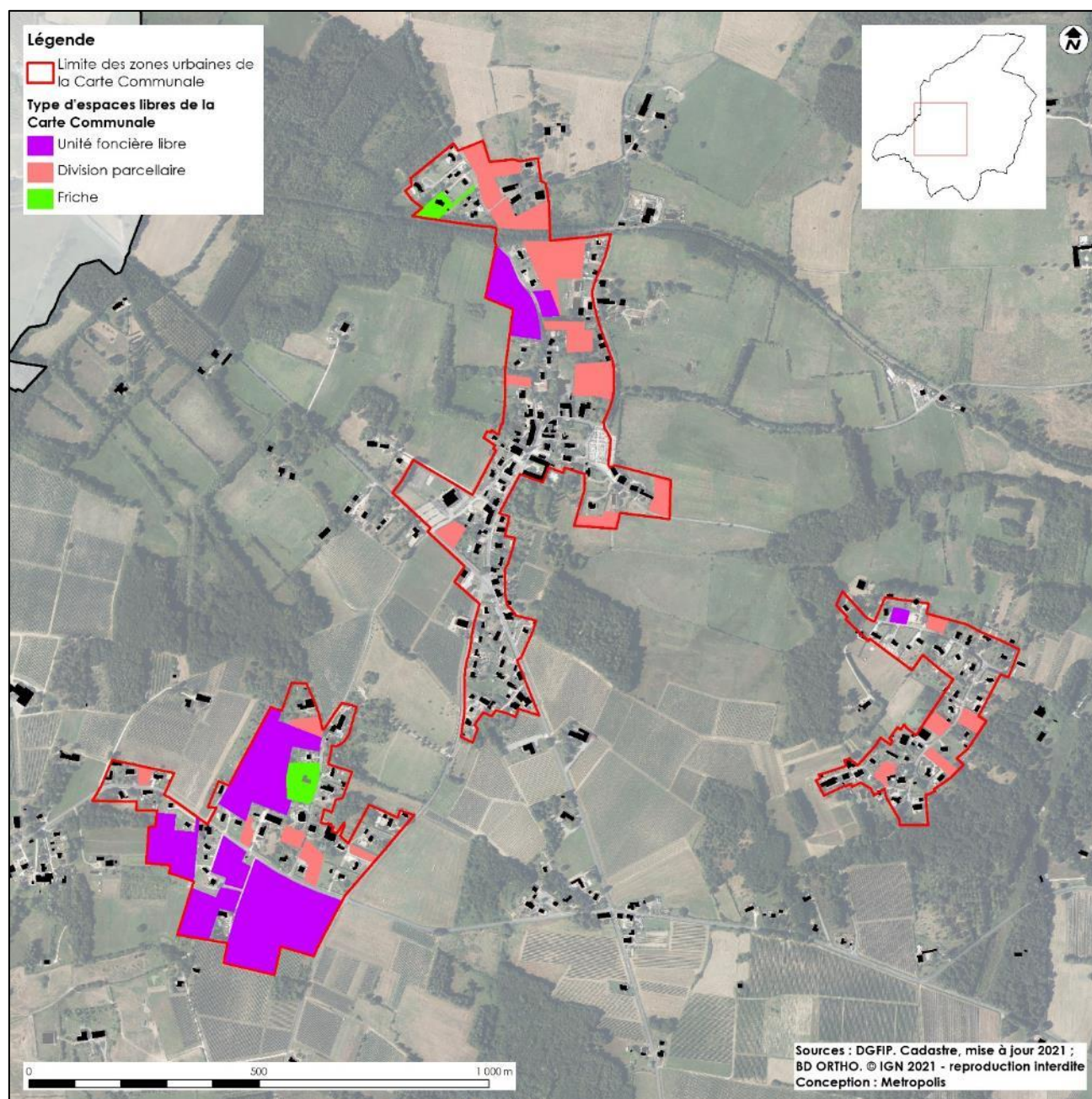
Remarque : L'espace libre identifié en espace naturel, agricole ou forestier déjà en zone U de la Carte Communale de 2006, situé au Nord-Ouest de la zone U, a fait l'objet d'un permis d'aménager délivré le premier trimestre 2022, pour la construction de 5 logements. Cet espace est donc à déduire des espaces libres.

Le tableau ci-dessous présente la répartition et la proportion des surfaces par zones et secteurs dans la Carte Communale en vigueur (2006) et la Carte communale projetée (2024).

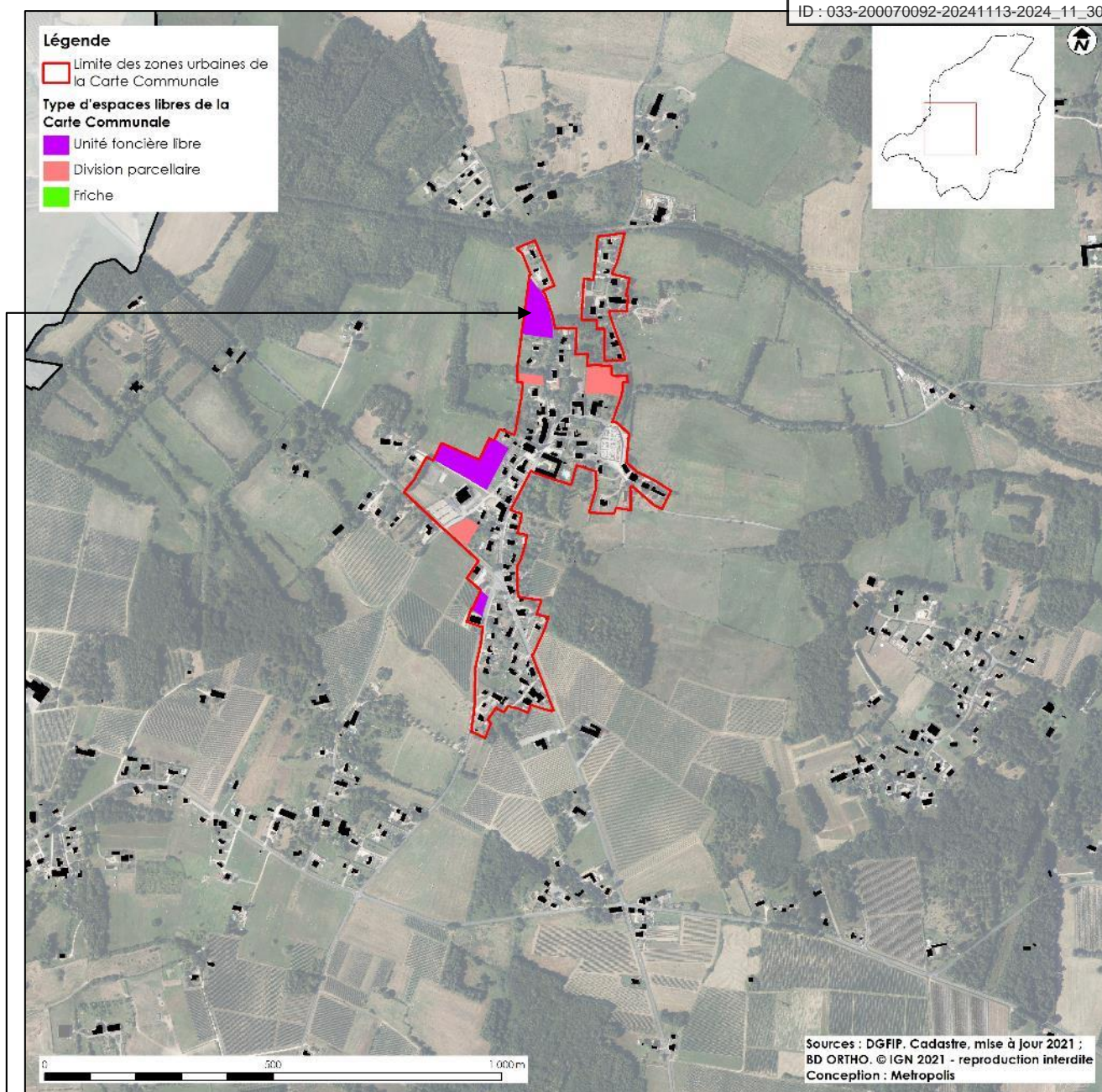
Carte communale 2006			Carte communale 2024		
Type de zone	Superficie (ha)	Part du territoire communal (%)	Type de zone	Superficie (ha)	Part du territoire communal (%)
U	53,27	1,78	U	19,38	0,65
N	2939,38	98,22	N	2950,53	99,35
Total des zones	2992,66	100	Total des zones	2969,91	100

Surfaces dégagées dans la Carte communale en vigueur (2006) et la Carte communale projetée (2024)

L'écart de la superficie communale totale entre 2006 et 2020 provient des données cadastrales. Or la source pour la Carte Communale de 2006 n'est pas disponible, la Carte Communale révisée est basée sur le Plan Cadastral Informatisé de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). L'écart des surfaces est principalement situé sur les limites de la commune. Les zones urbaines se superposent bien entre les deux cartes communales.



Espaces libres selon le type de sol de la Carte communale 2006



Espaces libres selon le type de sol de la Carte Communale 2024

Remarque : L'espace libre identifié en espace naturel, agricole ou forestier déjà en zone U de la Carte Communale de 2006, situé au Nord-Ouest de la zone U, a fait l'objet d'un permis d'aménager délivré le premier trimestre 2022, pour la construction de 5 logements. Cet espace est donc à déduire des espaces libres.

L'emprise générale de la capacité d'accueil du projet de Carte communale (2024) est inférieure à celle de la Carte communale en vigueur (2006), s'expliquant par le choix de recentrer le potentiel de développement urbain dans et autour du centre-bourg.

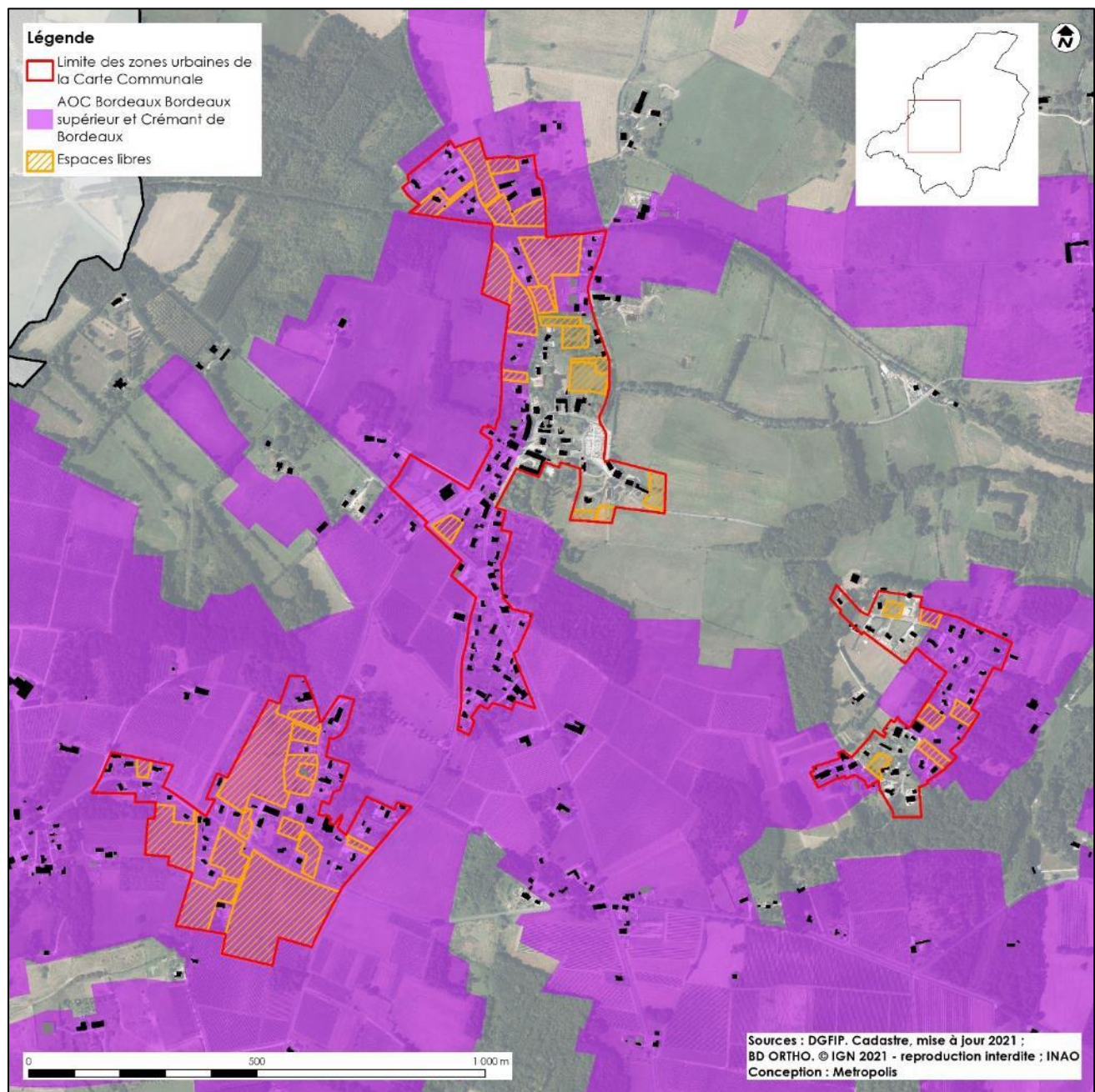
4. Atteintes aux surfaces affectées à des productions AOP

Le tableau et les cartes ci-dessous présentent les surfaces affectées à des productions AOC, puis tenant compte de la déduction des espaces artificialisés intégrés dans les espaces AOC. Il s'agit, pour la Carte communale révisée, de ne pas porter atteinte à plus de 2% de l'aire géographique de chaque AOC sur la commune.

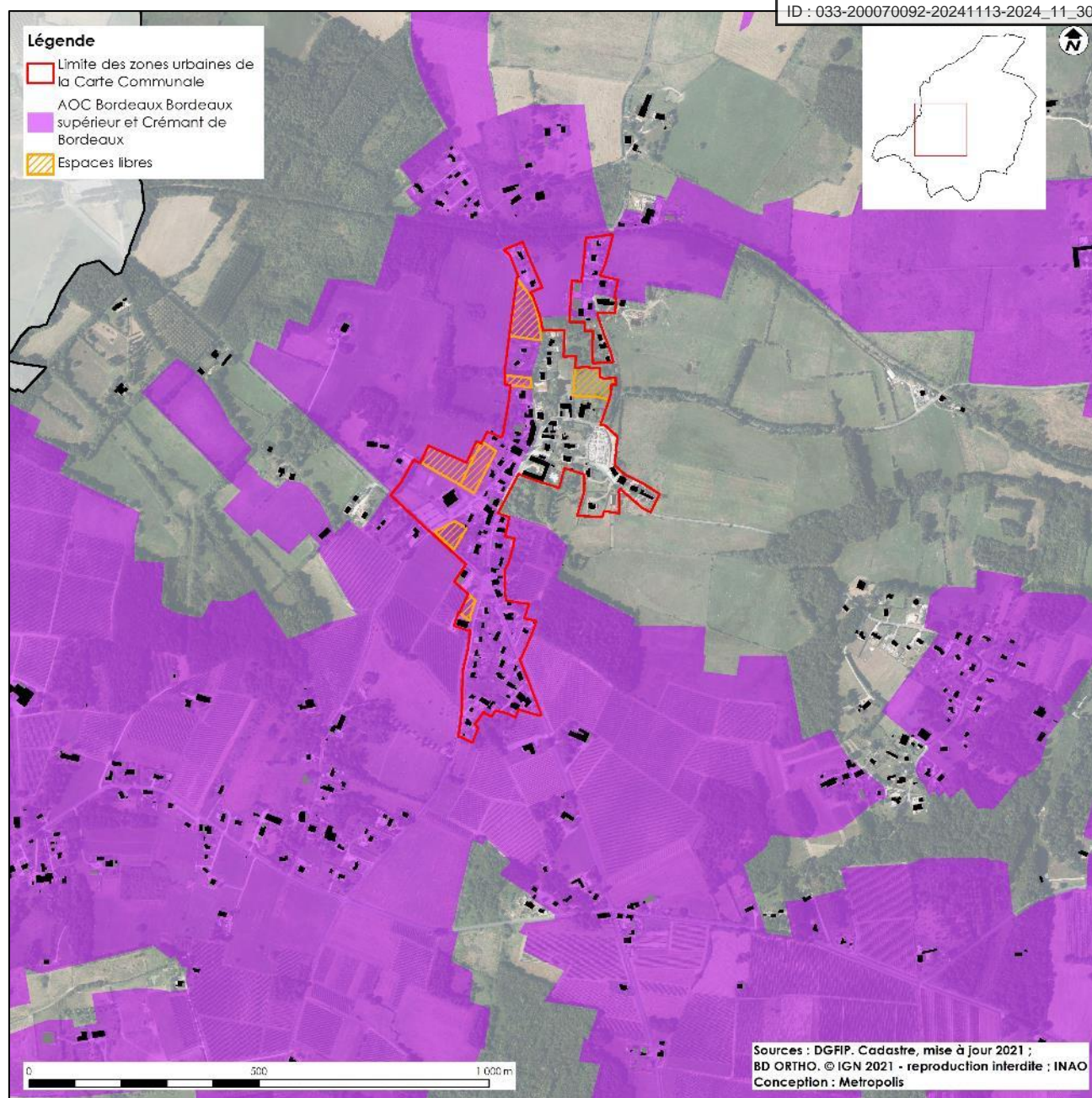
Carte communale 2006			Carte communale 2024		
Type de zone	AOC (ha)	Part (%)	Type de zone	AOC (ha)	Part (%)
U	17,32	1,8	U	2,34	0,2

Surfaces affectées à des productions AOC

Ainsi, en tenant compte des espaces artificialisés, **la consommation d'espaces en AOC de la Carte communale révisée porte atteinte à seulement 0,2% de l'aire géographique de chaque AOC sur la commune.**



Emprise des AOC selon le type de sol d'espaces libres de la Carte Communale 2006



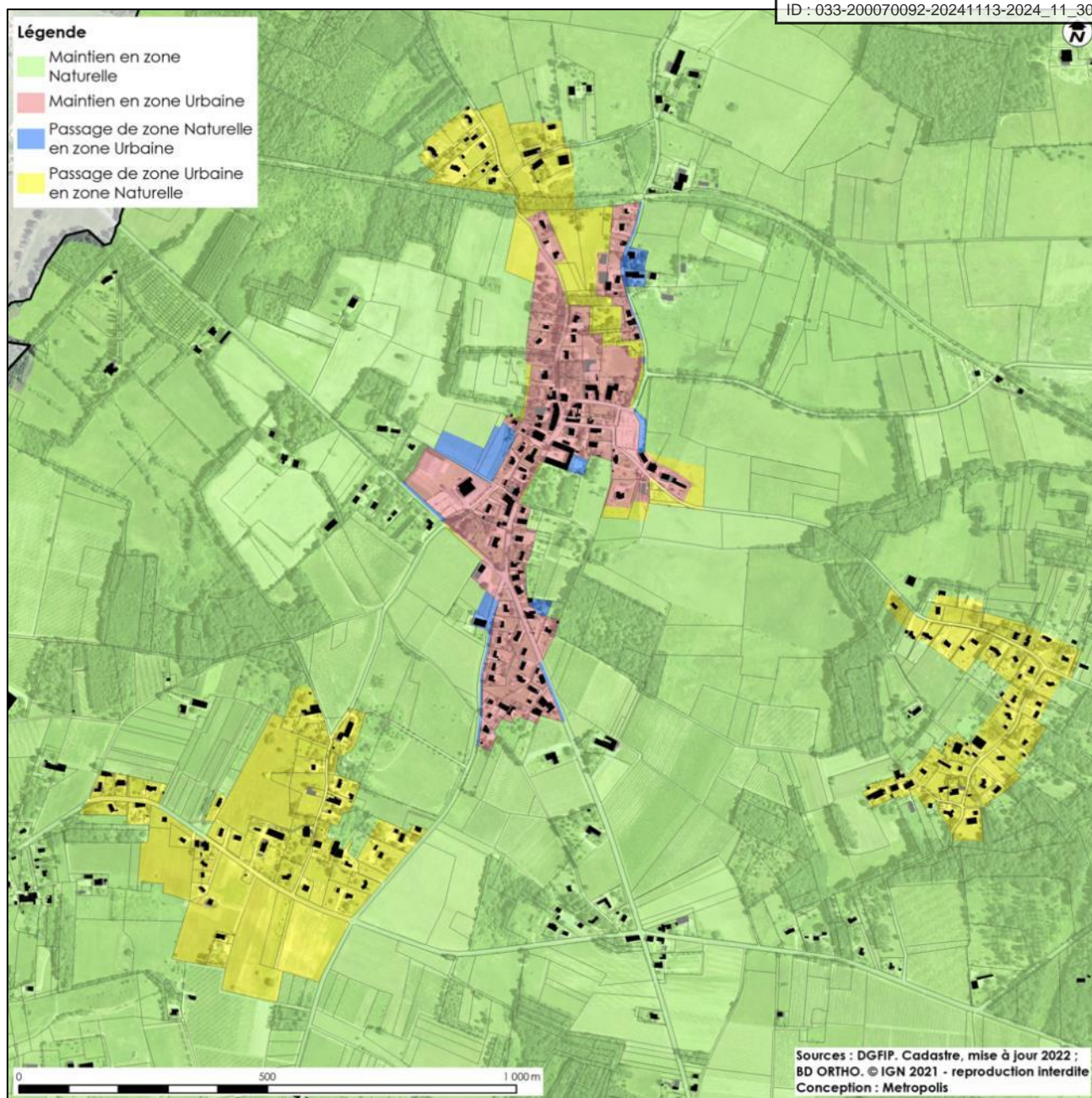
Emprise des AOC selon le type de sol d'espaces libres de la Carte Communale 2024

5. Consommation d'espaces naturels

Le tableau et les cartes ci-après présentent l'évolution de la consommation des espaces naturels entre la Carte communale en vigueur (2006) et la Carte communale révisée (2024):

Évolution du zonage	Surface en ha	%
Maintien en zone urbaine	17,07	0,57%
Maintien en zone naturelle	2914,33	98,13%
Passage de zone naturelle en zone urbaine	2,30	0,08%
Passage de zone urbaine en zone naturelle	36,20	1,22%
Total général	2969,91	100,00%

Évolution des espaces consommés entre la Carte communale 2006 et la Carte communale 2024



Évolution des espaces consommés entre la Carte communale 2006 et la Carte communale 2024

3. ARTICULATION DE LA CARTE COMMUNALE AVEC LES DOCUMENTS DE PORTÉE SUPÉRIEURE

a) RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

Plusieurs textes sont venus compléter les dispositions du Code de l'Urbanisme dans le but de renforcer l'intégration de l'environnement par les documents d'urbanisme. Ces textes portent sur des documents de planification ou de réglementation des activités humaines ou de l'utilisation des espaces et des ressources. Ils sont généralement représentés sous la forme de plans, programmes ou encore de schémas à l'échelle nationale, régionale, départementale, voire une échelle infra. Une articulation est obligatoire entre ces documents et les documents d'urbanisme de niveau « inférieur ». Dans ce cadre, le droit de l'urbanisme fait une distinction entre les notions de prise en compte, de compatibilité et de conformité de la Carte communale avec les normes supérieures.

- ✓ **Prise en compte** : La commune ne doit ignorer les objectifs généraux d'un document de portée supérieure à la Carte communale. Cette prise en compte est assurée, a minima, par la connaissance du document en question et la présentation, le cas échéant, des motivations ayant justifié les décisions allant à l'encontre de ce document.
- ✓ **Compatibilité** : Un document est compatible avec un texte ou un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou principes fondamentaux de ce texte ou de ce document, et qu'il n'a pas pour effet ou objet d'empêcher l'application de la règle supérieure.
- ✓ **Conformité** : la conformité implique un rapport de stricte identité, ce qui suppose que le document de rang inférieur ne pourra comporter aucune différence par rapport au document de rang supérieur.

b) RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS « SUPRA » À INTÉGRER

L'articulation de la Carte communale avec les documents de portée supérieure est régie par le Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020, les dispositions applicables aux schémas de cohérence territoriale, aux plans locaux d'urbanisme, aux documents en tenant lieu et aux cartes communales, et figurant dans le Code de l'Urbanisme en septembre 2022, s'appliquent aux documents dont l'élaboration ou la révision est engagée depuis le 1er avril 2021.

La commune de Maransin est comprise dans le périmètre d'application du SCOT du Grand Libournais.

La révision de la Carte communale a été prescrite le 16 décembre 2020 par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Libournais. Ce sont donc les dispositions précédentes du Code de l'Urbanisme qui s'appliquent ici.

Article L.131-4 du Code de l'Urbanisme <i>La Carte Communale doit être compatible avec...</i>	
Les Schémas de Cohérence Territoriale prévus à l'article L. 141-1	Le territoire de Maransin est couvert par le SCOT du Grand Libournais, approuvé fin 2016. La révision de la Carte communale doit être compatible avec le SCoT.
Les Schémas de Mise en Valeur de la Mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983	<i>Le territoire n'est pas concerné par un SMVM.</i>
Les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports	<i>Le territoire n'est pas concerné par un plan de mobilité.</i>
Les Programmes Locaux de l'Habitat prévus à l'article L. 302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation	La commune de Maransin est concernée par le PLH de la CA du Libournais.
Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4	<i>Le territoire n'est concerné par aucun PEB, en tout ou partie.</i>

Article L.131-5 du Code de l'Urbanisme Le Carte Communale doit prendre en compte...	
Le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement	Le PCET du territoire de la CALi est en révision pour prendre s'inscrire dans une démarche de PCAET.
Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière	Non communiqué

c) ARTICULATION AVEC LE SCOT DU GRAND LIBOURNAIS

Le SCoT du Grand Libournais a été approuvé en octobre 2016. La révision de la Carte communale doit s'inscrire dans les lignes directrices impulsées par le SCoT.

Partie 1 : PROMOUVOIR UNE ORGANISATION RATIONNELLE ET ÉQUILBRÉE DU TERRITOIRE	
<p>1.1. GÉRER LES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES EN MAÎTRISANT LE DÉVELOPPEMENT URBAIN</p>	<p>La Carte communale détermine les « espaces bâtis agglomérés » en application des dispositions du SCoT. Ceux-ci sont zonés en zones urbaines U. Le reste du territoire est zoné en N (espaces naturels) intégrant les éléments de la Trame Verte et Bleue.</p> <p>Les zones d'extension de l'urbanisation représentent -63,6% de la surface communale contre 1,2% pour les zones naturelles. Elles ne remettent donc pas en cause l'équilibre entre ces espaces.</p> <p>Dans le cadre de la procédure de révision de la Carte Communale, des arbitrages importants sont intervenus.</p> <p>D'une part en diminuant le nombre de zones urbaines, passant de 3 à 1. Les secteurs de Grugier et de Beaucaillat (qui comportent de très importantes surfaces aujourd'hui constructibles) ont ainsi été redéfinis en zone Naturelle.</p> <p>D'autre part, la seule zone urbaine du bourg maintenue a également fait l'objet d'une redéfinition de son périmètre. Il est notamment fortement amputé sur sa partie nord pour exclure des espaces caractérisés par un environnement plus rural (prairies,...), le passage de l'ancienne voie ferrée qui marque un effet de seuil, et enfin en tenant compte d'une rétention foncière importante sur cette partie de la commune. Il a ainsi été privilégié un nouveau secteur d'extension du bourg en connexion directe avec les équipements et services de proximité du centre-bourg.</p>
<p>1.2. S'APPUYER SUR L'ARMATURE URBAINE, SUPPORT DE SOLIDARITÉS ET D'UNE URBANISATION MAÎTRISÉE</p>	<p>La Carte communale s'inscrit dans une cohérence territoriale considérant Maransin en tant que commune rurale au sein du Grand Libournais, par une projection justifiée au regard de l'attractivité communale, tout en maîtrisant territorialement la contribution de Maransin à la croissance de population.</p> <p>La Carte communale permet d'inscrire le développement de Maransin tout en gérant les équipements et services publics existants.</p> <p>Maransin respecte son rôle de commune rurale avec un objectif de 114 habitants supplémentaires à l'horizon 2034, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,92%. Le projet est cohérent avec les limites physiques et d'infrastructures de la commune.</p>
<p>1.3. RÉPARTIR LES ÉQUIPEMENTS ET LES SERVICES POUR UNE COUVERTURE OPTIMALE DU TERRITOIRE</p>	<p>Maransin, au vu de sa taille, dispose d'une offre relativement étoffée en équipements et services (salle polyvalente, terrains de sport, école, La Poste, pharmacie, nouvelle Maison de Santé pluridisciplinaire, restaurant, salon de coiffure...). Il s'agit de maintenir et de conforter cette vocation d'équipements et de services, afin de renforcer le rôle de centralité de la commune à l'échelle communale.</p> <p>Disposant d'une offre structurante spécifique en services de santé (pharmacie, Maison de Santé...), Maransin envisage également de s'inscrire dans des perspectives de complémentarité de son offre de services avec les communes de</p>

	<p>Lapouyade et Tizac-de-Lapouyade.</p> <p>Enfin, la matérialisation d'une seule zone urbaine à l'échelle communale, centralisée au niveau du centre-bourg met clairement en lumière l'objectif communal de confortement des équipements et services de proximité pour les années à venir.</p>
Partie 2 : LA NATURE, UN CAPITAL À TRANSMETTRE ET DES RESSOURCES À PRÉSERVER	
2.1. ASSURER LA VITALITÉ DES TRAMES VERTES ET BLEUES	<p>La commune de Maransin est concernée par la présence/proximité de deux sites Natura 2000 : le « site des vallées de la Saye et du Meudon » et le « site des Landes de Montendre ». Elle jouxte également, en sa limite Nord, une ZNIEFF de type 2 : les « Landes de Montendre ».</p> <p>La révision de la Carte communale a été l'occasion de décliner à l'échelle de la commune les continuités écologiques et ainsi de mettre en lumière des enjeux qui lui sont propres. Le territoire montre notamment une forte imbrication des trames « naturelles » et « humaine » sur le secteur du bourg maransinois (prairies localisées dans le bourg).</p> <p>Ainsi, la Carte communale de Maransin a identifié d'importantes surfaces en réservoirs de biodiversité dans le cadre de sa déclinaison : plus de 4500 ha. Ces secteurs, qui concernent notamment des milieux boisés, font l'objet d'un classement en zone N. Au bilan, la révision de la carte communale de Maransin permet de classer en zone N plus de 99% de son territoire.</p> <p>La commune comporte des zones humides mises en évidence par les bureaux de conseils THEMA Environnement et ARTIFEX, notamment au niveau des sites du Gail Est (à l'Ouest du bourg), du Bourg (au Nord) et de Beaucaillat (au Sud-Ouest de la commune). L'évitement a été mis en œuvre sur Beaucaillat, où toute la zone humide est préservée (environ 3,16 ha).</p> <p>Sur les sites de « Gail Est » et du « Bourg », les emprises initialement définies comme vouées à muter, ont été réduite, afin d'amoindrir l'impact sur les zones humides recensées, en particulier suite à la deuxième expertise réalisée par le cabinet ARTIFEX en Mars 2024. De façon cumulée, c'est ainsi 0,53 ha qui sont maintenus, via un zonage N. En revanche, 1,31 ha cumulés peuvent être impactés par les futures opération d'aménagement. Mais cela reste en-deçà des impacts possibles de la carte communale en vigueur. En effet, la carte communale actuellement opposable permet d'urbaniser intégralement les sites de « Beaucaillat » et du « Bourg ». Soit une superficie cumulée de zones humides relevées de 3,738 ha.</p> <p>Dans le centre-bourg de Maransin, au-delà des enjeux relatifs aux zones humides, la zone urbaine a bénéficié d'un redécoupage plus ciblé de ses limites afin de tenir compte d'espaces sensibles, tel qu'une mare ou encore des haies bocagères qui témoignent d'enjeux d'intégration écologique et paysagère...</p>
2.2 AFFIRMER LA VALEUR DES PAYSAGES EMBLÉMATIQUES ET DES ÉLÉMENTS PATRIMONIAUX IDENTITAIRES	<p>La Carte communale organise un développement urbain regroupé autour du bourg de Maransin et qui préserve au maximum les respirations naturelles existantes (zones N).</p> <p>Pour autant, hormis l'usage de l'article L.111-22 du Code de l'Urbanisme, la Carte Communale ne dispose pas des outils permettant d'office la matérialisation de servitudes de protection des éléments patrimoniaux, bâtis ou paysagers. En attendant l'arrivée prochaine du Plan Local d'Urbanisme Intercommunale de la Communauté d'Agglomération du Libournais, le choix a été fait de donner du recul sur certaines zones urbaines afin d'assurer la non-constructibilité des franges de haies, ou un éloignement significatif des fossés drainants.</p>
2.3. GARANTIR UNE GESTION ÉQUILBRÉE ET RESPONSABLE DES RESSOURCES NATURELLES	<p>La Carte communale de Maransin a été conçue avec un soin tout particulier accordé à la ressource en eau potable. Conscient de l'enjeu associé à la sollicitation actuelle et à venir (sur une ressource partagée avec de nombreux</p>

	<p>territoires), la commune de Maransin fait le choix d'un développement urbain et donc démographique mesuré. Une collaboration a été établie avec le Syndicat du Nord Libournais, permettant de disposer de toutes les informations permettant d'éclairer les choix et de les expliquer.</p> <p>La commune n'est pas reliée à une STEP. La gestion des Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) est donc réalisée par des dispositifs individuels, devant répondre aux normes en vigueur.</p> <p>Le confortement du bourg de Maransin, en limitant l'étalement urbain et le recours aux déplacements motorisés individuels, favorise également la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la sobriété et l'efficacité énergétique sur le territoire communal</p> <p>Le projet de Carte communale vise à réduire la vulnérabilité face aux risques, et notamment aux incendies/feux de forêt : la cartographie des hydrants pour la défense incendie a bien été prise en compte pour garantir la constructibilité des zones de développement de l'urbanisation. Par ailleurs, le potentiel d'accueil de nouvelles constructions dans le cadre de la révision de la Carte Communale, permet d'éloigner les habitants du risque potentiel.</p>
<p>2.4 PRÉSERVER ET VALORISER LES ESPACES AGRICOLES ET VITICOLES</p>	<p>Afin de participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à la sobriété et à l'efficacité énergétique, la Carte communale limite l'étalement urbain et promeut l'urbanisation future dans l'enveloppe urbaine existante définie par le SCoT. Les extensions de l'urbanisation sont au contact des zones bâties existantes, et modérées en termes de surface mobilisée. Les sites bénéficient de la proximité des infrastructures de Maransin.</p> <p>La révision de la Carte Communale s'est également attachée à impacter le moins possible les espaces viticoles, en compatibilité avec les principes de la Trame Pourpre portée par le SCoT du Grand Libournais. Si la quasi-totalité du bourg et de sa proche périphérie est identifiée en AOC, le choix prioritaire de développement de l'urbanisation en continuité du bourg se porte ainsi sur des terrains non planté en vignes.</p> <p>Le rapport de présentation de la Carte communale de Maransin présente, dans la partie État Initial de l'Environnement, différentes sources de valorisation énergétique, notamment celles issues du bois (les surfaces boisées représentant 1 541 hectares sur la commune) et des sous-produits viticoles (la vigne représentant 216 hectares), dans une logique de préservation de la biodiversité et du capital paysager, mais aussi de complémentarité à l'échelle intercommunale et/ou avec des territoires limitrophes.</p> <p>La Carte communale de Maransin prend en compte les éléments de connaissance des risques naturels existants, qu'ils soient de portée réglementaire ou d'information (porter à connaissance du BRGM ou d'EPIDOR). Il veille à ne pas développer l'urbanisation dans des secteurs vulnérables au regard des données existantes.</p>
<p>Partie 3 : CONCEVOIR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN, GARANT DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE</p>	
<p>3.1 PROPOSER UNE OFFRE DE LOGEMENTS DIVERSIFIÉE POUR RÉPONDRE À TOUS LES BESOINS</p>	<p>La commune n'est pas soumise à l'article 55 de la loi SRU.</p> <p>En revanche, elle s'inscrit dans l'atteinte des objectifs portés par le Programme Local de l'Habitat du Libournais. Ainsi le projet quantitatif est compatible avec ce document. Au niveau de sa mise en œuvre, il convient de rappeler l'objectif communal de maîtriser la nature du développement urbain futur. Pour cette raison, la commune souhaite se porter acquéreur des terrains constructibles à l'ouest du bourg afin de maîtriser le projet d'aménagement. Le souhait est d'y porter une certaine diversité urbaine et de logements, en particulier en lien avec les équipements de santé déjà présents sur la commune.</p> <p>L'arrivée prochaine du PLUi permettra d'intégrer des outils complémentaires pour</p>

	favoriser la mise en œuvre du projet urbain de la commune.
3.2 ÉCONOMISER ET RATIONALISER L'USAGE DE L'ESPACE	<p>L'emprise générale de la capacité d'accueil du projet de Carte communale (2024) est inférieure à celle du document en vigueur (2006), s'expliquant par le choix de recentrer le potentiel de développement urbain dans et autour du centre-bourg, tout en évitant d'impacter les zones humides identifiées.</p> <p>Comme vu précédemment, la révision de la Carte communale permet de proposer un niveau d'urbanisation en cohérence avec le niveau déjà urbanisé, qui correspond aux espaces urbains ayant les formes urbaines les plus denses historiquement sur la commune.</p> <p>La révision de la Carte communale permet de maximiser les capacités d'accueil au sein de l'enveloppe urbaine agglomérée (le SCoT définissant une densité minimale de 12 logements par hectare dans le périmètre aggloméré et de 10 logements par hectare en extension de l'urbanisation).</p> <p>Le projet de Carte Communale s'est attaché à rationaliser l'usage de l'espace par le confortement de l'urbanisation au sein du centre-bourg (les secteurs de Grugier et de Beaucaillat étant redéfinis en zone Naturelle).</p>
3.3 DÉVELOPPER ET CONFORTER LA QUALITÉ DES ESPACES	La Carte communale ne bénéficie pas de leviers permettant de réglementer la forme urbaine : l'alignement, la volumétrie, les hauteurs... Toutefois, le présent rapport de présentation propose des premiers principes d'orientations d'aménagements, certes sans caractère opposable mais qui devront contribuer aux réflexions futures : soit dans le cadre du futur projet d'aménagement, soit dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi.
3.4 MAINTENIR UN TERRITOIRE ACCESSIBLE, SUPPORT DE TOUTES LES MOBILITÉS	<p>Un effort de rationalisation des espaces ouverts à l'urbanisation a été réalisé pour que la population nouvelle soit accueillie, non seulement à proximité des équipements publics de la commune, mais aussi à proximité de la RD120. Cet axe principal de la commune est aussi connecté au réseau de transport en commun (arrêt de bus au croisement de la D22).</p> <p>La population nouvelle y aura donc plus facilement accès.</p>
Partie 4 : CONFORTER L'ÉCONOMIE ET DÉVELOPPER L'EMPLOI	
4.1 PROPOSER ET DÉFINIR UNE ARMATURE ÉQUILIBRÉE ET PERFORMANTE	D'un point de vue économique, les enjeux sont limités sur la commune ; il s'agit toutefois de garantir le maintien des activités existantes dans un cadre réglementaire maîtrisé, et plus particulièrement de favoriser la diversité commerciale et de services de proximité au sein de la zone urbaine du centre-bourg.
4.2 ŒUVRER À L'ÉMERGENCE D'UNE DESTINATION TOURISTIQUE AUTOUR DE SAINT-ÉMILION	Si la commune de Maransin n'est pas spécialement concernée par cette orientation du SCoT, elle bénéficie de quelques équipements, tels que la voie ferrée touristique présente sur l'axe Cagnac – Guîtres, ainsi que la route forestière (« La petite Valade »), qu'il convient de pérenniser.

d) ARTICULATION AVEC LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Ainsi les capacités d'accueil théorique de la Carte communale, selon les choix de zonage réalisés, permettraient la construction d'environ 18 logements, une **production en compatibilité avec les besoins identifiés** en termes d'accueil de population (soit **40 logements neufs en 10 ans** selon les données du **PLH de la CALi**).

XVII. ANNEXE

Annexe 1 / Dernier bilan établi par le SDIS 33 pour les PEI présents sur Maransin

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Date : 20/09/2021
Commune : MARANSIN (Convention 100% tous les ans)

Tournée ressources en eau n° : 2021-MARAN-008-LAPO
Fait par : SOUQUET/CHAUMONT

C.I.S : LAPOUYADE
Le : 20/09/2021

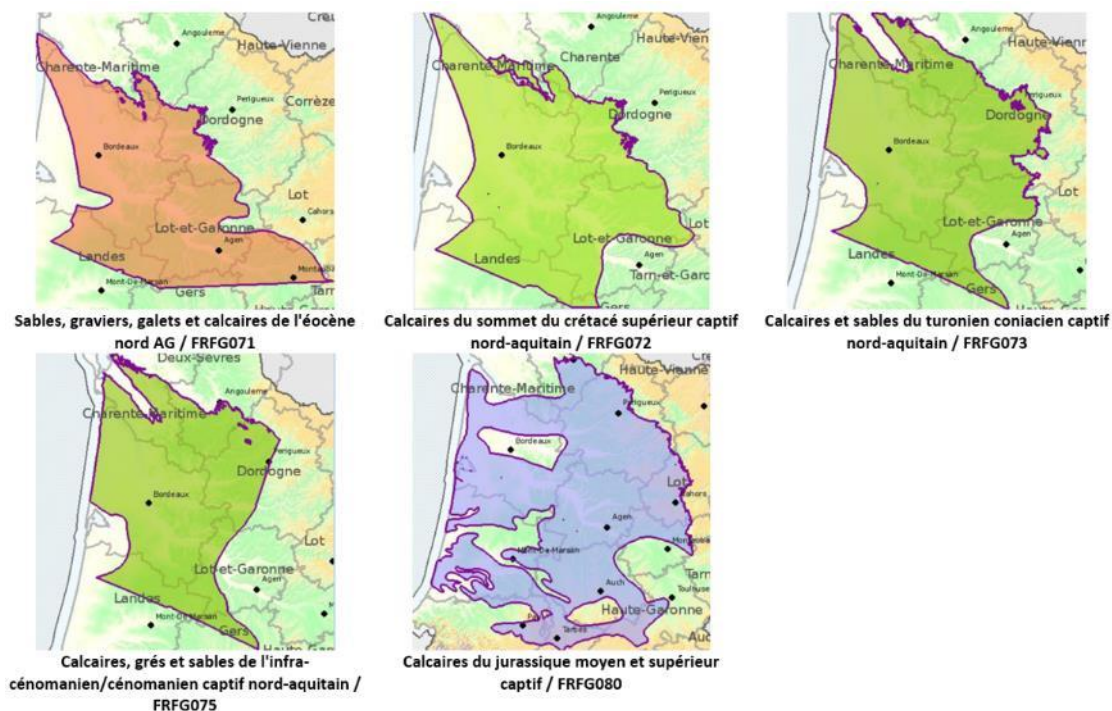
MARANSIN

N°	Mesure ?	Type	Adresse	Pression statique (bars)	Pdyn à 60 m³/h (bars)	Débit à 1 bar (m³/h)	Débit max (m³/h)	Capacité (m³)	Codes Anomalies	Etat
1	X	PI100	RONDIER	3.0	1.0					Disponible
2	X	PI100	DOMINIQUE	3.0	1.0					Disponible
3	X	PI100	MEAUME	3.0	1.0					Disponible
4	X	PI100	CANTON DES NAUVES						5	Indisponible
5	X	PI100	LES CHARTREUX	2.4	1.0					Disponible
6	X	PI100	LE BOURG	3.0	1.0					Disponible
7	X	PI70	BEAUCAILLAT	2.5	0.0	39	44			Disponible
8	X	PI70	LANDOURNERIE	5.0	1.0					Disponible
9	X	PI70	LA FAYOLLE	2.5	0.0	40	52			Disponible
10	X	PI70	MERIGOT	4.5	0.0	44	50			Disponible
11	X	PI100	GRAND JARD	3.0	0.0	45	52		11	Disponible
12	X	PI100	GRUGIER	4.0	1.0					Disponible
13	X	Ra	PETIT VILLAGE					60		Disponible
14	X	PI100	LA METAIRIE	4.0	0.0	55	70			Disponible

Annexe 2 / État antérieur des masses d'eau souterraines et superficielles liées à Maransin – SDAGE Adour Garonne 2016-2021

1 - Les eaux souterraines

Dans le SDAGE Adour Garonne 2016-2021, cinq masses d'eau sont répertoriées au droit de la commune de Maransin.



Le tableau suivant dresse le bilan des masses d'eau souterraines mis en évidence dans l'actuel SDAGE (2016-2021).

code européen masse eau	nom masse eau	Etat hydraulique	Etat quantitatif	Etat chimique	Objectif du bon état chimique	Objectif du bon état quantitatif	type derog quantitatif	parametres quantitatifs	Pressions significatives de la masse d'eau
FRFG071	Sables, graviers, galets et calcaires de l'éocène nord AG	majoritairement captif	mauvais	bon	2015	2021	Conditions naturelles	déséquilibre quantitatif	prélèvements
FRFG072	Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif nord-aquitain	majoritairement captif	mauvais	bon	2015	2021	Conditions naturelles	déséquilibre quantitatif	/
FRFG073	Calcaires et sables du turonien coniacien captif nord-aquitain	captif	bon	bon	2015	2015			/
FRFG075	Calcaires, grés et sables de l'infra-cénomanien/cénomanien captif nord-aquitain	captif	bon	bon	2015	2015			/
FRFG080	Calcaires du Jurassique moyen et supérieur captif	captif	bon	bon	2015	2015			/



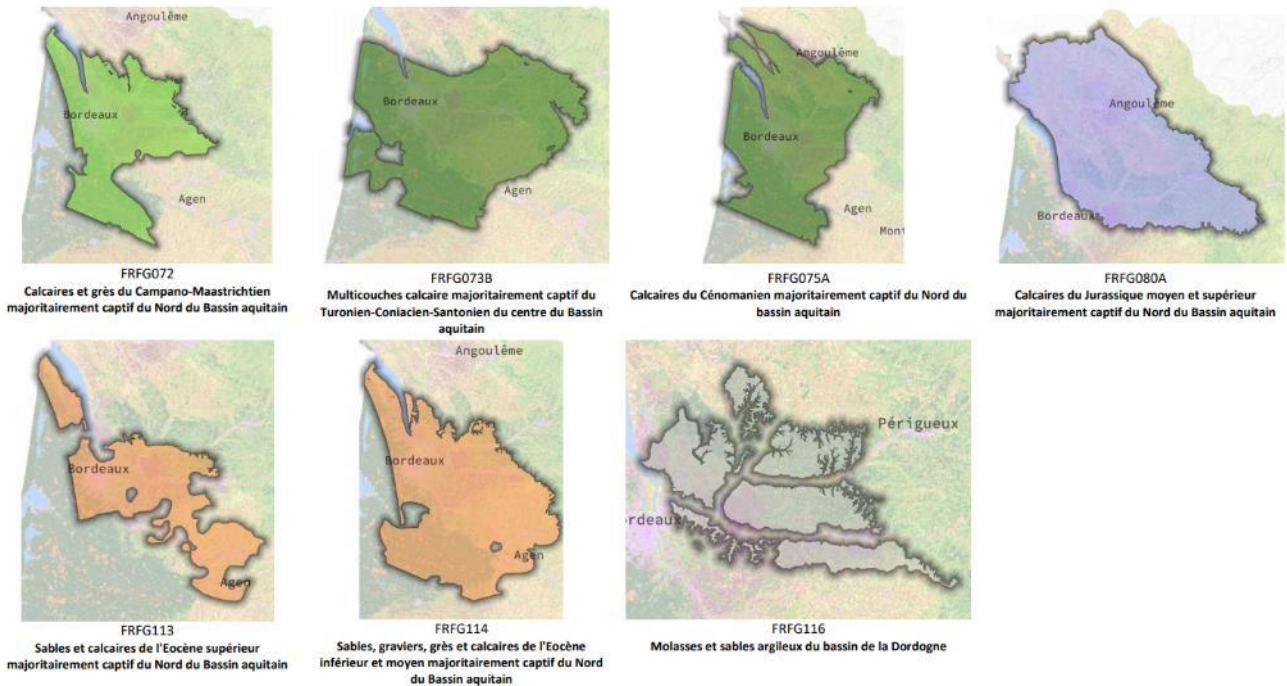
Bilan relatif aux masses d'eau souterraines situées au droit de Maransin (source : Agence de l'Eau Adour Garonne)

Comme on peut le constater, dans le SDAGE actuel, les masses d'eau captives montrent un bon état, à la fois sur le plan qualitatif et quantitatif. En revanche, les masses d'eau caractérisées par un état hydraulique majoritairement captif montrent un mauvais état quantitatif. La masse d'eau FRFG071 (Eocène) se caractérise par

des pressions significatives induites par les niveaux de prélèvements (notamment pour l'AEP) exercés à son échelle.

Comme nous l'avons vu précédemment, le SDAGE Adour Garonne est en révision en vue d'établir les orientations qui seront applicables dans son prochain cycle (2022-2027). Un état des lieux des masses d'eau a été mené et validé par le préfet coordonnateur de bassin en décembre 2019, qui permet de disposer d'un niveau de connaissance actualisé. En parallèle, certaines masses d'eau ont vu leur **périmètre découpé en plusieurs secteurs**, afin de tenir compte de **réalités** parfois bien différentes d'un secteur à l'autre (notamment sur les niveaux de pression exercés). Certaines ont également vu évoluer leur nom, ou encore l'étendue de leur emprise...

Ainsi, dans le projet de révision du SDAGE Adour Garonne (cycle 2022-2027), 7 masses d'eau souterraines sont répertoriées au droit de la commune de Maransin.



Le tableau suivant indique les principales données, validées par le préfet coordonnateur de bassin en décembre 2019, issues de l'état des lieux de ces masses d'eau souterraines (sur les plans quantitatif et chimique), en vue de la révision du SDAGE Adour Garonne et du prochain cycle d'application (2022-2027).

Notons que la masse d'eau identifiée FRFG071 dans le SDAGE actuel, est corrélée aux masses d'eau FRFG112, FRFG113, FRFG114, FRFG115 et FRFG116 dans le projet de SDAGE révisé.

code masse eau SDAGE 2022-2027	nom masse eau	Etat hydraulique	Etat quantitatif	Etat chimique	Pressions significatives de la masse d'eau	Karstique
FRFG072	Calcaires et grès du Campano-Maastrichtien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	mauvais	bon	prélèvements (5,8 M m ³ /an dont 4,8 pour AEP)	non
FRFG073B	Multicouches calcaire majoritairement captif du Turonien-Coniacien-Santonien du centre du Bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	non
FRFG075A	Calcaires du Cénomaniens majoritairement captif du Nord du bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	non
FRFG080A	Calcaires du Jurassique moyen et supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	oui
FRFG113	Sables et calcaires de l'Eocène supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	bon	bon	/	non
FRFG114	Sables, graviers, grès et calcaires de l'Eocène inférieur et moyen majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain	majoritairement captif	mauvais	bon	prélèvements (59,6 M m ³ /an dont 56 pour AEP)	non
FRFG116	Molasses et sables argileux du bassin de la Dordogne	majoritairement libre	bon	bon	phytosanitaires 5 substances les plus vendues : fosetyl-al, Glyphosate, Metiram, Folpel, Mancozèbe	non

Etat des masses d'eau établi préalablement au SDAGE-PDM 2022-2027 validé par le comité de bassin (source : Agence de l'Eau Adour Garonne)

A l'instar du cycle 2016-2021, les nappes de l'Eocène (FRFG114) présentent toujours un mauvais état quantitatif, du fait des fortes sollicitations pour l'alimentation en eau potable à l'échelle régionale (Gironde notamment). Cet état de fait est identique pour la nappe FRFG072.

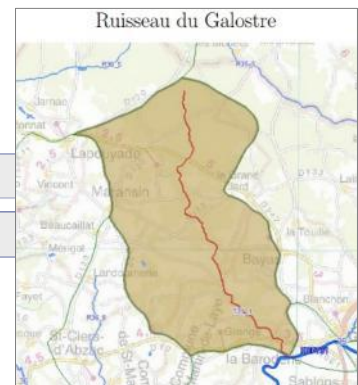
Les autres masses d'eau souterraines montrent un bon état chimique et quantitatif. En revanche, il est à noter les pressions observées sur la masse d'eau « molasses et sables argileux du bassin de la Dordogne » par les produits phytosanitaires (fongicides, herbicides...), qui traduisent notamment la tonalité agricole dans laquelle celle-ci évolue et donc les pressions diffuses.

2 - Les eaux superficielles

Dans le SDAGE Adour Garonne 2016-2021, le bilan des masses d'eau superficielles est le suivant :

Éléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau « ruisseau du Galostre »

Dans le cadre du SDAGE en vigueur sur le cycle 2016-2021, les données portant sur le ruisseau du Galostre sont indiquées ci-après.



Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2016-2021)

Objectif de l'état écologique : Bon état 2015

Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) : Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2016-2021 sur la base de données 2011-2012-2013)

		Indice de confiance	
Etat écologique :	Bon	Faible	
Etat chimique (avec ubiquistes) :			Non classé
Etat chimique (sans ubiquistes) :			Non classé
Origine :	Modélisé		

Pressions de la masse d'eau (Etat des lieux 2013)

	Pressions
Pression ponctuelle :	
Pression des rejets de stations d'épurations domestiques :	Pas de pression
Pression liée aux débordements des déversoirs d'orage :	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants) :	Pas de pression
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (MI et METOX) :	Inconnue
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Pas de pression
Pression liée aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Significative
Prélèvements d'eau :	
Pression de prélèvement AEP :	Pas de pression
Pression de prélèvement industriels :	Pas de pression
Pression de prélèvement irrigation :	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Minime
Altération de l'hydrologie :	Minime
Altération de la morphologie :	Minime

Source : Agence de l'Eau Adour Garonne

A l'image des eaux souterraines, un état des lieux a été réalisé sur les eaux superficielles en vue du prochain cycle du SDAGE Adour Garonne (2022-2027). Les données formalisées en 2019, ont été établies par l'Agence de l'Eau sur la base des données 2015 à 2017 (source : AEAG - état des lieux préalable au SDAGE-PDM 2022-2027 validé par le comité de bassin le 2 décembre 2019).

Les méthodes et critères de l'évaluation de l'état chimique et écologique des eaux de surface sont ici liées à l'arrêté du 27 juillet 2018.

L'état écologique du ruisseau du Galostre en 2019 est évalué comme « moyen » (« bon » au cycle précédent). Concernant la chimie (sans ubiquistes), la masse d'eau est « non classée ».



Par rapport au cycle 2016-2021, on observe une dégradation par rapport aux macro-polluants d'activités industrielles non raccordées (pressions significatives). En revanche, les pressions diffuses induites par les pesticides sont évaluées maintenant comme « non significatives » par l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Eléments du SDAGE Adour Garonne pour la masse d'eau « Ruisseau de la Détresse »

Dans le cadre du SDAGE en vigueur au cours du cycle 2016-2021, les données portant sur le ruisseau de la Détresse sont indiquées ci-après. A noter le déclassement du cours d'eau pour l'objectif d'atteinte du bon état écologique, du fait des pressions exercées par les matières azotées, les matières organiques, les métaux, les matières phosphorées, les pesticides et la flore aquatique. L'objectif d'atteinte du bon état est ainsi reporté à 2027.

Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2016-2021)

Objectif de l'état écologique :	Bon état 2027
Type de dérogation :	Raisons techniques
Paramètre(s) à l'origine de l'exemption :	Matières azotées, Matières organiques, Métaux, Matières phosphorées, Pesticides, Flore aquatique
Objectif de l'état chimique (Sans molécules ubiquistes) :	Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2016-2021 sur la base de données 2011-2012-2013)

	Indice de confiance		Indice de confiance
Etat écologique :	Moyen	Haut	Etat chimique (avec ubiquistes) : Bon
			Etat chimique (sans ubiquistes) : Bon
Origine :	Mesuré		Extrapolé



Pressions de la masse d'eau (Etat des lieux 2013)

Pressions	
Pression ponctuelle :	
Pression des rejets de stations d'épurations domestiques :	Significative
Pression liée aux débordements des déversoirs d'orage :	Non significative
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants) :	Significative
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (MI et METOX) :	Inconnue
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Non significative
Pression liée aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Non significative
Prélèvements d'eau :	
Pression de prélèvement AEP :	Pas de pression
Pression de prélèvement Industriels :	Pas de pression
Pression de prélèvement irrigation :	Pas de pression
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Minime
Altération de l'hydrologie :	Minime
Altération de la morphologie :	Minime

Source : Agence de l'Eau Adour Garonne

Par rapport aux données formalisées en 2019, l'état écologique du ruisseau de la Détresse est évalué comme « mauvais » (« moyen » au cycle précédent).

Concernant la chimie (sans ubiquistes), la masse d'eau montre un « bon » état chimique.

Pressions de la masse d'eau (Etat des lieux 2019)

Pressions ponctuelles

Rejets macropolluants des stations d'épurations domestiques par temps sec

Rejets macropolluants d'activités industrielles non raccordées

Rejets substances dangereuses d'activités industrielles non raccordées

Sites industriels abandonnés

Pressions diffuses

Azote diffus d'origine agricole

Pesticides

Prélèvements d'eau

Prélèvements AEP

Prélèvements industriels

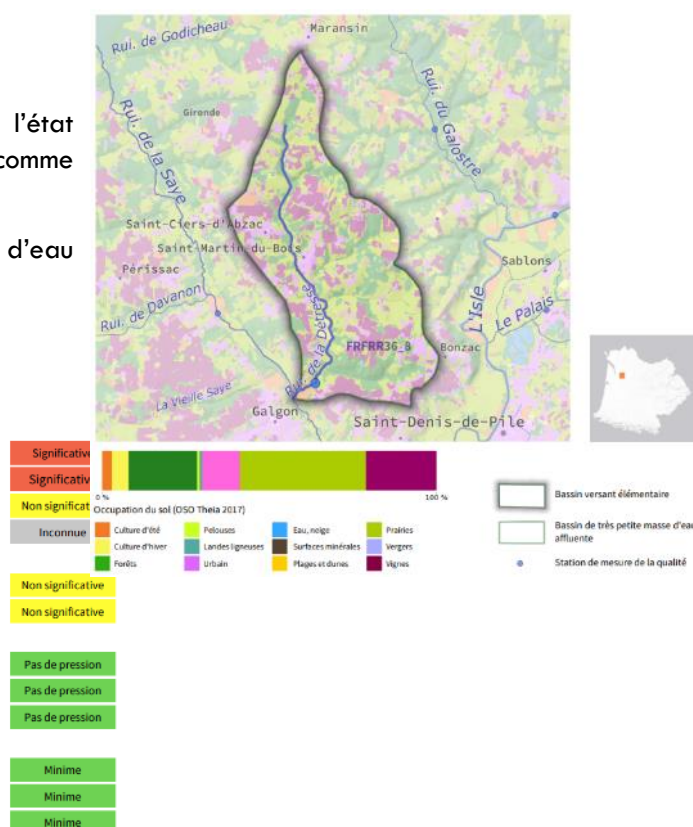
Prélèvements irrigation

Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements

Altération de la continuité

Altération de l'hydrologie

Altération de la morphologie



Par rapport au cycle 2016-2021, on observe les pressions dues aux macro-polluants d'activités industrielles et des stations d'épuration domestiques sont encore évaluées comme étant significatives. Notons que l'état des lieux 2019 met en évidence que les pressions diffuses induites par les pesticides et l'azote sont encore évaluées comme « non significatives » par l'Agence de l'Eau Adour Garonne.